• LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE - Pages 16 à 18

LE MONDE

muniquer ou, pour parler français, de

convaincre. A tel point que chacune de

ses initiatives et, quelque temps plus tard, son contraire faisaient également

monter sa popularité dans les sondages.

Envoyait-il les « marines » au Liban ?

La presse, le Congrès, le public

saluaient cette courageuse interven-

tion. Au lendemain de l'attentat qui, en

octobre 1983, faisait dans leurs rangs

des dizaines de morts, déclarait-il fière-

ment que l'Amérique - ne se laisserait

pas intimider par les terroristes -? Le

même chœur, solidaire dans l'émotion,

célébrait sa fermeté. Décidait-il, un

peu plus tard, de rapatrier les

marines > ? Unanime, l'Amérique

louait sa profonde sagesse. L' - image -

n'étayait pas l'argument rationnel : elle

En cette époque hautement scientifi-

que, la vie nationale presait paradoxa-

ement les apparences d'un miracle

permanent : la double magie du verbe

et du sourire l'emportait sur toute

réflexion logique. Quand les temps sont

trop durs et les esprits troublés, grandit

le besoin de croire aux prodiges. Ainsi,

contre l'avis des plus grands

savants (1), crut-il pouvoir prophétiser que, par la «guerre des étoiles», le

plus fascinant miracle de tous les

temps se produirait dans l'espace. Il y

croyait. Il y croit encore. M. Reagan

est un homme de foi. Or, soudain, le

merveilleux enchantement a pris fin.

se substituait à lui.

Algérie : 6 DA
Anolles fr. | 19,00 F
Rémoire : 25 FB
Camada: 2.25 S C
C-Ffv. : 870 F CFA
Expagre : 270 P
E-U. : 2,10 S US
Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

valut tant d'admirateurs, à l'extérieur

comme à l'intérieur des Etats-Unis.

Son inaptitude à suivre un dossier, à

s'intéresser aux détails, est légendaire.

Chaque année, ses partenaires dans les

sommets des Sept en faisaient l'expé-

rience. Courtois, ils n'en disaient mot.

A quelques exceptions près, les grands moyens d'information se montraient

tout aussi complaisamment discrets.

La foi en l'Amérique et au prétendu

libéralisme reaganien imposait le

silence. En démocratie, tel n'était pas,

Les grands de la terre ont à leur ser-

hélas! le moindre « miracle »...

A l'assaut des étoiles

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE

Débâcle

BRUSQUEMENT, comme si son axe s'était rombu Par CLAUDE JULIEN publique a basculé aux Etats-Pendant la turbulente agonie d'une Unis. Ce qui a volé en éclats, ce n'est autre présidence, M. John Kenneth pas une conception, un corps de doc-trine, une politique - du moins pas Galbraith (2) s'étonnait que ses compatriotes fussent surpris par les . triencore - mais, simplement, une cheries - de M. Richard Nixon, image » : celle d'un président intègre, charmeur, séduisant. L'Amérique avait comme si celui-ci, pendant un quart de siècle, n'avait · ostensiblement · monperdu confiance en elle-même? Il la tré de quoi il était capable. M. Reagan lui rendait, et avec brio. Il possédait au est à la Maison Blanche depuis six ans, plus haut degré ce don exceptionnel dont, sans réfléchir, on prétend qu'il fait les hommes d'Etat : l'art de comexposé aux regards du public depuis plusieurs décennies : pourquoi serait-on

> Ses déboires et le sincère désarroi qu'il manifeste étaient pourtant inscrits au cœur même de son personnage. S'il a fait preuve d'une aussi belle assurance, c'est parce qu'il a, de ce monde pourtant complexe, injuste et dangereux, une vision simpliste entraînant un optimisme à tout crin, bases essentielles de cet esprit de croisade qui lui

déconcerté par ses mésaventures ? Nul

n'avait donc su en déceler les pré-

vice suffisamment d'experts, de spécialistes, de thuriféraires - et aussi de vulgaires clients - pour que la simple liberté d'esprit impose à leur égard un salubre - devoir d'irrespect » (3). Cette attitude critique n'incite pourtant pas à se réjouir lorsque, prise en défaut, une autorité trébuche sur ses propres bases. Car elle n'a pas pu parvenir toute seule à ce funeste résultat.

Ignorance et opportunisme

DES le début de la crise, un observa-teur perspicace a sévèrement posé le problème et annencé ce qui ne manqua pas de suivre. - La presse, longtemps indulgente à l'égard des erreurs de M. Reagan, va maintenant se précipiter pour le punir .. observait William Pfaff (4). . Ce que nous répugnons à reconnaitre, ajoutait-il, c'est que les institutions politiques et la methode – transformee par la television - par laquelle un président est élu constituent un formidable obstacle à l'élaboration et à la conduite persévérante d'une politique étrangère cohérente et responsable. Le système, au contraire, produit des choix politiques marqués par l'ignorance, l'idéologie, l'émotivité; il les soumet à des considérations à court terme, à des décisions opportunistes, prises sans grande

considération pour les intérets des àllife e tron sans ett, som les interes à longue, échéance e se la nation ellemême (5). Quel pays n'en fait pas aujourd'hui l'expérience?

Subordonnée aux coûteuses mais appauvrissantes techniques de la publicité, à la recherche d'une « image » plutôt que d'une pensée, la compétition électorale stérilise de plus en plus le aux Etats-Unis. C'est ainsi, et non par effraction, que M. Reagan a pu entrer à la Maison Blanche. Il a été élu. Deux fois. Et. la seconde, plus largement encore que la première.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notamment l'article de Philip W. Anderson, prix Nobel de physique, le Monde diplomatique, décembre 1986, et trois articles dans le numéro de juillet 1986. (2) Economiste, ancien conseiller de John

F. Kennedy, ancien ambassadeur en Inde. (3) Le Devoir d'irrespect, par Claude Julien, Alain Moreau, Paris, 1979.

(4) - More Than First Aid is Required .. par William Pfaff, International Herald Tri-bune, 28 povembre 1986.

(5) Ce problème est largement débattu aux Etats-Unis; voir par exemple Arthur M. Schlesinger, la Présidence impériale, PUF, Paris, 1976.

ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

Tandis que, au Liban, les combattants palestiniens de retour dans les camps luttaient, toutes tendances confondues, contre les miliciens d'Amal soutenus par la Syrie, de massives manifestations ont mobilisé le mois dernier la jeunesse palestinienne des territoires occupés. Jeunesse désarmée, sace à la répression. Jawad Abu Selmi (vingt-deux ans), Saeb Abu Dahab (vingt-deux ans), Majred Abu Dirah (quatorze ans) et Ramadan Abu Daitin (douze ans) ont trouvé la mort. « Plus jamais ça », scandaient au même moment les étudiants français protestant contre le décès de Malik Oussekine (vingt-deux ans) au quartier Latin.

Ainsi, dans l'indifférence quasi générale et malgré l'affaiblissement de la direction de l'OLP, les populations palestiniennes proclament une fois encore leur refus de se laisser déposséder de leur sort. Que vaut alors, en regard de cette détermination, le projet de condominium israélo-jordanien en Cisjordanie et à Gaza, conçu comme une énième solution de rechange à des négociations directes avec l'OLP?

Par DOMINIQUE VIDAL *

N prenant l'initiative de rompre, le 19 février dernier, l'accord conclu un an auparavant avec l'OLP, le roi Hussein de Jordanie combla assurément les vœux de M. Shimon Pérès. Le premier ministre israélien entendait en effet préparer le terrain à l'ouverture de négociations directes entre son pays et la Jordanie avant de ceder la place à la tête du gouverne-ment au chef du Likoud, M. Itzhak

Sa spectaculaire rencontre avec le roi du Maroc à Ifrane, le 21 juillet, puis ses entretiens d'Alexandrie avec le président Moubarak, les 11 et 12 septembre, auront été les points culminants de l'initiative diplomatique qui allait ainsi marquer la fin du mandat de M. Pérès. Avec l'assentiment des Etats-Unis, dont le vice-président George Bush devait déclarer en juillet, lors de sa «tournée de paix » au Proche-Orient : La prochaine étape logique, si cela pouvait être arrangé, serait une rencontre directe entre la roi Hussein et le premier ministre israélien (1).»

A défaut de répondre à cette attente. le souverain jordanien n'en a pas moins donné de sérieux gages de bonne volonté. Sa volte-face à l'égard de l'OLP en février fut bientôt suivie de mesures concrètes visant à entraver les activités de l'organisation, tant en Jordanie que sur la rive occidentale du Jourdain occupée par Israël : dès le 22 février, réunion du Parlement jordanien - où siègent les « députés » de la Cisjordanie - pour entériner la rupture; fermeture, en juillet à Amman. de vingt-cinq bureaux du Fath et expuision simultanée d'Abou Jihad, le

Journalisse, co-auteur, avec Alain Gresh, des 100 portes du Proche-Orient (Autrement, Paris, 1986).

numéro 2 de l'organisation, ainsi que de dizaines d'autres responsables; soutien à la « révolte » du colonel Abou Zaim contre M. Yasser Arafat; établissement d'une « liste noire » de journalistes et de militants palestiniens désormais interdits de séjour; règlements discriminatoires contre des produits de Cisjordanie et de Gaza en transit vers d'autres pays arabes; projet de nouvelle loi électorale pour coopter au Parlement jordanien cinquante-six représentants de la Cisjordanie, etc.

Mais ce qui s'est passé cet baterrierevêt une plus grande portée, sins: qu'ont pu le noter divers observateurs. Selon des sources arabes, Israèliennes et occidentales à Amman et à Jérusalem, le roi Hussein de Jordanie et Israël ont conclu un accord tacite visant à se partager l'autorité sur les 1,4 million de Palestiniens des territoires occupés. Ce partage du pouvoir prévu par l'arrangement - une sorte de condominium de fait israélojordanien - constitue un changement spectaculaire dans les rapports au Proche-Orient et reste menacé, selon ces sources, par de nombreux pièges. Elles ajoutent que ce plan promet d'être une question majeure pour la région dans les mois à venir. Israël et la Jordanie ont un certain nombre d'intérêts communs dans les territoires occupés, dont le plus notable est de réduire le pouvoir politique de l'OLP de M. Yasser Arafat (2). -

(Lire la suite page 26.)

(1) Le Quotidien de Paris, 30 juillet 1986 L'enquête en Israel et dans les territoires occupés a été réalisée avec la collaboration de

(2) John Kifner, cité par l'International Herald Tribune, 20 octobre 1986.

DANS CE NUMERO:

Des raisons de vivre LES VALEURS A DÉFENDRE

Lorsque Bruno Traven écrivait « LA RÉVOLTE DES PENDUS » (voir les extreits de ce roman page 33), il posait à sa manière, comme tant d'autres, l'unique et éternelle question : quelles raisons les êtres humains ont-ils donc de vivre? Richesse ? Puissance ? Efficacité ? Sous nos yeux, la réponse jaillit d'une actualité foisonnante.

DIGNITÉ ET SENS DE LA JUSTICE

Obsédés par des objectifs purement matériels, l'œil fixé sur leurs statistiques, certains ne sauront jamais voir l'essentiel. Ils ont réduit à la seule crainte du châmage une « MOBILISATION ÉTUDIANTE », dont Ignacio Ramonet, Jacques Ardoineau et Michel Debeauvais éclairent « SENS ET ENJEUX » (pages 2 et 3). Gardiens d'une orthodoxie économique, d'autres, avec le même aveuglement, n'hésitent pas à « SACRIFIER L'HUMAIN AU REDRESSEMENT FINANCIER » des pays endettés, sans même voir qu'il s'agit là d'un « PSEUDO-RÉALISME QUI COUTE FORT CHER » (pages 14 et 15). Sentinelles du monde libre, les mêmes ou leurs semblables se croient efficaces en menant « CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ETHIOPIE », logique cheminement « DE L'ANTIMARXISTE A LA SÉLECTION DES VIC-TIMES » (pages 16 à 18). La même étroitesse d'esprit a conduit le gouvernement Reagan à accumuler les actes illégaux : lorsqu'on voit ainsi « L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE » (pages 4 à 7), il ne faut pas s'étonner de découvrir la « DÉBACLE » au bout de ce chemin. Le libéralisme n'aurait-il donc aucun idéal à proposer ?

M 2136-394 - 15 F

Rien ne serait plus chimérique que de subordonner la dignité de l'homme à des objectifs politiques ou économiques dont l'homme. précisément, est et restera le principal artisan. C'est ce que montre Florence Beaugé en laissant parler, aux Etats-Unis « DES FERMIERS SPECTATEURS DE LEUR PROPRE MORT » (pages 8 à 10). Sans qu'ils le sachent, la même erreur est commise par « ISRAĒL ET LA ORDANIE FACE AUX PALESTINIENS > (page 26) car leur ENTENTE AMBIGUE » ne peut servir la paix au Proche-Orient. Libérées de la dictature par un grand sursaut humain, les Philippines se fourvoieraient si elles l'oubliaient dans cet « EFFORT DE RECONS-TRUCTION AFFRONTÉ AU RÉEL » (pages 30 et 31). Au contraire, un espoir jaillirait si, sur le Vieux Continent, on voulait bien admettre que « L'EUROPE PEUT JOUER UN ROLE CONSTRUCTIF EN AMÉRIQUE LATINE » (pages 12 et 13) en remettant en honneur des valeurs trop

COMPÉTITION DANS L'ESPACE

longtemps méprisées.

Au moment où les gouvernements et les industriels sont engagés dans une intense course à l'espace, comprendront-ils que, si les progrès scientifiques et techniques aboutissent à servir ou à asservir l'homme, ce ne sera pas le résultat d'on ne sait quelle fatslité, mais de leurs propres choix ? Les articles rassemblés sous le *itre « A L'ASSAUT DES ÉTOILES » (pages 19 à 25) font ressortir ce qu'il y aurait de surcidaire à ordonner cette compétition spatiale à la seule recherche de la puissance.

Voir le sommaire détaillé page 36.



Piace à la raison, retour au réel.

Henri **Bourguinat**

Les Vertiges de la finance internationale

Une finance internationale qui s'emballe.

Une économie réelle qui

In projet original pour réformer les paiements internationaux.

> 98 F **ECONOMICA**

diplômes et obligeraient à un recyclage permanent.

De telles déclarations étaient de nature à tétaniser les esprits. La gauche elle-même s'en était prise, dès 1983, aux bastions ouvriers, à coups de vigoureuses « restructurations industrielles » : la combativité des travailleurs paraissait morte et les syndicats désorientés. Dans de

telles circonstances, le gouvernement de M. Jacques Chirac, sûr de lui,

imposait son train de réformes néolibérales (autorisation de licencie

ment, privatisations, loi sur l'audiovisuel, etc.) et envisageait d'autant

plus farmement d'autres mesures (prisons privées, nonremboursement de l'avortement, code de la nationalité, etc.) que l'opi-

nion publique, impressionnée par les attentats aveugles de septem-

la veille de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de réforme

ler pour l'éducation du premier ministre, le recteur Durand, avait pris

forme, cahin-caha, au cours de l'été sans rencontrer trop d'obstacles ni en discussion au Conseil économique et social ni au Sénat, malgré la

des universités de M. Alain Devaquet. Ca projet, inspiré par le consail

M. Jacques Chirac paraissait donc tenir la situation bien en main à

SENS ET ENJEUX DE LA MOBILISATION

'ANNÉE scolaire svait curieusement commencé. Sur fond de glaciation sociale et avec le spectre des deux millions et demi de chômeurs « totalement incompressables (1) ». Des acteurs politiques de différends bords — MM. François Dalle, Philippe Séguin, Edmond Maire — s'accordaient pour proposer aux jeunes, comme seule perspective d'emploi, les fameux « petits boulots ». En outre, au nom de la révolution technologique, ils sonnaient le glas d'une certaine conception du travail selarié : « Il faut savoir — expliquait, par exemple, M. Séguin — que les cerrières totalement accomplies dans une seule et même entreprise, stables, à salaire fixe, à temps complet et à vie, seront de moins en moins nombreuses (2). » Et d'annoncer des bouleversements qui rendraient obsolètes les qualifications, les

sa grisaille générale, son absence de projet culturel, le délabrament de ses locaux, le faible niveau de nombreux enseignants (7), la médiocrité de ses diplômes, l'ennui de tant de cours... il ne signifie pes davantage l'acceptation du système d'enseignament aupérieur français qui, en sélectionnant à outrance les candidats aux grandes écoles (destinés à devenir l'élite de la nation), fair fatalement de l'Université, d'emblée, un deuxième choix (lire ci-dessous l'article de Jacques Ardoino et Michel Debesuvais).

Un mouvement pour

vingt-trois ans, exprime à l'occasion du refus de ce projet un intense maleise.

Au-delà du gouvernement lui-même, cible centrale, c'est la société dans son ensemble qui se sent interpellée. La presse convoqué philosophes et sociologues, experts ès jeunes, afin qu'ils élucident cet « objet social non identifié (4) ». Certains y voient une « révolte contre l'ensemble des conditions de la société (5) »; pour d'autres, ce mouvement « rompt la passivité qui caractérisait la société française (6) » et prouve que l'expression politique, par temps de crise, ne se limite pas au rituel du vote ou su débat politicien.

Quoi qu'il en soit, il apparaît vite que le mouvement est, en effet, le symptôme d'autres blocages. Il dépasse la question scolaire car, cela est évident, le rejet du projet Devaquet ne signifie nullement une adhésion à la précédente réforme universitaire de M. Alain Savary de janvier 1984, ni une acceptation de l'Université telle qu'elle est, avec

Si ce puissant mouvement étudiant et lycéen raflète une inquiétude plus profonde qu'un simple malaise universitaire, comment ne pas y voir une expression de l'angoisse des jeunes devant un monde qui les exclut ? ils entrent dans la vie active de plus en plus tard (8) et sont, on le sait, les principales victimes du chômage. Plus d'un demandeur d'emploi sur trois est, en France, un jeune de monte de vingt-cinq ans, et, de 1975 à 1985, le taux de chômage des jeunes a été multiplié per trois. Un quart des jeunes, en France, restant privés d'emploi ; et plus de six cent mille jeunes chômeurs ne perçoivent aucune indemnité.

Ceux qui parviennent à entrer dans la vie active le font le plus souvent à tâtons, per intermittence, en acceptant des travaux d'utilité collective (TUC), des stages divers (souvent non rémunérés), des aituations précaires, des emplois à temps partiel... De nombreux étudiants

Les forteresses vides de

JACQUES ARDOINO et MICHEL DEVEAUVAIS •

farme opposition des présidents d'université (3).

bre 1986, se tournait volontiers vers lui.

'AMPLEUR imprévue de la mobilisation étudiante et lycéenne de novembre et décembre derniers a révélé un intérêt insoupçonné des jeunes Français pour les universités, et rouvert un débat dont il faut espérer qu'il ne s'arrêtera pas au retrait par M. Jacques Chirac du projet de loi Devaquet. Dans ce débat, et dans ceux qui l'ont précédé depuis 1968, les comparaisons avec l'étranger reviennent fréquemment, le plus souvent pour souligner le « retard français » dans des domaines aussi divers que la proportion des jeunes accédant à l'enseignement supérieur, la mauvaise qualité des formations universitaires, le niveau insuffisant des recherches, la mauvaise ges-

* Professeurs à l'université Paris-VIII-Viscennes à Saint-Denis. tion des universités, l'inadéquation aux exigences du marché du travail et, plus généralement, aux besoins des technologies modernes, de l'économie et de la

En sélectionnant les exemples étrangers selon les besoins de l'argumentation (ou de la polémique), on suppose que les autres pays n'ont aucun des prolèmes rencontrés en France, ou qu'ils les ont résolus. Or les thèmes princi-paux des réunions internationales de ces dix dernières années portant sur l'enseignement supérieur ont été les menaces internes et externes pesant sur les universités : crise financière, crise des débouchés pour les diplômés, crise démographique du personnel enscignant, crise de la gestion des universités, concurrence croissante d'autres institutions publiques et privées dans le domaine des formations supérieures et de la recherche. Des mises en garde solennelles sur la gravité de ces menaces sont régulièrement formulées

per des organismes anssi divers que le Comité des subventions aux universités (University Grants Committee), au Royaume-Uni (1986), la Fondation Carnegie pour le développement des universités, aux Etats-Unis (1985), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le rapport sur le Rôle et les fonctions des universités, préparé depuis deux ans par des enquêtes nationales, sera publié prochainement.

Partout les universités comaissent de graves difficultés, qui prennent en France des formes et une acuité particulières. Supprimées en 1789, en même temps que les corporations et les « prétendus intérêts communs », les universités françaises ont vu leur disparition consacrée par Napoléon lorsqu'il créa un système scolaire structuré selon une hiérarchie quasi militaire et intitulé à dessein l'« Université française » avec, à sa tête, un grand maître. Au même moment, Wilhelm von Hum-

boldt fondait l'université de Berlin selon un modèle délibérément antinapoléonien reposant sur le développement de la science par la libre poursuite de la vérité, et dans lequel la recherche et la formation humaniste de l'esprit étaient privilégiées par rapport aux formations professionnelles. C'est ce modèle qui se répandra au dixneuvième siècle dans toute l'Europe (à l'exception des pays latins) par le développement progressif des formations techniques supérieures et des laboratoires de recherche scientifique. Il sera aussi adopté par les Etats-Unis, surtout après la première guerre mondiale. Jusqu'à la période récente, la plupart des recherches et des formations supérieures se faisaient, à l'étranger, dans

En France, les facultés, progressivement reconstituées au milieu du XIXº siècle, surtout à partir de 1885,

ne sont regroupées en universités que depuis 1890, et d'ailleurs à la sauvette ; on évitera même de leur donner la majuscule qui aurait constitué un symbole de leur identité. Il faudra attendre la révolte étudiante et la loi-cadre de 1968 pour que soient jetées les premières bases de leur autonomie. Auparavant, la seule structure de gestion, d'ailleurs limitée aux nominations des professeurs et aux programmes, était la faculté - la «fac» comme disent encore aujourd'hui les étudiants. Mais cette autonomie est trop récente pour que les enseignants aient eu le temps d'en acquérir l'expérience; ils connaissent mal le fonctionnement des universités étrangères, et il leur a manqué l'appui financier considérable qui aurait été nécessaire pour cette mutation. La France reste le seul pays où les coûts par étudiant ne sont pas plus élevés que ceux d'un lycéen, pour le droit, l'économie, les lettres et les sciences sociales.

Grandes écoles : le premier choix

do le manque de movens M n'explique pas tout. C'est la place des universités dans la société française qui est en cause, car une partie essentielle des fonctions de formation et de recherche est remplie par d'autres institutions. Actuellement, la France est aussi le seul pays où les meilleurs étudiants choisissent de ne pas s'inscrire dans les universités, mais de préparer le concours d'entrée à une grande école ou une école supérieure, et, depuis peu, d'entrer dans des cycles supérieurs courts : instituts universitaires de technologie (IUT) et autres écoles professionnelles postsecondaires. Seules exceptions : la médecine, depuis que l'accès y a été limité, ainsi que les quelques univer-sités parisiennes qui pratiquent une sélection de fait.

Les universités françaises constituent donc un second choix, ou un dernier recours, à l'intérieur d'un système d'enseignement supérieur fortement cloisonné et hiérarchisé selon une échelle de prestige mesurable à la pro-portion des candidats refusés. Leur fonction de certification (le monopole des grades, y compris du baccalauréat) y est plus importante que celle de formation; dans la formation, les programmes - conçus comme des listes de sujets pour l'examen et une comptabilité des heures de cours - sont plus importants que les objectifs et les méthodes; les formalités des examens ont plus d'importance que l'évaluation des résultats. Les fonctions de recherche (aussi bien fondamentale qu'appliquée) sont remplies principalement par les grands organismes qui, comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ont une gestion auto-nome, même si la plupart de leurs laboratoires sont situés dans les locaux des universités. Les formations universi-taires sont le plus souvent séparées des recherches, et les enseignants qui ont des activités de recherche les exercent en général hors des universités, sauf si leurs instruments de travail s'y trou-

Contrairement à ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord, peu d'universités françaises sont parvenues à définir leurs politiques de formation et de recherche, et moins encore de services à la collectivité. Pour nuancer ce tableau, il faut reconnaître qu'aujourd'hui la situation des universités se détériore rapidement dans tous les pays et également que des efforts réels ont été entrepris par les universités françaises depuis 1968 : réforme des premiers cycles, tentatives de réforme des troisièmes cycles, dévelopment de la formation permanente, universités d'été et du troisième âge.

Mais ces premiers résultats de l'autonomie ont été rendus plus difficiles encore par la tutelle omniprésente de la bureaucratie ministérielle. Il paraît paradoxal que la révolte étudiante et lycéenne n'ait pas remis en cause le système d'enseignement supérieur avec son cloisonnement en segments inégalitaires et sélectifs ni même le fonctionnement actuel des universités et se soit limitée aux trois points de l'égalité des chances d'accès, des diplômes nationaux et des droits d'inscription

naux et des droits d'inscription. Y a-t-il en France trop ou trop peu d'étudiants? Faut-il en former moins, mais mieux, et pratiquer pour cela une sélection à l'entrée ? On pose aussi ces questions dans les autres pays, mais partout, en Europe et en Amérique du Nord, on considère comme désirable de répondre à la « demande sociale » d'enseignement supérieur de tous les jeunes « qualifiés », c'est-à-dire détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires. Cette pression sociale n'a pas été freinée par la crise, la croissance des effectifs s'étant seulement trouvée ralentie par le déclin démographique. Dans l'ensemble, les principaux modèles (unitaires ou différenciés, centralisés ou décentralisés) ont partout suivi des évolutions assez semblables : développement des cycles courts, introduction de limitations à l'entrée dans certaines filières jugées

excédentaires, comme la médecine.

Les expériences d'accueil des adultes, bacheliers ou non bacheliers, sont restées timides (sauf en Suède), souvent controversées, et connaissent un recul depuis la crise économique. En Europe, c'est encore le diplôme de

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur: Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur: Claude JULIEN
Rédactrice en chef:
Micheline PAUNET
Rédaction: Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN,
Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction:
Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex: MONDPAR 650572 F
Tél.: 42-47-97-27

Publicité: le Monde Publicité
5, roe de Monttessny,
75007 Paris.
Tél.: 45-55-91-82 on 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

American Control of the Control of t

es droits Cit

ES ÉTUDIANT

enseigne**me**

a trouvé qui parler.

Stapez: LEMON

La première biographie de Nelson IVIANDELA

Emmuré depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le dernier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peut-être l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

Un livre qu'il faut avoir lu si l'on est contre l'apartheid...

200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INEDITES FORMAT: 14,5 × 21 CM 50 F.F. (2 500 F CFA/60 DH/6 DT)



COLLECTION "DESTINS" GROUPE JEUNE AFRIQUE VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFPRESS (TEL. 1/42 65.69.30)

HORS AFRIQUE, VENTE PAR CORRESPONDANCE, ECRIRE A DIFPRESS. 3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE)
PRIX : FRANCE : EUROPE : 63 F.F. FRANCO DE PORT, AUTRES PAYS : 70 F.F. FRANCO DE PORT
REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIQUEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU FAR MANDAT POSTAL
(AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFPRESS

ent pour

if et lyclan reflète une inquie sections universitaire, comment ne e des joures devant un monde scove de plus en plus tard (8) et wateres du chômage. Plus d'un france, un jeune de moins de le teux de châmage des jeunes a perse, en France, restent privés a stunce chameurs ne percorvent

rdina le vie active le tent le plus souacceptant des travaux d'utilité colmunera non rémunérés!, des situaaccept partiel... De nombreux etudiants

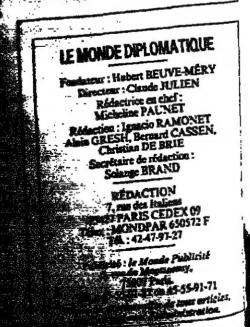
ement regroupées en universités que mis 1890, et d'ailleurs à la sauverie : deinera même de leur donner la este qui aurait constitué un symde leur identité. Il faudra attendre colte étodiante et la les-cadre de pour que soient jetées les pre-ces bases de leur autonomie. Augu-ment, le seule structure de gestien, Separa liminée aux nominations des - la . fac - comme disent mine injourd hui les étudiants Mais de les concignants alent ou le temps genuerir l'expérience ; ils consusde firacetres, et il icur a manani financier considératie qui La France reste le seul 737 . 24 .25 per étudiant ne serie 74. Plus the con ceux d'un lyaden, par le

memier choix

de ces premiers résultats de l'auto weite one det rendus plus difficie par la tutelle omn, présente de a aucratic ministérielle. Il parait redoctal que la révolte étudiante et seene n'ait pes remis en cause le syr ime d'enseignement supérieur avec de cloisonnement en segments inèga mires et sélectifs ai même le fonction sent setuel des universités et se soit mitte aux trois points de l'égalite des saces d'accès, des diplômes nation ness et des droits d'inscription.

Y a-t-il en France trop ou trop per diants? Faut-il en former moins. mein miene et pratiquer pour cela une affection à l'entrée ? On pose aussi ces energione dans les autres pays, mass tent, en Europe et en Amérique de stord, on considère comme désirable de spondre à la « demande sociale » l'enseignement supérieur de tous les same « qualifics », c'est-à-dire cetenwers d'un diplôme de fin d'études relaires. Cette pression sociale n'a the freinte par la crise, la crosssouvée ralentie par le déclin démogra-Mose. Dans l'ensemble, les princide centralisés ou décentralisés) ont partout suivi des évolutions assez semdebies : développement des cycles courts, introduction de limitations à Penerte dans certaines filières jugées enclarataires, comme la médecine.

Les expériences d'accueil des des, bacheliers on non bacheliers, sont restées umides (sauf en Suède). consissent controversées, et connaissent Parage, c'est encore le diplôme de



THE UNIVERSITY OF JOPDAN

SERIALS NO. 70864

(près de la moitié) travaillent dans ces conditions tout en poursuivant leurs études. L'intérim, et ce qu'il représente comme humiliation sociale, est un univers qu'ils connaissent bien et dont ils espèrent sortir grâce à des diplômes respectés.

DES ÉTUDIANTS EN FRANCE

Cette situation, les jeunes d'autres pays européens la vivent aussi, et l'on a pu voir comment, à l'occasion des manifestations françaises, et sous divers prétextes locaux, les étudiants d'Espagne, d'Italie et de Belgique ont également occupé la rue, conférant au mouvement une immigrés. Cette massive participation est révélatrice à double titre : d'abord, elle prouve que ces jeunes sont perticulièrement concernés par la crise économique; ensuite, et surtout, qu'ils participent de plain-pied à la vie civique française dont ils se sentent désormais, sans complexes, partie prenante.

Ce dernier aspect est capital, et sans doute, en ce qui concerne la communauté maghrébine, inaugural. Il périme, sur le fond, le projet de code de la nationalité de M. Chalandon puisque, en manifestant avec

les droits civiques

indiscutable dimension européenne, lançant ainsi une nouvelle solida-

Certains jeunes sont plus durement touchés que les autres ; en particulier, les enfants d'ouvriers, les jeunes filles et, en France, les enfants de familles immigrées, dont le taux de chômage atteint 40,5 %. Ces derniers, surtout s'ils sont d'origine maghrébine, sont les principales victimes du racisme dominant : celui qui, à la suite des attentats de Paris de septembre 1986, a redoublé d'agressivité contre

Si un tel sentiment est moins répandu chez les jeunes Français c'est que, pour eux, les immigrés ne sont point d'« étranges étrangers »; ils cohabitent avec eux dans le système scolaire, du primaire (9) au supérieur. Et l'école publique remplit ainai, de manière le, sa fonction de creuset républicain.

Beaucoup d'observater : ont remarqué, dans les rangs des manifestants étudiants et lycéens, le nombre important des jeunes d'origine

leurs camarades, ces fils d'immigrés s'affirment tout simplement comma citoyens français.

Le mérite politique d'organisations comme SOS-Racisme est, entre autres, d'avoir évité la coupure entre les jeunes-Français d'origine immigrée et les autres. C'était aussi, dans une certaine mesure, le sens des intenses campagnes contre l'apartheid et contre toutes les discriminations. Ces manifestations ont prouvé que la fratemisation des jeunes Français, sans distinction d'origine, était effective. Au-delà de la victoire étudiante sur le gouvernement, ce fait est un acquis politique majeur pour la société française. Il représente l'avènement à la vie civique d'une grande partie de la jeunesse de France.

Dans un tel contexte, la mort brutale de Malik Oussekine ne pouvait prendre qu'une extraordinaire valeur symbolique. A la fois comme preuve de la discrimination dominante et comme occasion d'une solennelle solidarité. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'unique mort des

événements de décembre 1986 est précisément un jeune Français d'origine maghrébine, un musulman. Au-delà de la tragédie, l'ensemble du mouvement étudiant a senti toute l'importance du symbole, de cette mort sacrificielle. Et plus Malik Oussekine rassemblait dans son identité des éléments d'exclusion (nom, origine, religion), plus il a été revendiqué par le mouvement estudiantin comme un des siens. Muettement, les milliers de manifestants qui défilèrent après sa mort rejoignaient ceux qui, en 1968, criaient : « Nous sommes tous des juifs allemands », pour répondre à un certain antisémitisme, Les manifestants du 10 décembre 1986 disaient en quelque sorte : « Nous sommes tous des immigrés maghrébins. »

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JANVIER 1987 - 3

Ainsi, le fronde étudiente déclenchée pour un motif proprement universitaire s'était transformée en événement politique majeur et se terminait en véritable mouvement pour les droits civiques. IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. Entretien avec M. Philippe Séguin, le Monde, 8 août 1986.

(2) Ibid. (3) Le Monde, 27 septembre 1986,

(4) Cf. Frédéric Gaussen, « Un objet social non identifié », le Monde,

(5) Entretien avec Edgar Morin, le Monde, 13 décembre 1986.

(6) Entretien avec Cornélius Castoriadis, Libération, 11 décembre 1986. (7) Cf. le rapport du Comité d'évaluation des universités françaises, présidé par M. Laurent Schwartz, élaboré par les professeurs François Morel et Bernard Pottier, *le Monde*, 16 octobre 1986, Voir aussi Jean-Claude Milner, La sélection oui, mais pour les profs », Libération, 11 décembre 1986.

(8) Cf. Evelyne Sullerot, l'. Age de travailler, Fayard, Paris, 1986. (9) A Paris, les enfants d'étrangers représentaient, en 1984-1985, 32 % des effectifs de l'école primaire publique et 8 % de ceux des écoles privées.

l'enseignement supérieur



fin d'études secondaires qui confère un droit d'accès à l'enseignement supérieur, pas nécessairement toutefois dans la branche choisie. D'une façon assez générale, c'est par la diversification des enseignements que s'est faite la réponse à la demande sociale. Certains pays de tradition unitaire - ceux où la plupart des formations et des recherches se font dans les universités - ont mené à bien cette diversification dans le cadre universitaire en créant des cycles courts et de nouvelles filières professionnelles (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon). Au Royaume-Uni, ce sont surtout les institutions non universitaires, restructurées en Polytechnics, qui ont accru leurs capacités d'accueil, au moins jusqu'à la période récente où les réductions budgétaires sont devenues draconiennes. On constate partout que les jeunes s'intéressent de plus en plus aux filières courtes et professionnalisées, et qu'un diplâme d'enseignement supérieur, uni-

Le Minitel

a trouvé

à qui parler.

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

versitaire on non, reste la meilleure assurance contre le chômage.

Les diplômes universitaires nationaux sont une caractéristique française. A l'étranger, l'autonomie et le prestige des universités videraient de toute signification une garantie gouvernementale. Dans chaque pays se posent bien entendu des questions d'homogénéité des grades universitaires car les particularités pédagogiques et les prestiges respectifs de chaque université ne sont pas contradictoires avec le souci d'assurer aux diplômes une valeur marchande minimale qui les rende négociables sur le marché du travail. Il existe donc presque partout des instances de régulation et de concertation. C'est le cas, an Royaume-Uni, du Comité des subventions aux universités et du Comité des vice-chanceliers, des experts universitaires exerçant par ailleurs un contrôle rigoureux sur les diplômes décernés par les Polytechnics

dans le cadre de la Commission des diplômes universitaires nationaux (Commission for National Academic Awards); aux Etats-Unis, des commissions régionales d'accréditation, etc.

Pour ce qui est des droits d'inscription, ils varient selon les pays, les types d'universités et les traditions nationales. Des systèmes d'enseignement supérieur gratuit ou quasi gratuit existent aussi bien en Allemagne et dans les pays scandinaves qu'en France, en Italie ou en Espagne. Aux Etats-Unis, le montant des droits s'établit sur une échelle de un à dix : quelques centaines de dollars pour les Junior Colleges, mais 15 000 dollars en médecine dans les établissements les plus prestigieux, saus compter les frais d'hébergement dans les universités à campus. Au Royaume-Uni, les droits sont maintenant, avec ceux de la Suisse, les plus élevés d'Europe. Depuis les augmentations imposées par le gouvernement de M= Margaret Thatcher, ils peuvent atteindre 5 000 livres, et les bourses naguère pratiquement automatiques ne sont plus attribuées que sur justifi-cation du revenu familial. Pour les étrangers, les sommes à payer sont plus flevées encore, le principe retenu étant celui du prix coûtant (cost-recovery). sauf pour les étudiants des pays du Marché commun, ce qui aboutit à faire acquitter le prix fort aux ressortissants du tiers-monde. Dans tous les pays cependant, l'enseignement supérieur est fortement subventionné, qu'il soit payant ou hon.

Sur le plan purement technique, on ne constate aucune relation entre la démocratisation de la population étudiante (mesurée par les représentations respectives des différentes catégories

Calendrier des sêtes nationales 15-31 jamier I" CAMEROUN Fête de l'indép Fête de l'indé 4 REMANIE Fête de l'indés 26 ALISTRALIE

sociales dans les universités) et le montant des droits d'inscription. Partout on peut observer une sous-représentation des catégories les plus défavorisées, et une sur-représentation des plus fortunées, mais cette situation s'explique par des facteurs autres que les droits d'inscription, et notamment par les modalités de la sélection sociale au cours de la scolarité antérieure ou avant l'école.

Les économistes ont analysé dans de nombreux pays (en France, à l'Institut de recherche de l'économie de l'éducation de Dijon) ce qu'ils appellent les effets redistributifs de l'éducation » en chiffrant les contributions de chaque catégorie sociale au financement de l'enseignement supérieur (droits d'inscription, mais surtout dépenses indirectes et manque à gagner des étu-

(sa participation à l'enseignement supérieur). Partout, les résultats de ces recherches montrent que le financement des enseignements supérieurs fonctionne comme un impôt aux conséquences sociales régressives. Dans l'ensemble - avec cependant de fortes différences selon les caractérisques nationales et les types d'études, - les catégories les moins favorisées - à l'exception des plus pauvres, qui paient peu d'impôts et reçoivent des bourses dont les enfants fréquentent peu l'enseignement supérieur financent les études des classes aisées qui, elles, bénéficient pleinement de la gratuité. Une gratuité qui, en France, comme dans quelques autres pays, constitue un tabou échappant à l'analyse rationnelle.

diants), et les services qu'elle en retire

Quelles missions pour l'Université?

DERNIÈRE possibilité de poursuivre des études post-secondaires, pour tous ceux qui n'ont pas pu trouver une place dans les institutions sélectives, les universités françaises ne font pas l'objet d'une remise en question. Marque de résignation à la médiocrité à laquelle les a reléguées la société française et dont beaucoup d'enseignants ont pris leur parti en investissant hors des universités le temps qu'ils ne consacrent pas à leurs heures de ne vaut cependant pas pour les sciences et la médecine, dont les instruments de travail se trouvent dans les locaux uni-

En revanche, dans les disciplines littéraires, juridiques et de sciences humaines, c'est-à-dire celles qui regroupent la majorité des étudiants et des enseignants, le désintérêt est total pour le matériel, les outils de recherche et l'instrumentation. Les gestionnaires de l'Université le traduisent bien dans la répartition des crédits. Il en résulte pour certaines matières un incroyable dénuement. Le problème des locaux est particulièrement significatif. Dans nombre de pays étrangers, mais aussi dans le plupart des grandes écoles françaises, bureaux, salles de cours et de

séminaire, laboratoires, permettent aux étudiants et aux enseignants de passer une grande partie de leur temps de travail à l'Université. Ce n'est généralement pas le cas en France. De ce seul fait, celle-ci est pratiquement désertée et ressemble fort à une forteresse vide.

Lorsque l'institution dépérit jusqu'à se vider ainsi littéralement, il lui faut retrouver un sens. C'est donc la question d'un «projet-visée» (et non des diale pour l'Université française comme pour tant d'autres. Quelles missions lui confier, en fonction de quel projet de société, inspirant quelle politique éducative ? Lorsque, ça et là, des mouvements étudiants et lycéens résonnent et détonent par «sympathie» en Grèce, en Italie, en Chine, on est tenté d'y lire aussi la quête de valeurs et de visées stimulantes, mobilisatrices, à portée fédérative, inscrites dans une temporalité historique longue - qui est justement celle de l'éducation, - alors que les réformes ne se pensent trop souvent qu'en termes d'organisation et en fonction des échéances électorales.

> JACQUES ARDOINO et MICHEL DEBEAUVAIS.



L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

Débâcle

The state of the s

(Suite de la première page.)

Un vieux journaliste (6), qui en a vu bien d'autres, peut alors s'effarer que les yeux ne se soient pas ouverts plus

« Le peuple américain [...] a eu exactement le gouvernement qu'il vou-lait et qu'il méritait. Ronald Reagan ne l'a pas réellement trompé. Chacune des qualités, ou absence de qualités, dont il fit preuve à la Maison Blanche était déjà apparente, et divulguée par les médias, lorsqu'il était gouverneur de Californie. Son idéologie n'a pas changé. Ses discours du samedi aprèsmidi à la Malson Blanche n'étaient qu'une réécriture des sermons que, longtemps avant de se lancer dans une carrière politique, il prononçait, pour General Electric, sur les thèmes de la libre entreprise et de l'anticommunisme. »

Comment ? James Reston ose parler de l'- idéologie - de M. Reagan? Mais, sur les deux rives de l'Atlantique, toutes les droites vont répétant que ce mot désigne la maladie honteuse caractéristique de la gauche... Elle sévit pourtant, et sous une forme qui n'a rien de bénin, sur les bords du Potomac comme de la Tamise et de la Seine: libérer les entreprises, donc restreindre les droits et la protection sociale des plus modestes citoyens, mais, face au terrorisme et au communisme déclinant, renforcer le rôle de l'Etat dans les domaines policier et militaire. De John Locke à Raymond Aron en passant par Tocqueville, combien de théoriciens doivent se retourner dans leur tombe en voyant quel usage vulgaire on fait de leur libéralisme (7) ...

De droite ou de gauche, et en dépit des faits, l'idéologue a toujours raison. Pas plus que M. Monory ou le recteur Durand, M. Reagan n'échappe à la règle. Dans la tourmente, il consent tout au plus à admettre que certains de ses collaborateurs ont pu commettre quelques « erreurs » dans P « exécution - de sa politique à l'égard de l'Iran et du Nicaragua. Le New York Times a beau lui rétorquer que toute sa conception était « erronée des le départ », qu'elle procède d'une grave absence de « jugement » et que, même si les otages avaient été libérés, la manœuvre aurait - produit un échec total », M. Reagan n'en démord pas (8). « Je pense, dit-il avec la plus grande sincérité, que nous avons entrepris en Iran la seule action possible. L'affaire n'a simplement pas tourné comme je l'avais espéré. Mais je ne vois rien que j'aurais voulu faire différemment (9). »

Pareille obstination ne doit rien à l'orgueil. Elle découle de la plus pure conviction, parfaitement désintéressée : dans ce monde intrinsèquement mauvais, le plus grand danger provient de l'« empire du mal » qui, sans scrupule, frappe en Afghanistan aussi bien qu'en Amérique centrale et ailleurs. Certes, les fondamentalistes iraniens ont humilié les Etats-Unis, mais, comme naguère Somoza, Duvalier ou Marcos, ils sont résolument anticommunistes. Quelques-uns d'entre eux font preuve d'une relative modération ? Aidons-les.

L'entourage de M. Reagan accepte sans sourciller cette analyse d'une éblouissante simplicité. Il y est encouragé par un marchand d'armes iranien, M. Manucher Ghorbanifar, qui, faisant son métier, suggère à la CIA, dès novembre 1984, de vendre des matériels militaires à l'Iran. M. David Kimche, du ministère israélien des affaires étrangères, plaide dans le même sens : tout ce qui renforce l'Iran ne peut qu'affaiblir l'Irak et donc être bien vu à Jérusalem. Le gouvernement israélien, qui déjà fournissait à l'Iran des armes de fabrication israélienne, est donc autorisé à lui livrer des armes américaines que les Etats-Unis remplaceront, ce qui est interdit par la loi. Puis, malgré l'hostilité du secrétaire d'Etat et du secrétaire à la défense, le président Reagan signe le 17 janvier 1986 un ordre secret autorisant l'exportation directe d'armes américaines vers l'Iran. C'est là une nouvelle mesure illégale, qui contredit, de surcroît, les plus solennels engagements de la Maison Blanche. Mieux encore : M. Reagan demande à M. William Casey, directeur de la CIA, de ne pas en informer le Congrès. Troisième illégalité (10).

Lorsque le pot aux roses est découvert, le président tente de minimiser l'affaire en affirmant que les armes ainsi fournies « pourralent aisément tenir dans un seul avion cargo » (déclaration du 13 novembre 1986). En fait, utilisant chaque fois plusieurs avions, les livraisons ont eu lieu en février, mai, août et octobre. L'esprit de croisade a balayé tout scrupule moral.

Guerres privées et héros national

A LORS que le Congrès se montre peu disposé à soutenir des opérations militaires à l'extérieur, M. Reagan continue de proclamer son admiration pour les combattants de la liberté » qui luttent en Amérique centrale, en Afghanistan ou en Angola. Dès lors, au début de 1984, le colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, met sur pied un réseau d'organisations privées pour financer dans le monde les guérillas anticommunistes auxquelles le Congrès refuse des crédits, ou ne les accorde qu'avec parcimonie. L'entreprise aurait du rester secrète. Elle a été décrite en détails dans ce journal (11). Les armes expédiées aux Iraniens leur étaient facturées à un prix très supérieur à leur valeur réelle. Une partie de rence a alimenté la caisse noire du colonel North.

M. Reagan maintient qu'il n'en savait rien. M. William Casey, grand patron d'un service d'espionnage qui a des fouineurs infiltrés dans tous les gouvernements hostiles, et qui intercepte les conversations d'officiels du Kremlin lorsqu'ils utilisent les téléphones de leurs limousines, prétend tout ignorer de la plus audacieuse aventure entreprise par son propre gouvernement en politique étrangère... (12) ». Certains membres de la commission parlementaire d'enquête en éclatent franchement de rire. Pourtant, comme pour le vrai-faux passeport de M. Chalier, la vérité finira par éclater un jour.

Puisque personne n'avoue quoi que ce soit, le président Reagan finit par oger quelqu'un : le colonel Oliver North, dangereux personnage qui, sans l'accord du président ou du cabinet, tout seul, aurait monté cette brillante opération triangulaire... Cet officier erait donc bien indigne? Non, dit M. Reagan, . le colonel North est un héros national (13) ». Mais alors, qui est donc le coupable ?

Dans la même déclaration, M. Reagan le montre du doigt : l'entreprise Iran-Nicaragua - n'était pas un échec jusqu'au moment où la presse » s'en est emparée. . Trois otages nous ont été rendus, et nous en attendions deux autres. La presse doit assumer la responsabilité de ce qu'elle a fait. » Serait-elle aussi responsable de la capture de trois autres Américains pour remplacer cenx qui ont été libérés? Toujours est-il que, aux yeux de M. Reagan, a toute l'affaire se ramène



them, we could create a more favorable climate for negotiations with a new, more moderate administration in Washington.'

nous pourrous créer un climat plus favorable pour des négociations avec un nouveau gouvern plus modéré à Washington »

(International Herald Tribune, 4 décembre 1986

« Voyous, c'est un vieil homme et, si nous lui achetous des armes et des pièces détachées

à une grande irresponsabilité de la part de la presse . Langage universel

qui, à Paris, prend parfois des accents

trop familiers... A-t-on bien mesuré l'influence néfaste des médias? Pervertis par on ne sait quels démons, ils osent révéler que, « ces dernières années, des centaines de millions de dollars ont afflué dans les comptes bancaires de la CIA en Suisse pour sinancer la croisade mondiale du gouvernement contre le communisme . : ces fonds provenzient notamment du roi d'Arabie saoudite (200 millions de dollars en 1984, 240 millions en 1985) et du sultan

(6) James Reston, «American Got the Administration They Wanted», International Herald Tribune, 1st décembre 1986. (7) Voir le Libéralisme, par Pierre

fanent, 2 tomes, Hachette, Paris, 1986. (8) Les formules citées sont extraites de deux éditoriaux repris dans International
Herald Tribune, 28 novembre et 11 décembre
1986 : «A Collapse of Judgement » et
«Wrong From the Start ».

(9) Entretien accordé à Time, 8 décem-(10) Voir les chronologies des événements dressées notamment par US News and World Report, 8 décembre 1986, et par Time. 22 décembre 1986. Il serait prématuré de les reprendre ici car bien d'autres précisions ne nqueront pas d'être apportées dans les

(11) Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », le Monde diplomatique, avril 1986.

de Brunei (14) avec l'accord de M. George Shultz (15).

Un hebdomadaire fort respectable pousse l'audace jusqu'à affirmer que < 900 000 dollars ont été versés indirectement comme pots-de-vin à des officiels du Honduras pour les convaincre d'accepter que les armes destinées aux guérillas anti-sandinistes transitent par leur pays ., et il cite un haut responsable américain qui explique : « Vous ne pouvez pas mener ce genre de guerre dans le tiers-monde sans graisser la patte des gens importants (16) ». L'Occident n'en sera que plus à l'aise pour dénoncer la corruption qui règne dans les pays

(12) - Plumbing the CIA's Shadow Role », Time, 22 décembre 1986. (13) Entretien accordé à Time, 8 décem-

(14) . The Roots of a Brutal Bargain ». Newsweek, 15 décembre 1986. On apprond aussi que le colonel Oliver North avait obtenu auss que le colone Onver North avant obtenu de M. Ross Perot, président d'Electronic Data Systems, le versement de 2 millions de dollars pour faire libérer les otages. En 1978-1979, M. Ross Perot avait constitué an commando de sept hommes, sous les ordres d'un accien colonel des Bérets Verts, pour enlever deux de ses représentants emprisonnés à Tébéran. Cette étrange aventure est racontée par Ken Follett dans son livre Comme un vol d'aigles, Stock, Paris, 1983.

(15) « Pursuing the Money Connections », Time, 15 décembre 1986, et « Palms Out the Sultan of Brunci », Newsweek, 22 décembre 1986.

(16) Time, 15 décembre 1986.

ÉCONOMIE

Dégradation industrielle et sociale

SIX années auront suffi pour que la politique économique du président Resgen, conduite sous la bannière du libéralisme et de la révolution conservatrice, aboutisse à quelques résultats impressionnants.

Déficits et endettement

Entre 1980 et 1986, le déficit budgétaire passe de 35 à 221 milliards de dollars ; celui de la balance commerciale de 20 à 170 milliards de dollars et, pour la première fois depuis 1914, la balance des paiements est devenue déficitaire en 1985 (de plus de 100 milliards de dollars). Il en sera de même en 1986.

L'endettement a plus que doublé au cours de la période. Fin 1984, il atteignaît dejà 6 000 milliards de dollars, soit sept fois le montant global de la dette de tous les pays du tiers-monde. En 1986, la dette publique s'élève à 2 100 milliards de dollars ; elle était de 914 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps l'épargne des ménages est tombée au niveau le plus bas jamais atteint. Le dollar a perdu en 1986 40 % de sa valeur par rapport au yen et 30 % par rapport au mark.

Affaiblissement spectaculaire de l'industrie

En dépit de la reprise largement tributaire des commandes fédérales et en particulier des dépenses militaires, passées de 180 à 300 milliards de dollars entre 1981 et 1986, la production industrielle est inférieure au niveau atteint en 1980. Elle a chuté de plus de 50 % pour les machines-outils, le matériel de construction et textile...; de plus de 25 % pour le matériel agricole, l'équipement minier, les roulements à billes...

Dans l'agriculture, les aides fédérales sont passées de 4 milliards de dollars en 1981 à 35 milliards de dollars en 1985, dépassant la valeur des exportations agricoles. Cela n'a pas empêché la balance commerciale agricole d'être déficitaire en mai 1986, pour la première fois depuis 1959 ; 11,5 % des exploitations agricoles ont disparu entre 1980 et 1985 et la valeur de la terre a baissé de 26 %

Dégradation des conditions de vie, décomposition du tissu social

Mutations technologiques et désindustrialisation ont entraîné la suppres-sion de 1,5 million d'emplois industriels. Les six millions d'emplois nouveaux offiement créés ont permis de ramener le taux de chômage à son niveau de 1980 (7 %), mais ils sont en général moins qualifiés, moins bien rémunérés, sans protection sociale ni syndicale, souvent à temps partiel et de plus en plus concenés dans le secteur commercial et les services (81 % des nouveaux emplois en 1986, contre 52 % en 1984). Les acquis sociaux ont été remis en cause tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail et le taux de syndicalis tion est descendu à son niveau le plus bas (18,8 % en 1984).

35 millions d'Américains vivaient au-dessous du seuil de pauvraté en 1984 (contre 24 millions en 1978) ; 47 millions, si l'on y ajoute ceux qui sont très proches de ce seuil. Parmi eux, 13,8 millions d'enfants, victimes également de la dislocation des familles : 22 % des enfants américains vivent dans des foyers

Conséquence : délinquance et criminalité ne cessent d'augmenter, en dépit d'une répression accrue qui frappe surtout les jeunes des minorités noires et his-paniques. Il y a 617 000 détenus, soit 246 pour 100 000 habitants contre 72 pour 100 000 en France ; 1540 condamnés à mort, dont 221 pour le seul Etat de Floride, dix fois moins peuplé que la France. Dans le même tamps les diffé-rentes mafias réalisent chaque année plus de 100 milliards de dollars de profits,

CHRISTIAN DE BRIE.

Heurs et malheurs des présidents

HARRY S. TRUMAN (avril 1945-janvier 1952). Démocrate. Devient président à la mort de Franklin Roosevelt. Termine la querre mondiale avec les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Anticommuniste zélé : doctrine Truman (mars 1947) pour contenir l'expansion soviétique (plan Marshall d'aide économique aux pays occidentaux) et communiste (début de la « chasse aux sorcières »). Mise en place de l'OTAN (avril 1949) et début de la guerre de Corée (juin 1950). Renonce à se représenter en 1952.

DWIGHT D. EISENHOWER (janvier 1952-janvier 1961). Républicain. Très influencé par son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, dans la politique de « containment » de l'URSS. Achève la guerre de Corée (Pan Mun Jom, juillet 1953). Rupture avec Cuba (janvier 1981). Mais amorca de détente après la visite de Krouchtchev aux Etats-Unis (septembre 1959), interrompue par l'affaire de l'U2. Sur le plan intérieur, s'oppose tardivement au maccarthysme et à la ségrégation scolaire.

JOHN F. KENNEDY (janvier 1961-novembre 1963). Démocrate. Elu d'extrême justesse contre le républicain Richard Nixon. Fiasco de la baie des Cochons (avril 1961). Obtient le retrait des missiles soviétiques de Cuba loctobre 1962) après une guerre des nerfs avec l'URSS. Commence la guerre du Vietnam par l'envoi de conseill américains. S'engage dans la voie de l'intégration raciale. Assassiné à Dallas en novembre 1963.

LYNDON B. JOHNSON (novembre 1963-junyler 1969). Démocrate. Réussit à introduire aux Etats-Unis une véritable politique sociale (guerre contre la pauvreté) en faveur des plus défavorisés, et notemment des Noirs. Mais s'embourbe irrémédiablement au Vietnam après l'épisode du golfe du Tonkin (août 1964), où le Congrès lui donne carte blanche pour une escalade qui le mène à sa perte politique. Renonce à se présenter en mars 1968 tout en essayant, difficilement, d'ouvrir des négociations avec les

RICHARD M. NIXON (janvier 1969-août 1974). Républicain. L'emporte de peu sur le démocrate Hubert Humphrey. De meilleurs résultats sur le plan extérieur (cessezle-feu au Vietnam, après d'intenses bombardements sur le Nord en 1972 ; conclusion du traité sur la réduction des armes nucléaires SALT avec l'URSS en mai 1972 et visite en Chine en février 1972) que sur la scène intérieure. Il surmonte mal les problèmes économiques et financiers des Etats-Unis. La scandale du Watergate (juin 1972) le contraint à la démission en raison de ses tentatives d'obstruction de la justice et de sa morgue à l'égard des autres centres de pouvoir.

GERALD R. FORD (soût 1974-janvier 1977). Républicain. Premier président des Etats-Unis non élu. L'opinion ne lui pardonnera jamais d'avoir gracié son prédécesseur. Il est battu par M. James Certer en 1976.

JAMES CARTER (janvier 1977-janvier 1981). Démocrate-Sa présidence, commencée sous les meilleurs auspices, s'achève dans le marasme politique, économique et moral. Malgré ses bonnes intentions (droits de l'homme), ses palinodies, notamment face à l'URSS, avec laquelle il parvient difficilement à conclure le traité SALT-2, qui ne sera jamais ratifié per le Sénat, conduiront à sa perta-L'affaire des otages américains pris per l'Iran (novembre 1979) sera son chemin de croix : Khomeiny poussera la cruanté jusqu'à ne les libérer que le jour de l'entrée en fonctions de son successeur.

M.-F. T.

ESPRIT DE

MOCHE-ORIENT

Une politique san

75.22 --

State of the state

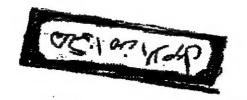
Carry Street ****

Page - grant and

BURGES CHARLES STRANGE.

RIQUE AUSTRALE iérisuse remise en

THE PART OF



L'ESPRIT DE CROISADE

Comble d'insolence, la presse indique même qu'une partie des profits réalisés sur les ventes d'armes à l'Iran e peut avoir servi à payer des campagnes publicitaires en faveur des « con-tras » et peut-être même la campagne électorale [l'automne dernier] de candidats au Congrès connus pour leur sympathie à l'égard des « contras = (17) =.

Voilà bien la preuve que tout gouvernement a raison de vouloir surveiller l'information. M. André Giraud, ministre français de la défense, devrait vendre à Washington son idée de créer un observatoire » chargé de traquer la

Quelques jours avant que ne soient révélées d'aussi douteuses manœuvres, le Washington Post berivait : . De manière constante, le gouvernement a

considéré que, lorsque la loi gêne la poursuite du but suprême - le combat contre le communisme, - c'est le combat qui doit avoir priorité sur la loi (18). » Lorsque, au début de ce siècle, Theodore Rooseven suscita en Colombie une sécession de la province de Panama afin de pouvoir construire son > canal, il consulta son ministre de la justice. Philander Knox, sur certains points de droit. « Ah! Monsieur le président, répondit celui-ci, pour-quol une aussi belle action serait-elle gâchée par la moindre trace de légalisme? - Plus près de nous, en 1964, Lyndon B. Johnson prit « prétexte d'un incident qui ne s'était pas produit, dans le golfe du Tonkin », pour obtenir du Congrès l'autorisation d'envoyer cinq cent mille combattants au Vietnam, rappelle Anthony Lewis (19).

Permanence de l'histoire : en Europe comme aux Etats-Unis, ceux-là même qui exaltent les - valeurs traditionnelles » et invitent le menu peuple à cultiver en eux les plus nobles vertus individuelles et civiques s'arrogent, dans l'exercice de leur charge publique, le privilège de les fouler aux pieds. Cette pratique porte un beau nom : Ordre moral (20).

Animé par l'esprit de croisade, qui le rendait si populaire, M. Reagan pouvait se permettre un certain nombre d'échecs, sauf sur un point : il se devait de renverser le régime sandiniste au Nicaragua. Violant les lois dont il est le gardien, il autorise donc en décembre 1981 l'entraînement militaire des antisandinistes en Floride. En avril 1983, il prétendait que son seul objectif était d'interrompre les flux d'armes en Amérique centrale. Au printemps suivant. sans en informer - comme il était tenu de le faire - la commission spéciale du Sénat, il fit miner les ports du Nicaragua. Le Congrès réagit en votant l'- amendement Boland », qui interdit toute aide aux « contras ». Puis la CIA diffusa son guide pratique du sabotage et de l'assassinat (21). Pendant l'été 1985, la Maison Blanche reconnaît que le colonel Oliver North avait bien aidé les « contras », mais il l'aurait fait sans enfreindre la moindre loi américaine. C'était là un « miracle » supplémentaire... Devant la grogne des parlementaires, M. Reagan promit de chercher une solution diplomatique en Amérique centrale (22). Il n'en fit rien.

Au contraire, il intensifia l'aide officielle (certains élus se sont laissés convaincre ; par quels moyens?) et clandestine. En pure perte. « Les - contras -, écrit Jorge G. Castaneda (23), auront du mal à expliquer pourquoi, avec une aide aussi importante, ils n'ont pas pu s'emparer d'un seul pouce du territoire nicaraguayen. . Une scule issue : que Washington favorise un règlement négocié en appuyant les remarquables efforts du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama). qui bénéficie du soutien des principales démocraties d'Amérique latine (24). Mais M. Reagan ne saurait s'engager dans cette voic sans renier sa foi.

de l'homme ne suscitent d'indignation que lorsqu'il sont violés par des régimes communistes ou progressistes. L'impardonnable erreur de M. James Carter fut, précisément, d'oser s'attaquer aux abominables régimes qui, jusque la, au nom de leur anticommunisme, bénéficiaient du soutien américain.

Voilà bien ce que le D' Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a parfaitement compris. Comme une souris qui se cache dans son trou, il était miracules absent de la scène publique lorsque, à Paris, la police matraquait lycéens et étudiants. Il se rattrape après la mort du dissident soviétique Anatoli Martchenko. Ainsi sa morale est-elle sauve... Et il faut attendre la fin de 1986 pour qu'un autre grand libéral découvre et proclame une impérieuse obligation qui, semble-t-il, lui avait jusque là échappé : « Nous devons militer pour les droits de l'homme au Chili comme nous devons le faire contre l'apartheid (28). . Comment ne pas saluer tant de lucidité... Treize ans après le coup d'Etat de Pinochet, et après plusieurs décennies de racisme institutionnel en Afrique du sud.

(Lire la suite page 6.)

Après le charme, le bilan

MAIS quelle foi? De cruelles pages d'histoire, en France comme aux Etats-Unis, rappellent que l'obsession du communisme n'a jamais suffi à faire de bons démocrates. Malgré sa grande clairvoyance en de nombreux domaines, par exemple la crise énergétique, M. James Carter fut injustement critiqué : son « image » ne pouvait pas rivaliser avec celle de son successeur... Il eut pourtant le mérite de conférer une certaine noblesse à la diplomatie américaine : en l'axant sur le respect des droits de l'homme, il la dépouilla de ce qu'elle avait de plus sordide. Sous sa présidence, et grâce à ses efforts persévérants, la démocratie fut restaurée au Pérou et en République dominicaine. Il sapa les bases des dictatures en Bolivie, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Guatemala... Ce ne fut pas un mince accomplissement. Ces pays retournèrent à la démo-

cratie sous le règne de M. Reagan, qui ne peut certes pas s'en attribuer le cré-

Mieux encore, le président Reagan se cramponna à la dictature de M. Marcos jusqu'au moment où les Philippins eux-mêmes le renversèrent. Et, s'il sacrifia M. Jean-Claude Duvalier, c'est bien parce qu'il ne pouvait à la fois soutenir une dictature corrompue en Harti et prôner la liberté au Nicaragua, où elle fait ses premiers pas après quarante ans de somozisme. Stanley Hoffmann a bien montré que l'esprit de croisade ne saurait constituer une véritable politique étrangère (25). Contre le régime sandiniste, M. Reagan a soutenu les anciens membres de la garde nationale de Somoza, qui n'ont jamais reculé devant le crime (26), de même que, en Angola, il a fermé les yeux sur les massacres commis par l'UNITA de M. Jonas Savimbi (27). Pour certains, les droits

(17) Time, 22 décembre 1986. (18) Richard Cohen, dans The Washington Post, cité par International Herald Tribune, 28 novembre 1986.

(19) - This Mess Calls for a Special Prose-cutor - par Anthony Lewis, International Herald Tribune, 2 décembre 1986. (20) Voir le Monde diplomatique, nov

(21) Voir le Monde diplomatique, 2001 (22) - Costs of a Secret War », Internatio-

nal Herald Tribune, 29-30 novem (23) Jorge G. Castaneda, A Colonel Is Gone but It's Still Washington's War . Inter-national Herald Tribune, 11 decembre 1986. (24) Voir Particle de Pete Hamill, "The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try ". International Herald Tribune. (25) Voir son article dans le Monde diplo-

tique, juillet 1986. (26) Voir Reed Brody, - Une stratégie de terreur et de sebotage -, le Monde diplomati-que, noût 1986. L'auteur est ancien ministre de la justice de l'Etat de New-York. (27) Voir Ignacio Ramonet, - La harpe de la terreur », le Monde diplomatique, octobre

(28) Guy Sorman, « Libérons le Chili », La Figuro Magazine, 29 novembre 1986.

PROCHE-ORIENT

Une politique sans principes

LIBAN: Humiliation et stupéfaction.

Le président Reagan n'atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés dans le pays du Cèdre. L'invasion du Liban par Israël en juin 1982 ne débouche pas sur la réunification et la pacification du pays sous l'hégémonie phalangiste. Le chef du parti chrétien, Béchir Gemayel, est assassiné le 14 septembre trois semaines après son élection à la présidence de la République. Son frère, qui lui succède, M. Amine Gemayel, fait faux bond à ses alliés israéliens et américaine : cédant aux pressions intérieures et à cettes de la Syrie, il abroge le 7 mars 1984 le traité ieraélo-libanais conclu sous l'égide de Washington le 17 mai 1983.

Deux événements majeurs avaient contribué, il est vrai, à renverser le rapport de forces : le 23 octobre 1983, l'attaque d'un commando contra une caserne coûte le vie à 241 militaires américains ; Beyrouth-Ouast est occupé en février 1984 par les milices chiîtes et druzes. Le président Reagan retire alors en ne le contingent américain qu'il avait envoyé au Liben en septembre 19 ... La « débacle » humilie l'Amérique et stupéfie un monde arabe encore fascinf ar la puissance des Etats-Unis.

CONFLIT ISRAÉLO-ARABE : Les paris perdus.

La guerre du Liban ne débouche pas non plus sur la capitulation de la Syrie, malgré le retrait sans gloire de son armée, ou sur la destruction de l'OLP. Les chafs militaires et politiques de la centrale palestinienne, M. Yasser Arafat en tête, quittent Beyrouth avec les honneurs de la guarre, le 31 août 1982.

Le lendemain, M. Ronald Reagan rend public son projet de règlement du conflit palestinien, le « plan Reagan ». Il est récusé par les deux camps beiligérants. Le chef de la Maison Blanche rejette, à son tour, le plan de paix diffusé le 9 septembre par les chefs d'Etat arabes réunis à Fès. La diplomatie reaganienne fait échec, de même, au processus de paix proposé conjointement le 11 février 1985 per le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Le projet emprunte au plan Reagan l'idée d'une confédération jordano-palestinienne. Mais le chef de l'exécutif américain ne veut admettre ni le principe du droit des Palestiniens à l'autodétermination, qui leur permettrait de se faire représenter par l'OLP, ni la convocation d'une conférence internationale de la paix, à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ces paris successifs perdus, M. Ronald Resgan ae résigne à la passivité dans une conjoncture qui ne cesse de se dégrader.

GUERRE DU GOLFE : Un stérile double jeu.

Les Etata-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques et économiques avec l'Irak, rompues en 1967, fournissent à Bagdad du matériel militaire « défenair» et un soutien logistique dans sa guerre contre l'Iran. Mais, parallèlement devait-on apprendre en novembre 1986, - Washington livre aussi des armes à L'« trangate » scandalise l'Amérique, irrite l'« ami » irakien, affaiblit les e modérés » iraniens, entame singulièrement le crédibilité de Washington dans diverses capitales erabes. M. Ronald Reagan perd sur tous les tableaux.

TERRORISME: Crise de confiance.

Confusion, inconsistance, duplicité. C'est avec une rare sévérité que les médias et les parlementaires eméricains qualifient la politique de M. Ronald Reagan à l'égard du terrorisme depuis que la Maison Blanche a admis qu'elle négociait sacrètement la libération d'otages détenus au Liban. Le « dossier libyan » est autrement accebiant : la Jamahyriya a été bombardée le 15 avril 1986 à la suite d'attentats qui lui avaient été imputés sans preuves convaincantes ; la campagne de désinformation destinée à préparer l'opinion à une nouvelle attaque contre la Libve a conduit à la démission en octobre demier du porte-parole du département d'Etat. Les condamnations sélectives, le double discours, la confusion entretenue par l'absence d'une définition claire du terrorisme, suscitent interrogations et mériance chez les partenaires des Etats-Unis. La «lutte contre le terrorisme» menée par M. Ronald Reagan relève-t-elle de la « morale internationale » et de la défense du monde libre » - comme le soutient le chef de la Maison Blanche ou de l'opportunité politique liée à la stratégie américaine ?

AFRIQUE AUSTRALE

Sérieuse remise en cause

KENGAGEMENT constructif »: ainsi l'administration Reagan définissait-elle sa politique envers l'Afrique du Sud. Elle consistait à amener, sans rupture, le gouvernement de Pretoria à abandonner graduellement l'apartheid tout en garantiesant le maintien du pays dans le camp occidental. Cette stratégie, qui ait tout usage des sanctions, était complétée par une volonté d'expulser l'URSS et Cube de la région et de favoriser la conclusion d'accords entre Pretonia

1984 sembla marquer l'apogée de cette stratégie. En janvier, un accord limité est signé entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Au mois de mars, le président Machel et M. Botha paraphent à N'Komati un pacte de non-agression. Washington salue l'engagement du premier ministre sud-africain dans la voie des

Pourtant, à peine deux années plus tard, tout ce bel édifice s'est écroulé. La rre a repris de plus belle en Angola; l'administration républicaine, depuis l'abrogation de l'amendement Clarke par le Sénat en juillet 1986, s'engage directement aux côtés des rebelles de l'UNITA tandis que les troupes cubaines sont plus présentes que jamais. Au Mozambique, les concessions faites à Pretoria n'aboutissent qu'à de nouvelles agressions. Enfin, en Afrique du Sud, la montée du mouvement nationaliste noir a illustré les limites des « réformes » comme le refus du « pouvoir blanc » de tout partage du pouvoir.

Aux Euro-Unis mêmes se développe un vaste mouvement hostile à l'apar-theid et favorable à des sanctions économiques que la Maison Blanche tente désespérément d'éviter. M. Reagan appelle durant l'été 1986 à résister aux « clameurs émotionnelles visant à imposer des mesures punitives » et affame que les sanctions ne sont réclamées que « par un groupe extrémiste, soutenu par les communistes, cherchant à s'assurer le contrôle du pays ». Mais la proctamation, le 12 juin 1986, de l'état d'urgence en Afrique du Sud et l'arrestation de milliers d'opposents ont raison des demières hésitations du Congrès qui, passant outre au veto présidentiel, vote le 2 octobre de sévères sanctions contre ce pays. Cette décision représents une grave défaite personnelle pour le président et remet en cause toute la politique suivie dans la région depuis près de six années.

Une nouvelle notion de club: **UNE SEMAINE DANS UN HOTEL ***** A HAMMAMET (Tunisie)

- Avion : Paris Tunis Paris (+ transfert Tunis - Hammamet - Tunis)
- Pension complète (boissons comprises)
- Animation: 5 courts de tennis. planche à voile, football, volley-ball, discothèque, etc.

pour 1.900 F

offre valable jusqu'au 28 février 1987 (Départ le dimanche - Retour le samedi)

BON DE RÉSERVATION :	LUB ODYSSÉE (HAMMA	M.L.1	
Nom:			-, - <u>.</u>
Adresse:		·	Tél.:
Réservation du	au	 -	
Po (se	our personne(s) × comaine supplémentaire : 600 F)	1.900 F =	•
Assurance facultative : 60 F	par personne ×	60 F =	

Envoyer réservation accompagnée d'un chèque de 20 % du montant à T.M.V. - 20 bis, rue La Boétie, 75008 Paris - Tél. 47.42.12.28. Le solde devra nous parvenir 15 jours avant le départ.

A (14) avec l'accord de Shalts (15).

sedace jesqu'à affirmer que Mollars and the verses indirecpoto de vin à des officiels was pour les convainere e que les armes destinées aux dieletes transitent par e . at & cite un baut responsable min qui explique : « Vous ne poude sous graisser la patte des no (16) . L'Occident n'en plus à l'aise pour dénoncer la tion qui regne dans les pays

Pleasing the CIA's Shadow France, 22 december, 1986. See Batreties accords à Tiese, 8 décem-

15 décembre 1986. On apprend 15 décembre 1986. On apprend no le coloure Oliver North avait obtenu foir Penot, président d'Electronic Duta versement de 2 millions de dellar président de 2 millions de dellar 1978-1979. Rose Perot, president effectronic Data

Rose Perot, president effectronic Data

Rose Bober les otages. En 1978-1970,

Same Perot avest constitué au commanda

Les Bérets Veres, pour enlever deux de

Les Bérets veres pour enlever deux de

Les Bérets veres pour enlever deux de

Les Bérets veres pour enlever deux de

Les Bérets sur livre Comment au voi d'augles.

Les Bérets sur livre Comment au voi d'augles.

Les Bérets sur 1986, et « Palms Out the

Les décembre 1986, et « Palms Out the

Les décembre 1986, et « Palms Out the

Les décembre sur la fait.

1986. Time, 15 décessione 1986.

esidents

e escalade que la mêne à sa parte présenter en mars 1968 tout en des négociations avec les

1969-août 1974). Républi-peu sur la démocrate Hubert Hum-les des sur le plan extérieur (cessez-A manage bombardaments sur le Non des traité sur la réduction des THAT BARE FURSS on mai 1972 of Thinlet 1972) que sur la scène intésed les problèmes économiques es le condele du Watergate (juin décision en raison de ses tentato desistion et de sa morgue à l'égard

4874 Junior 1977). Républicain Unis non Su. L'opinion ne lu Spins-Unis non diu. L'opinion ne le précisossaux, il es le précisossaux, il es le précisossaux en 1976.

tes 1). Démocrate de mailleurs auspices les mailleurs auspices conomique de l'accident de l'hornelle de l'URSS, avec laquelle le sraité SALT-2, qui n'estable par l'accident à su perisonnelle le l'accident de l'ac

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

Débâcle

Control of the Contro

(Suite de la page 5.)

Le même courant de pensée qui, comme M. Reagan lui-même, s'est opposé aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud vondrait maintenant faire cesser toute aide humanitaire aux populations d'Ethiopie, dont le régime politique, on les comprend, ne leur convient pas (voir les articles pages 16 à 18). Le libéralisme, c'est la liberté des entreprises, bien plus que la liberté des entreprises, les joug d'un totalitarisme marxiste. « Ce qu'il y a de délicieux dans l'opposition, c'est de dénoncer à tout va la faiblesse, les erreurs, les contradictions du gouvernement, écrit Jean d'Ormesson (29). La tâche est beaucoup plus terne et beaucoup moins plaisante lorsque ce sont nos amis qui occupent le pouvoir. » Et pourquoi donc? Or les amis » sont au pouvoir non seulement à Paris, mais aussi en bien d'autres capitales, dont Washington. Ils ont droit à l'indulgence, au nom de la solidarité idéologique. D'où le silence de toute une partie de la presse française sur le bilan économique de M. Reagan. Lisons donc la presse américaine.

Au moment où, avec toutes ses ramifications internationales, le scandale bat son plein, « le département du Trésor nous dit que nous avons la plus importante dette fédérale et privée de toute notre histoire; le ministère du commerce nous dit que notre déficit commercial record n'est pas la faute des exploits des Japonais mais de notre propre mauvaise gestion industrielle », écrit encore James Reston dans l'article déjà cité (30). Ce sont là des réalités que la croisade anticommuniste peut faire oublier, pendant un certain temps seulement.

Mais la « gestion » de la politique étrangère n'est pas meilleure : le voyage présidentiel au cimetière de Bitburg, parmi les tombes de SS; l'échec du plan d'aide aux pays des Caraîbes ; les subventions généreusement accordées aux exportations de céréales vers l'- empire du mal »; le refus de vendre des armes au roi Hussein de Jordanie (31), alors qu'on en livre aux ayatollahs de Téhéran; l'ordre, non suivi d'effet, donné aux compagnies américaines de quitter la Libye, où elles poursuivent leurs profitables opérations sous le couvert de filiales, américaines à 100 % (32) : la campagne de désinformation contre la Libye, appuyée par la visite du général

incomplet. C'est «miracle» que le monde libre tienne encore debout... Parce qu'elle privilégie naturelle-ment le rôle des acteurs, l'informationspectacle est tentée de voir dans le scandale en cours la débâcle d'un homme et de son équipe. Elle suit en cela un ancien sous-secrétaire d'Etat de M. Reagan qui montre comment le « manque de professionnalisme » dans l'entourage présidentiel a laissé le champ libre à l'- ardeur des zélotes (34) ». Mais, au service de la même vision du monde, le plus remarquable savoir-faire aurait-il donné de meilleurs résultats ? Une plus grande expertise n'aurait nullement empêché les déficits budgétaires de se creuser sous le double choc de l'accroissement des dépenses militaires et de l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises. Elle n'aurait pas rendu les moliahs plus souples, les antisandi-nistes plus combatifs, les Japonais moins efficaces, les Soviétiques plus faciles à manier, le tiers-monde plus apte à rembourser ses dettes. La cohérence est parfaite entre les actes de M. Reagan et son idéologie, servie par son exceptionnelle popularité. Son libéralisme économique et son esprit de croisade sont tout simplement hors du

Vernon Walters dans les capitales euro-

péennes, juste avant que les soupçons ne se portent non pas vers Tripoli mais

vers Damas ; l'opposition aux sanctions

contre l'Afrique du Sud, jusqu'au

moment où le Congrès les impose et annule le veto présidentiel ; puis, pour

couronner le tout, l'attitude improvisée

à Reykjavik face à M. Gorbatchev sans

avoir consulté ni les experts ni les alliés. Faut-il rire de la suite ? M. Rea-

gan affirme avoir proposé la « complète élimination de tous les missiles balisti-

ques », et cela dans un délai « de dix

ans », dit-il le 12 octobre dernier ; dans

un délai de cinq ans dit-il le 19 novembre, alors que M. Shultz

déclare, le 17 novembre, vouloir garder une « petite » force balistique (33)...

Longue liste, inventaire pourtant

temps, hors du réel.

Voilà à peine deux ans, il se faisait pratiquement plébisciter dans quarante-neuf Etats de l'Union sur cinquante. Parce que son image s'est brisée, la presse et le Congrès vont maintenant scruter sa politique. Le charme étant rompu, ils vont dresser un bilan; il sera sévère. Désordres économiques et monétaires mondiaux, relations stratégiques Est-Ouest, mutations industrielles, montée du protectionnisme, attitude face au terrorisme, etc. Sur tout cela, les alliés européens doivent s'efforcer d'apporter quelque lumière.

Les électeurs américains avaient, en 1980, rejeté M. James Carter parce qu'il n'obtenait pas la libération des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Ils ont adulé un président dont ils découvrent qu'il a vendu des armes à l'Iran. Portée à son zénith, la politique-spectacle a permis, pendant dix-huit mois, de camoufler cela, comme tant d'autres bévues ou échecs. La démocratie souffre grandement chaque fois que le prétendu consensus est obtenn à coups de sondages de popularité et non de débats.

CLAUDE JULIEN.

(29) Jean d'Ormesson, « Cohabitation et terrorisme », le Figaro Magazine, 15 novembre 1986.
(30) International Herald Tribune, 1° décembre 1986.
(31) « Strong Aftershocks », Time, 15 décembre 1986.
(32) « Libya : Business as Usual », Newsweek, 15 décembre 1986.
(33) « Confusing Signals », Newsweek, 1° décembre 1986.
(34) Lawrence Eagleburger, International Herald Tribune, 3 décembre 1986.

AMÉRIQUE CENTRALE

Petits succès, grandes désillusions

l E président Ronald Reagan n'a pas la main heureuse dans sa politique à: L. l'égard de sa « cinquième frontière ».

L l'égard de sa « cinquierre introduere ».

Sur le plen militaire. Exception faite de l'équipée contre la Grenade (octobre 1983), les actions menées contre le Nicarague (minage des ports, violations de l'espace aérien, financement et entraînement des « contras ») non seulement n'ont pas abouti dans leur objectif final (le renversament du gouvernement de Managua) mais ont valu à Washington la condamnation de la Cour internationale de justice de La Haye (27 juin 1986).

A ces atteintes au droit international s'ajoute le non-respect des lois américaines : scandale du détournement au profit des contras de sommes issues des ventes secrètes d'armes à l'Iran ; mise sur pied par la CIA d'un programme d'assistance à ces mêmes « contras », dès 1983, alors que toute aide militaire était interdite par le Congrès. Ce dernier a toutefois approuvé, le 25 juin 1986, l'octroi de 100 millions de dollars d'aide « militaire et humanitaire ». Conséquence : engagement de plus en plus direct, et de plus en plus contasté par l'opinion américaine, de conseillers militaires agissant à partir du Salvador (où la guérilla du Front Farabundo Marti de libération nationale n'a nullement été réduite), du Costa-Rica et, surtout, du Honduras, armé jusqu'aux dents depuis 1980.

Isolement politique. En dépit des efforts faits par Washington pour obstruer l'action du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panema et Venezuela) renforcé depuis juin 1985 par le « groupe d'appui» (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguey), le « plan de paix» signé par ces huit pays le 12 janvier 1986 est soutenu par la majorité des Etats d'Amérique latine.

Les initiatives économiques. Elles n'ont soulevé que du mécontentament. Entrée en vigueur en janvier 1984, l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), per exemple, devait théoriquement ouvrir le marché des Etats-Unis aux produits de quelque vingt-cinq Etats centreméricains et antilleis. Or les exportations de ceux-ci vers le « Grand voisin » ont baissé de 20 % en 1985. Et le Congrès a réduit récemment les quotas de sucre importés de la région.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES L'échec de Reykjavik

E N entament son premier mandat, au début de 1981, M. Ronald Reagan trouve dans son dossier « Négociations avec l'URSS sur les armements stratégiques » deux documents qu'il a vivement critiqués pendant sa campagne électorale : le traité ABM (Antibellistic missiles), qui limite de manière stricte l'existence de réseaux antimissiles, et qui fait partie des accords dits SALT 1 (Strategic Arms Limitation Talks) signés en mai 1972 à Moscou per M. Richard Nixon et Laonid Brejnev ; les accords SALT 2, signés le 18 juin 1979 à Vienne par M. James Carter et Leonid Brejnev et qui, fixant des plafonds aux armements stratégiques des deux superpuissances, n'ont pas été ratifiés par le Congrès.

Invoquant les précédents historiques à l'appui de son aversion au concept de destruction mutuelle assurée (MAD) et sa préférence pour une défense anti-missiles, M. Reagan avait déclaré en 1980 : « Je ne pense pes qu'il y ait eu une époque où une défense était impossible ; même dans le temps, il existait une artillerie côtière capable d'interdire une invasion de bateaux ennemis. » Fort de ces principes, le président américain va, au cours des années, vider de son contenu le traité ABM, en lançant son initiative de défense stratégique (IDS), puis ignorer délibérément les limitations de SALT 2. Au cours de son second mandat, M. Reagan se résoudra finalement à rencontrer M. Gorbatchev, d'abord à Genève, en novembre 1985 ; puis à Reykjavík, en octobre 1986, où il donnera la pleine mesure du caractère improvisé de sa politique et inquiétera très sérieusement ses alliés.

IDS contre traité ABM. En lançant, le 23 mars 1983, son projet dit de « guerre des étoiles », M. Reagan entendait « rendre obsolètes les armes nucléaires ». Même si le gouvernement américain prétend que les recherches menées dans le cadre de l'IDS ne sont pas en contradiction avec le traité ABM, elles acquièrent, aux yeux des Soviétiques, une dimension offensive qui provoque une accélération de la course aux armements. Les Soviétiques prévoient un contre-dispositif de défense spatiale terrestre à coût infiniment moins élevé (voir l'article d'Alain Dupas, p. 22).

Le mort de SALT 2. Après une série de déclarations contradictoires sur le respect ou le non-respect des plafonds d'armements inclus dans SALT 2, M. Reagan franchit finalement le pas : le 28 novembre 1986, la mise en service d'un nouveeu bombardier 852 équipé de missiles de croisière, non compensée par une réduction dans un autre domaine de l'arsenal américain, signe l'arrêt de mort de SALT 2. Et cela en bravant l'hostilité affichée de ses alliés européens et canadien et calle du Congrès.

Les improvisations de Reykjavík. Le 12 octobre, MM. Gorbatchev et Reagan se retrouvent en Islande. Bien que les armements stratégiques doivent, de toute évidence, être au centre des discussions, M. Reagan n'a pas convié à Reykjavík son secrétaire à la défense, M. Weinberger... Un accord inattendu, d'une portée considérable, se dessine rapidement sur la base d'une réduction de 50 % des armements à longue portée des deux camps, ainsi que d'une élimination totale des euromissiles (dite « option zéro »)... à condition que M. Reagan confirme les dispositions du traité ABM pour dix ans et, de fait, renonce à toute mise à l'épreuve opérationnelle de l'IDS. Il refuse et doit assumer la responsabilité de ce que chacun considère comme un échec personnel pour lui ; il parvient néanmoins, au cours d'un discours télévisé, à « retourner » en sa faveur l'opinion américaine, qui croît toujours que l'IDS vise à protéger les villes, et pas seulement les silos de missiles... Quant aux alliés, qui n'avaient nullement été consultés pour l'coption zéro » — que plusieurs d'entre eux récusent, — les poussent un soule de soule campent.

BERNARD CASSEN.



SOLDAT AMÉRICAIN LORS DE L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983 « L'Amérique est de retour », dit M. Reagau, mais elle n'a pas le visage que l'ou attendait

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité
DPL 394 Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Specdimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Specdimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS

1 au (12 manéros) - 6 mois (6 munéros)

VOIE NORMALE
France,
poste militaire, poste nevale
Andere Monner

Andorre, Monaco 162 F - 90 F Étranger

225 F - 125 F VOIE AÉRIENNE Europe, Magineb 250 F - 138 F

Bénin, Camerona, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Difouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudie, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Egypte. 271 F - 148 F

271 F - 148 F
Comores, Madegascar
Amériques, Canada
313 F - 169 F

Asia, Chine, Coréa, Hongiong, Indonésir Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisie Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan Thallande, Vietnam Océanie, autres pays 343 F = 184 F a politique é

FABRICIO TONELLO *

To be specificated to the second seco

明春!

in ambanadeurs at the

.: :::, :- 4

....

. . . .

Ten 15. 7

....

The second of th

GÉOPOLITIO AFRICAINE CONTRE-CHOCP LE CAS GABONA LE SUIVI DU PER DE LA FRANCOPHON

THE AME

PAR

usions sa politique à

Ele Granada (octodie ports, violations de gouvernement de Cour internationale

separa des lois amérides programme la des programme la des part 1986. enicaire ». Consé Le conteste par l'oni-Servador (où la gue Mamant été réduite) a depuis 1980.

mhington pour obs-Pácerna et Venezuela) 1986 est sou-

Sie du mécontentement. Sieus des Caraïbes (CBI), Sies State Unis aux produits e de les exportations de 1925. Et la Congrès a

ELEE BARTHÉLÉMY.

HOUES

Kiavik

1961, M. Ronald Reagan ENTRES en les armaments stra-les pendent in campagne électer de granière stricte l'existhe des accords data SALT 1 per M. Hichard 18 july 1879 à Vienne is an armements in anima platonde sux armem

de son sverson su concept nce pour une défense antithe person pas de d y art eu une dens le serres, il existant une le fair de serres des serres, vider de sen intéliment attentique (IDS), pus Au sours de son second mandat, M. Gorbetchev, d'abord à obse: 1986, où il donnera la ME ME PROMINENTE THE SENEUSE-

33 mars 1983, son projet de de e rendre obsoless les armes in prisend que les recherches Mandiction avec le traité ABM. mion affentive cus provoque

12 actobre, MMI, Gorbett ements stratégiques doivent, e. M. Resgen n'a pas convis à berger... Un accord inettendu. g sur la base d'une réduction de ps, amer que d'une éliminad... & condition que M. Reagan are at, de fait, renonce à toute k personnel pour kii ; il parvient

BERNARD CASSEN

DES ABONNEMENTS (6 mmeros) VOIE NORMALE

IE AÉRIENNE

L'ESPRIT DE CROISADE

La politique étrangère américaine à la merci d'organisations parallèles?

qui combattait pour le compte des Etats-Unis [les • contras »], l'adminis-**FABRIZIO** tration Reagan transféra secrètement TONELLO . ce contrôle au Conseil national de sécurité. C'était essentiel, car la CIA N mois a suffi pour que le avait géré presque chaque aspect de scandale des ventes d'armes amérileurs activités et, laissés à eux-mêmes, caines à l'Iran et du financement de la les rebelles n'étaient pas capables de guérilla antisandiniste au Nicaragua se débrouiller, comme l'affirmait un la « Contra ») ternisse l'image de haut fonctionnaire américain. » M. Reagan et affaiblisse l'exécutif Quand l'agence [la CIA] fut écartée américain. Cette crise jette aussi un de ce programme, ces types ne savaient même pas acheter un simple sparajour nouveau sur un style de gouvernement jamais bien analysé, que le jour-naliste anglais Anthony Sampson a drap -, affirmait le responsable gouvernemental de cette affaire, identifié appelé « la privatisation de la politiplus tard comme étant le lieutenant-

que étrangère américaine (1) », c'est-à-dire la mise à l'écart du département colonel des marines Oliver North (3). Point besoin, donc, de fouiller dans d'Etat, du département de la défense et les archives secrètes du Conseil natiode la CIA au profit de structures paralnal de sécurité pour être au courant des activités du lieutenant-colonel North : lèles et secrètes. il suffisait de lire ce livre ou, à défaut, Au plus fort de la crise, un commenles reportages publiés par nombre de journaux américains. tateur écrivait : « Y a-t-il eu un coup d'Etat à Washington? Qui est le colo

Les « contras » certes, n'étaient pas censés se procurer des fonds grâce aux livraisons américaines d'armes à l'Iran, mais la détermination de M. Reagan à soutenir ceux qu'il continue d'appeler les « combattants de la liberté » n'a jamais fait aucun doute. Des appels aux fonds privés pour remplacer les fonds publics amputés par le Congrès ont été lancés directement par la Maison Blanche à plusieurs reprises. Des organisations parallèles conservatrices relayaient l'administration au vu et au su de tout le monde (4).

Il suffit de regarder la composition du conseil d'administration du Nicaraguan Freedom Fund pour saisir l'importance de l'opération : son président est M. William Simon, le millionnaire qui dirige également la très conservatrice Olin Foundation et qui avait été pressenti comme candidat à la vice-présidence, aux côtés de M. Reagan, pour la campagne électorale de 1980. On y trouve aussi M™ Jeane Kirkpatrick, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, MM. Michael Novak et Midge Decter, deux intellectuels ultraconservateurs liés à l'American Enterprise Institute et à la Heritage Foundation.

sée par Sidney Blumenthal : « Malgré leur conviction que l'Amérique est un pays profondément conservateur, les républicains de la nouvelle droite ont eu une énorme difficulté à s'affirmer. Aujourd'hui, ils sont encore tellement obsédés par le passé qu'ils ont une peur folle d'être jetés dehors, dans le vide. Même après deux victoires électorales écrasantes de M. Reagan, ils conservent une psychologie d'outsi-Comme tous les parvenus, les reaga-

niens se sentent mal à l'aise parmi ceux qui ont toujours eu la richesse et le pouvoir et ils voient partout des complots contre eux. C'est cette attitude d'extrême méfiance à l'égard de la bureaucratie fédérale, de la presse, de la capitale (symbole du Big Government et donc de tous les maux) et même du Parti républicain en tant que tel qui explique le gout de M. Reagan et de son entourage pour les structures parallèles, les «hommes sûrs», les réseaux informels. Un goût qui sub-

siste, après six ans de pouvoir. On aurait tort de penser que F. Irangate - constitue un cas exceptionnel. Certes, l'affaire maladroitement menée par MM. North et Poindexter est un révélateur, comme le Watergate le fut pour M. Nixon. Mais les pratiques mises au jour ne sont nullement originales. Prenons, par exemple, le cas de l'initiative de défense stratégique (IDS), ce projet de bouclier spatial pour la protection des Etats-Unis.

La «guerre des étoiles», lancée à grand renfort de publicité par le discours du 23 mars 1983, a-t-elle vu le jour au sein du Pentagone? Pas le moins du monde. Le schéma fut, on le sait, élaboré par un groupe restreint d'amis personnels de M. Reagan, les millionnaires Joseph Coors (bière), Justin Dart et Karl Bendetsen (Champion Industries), le physicien Édward Teller et le général à la retraite Daniel Graham. Ce dernier, trouvant que les choses n'allaient pas assez vite, publia en 1982 une étude sur la défense antimissile avec l'aide de la Heritage Fonndation : c'était le projet « High Frontier ». Il n'avait guère de chances de

voir le jour, mais il joua son rôle de poisson-pilote d'une manière efficace (7). L'histoire a été maintes fois racontée : l'IDS fut lancée beaucoup plus pour des raisons idéologiques et politiques que pour son intérêt en matière de défense (8). Au départ, l'état-major américain n'était d'ailleurs pas enthousiaste. La suite est moins connue : la pression des groupes d'intérêt favorables à l'IDS pour des raisons idéologiques ou industrielles ne s'est nullement relâchée après le lancement officiel du programme et la constitution d'un organisme gouvernemental, le SDIO (Strategic Defense Initiative Organization). Au contraire, leur pression est devenue permanente, bien organisée, financée avec largesse par

les industries de l'armement. La galaxie d'organisations conserva-trices, comme Marshall Foundation, Center for Peace and Freedom, Citizens for America et une soixantaine d'autres - rassemblant tantôt une multitude d'adhérents, tantôt seulement quelques individus, - a donné nais-sance l'année dernière à une « coalition pour l'initiative de défense stratégique», qui exige coûte que coûte le maintien du projet de bouclier spatial.

Entre les structures publiques et la foule d'organismes conservateurs, il y a désormais symbiose : les deux parties échangent informations, faveurs, argent. Il n'est pas rare, par exemple, que des journalistes s'adressant au Pentagone pour demander des informations sur l'IDS soient dirigés en priorité vers les fondations privées politiquement proches du gouvernement. Ces dernières, de leur côté, invitent les journalistes à toutes sortes de colloques, fournissent régulièrement leurs « analyses », protestent contre les articles hostiles on simplement sceptiques, font le siège des députés et des sénateurs pour contrer toute tentative du Congrès de réduire les fonds.

Il serait fastidieux de décrire dans le détail cette galaxie de fondations, journaux, clubs, stations de télévision, Eglises et groupes de pression. Le livre de Sidney Blumenthal en propose l'inventaire et met en valeur un dernier argument : ce tissu politique conservateur, qui n'existait que de façon fragmentaire avant 1980, va probablement survivre à l'ère Reagan.

Aujourd'hui, les perspectives politiques des républicains paraissent assez médiocres : un scandale qui ne finit pas de rebondir, un Congrès en fureur et dominé par les démocrates, une probable paralysie de l'exécutif pendant les deux prochaines années. Sombre scénario, mais la situation de leurs adversaires n'est pas plus réjouissante : une foule de candidats démocrates dans un parti à court d'idées. Ce qui a changé, pendant les années Reagan, c'est que le tissu politique conservateur est devenu solide. Jusqu'en 1980, il manquait aux différentes factions conservatrices (chrétiens fondamentalistes, monétaristes, hommes d'affaires, etc.) une mythologie mobilisatrice et un véritable leader. M. Ronald Reagan a comblé ces manques ; il a unifié et conduit au pouvoir cette droite radicale. La « privatisation » de la politique étrangère a certes provoqué la crise la plus grave de la présidence de M. Reagan mais, en même temps, l'emprise sur la machine d'Etat, grâce à d'innombrables structures parallèles, a permis aux conservateurs d'élargir leur base politique. Et certainement d'assurer leur

(1) Anthony Sampson, «A Privatized Foreign Policy», Newsweek. 15 décembre 1986.

(2) Richard Reeves, « Colonels in Charge?», International Herald Tribune, 20 novembre 1986.

(3) Noam Chomsky, Turning the Tide,
South End Press, Boston, 1985, p. 131.

(4) Cf. Pierre Abramovici, "Des millions
de dollars pour les combattants de la liberté",
le Monde diplomatique, avril 1986.

(5) Sidney Blumenthal, The Rise of The
Counter-Establishment, Times Books, NewYork 1986, p. 10.

York, 1986, p. 10. (6) Ibidem, p. 13.

(7) George Ball, The War for Star Wars. New York Review of Books, 11 avril 1985, et Carlos de Sa Rego et Fabrizio Topello, la Guerre des étoiles, La Découverte, Paris, 1986, p. 23.

(8) Lire, en particulier : Philip W. Anderson, « Le plus grand danger », le Monde diplo-matique, décembre 1986.

Des ambassadeurs et des mercenaires

ETTE nébuleuse d'organisations conservatrices, selon le journa-liste Sidney Blumenthal, «était le pivot de la plus importante opération mi-publique mi-privée de l'ère Reagan : la guerre des « contras » contre le nent sandiniste au Nicara-

nel Oliver North et pourquoi est-il au

pouvoir dans mon pays? Qui paie

Eugene Hasenfus pour livrer des pistolets-mitrailleurs et des roquettes

dans le monde entier, en mon nom?

Qui est le colonel qui dirige l'Office of

Public Diplomacy pour diffuser de la propagande sur l'Amérique centrale à

l'intérieur même des Etats-Unis? Le

président Reagan contrôle-t-il le gou-

vernement? Ou bien sont-ce des colo-

nels qui dirigent notre pays? (2) » L'indignation du journaliste Richard

Reeves est compréhensible, mais ceux

qui poussent au renversement du

régime sandiniste du Nicaragua ne

sont pas des militaires ; au contraire,

c'est l'entourage immédiat de M. Rea-

gan, ses conseillers politiques, qui ont

pris directement en main l'affaire nica-

La surprise des médias devant la participation de MM. North et Poin-

dexter dans la guerre contre le Nicara-

gua en marge des organismes compé-

tents s'explique mal. Voici en effet ce

qu'on pouvait lire, en 1985 déjà, dans

un livre consacré à la politique des

Etats-Unis en Amérique centrale :

« Quand le Congrès mit fin à la super-

vision directe de la CIA sur l'armée

raguayenne. Dès le début.

gua (5) ». Opération mi-publique mi-privée » est bien l'expression la plus adaptée : dans cette guerre par procuration, on trouve à chaque instant des ambassadeurs qui travaillent côte à côte avec des mercenaires, des militaires en service actif qui embauchent des civils, et un « quarteron de généraux à la retraite : qui montent des coups avec l'appui de banquiers, d'hommes d'affaires, d'intellectuels et même de sectes religieuses. Bien que la création de sociétés écrans ou le recours aux mercenaires aient été couramment pratiqués par la CIA auparavant, la collaboration entre personnel gouvernemental et milieu interlope a atteint sous le gouvernement de M. Reagan une

ampleur inégalée. Les fonds secrets de la CIA destinés aux « contras », par exemple, ont sou-vent transité par des organisations prites, tandis que d'autres fonds, venant

Autour, avec Carlos de Sa Rego, de la Guerre des étailes, La Découverte, Paris,

de dons individuals (déductibles du revenu imposable!) servaient à l'achat d'armes, acheminées ensuite par la CIA. Comme la presse américaine l'a abondamment écrit ces derniers temps, les circuits de financement étaient souvent bien plus compliqués que cela. Des généraux à la retraite, comme MM. John Singland et Richard entre le Conseil national de sécurité, les organisations et les firmes privées, les «contras» et les pays tiers mêlés à l'affaire, tel Israël.

Cette - privatisation de la politique étrangère » tient pour beaucoup à l'exigence de garder le secret : nulle opération de la CIA ne peut être longtemps cachée à la presse américaine. Il fallait également contourner les obstacles pas trop importants mais réels - fixés par le Congrès : pas de troupes américaines engagées sur le terrain, pas de fonds autres que ceux votés, pas d'intervention directe pour renverser le gouvernement de Managua. Tout cela n'est cependant pas suffisant pour expliquer la démarche de M. Reagan : après deux larges victoires électorales, avec un président au sommet de sa popularité, était-il vraiment nécessaire d'avoir recours à des organisations parallèles, souvent louches, pour réaliser des objectifs de politique étrangère? Une réponse possible est propo-

Jeune Afrique Economie a élu l'entrepreneur africain de l'année :

James Onobiono

à 36 ans, il « pèse » déjà plus de 20 milliards de francs CFA

> Le classement EXCLUSIF des entreprises africaines

Bilan pétrolier 1986 :

gagnants et perdants

Industrie africaine:

L'Afrique peut-elle sortir de la crise?

POUR ETRE INFORME CHAQUE MOIS

EUNEAFRAUE COMUNITY

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

GEOPOLITIQUE AFRICAINE nº IV

CONTRE-CHOC PÉTROLIER: LE CAS GABONAIS.

Avec des articles de Pierre BIARNES, Gilbert COMTE, Paulin JOACHIM et Jean-Marc KALFLECHE.

LE « SUIVI » DU PREMIER SOMMET DE LA FRANCOPHONIE:

Dossier présenté par Christine DESOUCHES, avec les contributions de M^{me} Lucette MICHAUX-CHEVRY et MM. DORIN et SABOURIN. Abonnements: 300 ou 350 F (avion)
Règlements: au CCP Bruxelles 000 157-912057

ou : virement à la Banque Nagelmackers
12, place de Louvain, B1000 BRUXELLES
compte nº 635-1700001 41 compte nº 635-1790901-41 Correspondances GEOPOLITIQUE AFRICAINE
216, chaussée de Wavre, 1040 BRUXELLES

iers, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 PARIS

FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE DANS UN MONDE SOUS-ALIMENTÉ

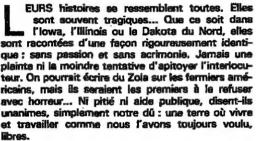
Des fermiers spectateurs de leur propre mort

Dans l'inventaire des échecs de M. Ronald Reagan, la crise de l'agriculture américaine devrait occuper une place de choix. Engloutissant d'énormes investissements en matériels, engrais, pesticides et fongicides, elle obtient des rendements très élevés mais ne survit qu'à coups de subventions, et, maigré des ventes en dessous du prix de production, accumule des excédents dont le stockage coûte fort cher. Ce qui n'empêche ni la faillite de nombreux « farmers » américains ni la sous-alimentation dont souffrent des centaines de millions d'êtres humains dans le monde.

S'ajoutant aux déficits budgétaires et commerciaux comme aux désastres d'une politique extérieure aventureuse, cette crise de l'agriculture américaine remet en question, dans ce qu'elle a d'essentiel — l'alimentation de l'homme, - toute une conception de la modernité et du progrès. Elle sape la majorité du président, conduit à la déroute de vénérables institutions financières, menace la démocratie elle-même. La faim dans les pays pauvres, c'est aussi le gaspillage dans les pays riches.

Témoins de leur propre agonie, des agriculteurs américains s'expriment ici. Ce qu'ils ont à dire est au moins aussi important que les discours d'un président ou d'un secrétaire d'État. Car, dans tous les domaines, intérieur ou international, la cause du mal est toujours la même : l'inaptitude à comprendre ce monde en changement.

Par notre envoyée spéciale FLORENCE BEAUGÉ



La crise de l'agriculture américaine, la plus dure depuis celle des dirty thirties (les sales années 30) comme on l'appelle dans le Midwest, ne date pes ments de l'Amérique. Selon les dernières statistiques du bureau de recensement, la population agricole des Etats-Unis a décliné de 7 % l'année dernière (soit le plus fort recul enregistré depuis 1975), contre 2,9 % en moyenne dans les années 70. Aujourd'hui, un Américain sur quarantecing vit dans une exploitation agricole contre un sur sept en 1950 et cette tendance va se poursuivre (1). En raison des multiples faillites prévisibles, dues aussi bien aux progrès des biotechnologies qu'aux politiques publiques, on prévoit que le nombre total d'exploitations passera de 2,3 millions en 1984 à 1,2 million en l'an 2000 (2). A cette date, 50 000 fermes de vestes dimensions fourniront les trois quarts de la production agricole.

Quel sera le prix à payer ? La réponse varie suivant les régions, mais, logiquement, si rien n'est fait pour leur réadaptation, la plupart des petites et moyennes exploitations auront disparu dans un délai de cinq à quinze ans dans le Midwest, entraînant avec elles tous les secteurs qui leur sont liés... Si tous les fermiers américains ne sont pas, à l'heure actuelle, au bord de la faillite, aucun n'est épargné par la crise qui s'est abattue sur aux avec une brutalité inquie au début des années 80. Une dépression aussi spectaculaire que l'avait été l'expansion des quinze années précédentes. Que s'est-il passé i Comment a-t-on pu en arriver là ? Encore sous le coup de la stupeur, les fermiers passent d'une hypothèse à l'autre, évoquant plus souvent les effets de la crise que ses causes : on parle tour à tour des prix de la terre - valeur de référence - qui s'est

Impossible de ne pas voir cas annonces placar dées partout dans l'Iowa : dans les cafés, les restaurants, les supermarchés, sur les vitrines des magasins... Toujours rédigées de la même facon : « Vente aux enchères, dimanche prochain, 13 heures : ferme ménagers. » En général suivent une desl'adresse, véritable parcours du combattant : « A partir d'Adair, sur la sortie 80, sortie 76,8 miles au nord sur la N 54, et 2 miles ouest. A partir d'Hamlic, 11 miles est, 4 miles sud. A partir de Guthrie Center, 10 miles ouest et 4 miles sud. Déjeuner sur place organisé par l'église luthérienne du Bon-

Qui pourrait se douter, de l'extérieur, que cette région sud-ouest de l'Iowa cache autant de drames individuels? La paysage est propre et reposant; iamais monotone, car très vallonné. Tracées en ligne droite. les routes offrent donc une succession de dos d'ânes qui dissimulent toujours un tracteur ou une moissonneuse-batteuse. Tout autour, des champs de petite taille, de formes et de couleurs irrégulières selon qu'ila ont été plantés de maïs ou de soja. Et puis, au sommet des coteaux, d'anciennes et belles maisons de bois, bien à l'abri de superbes bosquets d'érables et de sapins.

De loin, on distingue sans mal l'emplacement de la vente aux enchères tant le nombre de « pick-up », camionnettes utilisées par les fermiers pour transporter le bétail, est important. Aucune voiture de ville. Ils sont une centaine, en bottes et jeans, casquette sur la tête, à attendre en discutant. Les fernmes, plutôt rares, se sont regroupées un peu à l'écart, sur la pelouse de la maison. Dans la grange, on a étalé sur des tréteaux le repas annoncé par l'église luthérienne : des sandwiches et du Coca. Les ventes aux enchères ont toujours un petit air sinistre de dépeçage. Pas celle-ci. « D'habitude, explique le commissaire-priseur, quand je me déplace, c'est

pour procéder à des adjudications judiciaires, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le propriétaire vend pour raison de santé. Il le fait à contrecœur mais il vient d'avoir sa deuxième crise cardiaque. Ce coupci, il a compris. Il a déjà bradé sa ferme il y a quelques mois. Aujourd'hui, il vend le reste. » L'atmosphère n'est pas dramatique, c'est vrai. Il n'empêche que le propriétaire est absent. « il n'a pas eu le courage de venir, explique un de ses amis. L'idée de voir tout partir le rendait malade. Sa ferme marchait bien, mais aucun de ses enfants n'a voulu la reprendre, c'est trop risqué maintenant. »

is agricoles. La-bas, un peu en hauteur, du côté des femmes : un réfrigérateur, deux gros congélateurs, une cuisinière, des tables, des chaises et une machine à coudre si démodée qu'on ne sait pas très bien si on doit ou non la prendre pour une antiquité... Dans le champ d'à côté, derrière la grange, l'équipement « lourd » : trois tracteurs et deux moissonneuses-batteuses peints en vert comme tout le matériel John Dears. La taille de ces machines est impressionnante, mais, quand on réussit à se hisser à l'intérieur, déception : ni téléviseur ni magnétoscope comme on aime à le raconter en ville d'un air narquois... Tout juste la radio et l'air

La vente commence. Spectacle incroyable, Le commissaire-priseur grimpe sur la charrette, un micro portable à la main. La casquette rejetée en arrière, les pieds dans les fourches, il entame une étrange mélopée. Mi-chantés, mi-hurlés, les prix défilent à toute vitesse. De temps en temps, l' auctioneer insiste sur l'un, comme s'îl trébuchait, et puis il repart encore plus vite. Les mains dans les poches, rassemblés en cercle autour de lui, les fermiers ne bougent pas. Un mouvement du menton ou un battement de paupières, et le lot part pour une somme presque toujours dérisoire. Après la charrette, le commissaire-priseur s'attaque, toujours en chantant, mais en transpirant de plus en plus, aux congélateurs, puis aux machines. Le tout sera bradé en l'espace de six heures (4).

Kenneth, un peu en retrait, suit la vente en silence. Il habite à qualques miles de là et connaît bien le propriétaire, il est venu à la fois pour l'assister - mais son arri n'est pas là - et pour passer le temps. Pas question pour lui de dépenser le moindre cent : il est endetté jusqu'au cou. Fermier depuis 1949, il n'est que locataire de sa terre. 320 acres (5), qu'il travaille seul et sur lesquels il fait pousser, comme tout le monde ici, du mais et du soja. € Ca va :mal. cit-il. très très mal. De mal en pis depuis cing ans. Cette année a été encore plus terrible que l'année demisre. » Il fait ses comptes tout haut. Ses coûts de production, engrais, pesticides, semences et fuel... En 1984, il s'en souvient comme si c'était hier, chaque boisseau (6) de soja lui rappor-4,31 dollars. Son explication ? e Cn produit trop. II n'y a plus de découchés. On a trop bien enseigné aux autras pays commant faire pousser les céréale et puis nous nous sommes retrouvés piégés : tout le monde produit, l'Argentina et l'Australia surtout, et maintenant on ne sait plus où envoyer nos propres

L'histoire de Ken est classique. Il y a cinq ans, quand les choses ont commencé à mai tourner, il a emprunté à le banque. Les taux d'intérêt vensient de passer à 19,5 %. N'ayant pas le choix, il a accepté, pes pour m'acheter des nouvelles machines, précise-t-il, seulement pour continuer à faire tourner la ferme ». Mais l'année suivante n'a pas été meilleure que la précédente, les coûts de production ayant encore augmenté et les cours des récoltes encore baissé. Ken a donc réemprumé, et ainsi de suite jusqu'à cs qu'il ne trouve plus de prêteur. e Et tous ces gens du gouvernement qui mettent chaque année un pau plus leur nez dans nos affaires, soupire-t-il. Leurs aides ? Ça n'arrange nen, au contraire. lis auraient mieux fait de ne jamais mettre leurs pattes là-decens. Ce que je vais devenir ? Je n'en sais vraiment rien. J'ai cinquante-neuf ans et je n'ai jamais rien fait d'autre que cultiver la terre. Je voudrais avoir soit trois ans da plus, dans ca cas, je serais à la retraite, soit vingt-cinq ans de moins : dans ce cas je pourrais peut-être apprendre un autre



« Ceux qui m'ont poussé à m'endetter »

ARRY JONES est le shérif du comté de Cass dont le siège est Atlantic, 7 000 habitants. Tout, dans son apparence et dans son histoire, tient de Lucky Luke, mais il ne le sait pas... Son bureau se situe en sous-sol, à l'entrée de la prison toute neuve qui abrite, pour l'instant, six détenus. Revolver à la ceinture, en grand uniforme, il se balance dans son fauteuil à bascule en buvant un jail coffee — le meilleur de tout l'lows, précise-t-il en souriant — et en bavardant. Jamais un seul crime dans le comté, aussi loin qu'il s'en souvienne. C'est sa grande fierté et sa consolation, car, pour le reste. « ce n'est vraiment pas le moment d'être shérif », dît-il l'air soucieux. Cette semaine, il a dù procéder i six ventes judicizires de fermes de la région. Il se lève et va chercher un formulaire : c'est encore une plainte de la Federal Bank of Ornaha qui engage des poursuites contre un fermier du comté. Au mieux, estime-t-il, la banque récupérera, après règlement judiciaire, 50 % du montant des dettes qu'avait contractées le débiteur. « Tenez, ajoute-t-il en reposunt le papier sur la table, le type dont j'ai dû seisir le ferme hier, j'alleis à l'école avec lui autrafois. Et c'est tout le temps comme cela. Vous êtes obligé de prendre les terres de vos propres amis, et je sais ce de fermier. Les terres, on se les transmet souvent

Ce qui inquiète le plus Larry Jones, c'est de voir à quelle vitesse changent les comportements. Chaque année davantage de suicides — trois dans le comté cette année contre un en moyenne autrefois. - mais surtout de troubles mentaux. Difficile, pourtant, de ne pas rire quand il raconte que, l'autre jour, son ant s'est fait mordre dans un champ de mais par

un fermier devenu fou, alors qu'il était venu le convoquer pour une affaire de dettes. Difficile à croire, et cependant vraie de bout en bout, l'histoire de Larry Jones lui-même. Les problèmes mentaux dus à la crise ? Il en connaît qualque chose, c'est même indirectement ainsi, reconte Tom, un de ses meilleurs amis, que sa carrière a commencé. A force de procéder à des ventes judiciaires qui le rendaient malade, dit-on dans le comté, le précédent shérif a fini par perdre la tête. Il y a quatre ans, il a tiré un jour sur le chef de police. Heureusement, il l'a raté, mais c'est Larry, à l'époque officier de police, qui est venu l'arrêter. Il a terminé son mandat de shérif avant d'être élu à son tour deux ans plus tard...

Wally Hoye, un ami d'enfance de Larry Jones, possède des milliers d'acres, ce qui est exceptionnel pour la région, mais son affaire dépasse le simple cadre de l'Iowa : il travaille en cheville avec son frère qui réside au Texas. En 1982, la valeur totale de eurs blens s'élevait à environ 10 millions de dollars. Maintenant, il l'estime à environ 3 millions. C'est l'un des rares fermiers à parler avec une certaine amertume : « De 1971 à 1974, je les entends encore, tous les responsables du département de l'agriculture ne cessaient de nous le répéter : « Allez-y, il n'y a pas assez pour nourrir la monde ». Et puis, il y a eu la concurrence du Canada, de l'Australie, de l'Argentine, de la CEE... Qui surait pu penser que tous ces pays réussiraient à augmenter ment leur production ? C'est renversant i Mais les principaux responsables de la catastropi e, ce sont les organismes de crédit. Ils n'ont eu qu'une idée : récupérer leur argent le plus vite possible, sans même essayer d'être un peu imaginatifs et de trouver des solutions de rechange. Et le seul résultat, c'est que notre situation s'est terrible-ment aggravée cas deux dernières années (7). Vous m'auriez dit, il y a encore cinq ans, qu'on en serait là aujourd'hui, je vous aurais répondu : « Vous êtes

Léon et Kay Klemish, ainsi que leurs deux enfants, habitent une jolie et vieille maison construite en 1850 et qui a toujours appartenu à la amille. C'est tout ce qui leur reste, plus un élevage de cochons. « Nous avons la chance d'avoir encore nos parents l'un et l'autre, à quelques miles d'ici, explique Kay, le visage paisible et souriant. Nos parents, nos grands-parents et toutes les généra-tions précédentes, depuis que nos ancêtres sont tions precedentes, depuis que nos encetres sont arrivés d'Europe — de Bohème je crois, — ont tou-jours travaillé la terre. En 1971, nous avons pensé que ça valait la peine de s'étendre. Tout marchait si bien : la terre valait 300 dollars l'acre et les taux d'intérêts étaient bas. On a donc acheté 160 acres, et puis, trois ans plus terd, 80 autres, et enfin, au début des années 80, 40 autres. Catte fois-ci, l'acre tournait autour de 950 dollars. Pour faire cas acquisitions, mais aussi pour se procurer l'équipement neuf, on a toujours emprunté. On aurait du fair beaucoup plus attention, mais c'était le moment de l'expansion, et tout le monde nous y poussait : les banquiers, les institutions de crédit, les professeurs d'université, tous les spécialistes. »

Pour les Kiernish, tout a basculé vers 1983. Tour à tour, ils ont di vendre leur bétail, trop cher à nour-rir et à soigner, et leurs terres qui ne valaient plus I 100 dollars l'acra comme ils l'avaient espéré, mais étaient déjà ratombées à 600 dollars. Ils ont gardé les cochons, qui se reproduisent vite : « Trois mois, trois semaines et trois jours », disent-ils en riant comme tous les fermiers. C'est en effet beaucoup plus rentable, mais ils ne font pas d'affaires : ils survivent. Et laurs dettes sont loin d'être rem-

« Malgré tout, on n'abandonnera pas. On se sent : bien dans cette maison, et je reste persuadée, expli-que Kay, que la vie ici est bonne pour élever des enfants. Ailiaurs, l'argent compte trop, pour tout. Pas ici. On ne partira pas. Nous avons un couple d'amis qui a fait cette bêtise : ils vivent encore dans leur maison, mais ils ont tout vendu et se sont trouvé l'un et l'autra un travail en ville. En bien maintenant, ils sont désespérés, elle surtout. Elle travaille dans une blanchisserie. Elle doit y être à 6 h 30 du dans une blanchisserie. matin, donc avant que ses enfants, âgés de dix et

(1) Rapport du département américain de l'agriculture (USDA), The Farming Population of the US in 1985. (2) Rapport de l'Office of Technology Assessment,

(3) Montant des exportations agricoles pour 1986 : 27,5 milliards de dollars, contre 44 milliards en 1981. (4) Des scènes comme colles-ci se multiplient depuis quelques années et plusieurs films ont récomment illustré de façon romanesque ces drames paysans : cf. Ignacio Ramonet, « Hollywood et la colère paysanse », le Monde diplomatique, avril 1985.

diplomatique, avril 1985.

(5) 1 acre = 0,404 hectare.

(6) 1 bolsseau = 36,4 litres.

(7) Montant global de la dette agricole américaine:

210 milliards de dollars environ, dont 73 milliards supportés par le Federal Farm Credit System (organisme bazcaire semi-gouvernemental) et 28 milliards funancés par la Farmers Home Administration (FHA), organisme gouvernemental de prêts à l'agriculture.

the Atales on property :414 LM +20 ---LARGER THE the same of the same

Engo-11 - --- --- --- ----

Actions 1

Representation of the thirt

All the same of th

20 . See

The second secon

146 100

No page

faring the state of the state o

The state of the s

The second second

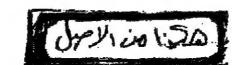
MARIE-FRANCE

Carried Street

Water Street

UDEDROTTE ET DE GAUCE

Property was the



douze ans, scient partis en classe. Elle me le dit tout le temps : € On ne se voit plus. On ne prend même plus le petit déjeuner ensemble. La famille a éclaté. » Ce qui désole le plus Kay, c'est le sentiment qu'ici même, aux Etats-Unis, personne ne comprend leurs difficultés. « En ville, ils n'ont aucune considération pour nous. Sur la côte est surtout, Est-ce qu'ils ont d'ailleurs jamais visité une ferme ? Pour eux, nous ne sommes que des ameteurs. D'ailleurs, ils le disent bien : « N'importe quel dummy (8) peut être

Dale et Edna Witzman, trente-huit et trente-cinq ans, habitent à une dizaine de miles des Klemish. Ils ne les connaissent pas, mais leur ressemblent étonnamment : même sincérité, même façon lucide et posée de reconter les choses. Tous deux viennent de faire faillite et n'ont plus rien, ni terres, ni équipement, ni bétail, sauf cette maison sans âme qu'ils ont pu racheter avec le minimum qui leur a été laissé après règlement judiciaire. Attablés dans la salle à manger, ils parient devant leurs trois jeunes enfants. e Nous avons vu trop grand at trop vite, reconnsît Dale, le visage fatigué. Dès 1974, nous avons au des problèmes : cette année-là, le prix des cochons a dégringolé. Ça aurait dû être le signal d'alarme. Mais pour le reste, tout allait bien, et surtout on se procurait de l'argent tellement facilement à ce moment-là i A la banque, on m'a alors conseillé de renouveler mon équipement. Pour m'éviter des trajets en ville, on m'a même fourni tous les papiers nécessaires. Je n'avais plus qu'à les signer chez moi, avant de les renvoyer par la poste. » Dale et Edna sument tout, leur naïveté, leur imprudence et leurs achats: une nouvelle voiture en 1978, puis 40 acres de tarre chaque année à partir de 1979, avec la certitude de faire de bonnes affaires, jusqu'à ce que, en 1981, les événements commencent à prendre une autre toumure. Cette année-là, en effet, ils ont réussi à rembourser tant bien que mal les intérêts de leurs emprunts: 50 000 dollars par an. Mais, pour la première fois, ils n'ont pas gagné assez pour pouvoir rembourser, comme prévu, une partie de leur prêt principal (523 000 dollars au total). Ils se sont alors endettés un peu plus, à des taux encore plus élevés... Le carcle était vicioux, et le faillite inévi-

« Ce jour-là a été, et reste toujours, très dur pour ma fierté, raconte Dale en fixant la table. Il n'y a que la Farmers Home Administration (FHA) envers qui j'ai des dettes. Les particuliers, j'ai réussi à tous les rembourser, sauf un. Il n'empêche que, depuis notre faillite, je n'ose plus regarder les gens en facs. Les autres fermiers, même si ça va mai, ils n'osent pas le dire, per orgueil. Pensez que moi, mon histoire, elle a été mise sur la place publique... Au début, le pleurais tout le temps, même devant les enfants. Je trouveis que l'étais nul et que le n'avais pas volé ce qui m'arrivait. Je n'avais plus aucun amour-propre. Et puis un jour, peut-être parce que c'était moins humiliant pour moi et aussi la seule façon de m'aider ă m'en sortir, je me suis dit que je n'étais pas tout à fait le seul coupable : peut-être bien que la FHA et les compagnies d'engrais, qui m'avaient tellement poussé à m'endetter, sans jamais me donner de

conseils, avaient elles aussi leur part de responsabilité. » Il sourit, l'air de s'excuser. Plus tard, en visitant les deux hangers où ils engraissent, pour un autre fermier, quatre-vingts cochons, Edna parle de leurs projets. Elle travaille depuis l'année demière comme secrétaire à l'école secondaire d'Atlantic : ∢ On essaie de redémarrer, mais en n'emprunte plus rien. On a compris. »

Les banques en difficulté

PAR leur tempérament et leur situation, Phill et Ruth Cullen sont peut-être ce que le fin fond du Midwest, le plus éloigné des grandes métropoles, a de plus représentatif : chaleureux et attentionnés, intéressés par le monde extérieur, capables de parler de leurs difficultés avec autant de gravité que d'humour. Il est fermier, elle est institutrice. S'ils s'en sortent à peu près ces demières années, c'est grace à son salaire à elle. Ils ont un fils de vingt-cinq ans qui les aide à cultiver leurs champs, mais s'impatiente de ne pas avoir sa propre terre. Espoir irréalisable : les conditions posées par les banques pour obtenir un prêt sont à présent draconiennes... Ruth parle volontiers de son métier auquel elle est visiblement très attachée : « La crise touche très durement les enfants, j'ai l'occasion de m'en rendre compte tous les jours. L'anxiété et les préoccupations de leurs parents retentissent sur eux, surtout depuis deux ans. Il y a quelques années, quand je

demandais à mes élèves ce qu'ils s'achèteraient s'ils gagnaient à la loterie, ils répondaient toujours : une bicyclette, une poupée, ou ceci ou cela, mais toujours un jouet ou quelque chose de leur âge. Maintenant, quand je pose cette question, ils répondent presque tous : « Je donnerais cet argent à mes parents pour qu'ils remboursent leurs dettes. » Dès l'âge de huit ans, ils ont ce souci en tête, et pratiquement en permanence. >

Pauline Franks, une sobrantaine d'années, est à la fois agricultrice et banquière. Son mari travaille 448 acres de terres et élève sobante-sept têtes de bétail, tandis qu'elle est cadre à la Houghton Bank. Côté ferme, les choses vont plutôt bien. « Pas autant qu'on le voudrait, mais tout de même correctement », dit Pauline en souriant. Côté banque, la situation est plus fragile. « Dans les six premiers mois de l'année 1986, la Houghton Bank a déjà perdu 1 800 000 dollars. On a reçu un mot d'ordre : attention à qui vous prêtez. Mais le nouveau propriétaire de la banque de Massena, juste à côté, lui, a été encore plus explicite : « Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons, »

Pauline Franks elle-même ne s'explique pas vraiment comment tout a si mai tourné. Sans doute une question, dit-elle, de « management and timing », et le coup d'envoi de la crise était donné. « Nousmêmes, les banques, nous avons été prises au piège, an l'oublie trop souvent, et les choses ont été illement vite : les taux d'intérêt sont passés de 9 % à 18 % en six mois à paine ; c'était en 1981, je crois. Nous avons dû, de notre côté, emprunter à des taux très élevés. Il s'est alors produit un effet boule de neige : au fur et à mesure que venaient s'endetter les fermiers, et tous ceux qui travaillaient avec eux (les fournisseurs d'aliments pour bétail, d'engrais et de pesticides), on augmentait les taux d'intérêt. Et quand nous avons refusé de continuer à leur prêter, ils se sont tournés vers les compagnies d'engrais et autres qui acceptaient de prendre le relais... Mais c'est vrei que, peu de temps auparavant, quand le prix des terres était encore élevé, on leur disait : « Empruntez donc, vous rembourserez plus tard. Avec l'inflation, vous ferez une affaire ! » Vous sariez venue me voir il y a cinq ans, je vous aurais amenée à notre meilleur client : un farmier. Eh bien, il vient de faire faillite l »

Varel et Jackie Bailey, pour leur part, ont toujours été d'une prudence extrême. Ils sont consus à double titre : d'une part, parce que leur ferme marche bien, d'autre part, parce que Varel est président de la National Com Growers Association et qu'il voyage sans cesse à travers le monde. « C'est presque un homme politique», disent ses voisins avec admiration et envie, mais sans jalousie... Leur ferme, qu'ils exploitent avec l'aide du père de Jackie et d'un employé, est gigantesque pour l'Iowa: 1 100 acres, plus du bétail, des cochons et des moutons. Ils n'ont jamais emprunté, laissant leurs bâtes se reproduire et les nourrissant du produit de leurs terres. Pour les Bailey, les petites fermes ne sont pas nécess ment condamnées comme on le dit, mais il faut à tout prix qu'elles évaluent mieux les besoins du marché et qu'elles apprennent à se diversifier : élever des moutons, per exemple, et ne pas se contenter de faire pousser à perte du mais et du soie. Cela aurait-il permis, il y a six ans, aux fermiers au bord de la déroute, de passer au-travers de la crise ?

«Je ne crois pas, admet Verel. Il leur surait fallu pas. Et, dans les années 70, tout le monde vous le dire, c'était très dur de résister à la tentation d'emprunter, d'autant plus que la politique gouvernementale n'avait pas varié pendant plus de quinze ans. On attribue toujours à l'embargo décrété par Jimmy Carter à l'encontre des Soviétiques la responsabilité des malheurs des fermiers, mais c'est inexact. C'est trois mois plus tôt, en octobre 1979, que tout a démarré. C'est à ce moment que le gouvernement a décidé de changer radicalement sa politique monétaire et fiscale pour stopper l'inflation. Dans un premier temps, ça n'a pas choqué les agriculteurs : dans leur majorité, ils sont conservateurs et patriotes. Aussi, jusqu'en 1983 ou 1984, ils vous auraient dit d'eux-mêmes que l'inflation et le déficit budgétaire étaient des problèmes sérieux pour le pays, et qu'on avait raison de s'y attaquer. Maintenant que l'inflation est ralentie, mais que le déficit budgétaire reste préoccupant (9), ils vous tiendront un langage un peu différent : ils aimeraient bien que les autres aussi supportent le poids des sacrifices. Ils le pensent de plus en plus, mais pas au point de sortir leurs tracteurs dans les rues. »



FAMILLE DE NICODEMIUS (KANSAS) A LA VEILLE D'UNE SAISIE « Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux boas »

« On ne se supprime pas pour de l'argent... »

'EST précisément contre cette résignation que sa bat Denyse O'Brien. Elle est à la fois agricultrice et membre de la Prairie Fire Rural Action, un des nombreux organismes de défense des fermes familiales, que les fermiers sont souvent les premiers à considérer avec suspicion, dans la crainte d'être politiquement récupérés ou manipulés. « Non seulement ils ne sont pas politisés, déplore Danysa pas, qu'ils n'ont plus aucun pouvoir. Alors c'est très dur de les aider à s'en sortir. Quand ils acceptent de venir nous voir, en général, c'est déjà trop tard. Avec quelques conseils donnés à temps, certains auraient cependant pu éviter la faillite. On leur a tellement dit autrefois : « Travaillez dur et tout ira bien », et, effectivement, ca a si bien marché pendant quarante ans qu'ils ne comprennent plus rien et qu'ils se santent à la fois incapables et coupables. En ville, on les accuse un peu trop vite d'avoir été de mauvais gestionnaires et de porter par conséquent l'entière responsabilité de leurs problèmes, mais l'argument, s'il a sans doute été valable il y a qualques années pour certains d'entre eux, ne tient plus aujourd'hui... Ils ignorent qu'ils sont les victimes d'un changement de politique économique, ou plutôt d'une absence totale de politique agricole à long terme pandant des décennies. C'est pourquoi je ne critique pas seulement l'administration actuelle. Le problème remonte à bien avant : les démocrates sont aussi fautifs que les républicains... »

«Une responsabilité partagée» : la phrase revient sans cesse, quel que soit l'interlocuteur. David et Nancy Lynch ne sont que de passage en lowa où ils rendent visite à l'une de leurs sœurs, ils résident habituellement en Virginie occidentale, l'un des Etats les plus pauvres et les plus ignorés des Etats-Unis. Eux ne sont pas agriculteurs, mais restaurateurs. Ils se remettent à peine d'une faillite, due aux dettes qu'ils avaient contractées dans les années 70. Est-ce parce qu'il n'est pas fermier? David, en tous les cas, tient des propos sévères à l'égard du chef de la Maison Blanche... mais il est plus critique vis-à-vis de lui-même : « On préférait Carter. Tout a changé et mal tourné depuis que Reagan est là, mais je ne le blâme pas. Je nous blâme, nous. On aurait dû être beaucoup plus prudents... >

A Marshall, dans l'Illinois, Etat voisin et concurrent de l'Iowa pour la production de mais et de soja, Bob Flowers ne sait plus, pour sa part, s'il a tort ou raison d'avoir des accès de révolte. Son histoire est si tragique que tout, maintenant, paraît dérisoire : le quartier entier qui porte son nom, témoignage du succès et des jours heureux... La beauté des arbres qui conduisent à la maison perchée sur l'un des rares coteaux de cette région si plate... Le salon qui semble vide à force d'être trop bien rangé... Frances, son épouse, est assise sur le divan, totalement figée, avec, comme lui, l'air d'attendre sans espoir. Owen, eur fils, s'est suicidé il y a un an, à la veille de faire faillite. Il avait pris, quelques années auparavant, la tête de la société Flowers Sales Incorporated, une importante concession de John Deere et de General Motors que son père avait montée dans les

Bob oublie un instant sa souffrance pour se souvenir en sourient de ces années-là. A l'époque, les fermiers utilisaient des chevaux et des mules, et leurs terres ne dépassaient pas 50 à 80 acres. Il revoit le jour où il a vendu le premier tracteur John Deere : « Une vraie petite révolution... Les roues étaient en fer, pas encore caoutchoutées. La transition du cheval au tracteur s'est faite facilement : les fermiers étaient très réceptifs au changement, beaucoup plus que vous ne pourriez le penser. En outre,

ils voulaient tous rivaliser avec leurs voisins... C'était intéressant et amusant pour moi. Par la suite, tout a toujours bien marché, les affaires ont même été excellentes. » Il s'arrête brusquement et se lève. Quand il revient, il tient à la main une photo, celle de son fils, et il s'effondre. e J'ai tout perdu l'année dernière et j'ai mis trente-cinq personnes au chômage. Mais mon fils... Vous savez ce qui lui est arrivé ? Il n'avait que quarante ans et il était père de deux enfants. Pourquoi a-t-il fait cela ? Pourquoi Je n'arrête pas de me poser la question. On ne se supprime pas pour de l'argent. Ça n'en vaut pas la peine. J'aurais tellement voulu pouvoir le lui dire à temps, mais il m'a tout caché... »

Insupportable ironie de la situation, ou logique du désespoir... Pour épargner son père, cardiaque, qui avait dû subir un triple pontage, Owen Flowers a choisi de ne izmais rien lui confier des problèmes financiers qu'a connus la société à partir de 1981.

(Lire la suite page 10.)

(8) Imbécile. (9) Montant du déficit budgétaire pour l'année 1985 :

VU DE DROITE ET DE GAUCHE

MARIE-FRANCE TOINET

EUX livres sur les problèmes structurels de l'économie américaine et sur la tentative reaganienne pour les résondre : l'un est d'un responsable politique de droite (David Stockman, qui fut directeur du budget de janvier 1981 à août 1985) (1), l'autre d'économistes de gauche (dont Samuel Bowles) (2). Tous deux concluent à

David Stockman en voit la raison essentielle dans la résistance des politiciens - notamment démocrates - à une critique socialement douloureuse mais économiquement nécessaire et persiste donc à croire que la doctrine de l'économie de l'offre (supply-side economics) était et demeure la seule solution propre à résondre les diffi-cultés fondamentales de l'économie américaine. Samuel Bowles et ses amis mettent aisément en pièces la reaganomie et ses contradictions essentielles mais sont beaucoup moias convaincants dans l'« alternative démocratique » qu'ils proposent : « La fin du gas-pillage des ressources productives » et une nouvelle donne permettant la redistribution du pouvoir économique . An total, ces deux livres, soutuni stimulants, lausent néanmoins le

lecteur sur sa faim et le rendent passablement inquiet sur l'avenir économique des Etats-Unis, tant la qualité du débat, la variété des propositions, la profondeur des analyses, la richesse des idées semblent absentes. Comment estil possible de sortir du marasme actuel dans ces conditions?

Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weisskopf sont des représentants éminents de l'école « radicale » américaine. Ni monétaristes, ni - supply-siders >, ils accusent ceux-là de considérer que « l'économie fonc-tionne dans le cadre d'un jeu à somme nulle entre la consommation et l'investissement > : I'un ne peut augmenter que si l'autre diminue ; les gaspillages existent mais sont uniquement attribuables an gouvernement et aux syndicats. Les « radicaux » ne sont pas non plus marxistes ou keynésiens. A ceuxci, dont ils se sentent d'ailleurs plus proches, ils reprochent de ne pas assez mettre l'accent sur « le gaspillage énorme du côté de l'offre, qui passe aussi bien par les formes de consommation irrationnelle et le gaspillage de ressources humaines provoqué par les discriminations raciales, sexuelles et autres, ou par la destruction de l'environnement que par un système de contrôle du processus de production lui-même générateur de conflits et dissipateur de ressources ».

L'échec de l'économie reaganienne C'est là que le bât blesse. On serait largement prêt à se laisser convaincre

par nos auteurs si la démonstration suivait. Il n'en est rien. On aimerait que des données plus consistantes - et les affirmations n'en tiennent pas lieu, en particulier sur les entreprises, viennent soutenir la théorie. On apprécierait aussi que les auteurs ne cèdent pas au péché mignon des quantitativistes américains : procéder à des analyses statistiques raffinées (régression multiple) à partir de variables pour le moins fragiles. Ainsi attribuent-ils, par exemple, 63 % du déclin de la productivité (1966-1973) à la baisse d'intensité du travail en ayant reconnu que celle-ci, en l'état actuel des connaissances, n'était pas directement mesurable. N'est-ce pas ainsi autoriser la mise à l'écart de la question de la productivité, alors que l'insistance des auteurs est parfaitement justifiée ?

David Stockman pêche autrement. Sa démonstration est bien plus serrée que celle des radicaux. Mais elle est totalement politique et uniquement une entreprise d'autojustification : l'avais raison, les autres avaient tort : mais il était politiquement impossible de mener l'expérience à son terme et je le regrette. L'autoportrait que dessine D. Stockman des la deuxième page est à cet égard symptomatique : à l'université, « J'ai donné dans le marxisme et la haine de l'Amérique... J'ai enfin vu clair... J'ai redécouvert les vertus d'un capitalisme sans entraves, les danvers du communisme soviétique, l'espérance et les idéaux de la démocratie américaine... Les hommes politiques ruinaient le capitalisme américain. Ils transformaient l'Etat démocratique en une généreuse surenchère de braderie sociale. Ils imposaient aux travailleurs et aux chefs d'entreprise une taxation coercitive et des réglementations démoralisantes et inutiles ».

M. STOCKMAN et ses amis tente-ront d'imposer au pays ce qu'il appelle une « révolution » : désétatiser par la baisse des impôts la diminution drastique des dépenses sociales (en autorisant néanmoins une augmentation des dépenses militaires) et la diminution des réglementations. Pour l'auteur, l'échec ultime de cette politique (la « reprise » qui a suivi une récession particulièrement cruelle a été acquise au prix d'un endettement public et privé catastrophique) ne lui est pas plus imputable qu'à la théorie qui sous-tendait son action. Les responsables en sont un président trop gentil, ses conseillers « incompétents » et des hommes politiques trop à l'écoute d'un électorat qui ne veut aucunement remettre en cause sa « dépendance ». sociale. David Stockman, lui, croit encore à l'économie de l'offre. Il

regrette simplement qu'elle soit politi-quement inapplicable. Mais, outre qu'il ne propose aucune solution de remplacement pour sortir l'économie américaine d'une faiblesse structurelle de plus en plus évidente, il oublie surtout qu'il a effectivement pu appliquer ses théories pendant quelques mois et que l'échec a été patent : récession, appauvrissement des plus démunis, chômage, désindustrialisation. Ce n'est que par un substitut de keynésianisme, militaire et antisocial, que les Etats-Unis ont pu sortir de la crise. N'en fut-il pas responsable non plus?

Reste alors, dans ce plaidoyer pro domo, la description alerte et drôle des querelles au sommet. Sous la plume de M. Stockman, les adjoints de M. Reagan ne sortent pas indemnes de la philippique : ignorants, obsédés par le pouvoir, drogués par la télévision, de courte vue et d'ambition longue. Un grand pays comme les Etats-Unis mérite-t-il une telle équipe à sa tête ?

(1) David Stockman, The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed, Harper and Row, New-York, 1986, 422 pages,

(2) Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weisskopf, Beyond the Waste Land: a Democratic Alternative to Economic Decline, Anchor Press-Doubledsy, Garden-City, New-York, 1983, 378 pages. Traduit en français sous le titre l'Economie du gaspil-lage : la crise américaine et les politiques reaniennes, La Découverte, Paris, 1986, 378 pages, 160 F.

COLORADO

hiper veren. suit la vante en

The Party State State On Profit 27 297 - 8

Mariane Tecataire de sa terte

sout le monde toi du mus y du

Care service a site ercord 2.00 to the demore a s fait see corrett a tout de production, engrass, per 1265,

En 1954, 4 s'en souvient c. The manue brisses (6) de soja fin de pot-Augurd'hui, this exactions !! an expection? e On production

Courtes Da & Not Ben erse me

podyment twie pousseries cures is

s some retrouves pie jos . to

The said thus the entry's the actions

when for dissipal II v a one and

Banque, une taux d'expérés venuent co

M. Waven pas in their, it a second

actions of popular attacks

Parete Sirante n'a pes ele mi

production les tools de production

Supmer té et les rours des récords Ren à como réemprunté, et aires de

que ou sing trouve plus de préteur.

der gouver carriers, qui matient craque

Trans Poes : Ca n'arrange Ref. 34

de de la jernais metre. La que la ves devenir la company de la vest devenir la company de la company

There are a significant and et is

the Antis are cubver is terre in was the and de plus, dans ce cas if win son wer den ans de mount and are appreciate un au

The les female. Cast en effet beau-

dettes sont loin d'être rem-

ton a abandonners cas. On se sent

et je reste persuadée, expir-

Figure Comple troo, pour tout

Nous avans un courie par tout vendu et se sont tout vendu et se sont par travail en valle. En bien maintain par travaille par travaille par tout pa

Elle dort y être à 6 h 30 du

est see enfants, âgés de dix el contratt de l'agriculture de l'agriculture

agricoles pour 1980.

44 militards en 1981.

Ales et se multiplant

films out récemment

films payanns : 61 tenne

collec payanns : 61 tenne

collec payanns : 61 tenne

o veniale

de, elle surtout. Eile travaille

said has fee dans nos afferes

there sour continuer & feet course

Yargentine at YAustralie same

the bearing the strate services if

ingliebendes males de la et connait

de B aut versu à la fais pour : aut a-

Williams pay the - et pour dancer le

se pour La de dépenser le mandre

La flambée des prix industriels

vous la devinez... >

B IEN sûr, îl s'y ajoute des difficultés régionales, mais tout là-haut, à la frontière canadienne, du côté de ce qu'on a coutume d'appeler la prairie, les problèmes sont à peu près les mêmes. En revanche, le paysage et les habitants du Dakota du Nord diffèrent singulièrement de ceux de l'Iowa ou de l'Illinois. La propension à cacher ses faiblesses est par ailleurs encore plus forte...

lci, tout autour de Rolette, bourg de sept cents habitants, c'est le pays de l'infini, du nowhere. Le mot revient d'ailleurs souvent dans les conversations : on vient de nulle part et on se rend nulle part, au beau milieu d'immenses champs de blé, de tournesol, d'orge, d'avoine et de lin. A première vue, un paysage beige et gris plutôt monotone, presque désolé. Et puis, au moment où l'on n'y croyait plus, le charme s'installe : toutes ces mares, ces roseaux et cette vie qui s'y cache : des canards, des cygnes des oles sauvages surtout. Celles-ci, fuyant la neige du Canada, font escale per milliers, chaque nuit au début des grands froids, sur la route du Texas. Le matin, aux premiers rayons du solail, elles s'envolent lourdement, dans une clameur assourdissante, ignorantes des fusils qui les guettent... Bionds aux yeux bleus, descendants pour la plupart de Suédois et de Norvégiens, les fermiers se transforment l'hiver en chasseurs et en trappeurs : daims, renards et ours bruns, de l'autre côté de la frontière, sont les contreparties de cing mois rigoureux.

Kermit Knudson cultive seul ses 2 200 acres - le double de la movenne locale - sur lesquels il élève également du bétail. Ses deux neveux de quinze et treize ans viennent souvent le rejoindre et l'aider après l'école. Il y a du travail mais tout va bien, affirme-t-il. D'année en année, Kermit s'étend tranquillement tandis que ses voisins déclarent forfait les uns après les autres. « Je ne remercieral jamais assez mon père, dit-il, pour n'avoir cessé de me répéter quand nous travaillions ensemble : « Surtout pas d'emprunt. La grande dépression peut revenir demain, ne l'oublie pas. »

La première dépression... Laura Knudson, la mère de Kermit, emploie pour en parler les mêmes termes que tous ceux de sa génération. Toutes ces terres récupérées puis laissées à l'abandon par des spéculateurs qui attendaient le moment propice pour les revendre. Le mais qui ne valait plus rien, au point qu'on le brûlait pour se chauffer l'hiver. Les cochons qu'on vendait par dizaines pour le prix d'un seul. Et là-dessus, comme si le malheur des fermiers n'était pas assez grand, cette terrible sécheresse qui s'était abattue, plusieurs années consécutives, sur l'ensemble des Etats-Unis. « Le vent souleveit des nueges de poussière, raconta Laura. Les barrières de la int entièrement recouvertes, on voyait à paine. Pour rentrer de l'école, on devait se mettre un mouchoir sur la bouche. La terre volait. On suffaguait. >

Sans avoir connu les dirty thirties. Kermit a donc retenu et appliqué la leçon, y compris dans les années 70, durant lesquelles, il le reconnaît, il a parfois été difficile de résister à la compétition en terres et en machines à laquelle se livraient les autres fermiers. Est-ce parce que sa ferme tient bon aujourd'hui - même si elle est beaucoup moins rentable qu'il y a six ou sept ans — qu'il se montre, lui aussi, hostile aux aides gouvernementales ? Non, ce serait plutôt, comme toujours, à la fois par principe et par orgueil : « Chacun doit se débrouiller tout seul, estime-t-il, c'est plus stimulant. »

Bob et Marlyn, une quarantaine d'années, parents de trois enfants, almeraient bien pouvoir en dire autant, mais tous deux avouent sans plaisir qu'en aucun cas ils ne se passeraient, depuis quelques années, du cheque de l'administration fédérale. Leur terre est sans doute l'une des plus belles des environs, et la vieille grange de bois à la couleur rouge sombre, aux formas massives et arrondies, où ils gardent leur bétall pendant les interminables mois d'hiver mériterait d'être classée... Comment imaginer que ce qui fait la beauté de leur terrain constitue un véritable piège, pour eux comme d'ailleurs pour la majorité des fermiers de la région ? Les innombrables petits lacs qui jalonnent leurs 1 200 acres ? Non cultivables, évidemment, mais soumis à l'impôt comme toutes les terres. Et tous ces espaces, si vastes qu'on les évalue bien souvent en quarters (11) plutôt qu'en acres ? Des heures et des dépenses supplémentaires pour un profit qui n'est pas supérieur à celui d'une ferme de l'Iowa. Des coûts d'autant plus lourds en engrais, en pesticides, en fuel pour les machines utilisées sur des miles et des miles. Une usure d'autant plus rapide d'un équipement par ailleurs de plus en plus inabordable. « En 1976, se souvient Bob, mon tracteur valait 14 000 dollars. Maintenant, si je voulais racheter le même, il me faudrait dépenser 60 000 dollars. Qui peut payer cela à l'heure actuelle ? » Les coûts de ransport, enfin, dus à l'éloignement du Dakota du Nord, pesent lourdement dans les factures : pas moins de 30 cents par boisseau de blé (vendu cette année aux environs de 2,35 dollars) pour envoyer par train les récoltes jusqu'à Duluth ou Minneapolis, d'où elles seront ensuite réparties vers les principaus terminaux d'exportations, New-Orleans ou Portland par exemple.

D'année en année, Bob et Marlyn ont ainsi vu leurs revenus diminuer, au point que leur situation est maimenant catastrophique. Incapables de rembourser leurs emprunts, l'un et l'autre cherchent, sans grand succès, un travail à temps partiel en dehors de la ferme. Marlyn garde provisoirement à domicile deux jeunes enfants, tandis que Bob suit des cours pour passer, d'ici un mois, son permis de conduire de bus scolaire, avec l'espoir d'être utilisé à l'occasion comme chauffeur. Cela ne lui permettra súrement pas de rembourser ses dettes, mais au moins de survivre...

Surproduction, pas de débouchés

« N ON coupable» plaide, pour sa part, le seul homme des environs à porter un costume. Pas de cravate autour du cou, mais à la place une superbe turquoise sertie d'argent qui provient sans doute de la réserve indienne toute proche. Carl Myhre est le directeur de la Rolette State Bank. Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune banque n'a fait faillite dans le Dakota du Nord depuis le ébut des années difficiles. Carl Myhre et son adjoint Robert Eckhart en attribuent la raison au fait que, à la fin des années 70, le prix des terres n'avait pas atteint ici des sommets aussi vertigineux qu'ailleurs (la chute a donc été un peu moins dure). Les conditions pour obtanir un prêt ont en outre toujours été. selon eux, relativement strictes dans l'Etat. Dernier élément, enfin : le caractère prudent et plutôt préservés, ainsi que leurs banques, d'endettements aussi lourds que dans l'Iowa. Reste que la situation des fermiers ne paraît, dans l'ensemble, guère florissante ici non plus.

« Aucun agriculteur ne va vralment très bien, estime Carl Myhre, tous vivent modestement. 30 % ont des problèmes réels et 10 % au moins sont dans une situation extrêmement critique. Mais ce serait trop facile de nous accuser de ce qui arrive aujourd'hui... D'une part, nous avons nous-mêmes été les victimes de la politique gouvernementale ; d'autre part, nous n'avons pas encouragé les fer-miers à s'endetter dans les années prospères.

C'était aux qui insistaient pour emprunter. Peut-âtre, en effet, aurions-nous dû les freiner, mais c'était difficile à faire quand tout allait bien. Sans compter que la compétition entre banques jouait beaucoup : nous savions que, si nous refusions un prêt à un fermier, il n'avait qu'à aller frapper à la banque voisine pour l'obtanir tout de suite. Avouez que c'était dur pour nous aussi de résister la

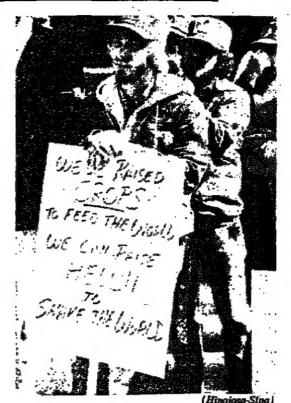
« Dans les années 70, se souvient de son côté Robert Eckhart, le cash flow était une chose dont personne ne tanait jameis compte. Les fermiers se précipitalent pour acquérir des terres, sans même calculer combien pouvait rapporter l'acre. Ils achetaient pour acheter. Plus question d'agir ainsi à présent : on épluche les comptes, on fait les bilans, etc. Bref, on mène une analyse très poussée avent de décider ai l'on accorde un prêt. »

Le pire de la crise est-il passé ? Carl Myhre hésite avant de répondre et, quand il le fait, il n'est pas très optimiste : « Honnêtement,) al peur que non. Les cours ne remontent pes et, à moins d'un événement tout à fait improbable en Argentine, en Australie ou chez n'importe lequel de nos concurrents, je ne vois pas comment on pourra régler la question des excédents. Il n'y a plus de débouchés. Regardez, même ici à Rolette, les deux entrepôts sont pleins à craquer en dépit des coûts de stockage : 250 000 boisseaux de blé d'un côté, 80 000 de l'autre. Ils ont été achetés par le gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé à les placer. Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif. Et, depuis que les fermiers n'ont plus d'argent, tout le monde est touché en série. Dans le centre-ville, la pharmacie et l'unique boutique de vêtements viennent de renvoyer l'une et l'autre un employé, n'ayant plus les moyens de les payer. Hardwara, la grande quincaillerie, est à ven-dre. Le garage Chevrolet, quant à lui, a fermé ses portes après cinquante années d'activité, de même que la concession John Deere. »

L'avenir de Rolette ? Impossible de l'imaginer sans inquiétude quand on sait que soixante petites villes, dans le seul Dakota du Nord, sont, d'après les estimations actuelles, promises à la disparition... Le processus de désertification n'est pas nouveau, mais s'accélère d'année en année. Wolford, soixantedix habitants, à quinze miles au sud, ou, pis, Mylo, à dix miles à l'est de Rolette, dépassent l'imagination : deux villes fantômes. Ont-elles jamais mérité le nom de ville ? Du temps de leur splendeur (quelques centaines d'habitants), on les aurait qualifiées, en Europe, de villages. Peu importe, dans le fond. A Mylo, vingt habitants, tout est mort aujourd'hui : école, magasins, banque, église, station d'essance.. Seule survivante : la poste. Le silence absolu qui règne partout est d'autant plus impressionnant que le hameau est resté presque intact. Les deux petites rues principales sont encore goudronnées, et les ignes tiennent bon au-dessus de certaines boutiques et de la banque désertées.

Moins hallucinant, paradoxalement, est le spectacle de Nanson, un seul et unique habitant, un village qui n'a toujours pas disparu des cartes routières. Au bout de la rue centrale bordée de maisons de bois, complètement affaissées sur elles-mêmes, comme agenouillées au milieu des broussailles, une seule demeure encore vaillante : celle de Henri Johnson, soixante-treize ans, autrefois postier et épicier de Nanson. Etrange tableau, plus surréaliste qu'autre chose... Cela fait des années maintenant que les derniers habitants sont partis et que le vieux bonhomme vit là tout seul, bien décidé à s'accrocher à ses murs. Depuis sa retraite de postier, il a repris la pompe à essence et transformé son magasin d'alimentation en bazar incroyable. Chaque jour, une dizaine de fermiers ou de membres de leurs familles contre une vingtaine il y a quatre ans - se déplacent de quinze miles à la ronde, avec l'assurance de trouver chez lui ce dont ils ant besoin : de la nourriture, mais aussi des chaussures, des leans, des bigoudis ou encore des fusils et des munitions, des jouets et des bagues de fiançailles.

Qui, dans cinq ou dix ans, se souviendra encore de Nanson ou de Mylo, alors sûrement rayées des cartes ? Le blé n'a pas le pouvoir évocateur des pépites d'or, et ces villes fantômes du Midwest ont peu de chance de frapper les imaginations... Pre-



COLÈRE PAYSANNE « Nous avons semé le grain pour nomir le monde Nous pouvous semer la pagaille pour ébranier le monde »

miers touchés dans ce jeu de dominos qui n'ont pas fini de s'écrouler (12), les fermiers assistent à leur propre mort presque en spectateurs, avec au fond d'eux-mêmes un terrible sentiment d'impuissance auquel s'ajoutent l'espoir et la fatalité : « La crise

passera peut-être, comme passent les saisons... > A quel titre les exploitations agricoles méritent-elles d'être condamnées ou sauvées ? A quel titre les contribuables américains doivent-ils continuer ou non de financer un pareil gouffre (13) ? Les deux réponses possibles, la raison d'Etat et la raison tout court, ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît à première vue... L'argument, trop souvent avancé par les groupes de pression, selon lequel l'Amérique d'aujourd'hui est l'héritière du système de fermes familiales le plus productif, le plus innovateur et le plus efficace du monde et qu'elle se doit de le transmettre aux générations futures est sans doute de peu de poids. A la dimension humaine et sociale cependant indiscutable que revêt la disparition prograssive das exploitations agricoles s'ajoute un aspect économique encore plus préoccupant. Ce ne sont pas seulement des millions de personnes qui sont concernées par la crise de l'agriculture. C'est tout le secteur agro-alimentaire, soit 15 % de l'économie américaine, qui est menacé. A tout cela se superpose enfin une troisième dimension qu'on aurait tort de réduire à une simple vision jeffersonienne du problème : la répartition des terres entre de nombreuses mains est le meilleur garant de la démocratie (14). C'est en cela, peut-être, qu'on ne peut assister sans inquiétude à la fin d'une certaine idée de l'Amérique...

FLORENCE BEAUGÉ.

(10) Les entreprises John Decre, notamment, ne tour nent plus qu'à 55 % de leur capacité.

(11) I quarter = 160 acres, soit 65 hectares.
(12) Cf. Florence Jacquet «Le recul désordonné des Etats-Unis. Effet pervers d'une politique libérale», article du dessier «La guerre du blé», le Monde diplomatique,

(13) Coût du dernier Farm Bill (loi agricole pour les années 1986-1989) : 52 milliards de dollars.
(14) Cf. Pierre Dommergues : - La potion libérale et la fin du rêve de Jefferson », le Monde dip

VE NOU

F

T2 + 2

. .

MUCK HELM

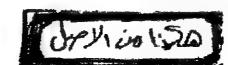
EXPANSION DES RÉCOLTES ET CONCENTRATION DES TERRES

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS SELON LES RÉGIONS



En 1984, les fermes dont les ventes annue brutes dépassaient 100 000 dollars occupaient 49,6 des terrées et réprésentaient 13,9 % du total des tations. A l'autre extrémité, sur 11 ° 50,5 % des fermes vendaient lars.

NORD-EST MINNESOTA ETATS DU LAC NE MONTANA RHODE-ISLAND CONNECTICUT . DAKOTA DU NORD DAKOTA DU SUD NEW-YOF **PLAINES** DU NORD DELAWARE MARYLAND ♦₽₽ ILLINOIS UTAH CEINTURE DU MAIS NEBRASKA COLORADO OvQ. MONTAGNES 0 v 4 4 4 0 MISSOURI OKLAHOMA APPALACHES TEXAS ARKANSAS A CAROLINE DU SUD PACIFIQUE * SUD-EST NOUVEAU-MEXIQUE 9 v 4 PLAINES DU SUD G 3 **◇ � ��** 0vQ40+ LABAMA GEORGIE 多0楽 Hawai et l'Alaska ETATS DU DELTA **७**४♦₽७₩



UNE NOUVELLE INITIATIVE DE WASHINGTON DANS LES CARAIBES

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico?

E 13 janvier 1987 commencent, aux Etats-Unis, les auditions préliminaires au procès politique contre des militants de l'organisation los Macheteros, en lutte pour l'indépendance de Porto-Rico. En même temps, Washington met au point un nouveau statut plus libéral pour sa possession des Caraïbes, jusqu'à présent « Etat libre associé » aux Etats-Unis.

La recrudescence des attentats anti-américains dans l'île et le refus de l'annexion exprimé par la majorité de la population semblent avoir infléchi la volonté de M. Ronald Reagan, qui, le 12 janvier 1982, se déclarait encore fermement « partisan d'un rattachement intégral de l'île aux Etats-Unis, dont elle deviendrait le cinquante et unième Etat de l'Union ». Mais ce nouveau projet de « République associée » est énergiquement refusé par la droite portoricaine, qui se considère trahie par le président américain et vient soudain gonfler les rangs des « déçus du reaganisme ».

Par JOSÉ-LUIS MENDEZ *

ES Etats-Unis changeront-ils l'actuel statut d'Etat libre associé (ELA) de Porto-Rico en République associée en 1992, à l'occasion du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique? Les trois séries d'audiences publiques sur le cas de Porto-Rico tenues à Washington en avril, mai et juillet 1986 par la commission de l'intérieur de la Chambre des représentants, présidée par M. Moris K. Udall, pourraient le donner à pen-

ister nomerie le monde

dominos qui n'ont pas

peciateurs, avec au fand

Termiers assistent à leur

e le fatainté : « La crise

passent les saisons... >

customs soncoles mentent-constitues? A quel titre aos deivent ils continuer ou

and goulifre (13) ? Les deux

en detait et la raison tout

peradictores qu'il y parait per trop souvent avance

n, eston legual l'Amenque

was est sons doute de

the humaine et socale

s agricoles a ajoute un

plus prioccupant. Ce ne

station du système de fermes

soul, le plus innovateur et le

et aurelle se doit de le trans-

Que resit la disparition pro-

de care de l'agriculture. C'est

main, est 15 % de l'élo-les est manadé. A tout celu sa me munifiere dimension qu'on

in a de simple vision jeterso-in in régardison des terres entre laine est le milliour garant de la

C'est en velt, peut-ètre, qu'en ne

in 140 acres, soit 65 becauses.

PLONENCE BEAUGE.

Ancount, « Le recut désordonne des sers d'une politique libérale », article se de bis », le bésade diplomatique

La situation n'est cependant pas si simple. A ce jour, aucun parti politique de l'île ne s'est déclaré ouvertement en faveur de la République associée. Seule l'organisation autonomiste « pro ELA», formée par des membres du Parti populaire démocratique (PPD). actuellement au pouvoir (1) et par quelques associations professionnelles et culturelles, s'est prononcée en ce sens. Le PPD lui-même conserve une position ambigue face au projet de République associée proposé par le Burean du contrôleur des Etats-Unis, chargé d'élaborer des rapports sur la politique de Washington à l'égard des territoires du Commonwealth améri-

Le Bureau du contrôleur reconnaît la gravité des dommages subis par ces

• Professeur de sociologie à l'université de

Points de repère

Porto-Rico.

· L'île de Porto-Rico, dans les espegnole conquise militairement par les Etats-Unis en 1898 au cours de la guerre hispano-américaine. Ses habi-tants (3,5 millions aujourti'hui) sont citoyens américains depuis 1917 et ils ont acquis le droit, en 1947, d'élira laur propre gouverneur. Depuis 1952, l'ile a un statut d'Etat libre associé et fait partie du Commonwealth des Etats-Unis.

. Tous les quatre ans, les Portoricelns élisent un Parlement (Sénat : 27 membres ; Chambre des représentants: 51 membres), mais ils ne parti-cipent pes aux élections américaines et ne votent pes pour l'élection du président des Etats-Unis. Le représentent de Porto-Rico au Congrès de Washington n'a pas le droit de vote.

• Principales productions agricoles : secre, café, tabac, ananas. Principeles industries : produits pharmaceutiques, pétrochimie, tex-tilés, équipements électroniques, dis-

tilleries de rhum. • Echanges commerciaux (en mil-Rone de dollers, en 1984) ; importa-tions : 8 506,7 (dont Etets-Unis : 5 208,9). Exportations : 8 502,2

(dont Etate-Unis : 7 117,4). · • La moitié des produits alimentaires sont importés.

• En 1984, l'aide fédérale américeina représentait 30,7 % du produit national brut portoricain. 62 % de la population a un niveau de vie inférieur au « seuil de peuvraté » américain.

20,4 % de la population active est au chômage.

PRODUITS TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médaillés : Ch. SCHLERET, 68230 TURCKHEIM

territoires et alerte le Congrès sur la nécessité de mettre un terme à l'inaction du gouvernement. Il est chargé également de définir les contours d'un nouveau statut d'association négocié entre les Etats-Unis et les îles Marshall, d'une part, et. de manière séparée, avec les « Etats » de la Micronésie. Le Bureau du contrôleur suggère que cette formule d'association soit adoptée comme norme générale et s'applique à tontes les autres entités territoriales placées sous le contrôle de Washington, y compris Porto-Rico.

L'ONU avait relevé les Etats-Unis de l'obligation de lui présenter des rapports sur Porto-Rico en considérant que, avec la proclamation de l'Etat libre associé en 1952, le peuple portori-cain avait exercé son droit à l'autodermination. Cependant, quelques années plus tard, les indépendantistes portoricains réussirent à faire reconsidérer le cas de l'île par le comité de décolonisation de l'ONU, et, depuis une décennie, ce comité adopte régulièrement chaque année des résolutions en faveur de l'autodermination et de l'indépendance de Porto-Rico (2). Le mouvement des non-alignés et, récemment, l'Internationale socialiste, ont pris des positions

L'approbation du statut de 1952 n'avait nullement fait taire les revendications anticoloniales des Portoricains. Les partis indépendantistes continuaient, à l'intérieur de leur pays, à contester la légitimité de l'ELA, tout comme ils le faisaient à l'ONU, sans parler des organisations indépendantistes radicales - comme les Forces armées de libération nationale (FALN) ou les Macheteros (3) qui ont multiplié ces dernières années les attentats autiaméricains. De leur côté. les partisans de l'annexion pure et simple aux Etats-Unis dénoncaient également le caractère colonialiste de l'ELA. Même le PPD, qui, en 1950, avait impulsé la création de l'Etat libre associé, en est venu à prendre ses distances et, à de multiples occasions, il a demandé au Congrès des Etat-Unis davantage de pouvoir pour le gouvernement local on la suppression de l'ELA. En d'autres termes, tout le monde est d'accord à Porto-Rico pour reconnaître le caractère colonial du statut d'Etat libre associé, mais chaque secteur politique propose une solution différente au problème. On peut alors se demander si le statut de République associée serait de nature à dégager un

Attrait de la nouvelle doctrine

U premier abord, la réponse sem-A ble devoir être « non », mais il ne fait aucun doute que la solution négociée par les Etats-Unis avec les îles Marshall et avec les Etats de la Micronésie présente beaucoup d'attraits pour les acteurs politiques de Porto-Rico. Le rapport du Bureau du contrôleur

des Etats-Unis précise que - des l'entrée en vigueur du pacte, ces Etats libres associés seront des entités complètement autonomes. Il s'agira d'Esats souverains qui seront majoriient régis par leurs propres lois. Les lois des Etats-Unis ne leur seront pas applicables. Ils aurora le droit de conduire eux-mêmes leurs relations internationales, à deux exceptions près : la désense et la sécurité ; ils auront le droit de signer des traités commerciaux, d'être membres d'orgamisations régionales et internationales; et en général d'agir sur des bases bîlatérales avec d'autres

Sur le plan économique, le pacte prévoit que des sommes importantes seront affectées à l'aide des Républiques associées pendant une durée de quinze ans. Dans le cas de Porto-Rico. dont la population est beaucoup plus nombreuse que celle des deux archipels du Pacifique sous contrôle américain, un rapport de 1984 întitulé The New Federalism and Puerto Rico («Le nouveau fédéralisme et Porto-Rico») prévoit que l'assistance économique dont a besoin ce pays s'étalera sur une période de vingt ans (au lieu de quinze) et s'élèversit, annuellement, à 2,2 milliards de dollars. Au total, les crédits dégagés pour Porto-Rico dans le cadre du pacte dépasseraient les 50 milliards de dollars.

Cependant, quels que soient ses avantages politiques et économiques, une République associée ne saurait être instaurée à Porto-Rico sans prendre en compte le système des partis existant dans l'île et les intérêts qu'ils représentent. A la différence de l'annexion, de l'État libre associé et de l'indépendance, formules figurant dans le programme des différents partis et qui ont leurs défenseurs ferveats, la République associée est une initiative de Washington dont l'objectif fondamental est d'établir une politique homogène pour l'ensemble des territoires américains d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union.

Il serait difficile aux États-Unis d'imposer cette République associée si elle ne disposait pas d'un appui substantiel des Portoricains. Aujourd'hui, cet appui n'existe qu'en marge des partis traditionnels, dont les directions ne lui sont pas nécessairement hostiles. Seul le Nouveau parti progressiste (PNP), se situant à droite et favorable 2 l'amexion, manifeste une opposition systématique au projet. Cela n'a pas empêché certains de ses chefs d'affirmer publiquement leur vocation à la diriger att cas où Washington retien-

drait finalement cette solution. Le Parti indépendantiste portoricain (PIP) considère pour sa part qu'il serait absurde de se contenter d'une République incomplète alors que le pays peut obtenir l'indépendance totale. Toutefois, la base du parti, bon nombre de ses cadres intermédiaires et

même certains de ses principaux diri-

geants manifestent une adhésion crois-

sante à l'égard d'un changement de sta-

tut qui les rapprocherait, ne serait-ce

que partiellement, de l'indépendance

complète. La position de l'autre parti

indépendantiste, le Parti socialiste por-toricain (PSP) est identique à celle du

L'opposition du PNP à la République associée est très tranchée parce qu'il s'agit là de son unique atout électoral après les scandales et le discrédit qui ont marqué sa gestion des affaires. Le PNP a, en effet, gouverné Porto-Rico de 1968 à 1972 et de 1976 à 1984. Le dernier mandat du gouverneur Carlos Romero Barcelo a été particulièrement mouvementé et il a vu se produire une série de détournements de fonds publics, de crimes politiques, d'affrontements avec les syndicats, les étudiants et les organisations professionnelles qui provoquèrent des divisions internes et le menèrent à la défaite électorale en 1984. Le scandale le plus important fut celui du Cerro Maravilla: l'assassinat par la police de deux jeunes indépendantistes. Cet assassinat donna lieu à une enquête télévisée menée par une commission du Sénat de Porto-Rico, contrôlée par le PPD, qui discrédita définitivement l'administration du PNP.

Pendant ses huit années de gouvernement (1976-1984), M. Romero Barcelo défendit fermement l'annexion. En manœuvrant en faveur de cette solution à Washington, au sein du Congrès et dans tous les centres de décision, et en tentant d'impliquer les Portoricains dans la politique des Etats-Unis. A cette fin, il réussit à faire organiser des « primaires » dans l'île par les deux grands partis américains en vue de l'élection présidentielle mais il ne parvint pas à faire participer ses concitoyens à l'élection du président améri-

Cette démarche provoqua cependant un effet de boomerang car elle amena le gouvernement annexionniste de M. Romero Barcelo à entrer en conflit avec certains éléments du Congrès et des groupes d'intérêt des Etats-Unis. Les opposants qualifièrent le projet assimilationniste du PNP d'- Etat mendiant > et attirèrent l'attention sur les coûts, tant politiques qu'économiques, de l'accès de Porto-Rico au statut de cinquante et unième Etat américain.

Ces déboires du PNP ont conduit le parti actuellement au pouvoir, le PPD, à faire preuve d'une extrême prudence. C'est pourquoi, bien qu'il soit favorable à la République associée, le PPD ne se prononce pas ouvertement pour ce nouveau statut, et laisse ce soin à l'organisation autonomiste « pro-ELA ».

Sa stratégie d'autonomie consiste actuellement à trouver une place pour

centrale et aux Caraïbes, mais également au Japon et en Europe, par le biais d'accords bilatéraux avec d'autres gouvernements. Cette attitude a été vivement critiquée par le PNP, qui lui reproche d'appliquer déjà dans les faits une politique de République associée et de s'attribuer des prérogatives qui ne lui appartiennent pas.

Les deux exemples les plus contestés par le PNP sont les accords récemment signés par le gouvernement de Porto-Rico avec le Costa-Rica et le Japon, mais cette liste ne s'arrête pas là : l'action diplomatique autonome du gouverneur, M. Hernandez Colon, inclut la réception à San-Juan de présidents ou hauts responsables du Costa-Rica, de la République Dominicaine. de la Jamaïque, de l'Equateur, de l'Espagne, du Vatican, d'Antigua, de même que les visites du gouverneur dans pratiquement tous les pays de la Caralbo, au Pérou, en Espagne et au

Malgré diverses déclarations contradictoires du gouvernement américain sur ce comportement, beaucoup d'observateurs se demandent si la politique de promotion d'entreprises jumelles dans les Caraïbes, à partir des fonds des corporations régies par la section 936 du Code sédéral des impôts internes, ne constitue pas une sorte d'aval de Washington (4). C'est pourquoi beaucoup affirment que, bien que non encore approuvée formellement, la République associée a déjà commencé à être mise en pratique par le gouvernement autonome de Porto-Rico avec l'accord des Etats-Unis.

(1) Le Parti populaire démocratique (1) Le Farti populaire democratique (PPD) a été au pouvoir, sans interruption, de 1940 à 1968, puis de 1972 à 1976. Il est à nouveau majoritaire dans les deux chambres depuis les élections de 1984. Le gouverneur actuel, M. Rafael Hernandez Colon, en fonctions depuis le 2 janvier 1985, appartient également au PPD.

(2) Les Etats-Unis ont quitté en 1971 le comité de décolonisation de l'ONU pour mar-quer leur refus de reconnaître la validité des résolutions sur Porto-Rico. Voir Bernard Cassen, « Porto-Rico, nouveau dossier difficile pour Washington », le Monde diplomatique, novembre 1980.

(3) Des membres des Macheteros out notamment attaqué, en septembre 1983, à West-Hartford (Connecticut), un fourgon blindé de la société Wells Fargo et se sont emparés de plus de 7 millions de dollars (la seconde somme la plus importante jamais volée aux Etats-Unis). En août 1985, les auteurs de cette attaque ont été arrêtés, et les auditions préliminaires à leur procès, qui aura lieu en mars prochain, commencent le 13 ian-

(4) Cf. Financial Times, 9 décembre



La chute des cours du pétrole, la beisse du dollar et des taux d'intérêt ont longtemps fait espérer la reprise, Illusion. Partout dans les pays industriels le boum économique a manqué le rendez-vous de 1986.

L'arrivée d'une nouvelle majorité en France a pu faire croire à une rupture avec le passé. Illusion. La déréglementation à la mode aujourd'hui était en germe dans la politique socialiste de ces dernières années,

Le « Bilan économique et social » - véritable rapport sur l'état de la France et du Monde rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année.

AU SOMMAIRE

- La situation en France : La nouvelle politique libérale. Une timide croissance. Des pôles de déséquilibre. L'environnement international ; La reprise manquée. La persistance du chômage.
- L'évolution et la production depuis 1973. La carte des réserves. Un dossier spécial, largement illustré Cent quarante-six pays à la loupe :
- Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays. 188 pages. A paraître le 15 janvier 1987.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 40 F

. ou en vente par correspondance

Le Monde ECONOMIQUE ET SOCIAL BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1986

× 45 F (frais d'expédition inclus) ; Pour l'étranger et des DOM-TOM, nous consulter

Service des ventes au ruméro 7, rue des italiens, 75427 Paris cedex 08

○☆◆☆

L'Europe peut-elle jouer un rôle

U début du mois de février, se tiendra au Guatemala une rencontre entre les représentants de la Communauté économique européenne et ceux de l'Amérique centrale. L'Europe doit-elle jouer, dans cette région et dans l'ensemble du sous-continent, un rôle différent de celui que s'attribuent les Etats-Unis? Ses interlocuteurs le lui demandent. En a-t-elle la volonté et les moyens?

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Chaleur et sympathie : tel était le climat qui régnait à Strasbourg lorsque M. Raul Alfonsin, président de la République argentine, vint recevoir, le 17 octobre dernier, le Prix européen des droits de l'homme que lui avait attribué le Conseil de l'Europe (1). Cet hommage n'a cependant pas effacé de la mémoire des Argentins l'amer souvenir de l'embargo économique décrété contre leur pays au printemps 1982 par la Communauté suropéenne lorsque, adoptant la même attitude que les États-Unis, elle résolut de souteair l'Angleterre dans la guerre des Malouines. Celle-ci provoqua l'effon-drement de la dictature militaire, mais une plaie reste ouverte : on le voit avec la colère que soulève la décision - éminemment politique — du gouvernement de M= Thatcher d'étendre à 200 miles la zone d'exclusion des activités de pêche autour de l'archipel. Ainsi se trouve à nouveau posé le problème de la souveraineté sur ces îles de l'Atlantique sud, alors que resurgit la déception ressentie à Buenos-Aires face au manque de compréhension dont témoignent, à des degrés divers, les lointains parents du Vieux Continent, Espagne mise à part.

Or la dernière Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), en novembre, a montré que, à l'exception de quelques petits pays anglophones des Caralbes, l'Amérique latine dans son ememble se solidarise avec l'Argentine, le pays qui, avec l'Uruguay, est le plus « européen » par sa population. En outre, et malgré leur grande diversité économique, ethnique, elle, linguistique, s tous ces pays sont unis par un problème majeur : celui de l'endettement.

« Les gouvernements latinoaméricains ont montré qu'ils étaient conscients de leurs responsabilités devant la crise. Ils ont presque tous mené à bien des programmes d'aussé-rité pour s'adapter à la situation, alors que les organismes internationaux, les banques internationales, n'ont pas assumé leur part de responsabilité. De

ce fait, la dette n'est pas remboursable (...). Les peuples d'Amérique latine ont manifesté une grande capacité de coopération pour supporter ces programmes d'ajustement, mais on ne peut pas indéfiniment demander des sacrifices à la population. Il y aura tôt ou tard des réactions populaires qui affecteront la démocratie latinoaméricaine, et l'Occident sera, lui aussi, touché par la question de la sécurité de l'hémisphère, »

C'est l'ancien président de la République de l'Equateur, M. Oswaldo Hurtado - il dirige aujourd'hui l'Organisation de la démocratie chrétienne américaine (ODCA), connue pour ses positions conservatrices, - qui lançait cet avertissement lors d'un colloque organisé à Strasbourg, du 3 au 5 juin

1986, sur le thème « Démocratie et démocratisation : un dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine = (2). Quelques données chiffrées permettent de mieux comprendre la gravité de ses propos. Au cours des trois dernières années, l'Amérique latine a transféré vers le monde industrialisé, essentiellement au titre de paiements d'intérêts, 100 milliards de dollars. La fuite des capitaux, dont témoigne, par exemple, l'éclatante prospérité de Miami, se poursuit. Elle représente environ le tiers du montant de la dette extérieure du continent, évaluée à 370 milliards de dollars (3). Dans le même temps, on a assisté à un tarissement du flux de capitaux (prêts bancaires) vers l'Amérique latine depuis 1982. Au total, estiment les économistes de la Banque interaméricaine de développement (BID), les entrées nettes de capitaux sont passées de 49 milliards de dollars en 1981 à 4,1 milliards seulement en 1985 (4). Ainsi le monde sousdéveloppé alimente-t-il en ressources financières le monde industrialisé, alors même que se poursuivent la chute des prix des matières premières et, par contrecoup, la dégradation des termes de l'échange entre produits de base vendus par le tiers-monde et produits manufacturés importés en provenance des pays industrialisés. Pour la seule année 1985, cette détérioration a été de l'ordre de 15 %.

Restructuration an Nord, survie au Sud

S I cette situation ne se modifie pas, non seulement l'Amérique latine ne sortira pas de la récession où elle est plongée depuis quatre ans, avec un taux de croissance de 1% en 1985 (exception faite du Brésil, qui a enre-gistré une croissance de 8,5 %), mais elle s'enfoncera dans un marasme aux conséquences sociales et politiques imprévisibles. Comme le rappelait M. Claude Cheysson, chargé à la Com-mission européenne des relations Nord-Sud, le pays dont les décisions économiques affectent le plus la situation mondiale, les Etats-Unis, prêche à ses voisins du Sud la rigueur tout en nir un énorme déficit budgétaire de plus de 230 milliards de dollars. Soulignant que le taux d'intérêt réel est fixé aux Etats-Unis et que des taux d'intérêt élevés alourdissent le service de la dette et dissuadent les investisseurs, M. Cheysson, dans un discours prononcé le 31 octobre 1985 devant le Cercle populaire européen, tirait cette conclusion ironique: « Il est tellement plus facile, et plus intéressant, de mettre son argent à un guichet de banque américaine plutôt que de le placer directement, par l'intermédiaire d'agences financières, dans une entreprise brésilienne, burundaise, je dirais même française ou belge. »

Certes, d'après les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les taux d'intérêt ont baissé de 2,5 % en 1986. Mais il faut bien qu'un important désordre règne au sein de l'économie nordaméricaine (5), où la récession est maintenant attendue, pour que le Quo-tidien de Paris du 20 octobre 1986 titre à la «une» : « L'Amérique n'a plus le moral. » Il faut bien aussi constater l'absence de consensus - c'est un euphémisme - entre les puisssances industrialisées sur les taux d'intérêt, le cours du dollar, la restructuration des échanges au Nord (6).

Les Latino-Américains, qui, an cours de leur histoire, ont accumulé bien des ressentiments à l'égard de l'Amérique du Nord, se tournent vers l'Europe des Douze. Ils lui demandent de les aider à relancer entre créditeurs et débiteurs un dialogue politique essentiellement fondé sur le droit au développement, de faire comprendre aux banques centrales et aux banques commerciales leurs obligations à l'égard des pays endettés. On pourrait penser que cet appel a été entendu, puisque la Communauté financière -Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Ciub de Paris, banques commerciales — vient d'accorder 12 miliards de dollars au Mexique (19 novembre 1986). Mais il s'agit là d'un cas tout à fait particulier : pareil « sauvetage » ne scrait sûrement point tenté pour un pays occupant une position moins stratégique (7). En outre, cette démarche se répond pas à la demande d'une discussion globale, qui porteralt en particulier sur les « règles du jeu » en matière monétaire. C'est pourtant ce qu'ont souhaité les représentants de vingt-cinq pays latino-américains lors de la dernière réunion du système économique latino-américain (SELA), le 17 octobre

Est-ce à dire que l'Europe reste sourde ? Certainement pas. Le Parle-ment européen adopte régulièrement des déclarations imprégnées de bonne volonté, très favorables aux revendications avancées par le groupe de Cartha-gène (8). Mais les gouvernements des Douze tienneut, eux, un autre langage, qui à au moins le mérite d'être franc. Ainsi, au lendemain d'une tournée de trois semaines dans divers pays d'Amérique latine, dont le Pérou, M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, estimait cet été que « la France ne peut avaliser des décisions unilatérales » comme celle du président Alan Garcia qui veut cha-que année limiter à 10 % de ses recettes d'exportation le remboursement de sa dette. « Il est injuste, ajoutait-il, de faire des pays créanciers les boucs émissaires des ennuis intérieurs (9) ». Pour les gouvernements européens, les autorités latinoaméricaines doivent s'attaquer d'abord et avant tout aux racines internes de leurs maux : mauvaise gestion adminis-trative, mauvaise redistribution des richesses, mauvaise utilisation des fonds prêtés, etc.

Il est temps de « dédramatiser ». Pour considérable qu'elle soit, la dette

latino-américaine ne met pas le sys-tème financier international au bord du gouffre. - Après tout, écrit Paul Fabra, les 211 milliards de créances que les banques privées détiennent sur les agriculteurs nord-américains représentent presque le double du montant des créances qu'elles ont sur les pays d'Amérique latine (...) Si demain les Mexicains, les Brésiliens, les Argentins, les Vénézuéliens venalent à répudier une partie de leurs dettes, les débiteurs du Middle-West réclameraient, à n'en pas douter, à être immédiatement déliés des leurs. C'est sans doute la raison principale pour laquelle les banques tiennent pardessus tout à sauvegarder la fiction selon laquelle les dettes latinoaméricaines seront intégralement remboursées (10) ».

Les principales puissances euro-péennes semblent d'ailleurs avoir des

soucis plus pressants. A Tokyo, en mai 1986, les «Sept» (Japon, Etats-Unis, RFA, France, Grande-Bretagne. Canada et Italie) se sont entretenus de terrrorisme, de nucléaire civil, de concertation nucléaire. Pour mémoire, ils out fait une brève allusion à la « nécessaire lutte contre la faim, la maladie, la pauvreté ». Or, à un moindre degré, les mêmes problèmes frap-pent aussi les oubliés des sociétés dites opulentes. Précisément, selon certains. une façon de lutter contre le chômage dans les pays européens serait de reviteliser les échanges avec la région latino-américaine, avec laquelle ils ont tant d'affinités, en l'aidant à retrouver le chemin de la croissance. Mais cette perspective reste lointaine. Le Brésil, le Mexique, peut-être le Venezuela si les cours du pétrole se redressent, excitent un certain intérêt. Mais, dans l'ensemble, les relations économiques restent minces et ont tendance à se dégrader.

Quelques sujets d'aigreur

A U moment d'élaborer sa politique économique extérieure, la CEE a opté pour une approche « régionaliste » plutôt que mondiale : le tissu serré des accords à caractère préférentiel conclus par la Communauté - qui concernent à l'heure actuelle soixantecinq pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ainsi que douze pays du Bassin méditerranéen - laisse à l'écart la région ibéro-américaine. Celle-ci s'est acharnée à réclamer des négociations en vue d'obtenir de la Communauté un traitement moins discriminatoire. Tentatives infructueuses. marquées par les malentendus, les maladresses, les préjugés, l'intransigeance de la part de la CEE. Entre 1958, date à laquelle s'ouvre un dialogue qui sera qualifié plus tard de frustration institutionnalisée », et 1981, où les conversations sérieuses reprennent, aucun pas en avant significatif n'est franchi (11). Telle est la conséquence du caractère marginal que possède l'Amérique latine aux yeux de l'Europe. Bien que la CEE soit son deuxième partenaire commercial (derrière les États-Unis), son poids économique dans la région n'a cessé de chuter au cours des vingt dernières années. Rien ne dit que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (1st janvier 1986) modifiera cette situation, au contraire (12).

Dans les importations communautaires, la part de l'Amérique latine est tombée de 11 % en 1958 à 5,5 % en 1982. Il existe certes de fortes inégalités entre les pays. Trois d'entre eux fournissent plus de la moitié des exportations latino-américaines vers la CEE: Brésil (22,7 %), Argentine (16,7 %) et

Mexique (14,8%). Au cours de la même année 1982, les importations latino-américaines en provenance de la CEE n'ont représenté que 16,7 %, contre plus de 20 % dans les années 60 (voir le graphique page 13). L'« austérité » dont parlait M. Hurtado a provoqué une chute brutale des achats effectués dans les pays de la CEE (l'Allemagne est le premier client et le premier fournisseur, suivie par l'Italie et la France). Traditionnellement déficitaire, la balance commerciale de la CEE avec l'Amérique latine présentait un solde négatif de 1,822 million d'ECU en 1980 (1 ECU = 0,83 dollar), de 4,570 millions d'ECU en 1982, et de 10,931 millions d'ECU en 1984 (13). Evolution d'autant plus préoccupante que l'Amérique latine aspirait à diversifier ses échanges afin de réduire la part des Etats-Unis pour qu'ils cessent d'être son partenaire commercial privilégié (14). Si leur rôle avait décliné entre les années 50 et les années 70, il s'est nettement amplifié dans les années 80 (voir cidessous le tableau I).

Le conflit le plus brûiant concerne le protectionnisme pratiqué par la CEE également par les États-Unis et le Japon - dans divers secteurs industriels (textile, acier) et surtout dans le secteur agricole. La politique de soutien aux produits agricoles est dénoncée comme une « manœuvre de dumping » ayant engendré une chute des cours jusqu'à 40 %. Un exemple : jusqu'en 1980, la CEE était importatrice nette de viande bovine. Maintenant, par son « protectionnisme agressif =, elle est devenue grande exportatrice et a conquis certains des marchés traditionnels de l'Argentine et

Tableau I. -- LE POIDS DES ÉTATS-UNIS DANS LES ÉCHANGES COMMERCIALIV

	Exportations de l'Amérique latine			de l'	Importation Amérique i	atine
	1981	1982 (%)	1983 (%)	1981 (%)	1982 (%)	1983 (%)
Communauté à dix Espagne et Portugal États-Unis Japon Autres	19,8 4,6 35,8 6,9 32,9	20,8 4,3 39,3 7 28,6	21,2 4,6 43,3 7,3 23,6	17,4 2,3 39,8 10,2 30,3	16,8 2,6 37,6 10,7 32,3	18,5 2,3 49 13,5 25,7

Source: UNSO, 1984. Ce tableau concerce dio-neuf pays: Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa-Rica, El Salvador, Equateur, Guatemaia, Halti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Péron, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

AU SOMMAIRE DU Nº 22

MAXIME RODINSON

Nationalisme arabe et nationalismes communautaires

Palestiniennes

TAHAR BEN JELLOUN A propos d'un Nobel de la paix

ILAN HALEVI De Pérès-Shamir à Shamir-Pérès

EDWARD SAID

La question palestinienne et le poids de l'interprétation

ELIAS SANBAR Theodor Herzl, trains électriques et eucalyptus

SAMIR JABBOUR Le conflit entre religieux et laïques en Israël

Enquête

Sondage en Cisjordanie et à Gaza

Le Nº 53 F - Abonnement 1 an (quatre moméros), 175 R Etudiants (sur justificatif), 150 F glement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publice par l'Institut des Etudes palestiniennes Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

(1) Le Conseil de l'Europe comprend vingt et un Etats membres: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

(2) Ses principana organisateurs furent le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, ainsi que les responsables de l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA), qui siège à Madrid.

(3) Susanne Erbe, l'Evesion de capitaux dans les pays en développement, Problèmes d'Amérique latine, numéro 1961, 12 février 1986, La Documentation française, Paris. (4) Daniel Solano, Amérique latine: aquétudes de la BID, MOCI, 22 septembre

(5) Voir le tableau publié per le Monde diplomatique de février 1985, où il apparaît que la dette totale du tiers-monde représente pau de chose à obté de la dette camulée des États-Unis (dette publique, endettement des familles, endettement des entreprises).

familles, endottement des entreprises).

(6) Dans un article intitulé « Trois Grands dans un (même) bateau », publié par le Figaro du 26 septembre 1986, Jean Denizet commente le « dialogue de sourds » qui n'en finit pas entre les Etats-Unis d'un côté, la République fédérale et le Japon de l'autra. « Relancez vos économies, déclare Washington. C'est la seule façon de rétabitr des échanges équilibrés entre nos pays (...). A quoi Bonn et Tokyo réponden: « Réduisez » d'abord votre déficit et cessez de pousser à » la surévaluation de nos monnaies, qui » condamne nos exportations à terme et qui, » comme toute surévaluation, enfence nos » pays dans la récession. »

(7) Françoise Cronigness, « La communauté financière se porte au secours du Mexique », le Monde, 21 novembre 1986.

(8) Les 21 et 22 juin 1984, les représen-(8) Les 21 et 22 juin 1984, les représentants de onze pays latino-américains (Argentine, Bolivie, Brésil, Chill, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou, République dominicaine, Uruguay, et Venezuela) se réunissaient à Carthagène (Colombie) pour mettre an point un communiqué où sont notamment demandés la création d'un mécanisme de consultation concernant la dette et l'établissement d'une liste de principes devant gouverner les négociations futures sur la dette et le commerce : aux d'intérêt, délais de paiement, octroi de fonds par les institutions financières multilatérales, réforme du FMI, stabilisation des prix des matières premières, obstacles tarifaires aux importations par les pays industrialisés, etc.

(9) Le Figaro, 30 août 1986.

(10) Le Monde, 11 novembre 1986. (11) Juan Soto Godoy et Marie-Noelle Hubeau, «Amérique latine-Communauté européenne: un dialogue difficile», dans Amérique latine, n° 10, premier trimes-tre 1983.

(12) José Antonio Alomo et Vicente Donoso, «L'Espagne carre l'Amérique latine et la CEE : un pont sur des eaux turbulentes », El Pale, Madrid, 18 octobre 1986.

(13) Europe information, nº 82/85.
novembre 1985, Bruxelles, Par exemple, la
CEE achète au Brésil trois fois plus qu'elle se

(14) A. Glenn and Jr. Mower The European Community and Latin America, Greenwood Press, Wesport, Conn., 1982; Bernard A. Lictaer, Europe + Latin America + The Multinationals, Praeger, New-York, 1980.

SES MOYENS E

us consta

THE MODE

PRODUCE BEST CONTRA

Lianon, Etats-Unis Grande-Bretagne, se sont entretenus de Sucléaire civil, de betre Pour mémoire. contre la faim, la 🚅 🧈 Or, à un moinelémes problèmes frap-titue des sociétés dites est, seion certains e contre le chômage Chimptens serait de revies avec la région avec laquelle ils ont a l'aldant à retrouver conissance. Mais cette loistaine. Le Brésil, le er ie Venezuela si les wedressent, excitent Mais, dans l'ensem-Aconomiques restent nce à se dégrader.

(E%): Au cours de la 1982, les importations nes en provenance de la teagté que 16,7 %, 20 % dans les années 60 M. Hurtado a provobestale des achats effecles pays de la CEE est le premier client et le Traditionnellement défisee commerciale de la Americae latine presentait fustif de 1,822 million 1000 (1 ECU = 0,83 dol-1931 millions d'ECU en Birchesion d'autant plus december us échanges zin in part des Etats-Unis pour he privilégié (14). Si leur décine entre les années 50 des 30, 3 s'est nettement ns les mundes 80 (vour ci-

le le plus brillent concerne le ieux pratiqué par la CEE per les Etats-Unis et le dass divers secteurs indusle, scier) et surtout dans le regione. La politique de soucomme use a manauvre de Marie page 4 40 %. Un exemple : serve de riande borine. Maintesalle est devenue grande rice et a conquis certains des marchie graditionnels de l'Argentine et CHANGES COMMERCIAUX

	Importations de l'Amérique latine			
7943	1981	1982	1983 (%)	
	17.4 2.3 39.8 10.2 30.3	16,8 2,6 37,6 10,7 32,3	18,5 2,3 40 13,5 25,7	

pays : Argentine, Bolivie, Bresil.

se Cronigness, «La commu Agricult. 21 agreembre 1986. Minds. 21 novembre 1986.

22 jain 1984, les représentes pays latino-eméricains (Argentes pays latino-eméricains (Argentes pays).

22 jain 1984, les représentes Equations, pérou. République de Jérons, et Venezuela) se réultingères (Colombie) pour mettes transmandres et au mécanisme de la formation d'un mécanisme de l'établisse de l'éta de codesion d'un mécanisme de l'établisse de principes devant gouverner de principes devant gouverner de la company de la compan

> 1986. 11 aminabre 1986. Godog a Mario Noelle bring - Communauté difficile . dam 10, premier trimes

on her jer baks jugastis.

Alemen et Vicente
Lite des seen inrindentes s
Grandes 1966. fale ples qu'elle ne Marger The Euro

FAIBLES MOYENS ÉCONOMIQUES

plus constructif en Amérique lafine?

de l'Uruguay. Interrogé sur les effets de la politique agricole commune (PAC), M. Enrique Iglesias, ministre uruguayen des affaires étrangères, nous déclarait lors d'un récent passage à Paris, peu de temps après qu'il eut présidé à Punta-del Este, en septembre dernier, la réunion du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) : " Danz ce " round », il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus. Certes, les Etats-Unis et la CEE, qui dépensent 55 militards de dollars par an pour subventionner leurs exportations, vont continuer à limiter nos possibilités. Mais le débat, au cours duquel ont été abordés les principaux points de discorde » — les services, l'agriculture subventionnée, - a aussi donné l'occasion aux Latino-Américains de proposer que le paie-

semestre 1986 (15 millions de dollars seulement, contre 582 millions pour la même période en 1985), mais les rapatriements de bénéfices par des sociétés étrangères ont été d'environ 550 millions de dollars (17). Ce mouvement est-il lié aux incertitudes électorales, à l'ampleur des réformes annoncées, au « nationalisme » ambiant, à l'attitude de fermeté adoptée devant les exigences du FMI sur la question de la

Enfin, la part de l'Amérique latine dans le volume total des aides communautaires au développement reste faible. 110 millions d'ECU en 1985 (soit environ 5 % de l'ensemble des sommes accordées à ce titre par la CEE), dont 60 % sont allés à l'Amérique centrale. En outre, la coordination est insuffisante entre actions gouvernementales

coopération avec les pays du pacte. v : andin (18), la création en octobre 1984 de l'Institut pour les relations Europe-. Amérique latine. (IRELA), patronné par des personnalités du monde politique, scientifique ou culturel, comme Graham Greene ou Carlos Fuentes, les voyages comme celui du président François Mitterrand en octobre 1985 au Brésil, en Colombie et au Venezuela, l'Europe no semble pas avoir la volonté ou les moyens d'élaborer une stratégie à la fois plus cohérente et plus dynamique, s'appuyant sur ce singulier réseau de communication qui se dévellope entre partis politiques (« familles de pensée » unissant respectivement sociaux-démocrates, démocrateschrétiens, libéraux, communistes). forces syndicales, religieuses, universi-

d'Amérique centrale . librement elu au suffrage populaire, où seront discu-tées les conditions propices à ramener la paix dans la région. Il a aussi défendu in thèse d'une « neutralité active - da Guatemala laissant entendre son désaccord avec la politique du : président Reagan contre le Nicaragua, sandiniste qu'il à pourfant qualifié de, « régime togalitaire (22) ». Cette opinion est partagée par les

responsables actuels de la politique étrangère française, qui prennent aujourd'hui des mesires pour - rééquilibrer » l'aide apportée ces dernières années aux Etats de la région. « Elle était massive au Nicaragua et dérisoire au Costa-Rica, au Honduras, au Salvador, an Guatemala et autres pays d'Amérique centrale (sic), et nous avons décidé de réduire celle du Nicaragua poù mieux la répartir . annonçait récemment M. Jean-Bernard Raimond (23). L'aide alimentaire au Nicaraguir, de la chichement consentie, va donc fondre encore flavantage (24).

Est-ce le moyen de contribuer à cersit que les dirigeants de ce pays, saigné > par une guerre d'agression, mettent en :. application les principes inscrits dans leur Constitution : pluralisme politique, économie mixte, non-alignement? Le même souci de « rééquilibrage » a-t-il dicté l'abstention de la Prance (et de la Grande-Bretagne) au Conseil de sécurité des Nations unies dans le vote concernant l'arrêt de la Cour înternationale de justice de La Haye qui condamne les actes de guerre du gouvernement américain contre le Nicaragua? Cette solidarité entre Paris et Washington s'est fâcheusement manifestée peu de temps avant que ne soit révélée l'utilisation au profit de la Contra d'une partie du produit des ventes secrètes d'armes à l'Iran...

L'Espagne, elle, a choisi d'appuyer la décision de la Cour de justice de La Haye, qui répond à la volonté de paix. des Latino-Américains, si forte que les. gouvernements, centraméricains les plus opposés anx sandinistes se sont . refusés, du moins officiellement, à .:: entraîner la Contra sur leur territoire respectificate grant grant and have min of drawn

Si les Européens ne partagent pas la vision du président Reagan, aux yeux de qui la crise centraméricaine n'est qu'une manifestation du conflit Est-Ouest passant par l'axe Moscou-La Havane-Managua; s'ils n'approuvent pas son intention de lui apporter une «solution» militaire analogue à celle qui fut appliquée à la Grenade; s'ils

sade est contre-productive, destabilisatrice pour les démocraties renaissantes sur le continent latino-américain; s'ils veulent regagner le crédit que leur vaut l'absence de prétentions hégémoniques, alors il est seminatable que la CEE parle d'une seule voix pour affirmer ses positions de principe. Tel est bien le rôle le plus utile qu'elle puisse jouer, début février, dans la capitale du Guaen a **differalist** for a little think to

- Nous sommes ouverts. Nous voulons être ouverts. Nous refermer sur nous-mêmes ne serait que créer des problèmes encore plus graves. Nous voulons rester ouverts, et c'est sur la base de l'égalité de traitement que nous voulons traiter avec des partenaires. v. Ce. message, où se mêlent l'émotion et l'obstination; fut adressé aux Européens, fors du colloque de Strasbourg, par M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères du Chili. C'est'un appel que l'Europe ne peut pas ignorer.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(15) Les dirigeants, de Vale de rio Doce fer auprès de clients étrangers, dont 30 % aux

(16) Claude Cheysson, Rapport sur endestement, Parlement curopéen, 10 juin

(17) « Mesures au Brésil contre la fuite des capitaux », la Tribune de l'économie, 3 novembre 1986.

(18) Créé en 1976, le pacte andin, dont le Chili s'est retiré en 1976, réanit la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Péron et le Vene-zuela. Les accords avec la CEE, qui ne sont toujours pas entrés en application, ressemblent à ceux conclus en 1980 avec les cinq pays de l'Asie du Sud-Est composant l'ASEAN (Phi-lippines, Indonésie, Thatlande, Malaisie, Sin-capture)

(19) Fondé en janvier 1983 par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela, il recherche des solutions pacifiques et négéociées aux conflits qui déchirem la région. Les 22 et 23 août 1985, à Carthagène, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay se sont constitués en « groupe de soutien » aux démarches de Contadora.

(20) El Pals, Madrid, 1= octobre 1984. (21) Marc Durin, - Amérique centrale, région de tous les dangers -, le Figuro, décembre 1985; - La CEB et l'Amérique centrale -, le Courrier, nº 95, janvier-février 1986.

(22) Discottrs du 14 octobre 1986 devant la Fondation: (démocratio-chrétienne).
Conrad Adenauer en Allemagne fédérale.
Voir Enfoprensa, agence guatémaltèque de presse, nº 192, du 10 au 16 octobre 1986. (23) Club de la presse, Europe 1, 12 octo

(24) Isabelle Kalinize et Philippe Descamps, la France et le Nicaragua, mémoire réalisé dans le cadre du séminaire sur l'aide de la France au développement du tiera-monde, université des sciences sociales de Grenoble, année universitaire 1984-1985.

		and the second	
AMÉRIQUE LATINE (En millions de dollars) COMMERCE EXTÉRIEUR		COMMUNAUTÉ EUROPÉENN (En millions d'ECU).	
• Importations • Exportations	81 340 87 410		321 495 286 484
Total	168 750	ÉCHANGES AVEC L'AMÈRIQUE LATINE :	607 979
CHANGES AVEC LA CEE: • Importations • Expertations	12 334 16 242	Importations Exportations	1 <i>8 33</i> 5 13 196
Total PART DE LA CEE	28 576 16.9 %	PART DE L'AMÉRIQUE LATINE	31 531 5,2 %

N.B. - Les chiffres sont de 1982, date à laquelle l'Espagne et le Portugal n'étaient pas membres de la CEE. L'Amérique latine représentait alors 8.7% des échanges de ces deux pays (1 ECU = 0.98 dollars en 1982).

Source : Les relations entre la Communauté et l'Amérique latine, rapport de M. Michel Inchauspe devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés enropéennes, 13 novembre 1984

ment de la dette soit à l'avenir subordonné au démantèlement du protectionnisme. Voilà un élément dont les pays développés devront tenir compte à l'avenir. »

Les Européens, à qui s'adressent ces critiques et ces reproches, répondent que la baisse de leurs échanges avec l'Amérique latine tient à d'autres causes. D'abord, à la structure même des exportations latino-américaines, composées pour plus de 90 % de pro-duits de base (café, pétrole et dérivés, tourteaux de lin, cuivre, minerai de fer et concentrés). Or les exportations mondiales de matières premières progressent bien moins vite que celles de produits manufacturés, lesquels forment le gros des exportations communautaires vers l'Amérique latine (voir le tableau II). Ensuite, à une utilisation très imparfaite de Système de préférences généralisées (SGP). Enfin, le protectionnisme ne se pratique pas d'un seul et unique côté : certains pays latino-américains nouvellement industrialisés ont multiplié les entraves à

l'importation - tarifaires ou non. Autre sujet d'aigreur : les investissements directs. Alors que les investisseurs européens, au début même des années 80, paraissaient décidés à s'engager hardiment dans des projets ambitieux — le prêt de 600 millions de doilars que la Communauté euro-péenne du charbon et de l'acier (CECA) a accordé à l'entreprise brésilienne Vale do rio Doce pour la mise en valeur du complexe minier de Carajas n'avant pas de précédent (15), - on assiste actuellement à « une chute dramatique du taux d'investissement dans chaçun des pays lourdement

endettés (16) ». Pour en rester au Brésil, où les entreprises font pourtant de bonnes affaires, non seulement les capitaux étrangers ont cessé d'affiner au cours du premier

et activités des organisations non gouvernementales (ONG), dont le travail patient et remarquable mériterait à lui seul toute une étude, alors que la presse n'en parle qu'au moment des tremblements de terre et autres catastrophes naturelles. Les premières victimes du séisme d'octobre dernier au Salvador ont ému l'opinion, mais les effets à retardement, souvent bien plus meur-

triers, se henrtent à l'indifférence. En dépit de quelques « gestes » spectaculaires, comme la signature en décembre 1983 d'accords-cadres de

Ainsi l'Europe laisse cet espace à d'autres, y compris les pays socialistes. En octobre 1986, pour la première fois dans l'histoire, un ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, s'est rendu au Mexique, et beaucoup d'observateurs ont vu dans cette visite une préparation de la tournée officielle que compte faire M. Gorbatchev dans divers pays latinoaméricains. Perspective irritante pour Washington, déjà passablement indisposé par les initiatives politiques de la CEE dans la région centraméricaine.

La fin de la « doctrine de Monroe »?

A capitale du Costa-Rica fut le __ théâtre, les 28 et 29 septembre 1984, d'une grande première : les ministres des affaires étrangères des dix pays de la CEE, de l'Espagne et du Portugal se réunirent avec leurs collègues du groupe de Contadora (19) et ceux du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador. L'appel de l'ancien président costaricien, M. Luis Alberto Monge, avait été entendu. « L'origine de nos problèmes, avait-il dit lors d'un passage à Paris en juin 1983, est d'ordre économique et social. Nous voudrions que l'Europe s'intéresse davantage à cet aspect des choses plutôt qu'aux domaines militaires et de sécurité. De cette manière, elle contribuerait aurèglement des conflits dans notre région. -

Cette conférence de San-José ne marqua point un tournant sur le terrain de la coopération financière et technique, ce qui décut les Centraméricains, mais elle eut un fort impact politique, car, selon l'ancien ministre des affaires extérieures espagnol, M. Fernando Moran, elle servit « à corriger une

situation démente (« insana ») en vertu de laquelle un seul pays d'Occident, les Etats-Unis, se croyait encore dans un zone d'influence strictement réservée (20) ». Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, avait pourtant multiplié les pressions auprès des chancelleries occidentales pour faire avorter cette réunion, ou tout au moins pour que le Nicaragua sandiniste fût exclu de l'aide économique. Peine perdue. Ce pays sortit renforce de l'événement, où il était apparu comme un membre à part entière de la communauté centraméricaine.

Un an plus tard, le 12 novembre : 1985, les mêmes acteurs se retrouvent; !:: cette fois à Luxembourg. Deux résultats furent acquis : le premier est la mise an point d'un accord qui prévoit trois secteurs de coopération économique (21); le second, de loin le plus novateur, «institutionnalise» entre la" CEE et les pays d'Amérique centrale un « dialogue politique » qui doit se renouer du 9 au 11 février prochain, et pour lequel quatre domaines d'actionont été sélectionnés : l'énergie, l'alphabétisation, la santé et les télécommuni-

L'hôte de cette troisième conférence (appelée « San-José III »), sera le jeune président de la République guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo, du parti démocrate-chrétien, que des élections ont porté au pouvoir en janvier 1986, après que les généraux de la longue dictature lui eurent cédé la place. non sans de nombreux arrangements. préalables... An cours d'une tournée: qui, du 16 septembre au 20 octobre 1986. l'a conduit en Espagne, en France, en Belgique, en Allemagne :- fédérale et en Italie, M. Cerezo s. notamment expliqué son projet de met-.. tre sur pied un « Parlement permanent

POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

FRONTIÈRES: mythes et pratiques (Brésil, Nicaragua, Malaysia)

Presentation per C. AUBERTIN et Ph. CÉNA 1 - MAYARED SHIRM (T.) Frontière de Paratia : de la colonisation à la migration. Ceres et Rio Verde : deux moments de l'expansion de la 2 - COSTA BARROSA FERREIRA D.) frontière agricole dans l'Etat de Goiés.

3 - RECKER (F. K.)

S - LÉVÉQUE (F.)

S .. KOMBICK IR. dal

7 - COY (IL)

8 FAULHAMER BANBOSA (P.)

(A.L.J. TOSPUOM - 0 10 - AUSEKTAL (C.)

11 4 NEUZE (C.) Glossaire 12 - BARNER (J. C.)

(II) YRABBAR (...) TRAS

Aspects de la frontière amazonienne. Les processus de formation et les dynamiques des régions pionnières. Les cas de la côte atlantique nicaraguayenne et de l'Amazonie bresilienne. Le paysannérie comme fer de lance territorial de l'Etat :

Signification actuelle de la frontière : une interprétation

géopolitique à partir du cas de l'Amazonie brésilienne.

le cas de la Malaysia. Développament; régional à la périphérie amazonienne. Organisation de l'espace, conflits d'intérêts et pro-grammes d'aménagement dens une région de « fron-tière » : le cas du Rondônia.

Tradition et Changement dans le moyen Solimões. Structure sociale et mouvements de revendication à base territoriale; ;(!

Aménagament hydro-électriques et réinstallation de populations en 'Amézonié :' les premières leçons de Tucurui, Pará.

Industrialiser les frontières ? Emergence d'une capitale, Brasilie.

Kpägalam et Sokodí; ou le villaga qui va vers la villa. 13 - CHARLENY de la MASSELLÈNE (R.), La répartition régionale des cultures vivrières au Reends. Analyse statistique. 4

ا أن مناطقة المناطقة أن

Califors des Sciences Humaines - Vol. 22 - nº 378 - 1986 - 110 F. このなり成立 ラストからな

Calders des Sciences Humaines - Vol. 23 - nº 1.2 - 1987. (à paratire) Travail et identité dans les villes du Tiers Monde. l'* partie, Formes d'ampiol et hièrarchies sociales. 2º partie. En quête des identités ouvrières.

> ** F - 12 - - - - -GOOD ALTO **EDITIONS DE L'ORSTONI** Single of the Top of the Court of Authory of the Court of Authory of the Court of t

93140 Bondy and the later

	Imperations de la CEE na provenante de l'Amérique latine (%)	Expectations de la CEE veni l'Amérique latine (%)
Produits alimentaires, holasons et tabacs Matières premières Produits énergétiques Huiles, graisses et cires Produits chimiques Machines et matériels de transport, articles manufacturés Autres produits mainsfacturés ou non	38 18 24 1 2 15 2	5 1 0 17 56 20
	100	100

Tableau II. - PRODUITS DE BASE CONTRE PRODUITS INDUSTRIELS

QUAND UN SOUCI D'EFFICACITÉ A COURT

Sacrifier l'humain au redressement financier:

ES « plans d'ajustement » proposés ou imposés aux pays endettés visent à rétablir les grands équilibres économiques. Ils supposent qu'un tel assainissement relancera la croissance, seul moyen de lutter contre la pauvreté. Mais ces plans out un coût social et humain très élevé : réduction du pouvoir d'achat, donc aggravation de la malnutrition, réduction des soins de santé et des budgets d'éducation, etc. Or, ces sacrifices humains ont un coût économique très élevé, que ne prennent pas en considération les organismes financiers. L'article ci-dessous propose une approche beaucoup plus réaliste. Ce que les auteurs suggèrent, c'est qu'une telle politique suppose une harmonieuse coordination entre les organismes de l'ONU assumant des responsabilités économiques (Fonds monétaire international, Banque mondiale, etc.) et ceux qui agissent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enfance, etc.

Per RICHARD JOLLY at DENIS CALLAUX *

La plupart des observateurs du tiersmonde voient dans les débuts de la décennie 80 une période maudite du développement. Une période au cours de laquelle un nombre croissant de pays, de l'Amérique latine à l'Afrique. ont été projetés d'une crise à l'autre. prisonniers d'une sorte de spirale du mal-développement dont personne ne discerne l'Issue.

Or, sur cette crise, tout n'a pas été vraiment dit. Bien plus, il semble qu'un élément fondamental, vital au seus littéral du terme, ait été perdu de vue, enfoui sous l'aspect strictement financier de l'a sjustement structurel - : quel a été le coût humain de la crise, quel est celui des remèdes préconisés pour en sortir ? Ou'a-t-on dit de la malnutrition croissante et du gonflement ininterrompu des bidonvilles d'Amérique latine? Ou'a-t-on dit de l'augmentation de la mortalité infantile et maternelle en Afrique? Que dit-on de ces dispensaires ruraux d'où a disparu depuis des mois toute trace des médicaments essentiels? De ces écoles primaires vides de cahiers, de manuels scolaires, de craies, de crayons, désertées par les maîtres - privés de salaires - avant de l'être par les élèves ?

Ainsi, au Ghana, le taux de malnutrition des enfants de six mois à trois ans et demi a doublé entre 1980 et 1983 (1) pour n'amorcer une légère régression qu'à partir de la mi-1984. Le Botswana, le Kenya, le Rwanda et le Burundi ont également connu un accroissement du taux de malnutrition. En Zambie, une étude comparative des enquêtes nutritionnelles menées au début des années 70 et 80 a montré une augmentation très nette du rachitisme et une détérioration de la croissance de tous les enfants âgés de moins de quinze ans (2), tandis que, au Zaîre, on note, depuis peu, un abaissement du poids des enfants à la naissance. En Amérique latine, où les niveaux alimentaires et sanitaires étaient pourtant très supérieurs à ceux d'Afrique, on assiste au même phénomène. Les taux de mortalité infantile, qui déclinaient

Respectivement directeur général adjoint du Fonda des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et représentant de l'UNICEF au

très rapidement au cours des dernières années, ont tendance à y chuter beaucoup moins vite aujourd'hui, voire à augmenter comme dans certaines régions du Costa-Rica. Seule l'Asie a réussi à se maintenir, grâce à une croissance parfois bien supérieure à celle du reste du monde, grâce aussi à des politiques de stabilisation souvent plus éclairées. Il est intéressant de noter, par ailleurs, que le monde développé n'a pas toujours été épargné lui non plus. A New-York, par exemple, le taux des enfants passant en dessous du

seuil de pauvreté reconnu s'est accru de 15 % à 40 % (3).

Or, curieusement, il règne autour de ces faits, qui ne relèvent nullement du secret, un silence de plomb, comme si toute cette souffrance et son aggravation étaient l'accompagnement obligé du sous-développement. Le remède serait simple : une discipline économique stricte fondée sur un contrôle étroit e la masse monétaire, du crédit et des dépenses publiques, alliée à un ajustement des taux de change, restaurerait rapidement l'équilibre des finances extérieures et réduirait les poussées inflationnistes. Puis une politique résohie d'ajustement structurel reconnaissant l'importance de l'initiative privée et de la vérité des prix suffirait à remettre les nations prolétaires sur la voie d'un développement cohérent. Certes, le coût humain d'un tel programme est parfois reconnu, car il est des évidences qu'il devient de plus en plus difficile d'ignorer. Mais un tel coût serait le prix à payer pour des erreurs passées. Et précisément parce qu'il est douloureux, le processus d'ajustement se devrait d'être rapide et de procéder à un rythme accéléré. Quoi qu'il en soit, il n'existerait pas d'autre

C'est précisément ce postulat que nous mettons en question. Il n'y a pas de fatalité du «coût social» de l'ajustement. Des pays aussi différents que le Zimbabwe ou la Corée du Sud out en partie montré comment des politiques de redressement plus éclairées peuvent réussir à limiter l'impact social de chocs économiques à la fois extérieurs et intérieurs, tout en rétablissant la

Une nouvelle manière de voir et de compter

TL scrait essentiel de travailler au L développement d'une sorte de «comptabilité nationale sociale» de même nature que la comptabilité nationale économique et financière qui a va le jour après la seconde guerre mondiale. Si des indicateurs tels que la production industrielle, le PNB par habitant ou le taux d'épargne brut national des ménages sont désormais internationalement reconnus comme une mesure valide de l'état économique d'un pays, pourquoi la mortalité infantile, les taux de mainutrition ou les insuffisances pondérales à la naissance ne sont-ils pas admis comme des mesures tout aussi valides, mais surtout également essentielles, de la situation de ce même pays?

L'un des objectifs centraux des politiques de stabilisation et d'ajustement économique consiste à réduire la consommation, de manière à réorienter une partie de la richesse nationale vers la production et l'investissement. Une telle politique rend à peu près inévita-ble sinon un blocage complet des salaires, du moins un très net ralentissement de leur progression. Mais comme il est très difficile de maîtriser des taux d'inflation parfois extrêmement élevés, le pouvoir d'achat s'en trouve frappé de plein fouet. Le revenu des ménages engagés dans le secteur monétarisé de l'économie soit décline directement, soit augmente à un rythme moindre que celui de l'infla-

tion. Etant déjà en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté, les ménages tentent de maintenir leur faible niveau de consommation en réduisant ou en éliminant leur taux d'épargne; en vendant une partie des biens dont ils disposent; en forçant leurs enfants à abandonner l'école et à travailler; et finalement en s'endettant. Mais une telle série de mesures n'est même pas à la portée des plus panvres ; pour eux, une réduction du pouvoir d'achat se répercute directement sur le niveau de consommation alimentaire.

Un autre facteur essentiel à prendre en compte est donc celui du prix des produits alimentaires de base. Au cours des dix dernières années, dans le tiersmonde, les prix alimentaires out augmenté plus vite que les taux moyens d'inflation. Cela est particulièrement vrai lorsqu'une politique d'ajustement économique impose aux producteurs d'augmenter les prix pour relancer la production agricole, et que les produits importés (tels que le riz, le blé, etc.) sont rendus beaucoup plus chers par les fortes dévaluations imposées par les politiques de stabilisation de la balance des paiements. Mais comme l'élasticité de la demande par rapport au prix est assez élevée en matière de produits alimentaires pour les plus pauvres, un accroissement des prix induit une réduction plus que proportionnelle de leur consommation (4). On imagine

alors l'impact cumulé d'une chute du revenu et d'une hausse des prix des produits alimentaires de base. On nous explique que les plus pauvres « se rabattent » alors sur des aliments moins riches en éléments indispensables mais tout aussi caloriques. Adicu alors aux protéines, vitamines et minéraux, dont les enfants et les femmes enceintes ne penvent évidemment pas se passer... De toute façon, les plus pauvres out déjà épuisé toutes possibilités de substitution. Il ne leur reste plus qu'à amputer davantage encore leur ration alimentaire, et à grossir les rangs des 730 millions de personnes

victimes de mainutrition qu'a recensées

la Banque mondiale de par le monde.

On nous dit, d'autre part, que la flambée des prix alimentaires, et par voie de conséquence la malnutrition, serait sertout un phénomène urbain en Afrique, qui éparguerait le monde rurai. Celui-ci, même, bénéficierait de l'augmentation des prix aux producteurs. En fait, s'il est vital de redresser le revenu des agriculteurs pour relancer la production alimentaire, ce que l'on « redresse » n'est bien souvent que les prix des cultures de rente. Les petits agriculteurs, eux, c'est-à-dire les plus pauvres, sont essentiellement engagés dans des cultures vivrières, dont ils ne consomment d'ailleurs pas l'intégralité, car il leur faut bien en vendre ou en échanger une partie pour couvrir leur dépenses non alimentaires, si faibles soient-elles, voire, dans certains cas, pour acheter des denrées alimentaires qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

Si les prix du manioc, de l'igname ou de la banane n'ont pas été relevés alors que l'ont été ceux du mais, du riz et des produits non alimentaires de consommation courante, on imagine aisément l'effet produit sur le revenu de ces petits paysans. La part du budget fami-liai allouée aux dépenses de santé, d'éducation, d'amélioration de l'habitat, déjà des plus faibles, chutera davantage. Or on n'assure pas la croissance d'un enfant en le nourrissant exclusivement de manioc, produit riche

Du foie gras

Le Rotary International et le Figaro dagazine lancent une campagne, Polio +, placée sous le heut patronage de Mme Michèle Barzach, ministre délégué de la santé et de la famille.

pour le tiers-monde

L'achat d'un bloc de foie gras (de canard) pour la somme modique de 360 F permet de financer, grâce à la « marge de vente », 571 doses de vaccin. Pour 750 F, on peut acquérir six bouteilles d'eau-de-vie de fruits et offrir ainsi 714 doses de vaccin. Les esprits les plus charitables pourront également, en achetant pour 8 300 F un collier en or jaune (poids : 16,1 g), favoriser la vaccination de

Il y a quelques siècles, pour gagner une part de paradis, les fidèles achetaient des indulgences. Aujourd'hui, en prime, ils peuvent recevoir du foie en calories mais à valeur protéique

Mais les politiques de stabilisation et d'ajustement frappent aussi les dépenses des Etats et se portent pourquoi? - d'abord, le plus souvent. sur les budgets de santé et d'éducation. Ainsi a-t-on assisté au déclin des dépenses publiques par habitant dans les secteurs sociaux entre 1979 et 1983. Les dépenses de santé, au cours de ces quatre années, ont littéralement chuté dans 60 % des pays d'Amérique latine et dans presque la moitié des pays d'Afrique. Le phénomène a été moins marqué en Asie, où environ 30 % des pays enregistrent un recul. Le domaine de l'éducation a été frappé dans une moindre mesure, mais enregistre pour-tant une baisse dans 59 % des pays d'Amérique latine, 33 % de ceux d'Afrique et 17 % de ceux d'Asie. En outre, selon les données préliminaires dont on dispose, on constate une aggravation de ces tendances pour 1984 et

Or cette chute des dépenses publiques atteint précisément des secteurs déjà exsangues de ces économies. Dans un grand nombre de pays africains, les dépenses en capital des ministères de la santé ont été soit purement et simplement supprimées, soit réduites à leur plus simple expression. Les dépenses de fonctionnement se limitent au paiement des salaires des personnels. Îl ne reste plus rien, ou presque, pour l'entretien des bâtiments et des véhicules, ou pour fournir une indemnité de subsistance aux fonctionnaires qui doivent partir en mission sur le terrain. Quoi de plus démoralisant pour le personnel local, isolé dans la brousse ou la forêt, privé de tout moyen de fonctionnement? Un exemple : ces écoles primaires dans lesquelles il pleut faute de réparation de la toiture, et où les élèves des classes moyennes et terminales doivent gommer de leurs cahiers la leçon de la veille, faute de papier. Toutes ces structures vides ne tardent pas à être abandonnées par ceux-là mêmes qu'elles étaient censées servir. Si les taux de fréquentation scolaire déclinent, c'est à la fois parce que la crise impose le travail des enfants mais aussi son rôle. Les instituteurs, découragés, s'en vont. Ainsi le Ghana, par exemple, a perdu 4 000 maîtres qualifiés entre 1977 et 1981. Dans ce même pays et pour les mêmes raisons, le taux de fréquentation des dispensaires ruraux et des hôpitaux de district n'atteignait plus en 1984 que 58 % de son niveau de

(1) UNICEF, Analyse de la situation de la mère et de l'enfant au Ghana, Acces, Miméo, 1984.

(2) UNICEF, A portée de main : un ave circles, A portee de main; un de-nir pour les enfants d'Afrique, 1985; UNI-CEF, l'Impact de la récession sur les enfants, 1984; Rapport sur la situation des enfants dans le monde, Oxford University Press.

(3) Arden Miller, - Infant Mortality in the US », Scientific American, 1985, et Congressional Budget Office, Reducing Powerty among Children, mai 1985. Catte étude lémontre que 22 % des enfants américans étaient en dessous du seuil de pauvreté en 1983. Le pourcentage était de 14 % en 1969.

(4) Behzman et Deolalikar, New-York, 1986. (5) UNICEF Ghans, 1985, Adjustement Policies and Programmes to Protect Children and Vulnerable Groups.

Contestation d'un « modèle » _

Le Fonds monétaire sous le feu de la critique Par PHILIPPE NOREL

DANS un ouvrage sans doute appelé à faire référence (1), Marie-France L'Hériteau nous invite à un examen très méthodique le la complet description des mécanismes de financement proposal à cette institution à le grift. financement propres à cette institution à la criti-que des mesures qu'elle préconise, en passant par l'histoire de la « conditionnalité » et les présup-posés du modèle de politique économique du Fonds, ce parcours est particulièrement riche et

L'histoire de la conditionnalité rappelle comment, peu à peu, le Fonds a franchi les limites de ses prérogatives, pourtant définies au moment de l'accord de Bretton-Woods en 1944. Paradoxalement, c'est en s'appuyant sur les critiques faites à son action — notamment quant au caractère iné-gal des contraintes imposées à la Grande-Bretagne, d'une nart, aux posées à la Grande-Bretagne, d'une part, aux pays en voie de dévelop-pement, d'autre part — que le FMI s'est forgé les moyens d'une intervention plus musclée dans les

Mais c'est surtout la description du modèle de politique économique inspirant l'action du FMI qui retient l'attention. L'auteur montre ainsi les origines monétaristes des conceptions du Fonds visant, face au déficit extérieur, à privilégier le récquilibrage interne (quantité limitée de monnaie,

équilibre du budget de l'Etat) : si la demande intérieure est ainsi contenne, les firmes locales seront encouragées à vendre sur un marché extérieur davantage porteur, tandis que l'appel aux importa-tions sera diminué. Qui plus est, le Fonds a enrichi ce modèle à la suite des critiques du courant « structuraliste », selon lesquelles le rééquilibrage interne était incapable à lui seul de restaurer la balance extérieure : Il convenait alors, plutôt que de diminuer la demande (car cela entraîne une régression économique et sociale), d'augmenter l'offre de produits en agissant sur les conditions mêmes qui déterminent l'effort productif (planification, encouragements de l'Etat, modernisation volontariste...). Saisissant ce discoms au bond, tout en le grenant à rebours, les théoriciens du Fonds out peu à peu codifié dans la pratique leur idée qu'un soutien réel à l'offre de produits passe nécessairement par une libéralisation tous azimuts (fin des monopoles et des interventions de l'Etat, privatisation des sociétés publiques, abrogation de toute protection...). Et cela hien que seuls les pays qui se sout peu ou prou protégés des importations aient réussi à stabiliser ou à inverser leurs déficits extérieurs.

L'auteur moutre les coûts économiques et sociaux des programmes d'ajestement (inflation

accrue dans les premières années, chômage et baisse du niveau de vie des milieux populaires); l'inflation provoque en effet un transfert de revenus vers les couches les plus favorisões du pays, ce qui est censé favorisor l'épargne et l'investissement... Sur le plan externe, elle critique vivement l'adhésion du Fonds au principe d'une spécialisation en fonction des montes de la critique spécialisation en fonction des avantages compara-tifs dans la mesure où la dévaluation, censée favo-riser l'exportation, crée artificiellement des avan-tages comparatifs (dans l'agriculture et l'industrie légère) an détriment d'investissements plus utiles dans des branches à forte productivité.

S UR le même sujet, un autre ouvrage rédigé par quatre universitaires allemands pourra paraître moins méthodique et parfois plus confus (2).

Le lecteur intéressé (et anglophone) aurait cependant tort de le négliger, ne serait-ce que pour les six études de cas qu'il présente. Il y trouvera égasix emaes de cas qu'u presente, il y trouvers ega-lement une intéressante mise en perspective de l'endettement des différents pays selon un classe-ment écabli nou pas en fonction de la dette totale rapportée au produit national brut (PNB), mais d'après cette dette totale rapportée au revenu national, une fois déduites les sommes destinées à la satisfaction des besoins élémentaires de survie. C'est ainsi le revenu excédentaire en regard des besoins de base qui constitue l'indice d'une véritabie capacité à rembourser. A ce jeu-là, le Bangia-desh et la Corée du Sud, dont la dette représente desh et la Coree au Sua, uont la oette représente environ un fiers du PNB, doivent respectivement 34 % et 111 % de leur revenu « excédentaire », tanx plus conforme à leur situation respective. Le lecteur découvrira aussi une amilyse synthétique des causes internes de l'endettement des années 70 et 80 : industrialisation très consommatrice de capitaux, négligence de l'agriculture, difficulté de

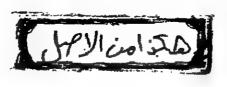
diversifier les exportations, réformes sociales duisant 🖚 financement extérieur, corruption et gigantisme technologique, militarisation.

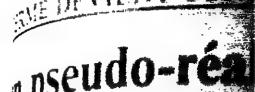
Mais, outre au bon passage sur les prêts d'ajus-tement structurel mis en place en 1980 par la Banque mondiale, ce sont les propositions pour sortir de l'endettement qui font l'intérêt de l'ouvrage. Reprenant la thèse d'un remboursement de la dette en mounaie locale (et d'une utilisation de ces fonds au titre de l'aide au développement), les auteurs insistent des la définants fu préles auteurs insistent sur trois éléments. En pre-mier lieu, les mesures d'ajustement ne devraient pas être supportées par les seuls pays débiteurs, mais aussi par les créanciers — n'est-ce pas, du reste, l'idée de M. Reagan quand les Etats-Units sont en déficit à l'égard du Japon et de Taiwan?... D'autre part, une profonde réforme des modalités d'intervention du FMI est nécessaire : extension des facilités d'intervention du FMI est nécessaire : extenson des facilités de financement compensatoire, augmentation des fonds prêtés, assonplissement des conditions de remboursement et des critères de performance, démocratisation des instances de décision. Enfin, il convient de mettre en place des éléments de conditionnalité qui favorisent un développement effectif, rénondant à la caticfaction des loppement effectif, répondant à la satisfaction des besoins essentiels et fondé sur la consommation de masse. Même si cet élément du programme laisse largement le lecteur sur sa faim — notamment par l'absence de critique de la notion très omissione de besoin essential besoin essentiel, - l'ouvrage a le grand mérite de poser un problème incontourable.

(1) Marie-France L'Héritean, le Fonds monétaire international et les pays en voie de développement.

PUF/IEDES, Paris, 1986, 277 pages, 155 F

(2) Peter Korner, Gero Maass, Thomas Siebold, Rainer Tetzlaff, The IMF and the Debt Crists-a Guide to the Third World's Dilenmas, Zed Books, Londres, 1986,







TE A COURT

mais à valeur proteique

les politiques de stabilisation et ment frappent aussi les det Etats et se portent 17 - d'abord, le plus souvem denis de samé et d'éducation abou assisté au déclin des pabliques par habitant dans es sociatix entre 1979 et 1983. ses de santé, au cours de ces es, out littéralement chuté des pays d'Amerique latine presque la moitié des pays Le phénomène a été moins the ca Asic, où environ 30 % der street un recul. Le domaine facetion a été frappé dans une mesure, mais enregistre pour baisse dans 59 % des pays drique latine, 33 % de ceux Asia et 17 % de ceux d'Asia. En con dispose, on constate une aggra-

cerse chare des dépenses publitheist précisément des secteurs gues de ces économies. Dans rend nombre de pays africains, les men capital des ministères de la ant det soit purement et simple seportroces, soit réduites à leur despute expression. Les dépenses de ement se limitent au paie des telebres des personnels. Il ne tita plus rica, ou presque, pour l'entrerair une indemnité de subsise in fonctionnaires qui doivent de minimon sur le terrain. Quoi de Those dans la brousse ou la foret de tout moyen de fonctionne * Un example : ces écoles pristree dans insquelles il pleut faute de ation de la toiture, et où les élèves ineses movemmes et terminales doisoner de leurs cahiers la lecon la veille, faute de papier. Toutes ces actures vides ne tardent pas à etre dendonnées par ceux-là memes Antelles Aminol-consecs servir. Si les n de fréquentation scolaire décliten le travail des enfants mais 2050 the que l'école ne peut plus remplir tolo. Les instituteurs, décourages porde 4 000 makres qualifiés entre 1977 at 1981. Dans ce même pays : ne les mômes raisons, le taux de le lation des dispensaires rumus des bopteners de district n'atteign:

(1) UNICEF, Analyse de la situation il

(2) UNICEF. A porthe de main un se CER, l'impacs de la récession sur les enues 1984: Repport sur la situation des enjus

(3) Arden Miller, « Infant Mortaint) in the 185 ». Scientific Assertant, 1985, et Congressional Badget Office, Reducing Poseriational Children, mai 1985. Cette etuit Beautiff of 22 % des enfants americans Striet es donne de soul de pauveir de (4) Sehmen et Deckeliker, Neu-Yat.

(S) UNICEF Glanz, 1985, Adjustemen Protect and Programmes to Protect Childre & Value and Croups.

odèle » —

experiations, réformes sociale ment excérieur, corruption degique, militariantica.

persage sur les prêts d'aje or sous les propositions por or sous les propositions por qui fout l'intérêt à to these d'un remboursens nie locale (et d'une utilisati tion de l'aide au développemes le con trois éléments. En pr es d'ajustement se derraie restant d'ajastement ne devraire les sents pays débiteur les sents pays débiteur les destroit de les Etats-t se des de la lapon et de Taiwan les des modelles des modelles les des modelles de la lapon de la l The ast necessaire : extens me compensatoire. nités, assouplissement des critères tallartion des instances incient de mettre en place and favorisent us det a la satisfaction or la consommation tet da programme at Sain - notament i

de fonds mon de développe 155 F

TERME DEVIENT CONTRE-PRODUCTIF

un pseudo-réalisme qui coûte fort cher

Pourtant, il n'existe aucune fatalité du « coût social » de l'ajustement, de la stabilisation et de la récession. La prise en compte de l'impact social des politiques d'ajustement doit être placée, précisément, au cœur même de ces politiques .- Le maintien d'un niveau nutritionnel minimal pour les gronpes vulnérables, la garantie de l'accès aux services de base seraient-ils des objectifs moins foodsmentaux d'une politique de redressement que le rééquilibrage de la balance des paiements, la réduction du déficit budgétaire et le contrôle de l'inflation ? Une telle approche « élargie » du processus d'ajustement ne répond à l'évidence pas seulement à une logique « humanitaire », mais gussi à des impératifs économiques.

Fort heureusement, au cours des douze derniers mois, le concept de I a ajustement à visage humain » a fait du chemin et la nécessité d'une approche plus élargie dans ce domaine est de plus en plus acceptée. La plupart des organisations internationales concernées s'en font l'écho. Pour ne citer que quelques exemples, le secrétaire général des Nations unies faisait en septembre 1986 la déclaration suivante : - Les rigueurs qu'impliquent les ajustements économiques de ces dernières années supposent une dimension de , plus en plus politique, tant au niveau national qu'au niveau international... De nombreuses agences des Nations unies ont attiré l'attention sur l'impact économique que les réductions budgétaires radicales ont sur les services sociaux et les niveaux de vie des pays en voie de développement, notamn les réductions qui compromettent la santé et l'éducation des générations

M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, dans une adresse annonciatrice d'un esprit nouveau prononcée devant le Conseil économique et social de l'ONU au mois de juillet 1986, déclarait sans ambages : - Il est clair qu'un ajustement qui prend la forme d'une augmentation des exportations, de l'épargne et de l'investissement, et d'une amélioration de l'efficacité économique contribuera davantage à la croissance qu'un ajustement qui repose sur une réduction des investissements et des importations. De même, un ajustement qui tient compte des besoins essentiels des groupes sociaux les plus vulnérables en matière de santé, d'alimentation et d'éducation préservera mieux le bien-être des populations qu'un ajustement qui s'opère au mépris de ces éléments. Tout cela veut dire que les autorités doivent non seuront le déficit budgétaire, mais aussi se soucier de la manière dont elles s'y prendront. »

pourrait-on dira, comprandrait trois points :

plus importants seront alors nécessaires.

ustrapport à leur coût.

particulièrement vulnérables de la population d'un pays.



A BOGOTA, COMME DANS TROP DE VILLES DU TIERS-MONDE Un scail de pauvreté qui cutrave le développemen

Renoncer à protéger des enfants à un stade critique de leur développement physique, intellectuel et émotionnel, c'est hypothéquer l'avenir. C'est créer d'inextricables problèmes de société. Comment ne pas voir que la démarche. sur ce point, devrait donc être quelque peu sophistiquée ? Certes, les nécessités économiques au sens strict imposent, en période de redressement, de restreindre la demande globale et la consommation. Mais tout est affaire de proportion et de degré. Il y a un seuil en dessous duquel toute réduction de la consommation des ménages les plus pauvres devient complètemen contreproductive économiquement. Il y a un même senil au-delà duquel toute réduction des dépenses publiques en matière sociale devient un véritable non-sens économique et financier. La poliomyélite va paralyser à vie dans le monde 2.5 millions d'enfants au cours des dix prochaines années. Ce seront autant d'adultes handicapés qui non seulement ne pourront contribuer à la pro-

aurait pu éviter. Ainsi la vaccination des enfants. pour ne citer que cet exemple,

Pour une autre conception de l'« ajustement »

Une approche nouvelle de l'ajustement, « ajustement à visage humain »,

· Premièrement, compter clairement parmi les objectifs d'une politique

• Deudèmement, intégrer au processus d'ajustement les éléments

a) Des politiques macro-économiques plus largement entendues, tendant à

b) L'usage de politiques « méso-économiques », quel que soit le cadre de

d'ajustement triinimaux, la sauvegarde des services sociaux de base et

l'engagement à protéger les niveaux nutritionnels des enfants et d'autres groupes

soutenir les niveaux de production, d'investissement et de satisfaction des besoins humains pendant toute la durée de l'ajustement. L'ajustement structurel

d'une économie prend normalement plus de temps que la stabilisation au sens

classique. Un ajustement étalé dans le temps et des financements à moyen terme

la politique macro-économique, en vue de renforcer l'approche

macro-économique pour plus d'expansion et de s'assurer que la satisfaction des

besoins des groupes vulnérables sura la priorité. Ces « politiques méso »

déterminent l'impact des politiques de taxation, de dépenses gouvernementales,

de change et de crédit (parmi d'autres) sur la distribution des ressources et des

Des politiques sectorielles visant la restructuration du secteur productif pour renforcer l'emploi et les activités génératrices de revenus et accroître la

productivité des activités à bes revenu, en mettent l'accent particulièrement sur

les petits agriculteurs et les producteurs du secteur informel dans l'industrie et

social, en restructurant les dépenses publiques à la fois entre les secteurs et à

l'intérieur des secteurs (surtout en privilégiant les services de base à coût modéré plutôt que les secteurs à coût élevé). Cala en s'assurant devantage que les

: km-v/s.a) Des programmes compensatoires (de durés limités pour beaucoup) afin.

uide protéger la santé et la nutrition des populations économiquement faibles

pendent toute la durée de l'ajustement, jusqu'à ce que la reprise de la croissance aleur permette de faire face elles-mêmes à leurs besoins assemble. Deux éléments

majeurs de talles politiques : des projets de travaux publics soigneusement

identifiés, utilisant une main-d'œuvre abondante ; des interventions en matière

de nutrition, comprenent le aubvention de produits alimentaires pour des groupes

Troisièmement, un système de surveillance des niveaux nutritionnels et

bien déterminés et une distribution directe de vivres aux groupes les plus

e de la situation sociale fonctionnant tout au long du processus de l'ajustement. Il

résudrait donc se préoccuper non seulement de l'anflation, de la balance des

iements et de la croissance du PNB, mais également de la nutrition, du bilan

R. J. et D. C.

allmentaire et de l'état sanitaire de la population. La proportion des ménages

d'un pays tombant su-dessous d'un certain seuil de peuvreté devrait faire l'objet

gd'une surveillence perticulière et être considérée comme l'une des donnée estatistiques d'évaluation de l'éjustement.

d) Des politiques visant devantage d'équité et d'efficacité du secteur

ne atteignent bien leur but et an améliorant l'afficacité de celles-ci par

ductivité de leurs pays, mais peseront

sur ces économies d'un poids que l'on

apparaît-elle comme une contribution vitale au développement économique et non pas une de ses résultantes. C'est également un des investissements les plus rentables qui soient sur le plan financier. Aux Etats-Unis, il a été établi que le coût total de la vaccination contre les trois principales maladies infectieuses s'élève à 96 millions de dollars par an. Sans un tel programme, le coût du traitement hospitalier et à domicile de ces mêmes maladies serait de 1 400 millions de dollars par an. D'après le docteur William Foege, ancien directeur du Center for Disease

Control d'Atlanta, la rentabilité des campagnes de vaccination est encore plus élevée dans les pays en voie de développement où morbidité et mortalité sont encore bien plus fortes.

Est-ce à dire qu'une approche plus humaine des politiques de redressement et de stabilisation économiques constitue nécessairement un exercice coûteux? Certes non, car il est possible de faire infiniment plus avec le peu de ressources actuellement disponibles, en restructurant les dépenses publiques et en les orientant par priorité vers des interventions simples, peu coûteuses, axées sur les communautés villageoises.

Miser sur les petits producteurs

TL faut d'abord restructurer le sec-L teur productif : l'agriculture, les services, l'industrie, et cela en mettant systématiquement l'accent sur les petits producteurs et ceux qui opèrent dans le secteur dit «informel» de l'économie. C'est là que vivent les plus pauvres et les plus vulnérables, c'est là gussi qu'une amélioration substantielle peut intervenir, infiniment plus vite qu'on ne le croit et sans mobilisation de financements considérables. Il faut garantir aux acteurs économiques opérant dans ces secteurs un accès réel au crédit et au marché intérieur. L'effet direct de croissance induit par une telle politique surprendrait beaucoup d'entre nous.

Prenons l'exemple des politiques agricoles : les services de recherche et d'extension sont trop souvent orientés exclusivement vers les cultures de rente ou des denrées cultivées dans de vastes exploitations. Rien, ou bien peu, n'est fait à l'heure actuelle pour les petits exploitants cultivant des surfaces réduites où poussent l'igname et le manioc. Ceux-là plus que d'autres ont besoin des conseils et du soutien des services d'extension agricole. Ne sontils pas ceux, après tout, qui produisent la plus grande partie de ce qui est consommé? Ne faut-il pas accorder plus d'attention aux besoins des femmes, pour dynamiser leur rôle éco-nomique? Une organisation comme l'UNICEF se plaît à évoquer « la paysanne africaine et son mari - reconnaissant par là qu'en Afrique la contribution des femmes à la production alimentaire est de l'ordre de 80 %.

Isolés, les petits exploitants le sont dans tous les sens du terme. Les grands axes routiers n'ont pas été conçus pour les sider à distribuer leurs faibles surplus de production et à recevoir de l'extérieur les quelques produits de base dont ils ont besoin. L'absence de pistes, d'un réseau, même élémentaire, de communication pèse lourdement sur leur budget. Il a été découvert qu'en Afrique le prix au producteur peut être parfois réduit de 25 % lorsque l'exploi-tation agricole se trouve éloignée d'un axe routier. Il est grand temps de réconcilier politique agricole et politique des transports. Tout comme il faudrait réconcilier la politique industrielle et celle des services avec l'existence de fait des « petits métiers » dans les zones urbaines et périurbaines. Ces derniers ne sont pas toujours un « secteur tertiaire parasitaire ». Là encore une analyse plus fine et une politique plus sélective s'imposent de façon à pouvoir mobiliser tout le potentiel réellement productif.

Mais plus importantes encore sont la réforme et la restructuration des sec-

teurs sociaux eux-mêmes. C'est là surtout que le peu de ressources disponi-bles doit absolument être utilisé à plein. Les politiques de santé publique constituent sans doute l'exemple le plus frappant. Il y a presque dix ans maintenant, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF organi-saient à Alma-Ata, en Union soviétique, la première conférence sur les soins de santé primaires. Il s'agissait d'encourager les Etats à s'orienter en priorité vers un certain nombre d'interventions de santé publique, simples techniquement, peu onéreuses, que les communautés villageoises pouvaient soutenir par elles-mêmes sans difficultés majeures, et qui devaient avoir un impact considérable sur le niveau sanitaire des populations. Il s'agissait de renforcer les services de santé maternelle et infantile. l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'ali-

mentation et la nutrition. Quelques années plus tard, l'UNI-CEF en collaboration avec l'OMS précisait encore le concept en mettant en avant certaines interventions spécifiques telles que la vaccination, la réhydratation par voie orale dans les cas de maladies diarrhéiques, la généralisation de l'utilisation de courbes de croissance pour suivre le développement physique de l'enfant et pouvoir de ce fait intervenir à temps en cas de malnutrition ... Toutes ces mesures sont valides médicalement, simples techniquement, et peuvent être généralisées à l'ensemble des communautés de base de tous les pays du tiers-monde. Elles sont aussi fort peu coûteuses. Mais elles ne sont pas gratuites. Leur mise en place demande avant tout une redistribution des ressources existantes. Il faut faire moins pour la médecine couteuse axée sur les hôpitaux et plus pour une médecine réellement communautaire, curative certes mais surtout préventive, organisée dans les villages.

A cet égard, la découverte de M. Mahbub Ul Haq, ministre pakistanais du plan, alors qu'il détenait encore le porteseuille des sinances, est édifiante, lorsqu'il avoue: - Je me suis rendu compte, à ma grande surprise, qu'il avait été possible de financer une campagne accélérée d'immunisation de tous les enfants à travers l'ensemble du territoire national, grâce aux êcohomies résultant du report de la construction d'un seul hopital coû-

Or trop souvent cette redistribution des ressources n'a pas totalement eu lieu. Le budget alloué au fonctionnement de grands hopitaux centraux reste largement supérieur, dans une -majorité de pays en voie de développoment, à celui que l'on affecte aux soins

de santé primaires à l'échelle nationale. Il est urgent d'avoir le courage - car c'est de cela qu'il s'agit - de modifier les flux financiers en faveur de la médecine communantaire. Il n'est pas rare, en saison des pluies, de voir jusqu'à 80 % des admissions dans les services de pédiatrie des hôpitaux centraux porter sur des cas de déshydratation due à des maladies diarrhéiques banaies. Les enfants sont souvent amenés trop tard, de trop loin, dans un état grave nécessitant un traitement coûteux qui ne fait pas toujours les miracles que les patients en attendent. Il aurait été à la fois infiniment plus efficace médicalement et moins coûteux financièrement d'administrer à l'enfant, à la maison, une solution de réhydratation. Il ne faut pour cela que du sucre et un peu de sel dissous dans de l'eau bouillie (6). Pour biblique qu'elle soit, la simplicité d'une telle recette n'a pas encore été totalement

En réalité, une telle politique suppose un transfert de pouvoir de la profession médicale vers les agents de santé de villages, les accoucheuses traditionnelles et, finalement, les mères elles-mêmes. Il faut donc que le processus de développement soit remis entre les mains des communautés de base. C'est vrai en matière de santé publique, c'est vrai en matière agricole, et dans bien d'autres domaines. C'est aussi un processus rendu particulièrement nécessaire par la crise, et dont les politiques d'ajustement structurel pourraient, et devraient, se saire l'instrument (7).

On peut donc faire plus, infiniment plus, avec les budgets existants. Mais nous ne devons pas pour autant vivre dans l'illusion. La redistribution de la pénurie ne constitue pas la panacée. C'est une condition sans doute nécessaire mais certainement insuffisante pour un redressement véritable. Les pays qui ont eu le courage de se lancer dans un processus de redressement et d'ajustement de leur économie sont en droit d'attendre un supplément de ressources de la communauté internationale. Le problème de la dette ne va pas, ne peut pas disparaître. Il pèse comme une menace permanente au moment même où les pays ont le plus besoin de sécurité pour reprendre une dynamique nouvelle en vue d'une croissance accélérée, qu'elle soit économique, finarcière ou sociale. Tout le processus apparaît ainsi comme un énorme château de cartes, vulnérable au moindre souffle. Le programme tout entier est à la merci, dans la plupart des pays, d'une modification brutale des cours du pétrole, des taux d'intérêt, d'une sécheresse on d'une chute des cours de la principale matière première d'expor-

Or les experts estiment qu'un choc interne de ce type a de fortes probabilités de se produire d'ici à 1990, qui viendra bouleverser tout l'édifice. Il faut donc que la communauté internationale ait le courage d'affronter cette réalité et de mettre des ressources supplémentaires à la disposition des pays qui se sont engagés dans des efforts de redressement. C'est toute la crédibilité du concept même d'ajustement qui est en jeu.

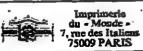
A cet égard, les mentalités ont largement évolué, tout récomment. Le plan Baker, la récente session des Nations unies sur l'Afrique, les déclarations de personnalités du monde politique, économique et financier citées plus haut, celle du nouveau président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable. notamment, sont autant de signes que, peu à peu, les esprits évoluent. Si certains donateurs sont prêts, si certains gouvernements du tiers-monde s'engagent, si la plupart des grandes agences multinationales sont actives, qu'est-ce donc alors qui nous retient?

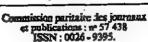
> RICHARD JOLLY of DENIS CAILLAUX.

(6) Il faut exactement : huit cuillerées à café de sucre et autant de sel dissous dans un

(7) Voir à ce sujet le numéro spécial sur la dimension humaine des politiques de développement, Banque mondiale, World Development Report, Oxford University Press, 1980.

Edité par la SARL le Monde Gérant : André FONTAINE, dministrateur général : Bernard WOUTS





A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

ÉSORMAIS, il existe de « bons » affamés qui ont droit à notre aide, et de « mauvais » pauvres qui, comme en Ethiopie, n'en sont pas dignes. Leur régime n'a pas l'heur de plaire aux nouveaux idéologues français, de M. Claude Malhuret à M. André Glucksmann en passant par Médecins sans frontières (MSF). La sélection est peut-être l'un des maîtres-mots de la pensée néolibérale; elle n'en est pas moins encore plus choquante lorsqu'elle s'applique à des principes humanitaires.

Par CHARLES CONDAMINES

«Si vous continuez à aider l'Ethiopie, vous êtes délibérément complices d'une dictature qui déporte les paysans et affame son peuple. Vous armez le bras du bourreau. Vos dons ne font qu'aggraver le sort des victimes : l'Ethiopie est marxiste. Si vous continuez à nourrir ce pion de Moscou sur le continent africain, vous faites, en outre, le jeu du communisme international. Jusqu'à présent, vous pouviez l'ignorer; mais nous avons eu le courage de parler et désormais vous savez. Alors ne vous laissez plus mener par le bout du nez. N'allez surtout pas croire qu'en abandonnant l'Ethiopie vous commet-tez le péché de non-assistance à personne en danger ou que vous laissez le champ libre aux communistes : ils sont déjà fà. Et avec eux, il est inutile de vouloir jouer au plus fin. Rappelonsnous Munich. Tant que les bourreaux ne respectent pas les droits de l'homme, il est impossible d'aider les victimes. Il ne faut rien donner. L'aide

Ainsi pourrait-on résumer le message (1) aujourd'hui proclamé : les Médecins sans frontières (MSF) apportent la légitimité pratique des hommes de terrain (« lis y étaient, on les a vus à la télévision »). Des intellectuels fournissent les armes théoriques de leur antimarxisme, Liberté sans frontières (LSF) assurant le relais. Et M. Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme (2), apporte son concours financier au colloque organisé pour dénoncer les dan-gers de la pitié, et dont toute la presse a

Quand donc i's homme blanc cessera-t-il de « sangloter » ? Ici ou là, quelques voix discordantes se sont fait entendre. Celle de M. Bernard Kouchner: . Il n'y a pas de bons ou de mauvais morts »; on de Mme Françoise Giroud: « S'en aller, c'est déserter. » Mais les organisateurs du colloque avaient déjà répondu aux questions qui

semblaient se poser. Après s'être hissée aux avant-postes du combat contre la famine en Ethiopie, MSF a estimé ne plus devoir retenir sa langue (4). Elle a donc parlé et, comme on pouvait s'y attendre, elle a été expulsée à la fin de 1985. A ce jour, elle n'a été suivie par aucune autre organisation non gouvernementale (ONG) ayant des programmes dans le pays. Il y en a une cinquantaine.

Pourquoi cette bruyante exception?: « Nous sommes, a répondu un participant au colloque, une génération vaccinée au marxisme. Mais la génération suivante et les Anglo-Saxons ne le sont pas. Donc ils sont silencieux. .

L'aide humanitaire a aussi des règles. Et notamment celle de ne pas sélectionner les bénéficiaires en fonction de leur sexe, race, religion, couleur politique ou valeur strategique. C'est cette vieille vérité, mi-storcionne, mi-chrétienne, qu'au temps du tiers-mondisme déclinant les premières hirondelles du libéralisme avaient en le mérite de rappeler. An risque parfois de croire et faire croire qu'il n'y a jamais que des tubes digestifs à remplir ou des camps de récupération nutritionnelle à approvisionner. Et vint l'heure des brigades sanitaires et des

L'actuel débat a au moins le mérite de montrer que les choses sont plus complexes. La politique, comme on dit, ça existe partout. On ne peut trouver d'espace ou d'homme «abstrait» en dehors des armées, des partis, des impôts, des frontières et des Etats. Certains estiment que ces encombrantes réalités pe devraient pas exister et voudraient les enjamber ou les survoler. Mais lorsqu'elles se manifestent, il serait ingénu de faire semblant de tomber des nues en criant : . Voyez comme ils sont méchants! Ils nous empêchent d'exercer librement notre générosité. » Et comme de servents convertis dont les yeux se sont récemment ouverts, les mêmes passent à l'autre extrême et semblent conclure : « Si elle n'est pas politiquement informée (entendez anticommuniste), l'aide humanitaire fait le jeu de Moscou. »

Et ne seront finalement lavés de tout soupçon que ceux qui auront eu le courage de changer de camp. Avec armes et bagages. Face au grand Satan rouge, la neutralité est impossible, on ne peut que se battre (5). Il n'y a pas de milieu. Au moment où MSF condamne ceux qui continuent à aider l'Ethiopie de M. Menguistu, son président annonce son intention d'aller travailler du côté des maquisards éthiopiens. Je n'ai rien contre l'aide humanitaire aux populations habitant des régions contrôlées par des guérilleros ou des «terroristes», comme les appellent tous les pouvoirs en place, mais il n'est pas sûr que les «combattants de la liberté » sachent mieux que M. Menguistu faire la distinction entre budget civil et budget militaire (6). Il n'est pas non plus évident que, en matière de droits de l'homme ou de démocratie, ces embryons d'Etat soient plus respectables que les responsables de la « terreur rouge » régnant à Addis-Abeba. Des représentants des fronts du Tigré, de l'Erythrée et des Oromos étaient à la tribune du colloque, le 29 octobre. Quand on sait que, le plus souvent, ces leaders se réclament eux aussi du marxisme-léninisme, leur présence aux côtés de M. André Glucksmann, de Mme Simone Veil, de M. Bernard-Henri Lévy ou de M. Claude Malhuret avait quelque chose de surréaliste. Par rapport à M. Menguistu, ils ont l'avantage d'être plus faibles et de ne pas être

Et encore n'est-ce pas tout à fait cer-tain. Via Damas, dit-ou, le Kremlin soutiendrait le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Si la guerre civile prenait fin, la présence et l'aide militaire de l'Union soviétique manqueraient d'arguments. En tout cas, certains dirigeants d'Addis-Abeba se sont émus du double jeu soviétique, notamment lorsque le parti Baas a renouvelé, en décembre 1984, son soutien au FPLE. Compensant ainsi partiellement la défection de l'Arabie

Dans ce contexte, M. Menguistu fut invité en 1984 par Moscon à célébrer l'anniversaire de la révolution d'Octobre. M. Malhuret voit dans le rang qu'il occupait à la tribune officielle

(deuxième place à la droite de M. Gorbatchev) la preuve d'une alliance privi-légiée entre le PC soviétique et le jeune Parti communiste éthiopien. C'est possible. Comme il est aussi vraisemblable que la place de M. Menguista (premier à droite de M. Gromyko) n'était ni plus ni moins que celle que la tradi-tion accorde, en de telles circonstances, au chef d'un pays « à orientation socialiste ». Et que c'est justement parce qu'il y avait de l'eau dans le gaz que le Kremlin a jugé utile de choisir cette année-là le «général rouge» d'Addis-Abeba, qui avait en outre l'avantage d'être le président de l'Organisation de l'unité africaine : la vingtième réunion de l'Organisation devait aloir lieu dans sa capitale le 12 novembre.

Sinistres calculs

SELON André Glucksmann, le colo-nel Menguista devralt se voir décerner un «super prix Lénine». Dans un premier temps, il a laissé la faim réaliser ses macabres performances et décimer les populations les plus proches des foyers de guérilla. C'est le premier acte d'une pièce montée de A à Z, celui du silence imposé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Rien ne doit, lors de cette étape, venir troubler les festivités du dixième anniversaire de la révolution. Elles sont fixées an 12 septembre 1984.

(1) Jean François, Ethiopie, du bon usage de la famina, Médecins sans frontières, Jean-Christophe Ruffin, le Plège, Lattès, Paris, 1986. André Glucksmann et Thierry Wolton, Silence, on tue, Grasset, Paris, 1986. Bob Geldof, Alors, c'est tout, Belfond, Paris. Jean-Pierre et Lily Francy, Ethiopie, la face cachée, Messidor, Paris, 1986. André Glucksmann de son moure aven, n'a séinemé que caritée, Messidor, Paris, 1986. André Giucks-mann, de son propre aveu, n'a séjourné que cinq jours en Ethiopie, alors que son livre était déjà sous presse. Lui-même et en partie Jean-Christophe Ruffin ne font souvent que repren-dre dans leurs deux ouvrages les thêmes déjà énoncés par M. Malburet dans son Rapport confidentiel sur les déplacements de popula-tions décembre 1985. Dès le 21 décembre, le Figuro Magazine y consecrait un long article intitulé « Et si trop souvent la charité finançait

(2) Le rapport de M. Marcus à l'Assem-blée autionale, à l'occasion du débat budgé-taire 1987, nous apprend par ailleurs que MSF vient juste après la LICRA sur la liste des

Certes, au mois de mars, la commission gouvernementale pour les recours et la reconstruction (Relief and Rehabilitation Commission, RCC) avait bien lancé un appel au secours (400 000 tonnes de céréales, estimation entérinée par la FAO), mais M. Menguistu savait bien que ces denrées n'arriveraient pas dans le pays puisque le principal port de débarquement était paralysé par des cargos soviétiques chargés de ciment et autres matériaux destinés à la construction de monuments officiels.

d'Etat aux droits de l'homme. Ces deux asso-ciations recevront respectivement 100 000 francs et 150 000 francs.

(3) Organisé par le Comité de vigilance sur les droits de l'homme en Ethiopie, le collo-que s'est tenu le 29 octobre 1986 à Paris. Parmi les membres du comité d'initiative du Comité de vigilance sur les droits de l'homme en Ethiopie figurent, outre son président, le professeur Lwoff, MM. Rony Brauman, André Glucksmann, Laurent Fabius, Bernard-Henri Lévy.

(4) Dans Valeurs actuelles du 22 novembre 1985, le président de MSF, M. Rony Brauman, affirmait déjà la pécessifé d'assujettir » l'aide à un changement politique.

(5) On s'en souvient, certains membres de LSF ont appelé le président des Etats-Unis à intervenir militairement au Nicarague.

(6) Sur l'instrumentalisation des bous sentiments par les oppositions armées, le livre de

DESCRIPTION OF STREET PARTIES

4 1 ...

A Land of the

#10 - - -

International Control

Marian Committee

The second

The second second

Control of the same

The property against a

The state of the s

The state of the state of

A Commence of the Commence of

*** The second of the second o

South Services

eta esculuis en alla

.

LA SÉCHERESSE ET LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Fléau millénaire, douloureux réveil

Maître de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Jean Doresse est, par ses études, ilé à l'Ethiopie depuis trente-cinq ans. Durant les pre-mières aumées de la révolution, il a dirigé un programme du CNRS consacré à l'Ethio rue et Il reste un observateur direct des populations de ce pays. Son dernier séjour remonte au début de l'été 1986.

JEAN DORESSE

Ly a moins d'un an, une journaliste me montrant des clichés de la plaine tigréenne de Quoram, où elle avait vu s'entasser les mourants, me disait : Cos Seux que vous avez connus verdoyants... > Certes, je me suis plusieurs fois arrêté en 1952 et 1953 dans ces parages du lac Achangui entouré d'une plaine à l'herbage rare, non moins desséché qu'aujourd'hui. Quinze ans plus tôt, les Italiens entreprirent de revivifier ce secteur, déjà ruiné par la misère (le lac Achangui est stérile parce que saumâtre) : ils charchèrent vainement à pomper dans le sous-sol une eau qui soit potable ; ils tentèrent de déplacer de quelques kilomètres plus à l'ouest le village : ce qui fut sans effets.

Que l'historian interroge les chroniques : les terres fertiles de l'Ethiopie n'ont cessé, depuis l'Antiquité, de se rétrécir. Le déplacement des capitales successives, d'Axoum vers Nazaré puis Lalibela, puis Debra-Berhan et jusque vers le lac Tana, a été provoqué par un dessèchement inémédiable. Il y a mille ans, le nord du Tigré, dominant les ports de la mer Rouge, ce Nord où la civilisation axoumite devait construire des digues pour retenir les pities, deveneit inhabitable : tout comme le brillent royaume sud-arabe d'Himyar, subitement affamé par la rupture de la célèbre digue de Marib à la fin du sixième siècle, l'Ethiopie eût été rayée de l'histoire si elle n'avait pu transporter son cantre sur les montagnes du Laste. Si, il y a cent ans, l'on n'avait point enfin introduit l'eucalyptus, arbre à croissance rapide, Ménélik s'apprétait à délaisser Addis-Abebe, déjà déboisée peu après sa fondation ; l'Immense cemp qu'était la capitale neissante eût plié bagages, et le cœur de l'empire n'eût cessé d'errer de plus en

C'était une tradition millénaire : les annales si loquaces des quatorzième et quinzième siècles décrivent les immenses camps qu'étaient les « capitales » éthiopierines, avec pour centre des tentes d'un faste inou? : les églises et le palais. Ces camps ne se fixaient que pendant la saison des pluies, puis vaguaient en quête de régions fertiles; fuyant aussi les épidémies. Si l'on veut imaginer ces transferts, que l'on se reporte, per exemple, aux souvenirs du Britannique Rassam qui vit en février 1866 Théo-doros il escorter une fourmilière humaine (qu'il évalue à 90 000 personnes) vers le sud du lac Tana.

cherchant vers le Godjam des terres moins désolées. Ces déplacements ont parfois atteint une ampleur considérable sur una durée de qualques siècles sinsi les migrations des Oromo (ou « Galla ») du sud vers le centre, du seizième au dix-neuvième siècle. qu'il serait erroné de qualifier d'« invasion » car leurs points de départ ne sont point extérieurs à

Pasteurs ou agriculteurs, les Ethiopiens n'ont cessé de rechercher des terres nouvelles, soit encore vierges, soit - ce qui causait des pillages et des massacres - déjà occupées par d'autres habitants. Sans l'actuelle régulation de ces déplacements, les conflits périodiques entre ethnies voisines se seraient perpétués. La nature, le climat, imposaient ces mutations : j'ai vu en deux ans la vallée tigréenne du Mareb perdre ses derniers arbres (1953); de 1959 à 1962, au sud du Choa, des brousses verdoyentes, du lac Zway jusque vers Sheshamanné, se sont transformées en désert ; de même vers le Wollo pour la vallée du Robi, en bas de Dessié, d'où disparurent d'imposantes futaies tropicales. En 1972, dans le Sud-Ouest, il en fut de même pour les épaisses forêts des alentours du lac Chamo. A catte lente érosion se superpose, pour l'Ethiopie, un cycle climatique où alternent pluies diluviennes et sécheresses impitoyables, fatalité dont les caprices sont célèbres dès les temps bibliques (les années de famine de l'Egypte, des pharaons au Moyen Age, étaient les conséquences des sécheresses éthiopiennes).

Impossible réforme agraire?

DÉJA sous le régime impérial, les plus responsebles des hommes politiques éthiopiens avaient préparé una réforme agraire qui, retirant aux privilégiés leurs fiefs inexploités, eût transporté des paysans misérables sur des sois fertiles. Mais elle ne put aboutir : le premier ministre Aklilou Haptewolde, de formazion moderne, ne cachait plus à ses collaborateurs que le décret de réforme agraire, chaque fois qu'il le remettait sur la table du souverain, s'en trouvait retiré par les mains mêmes de certains membres de la famille impériale. A chaque nouvelle famine dévastant une province, l'on « bouclait » celle-ci sous prétexte de troubles ou d'épidémies locales. En 1963, lors des cérémonies de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine, l'on rafla dans les rues d'Addis-Abeba les miséreux qui, des provinces, affluaient périodiquement : ils furant refoulés loin de la capitale ; des enfants en bas âge oubliés dans des cabanes isolées où ces miséreux les avaient laissés y moururent d'inanition. Mais l'Ethiopie s'éveillait, et rsque l'on arriva à la famine de 1971-1972, Addis-Abeba, devenue centre de bien des affaires ifricaines, vit affluer des journalistes dont l'attention fut attirée par le contraste entre ces larves humaines

et la vie moderne de la capitale, et cette misère qui indignait même les Ethiopiens ne put plus être voi-

Le régime révolutionnaire décida de lutter contre les famines par un programme devant mettre fin aux migrations anarchiques - et dévastatrices - du passé en implantant les paysans en communautés modernes et durables. Je fus témoin de la mise à l'étude de ces réinsertions, pour la préparation desquelles le gouvernement éthiopien consulta historiens, géographes et agronomes. Ce plan s'associait à une volonté d'abattre les barrières sociales, linguistiques et religieuses qui avaient jusqu'alors compartimenté la population.

L'alphabétisation des masses fut rondement menée. Mais la réorganisation agraire eût dû, pour réussir, s'affectuer avant toute nouvelle famine. Le retour d'un cycle de calamités dépassa les prévisions et le Comité militaire administratif provisoire (DERG) manqua d'un nouveau Joseph. J'étais d'emblée de ceux que ce plan inquiétait du fait que le déplacement de populations dans des régions nouvelles allait entraîner la dilution de cultures originelles et l'effacement de langues archaīques. De telles considérations pèsent peu. L'historien de demain rétorquera que l'Ethiopie, entrée dans la révolution avec vingt millions d'habitants, en comptalt en 1986 quelque quarante-deux millions, et que en fin de compte, l'épouvantable famine de 1984-1985 semble avoir été efficacement andiguée.

Les transferts de populations affamées pouvaient-ils s'effectuer sans déchirements ? Commencés dans un affolement brutal et incompétent, ils aboutirent au désastre du camp de Quoram, aux images inoubliables. Qu'ils aient été dénoncés en leur temps a servi de leçon. Les actuels regroupevillages aux alentours de Harer, l'œuvre italienne au Godjam et au Tigré que la télévision nous a montrés seraient mieux appréciés si nos commentateurs savaient comment jadis ces transferts s'opéraient, spontanément, L'initiative des autorités, particulièrement su Harar que je connais de près, a consisté à apporter sau potable, électricité, viabilité - avantages encore ignorés il y a trente ans - à des emplacements vers lesquels les habitations jusqu'alors éparses se sont concentrées. Cette sance de villages s'opérait spontanément naguère chaque fois qu'une route carrossable. qu'une ligne électrique, qu'un nouveau point d'eau étaient aménagés par le gouvernement impérial. La cabane éthiopienne faite de branchages et de pisé - même dans les bourgades - se transporte sans

Ce qui trahit le parti pris politique artificiel de la campagne de haine contre l'Ethiopie, ce n'est pas seulement qu'elle ne s'en prenne qu'aux transferts internes des Ethiopiens tout en approuvant l'enlève ment vers Israël de dix mille autres autochtones – les Falachas (1), – c'est son obstination à ressusciter des griefs stéréotypés.

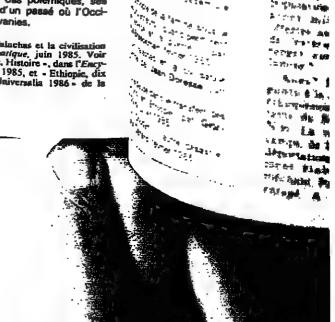
L'Abyssinie de Ménélik II, dans la mesure où elle défendait ses frontières historiques et s'ouvrait à la modernisation — avec l'elde amicale de la France, fut l'objet d'accusations démesurées de la part d'autres grandes puissances qui, complotant son démembrement, l'encerclèrent et lui contestèrent l'extension du chemin de fer et l'usage des eeux du Nil bleu. Dans les années 30, le fascisme mussolinien fit déferier jusque dans notre presse des vagues de gnefs imaginaires contre l'Ethiopie de Hailé Selassié, qu'elle s'apprêtait à envehir : le caractère mensonger de ces campagnes fut reconnu, mais trop tard pour éviter l'invasion.

Acharnement historique

DES 1971, une nouvelle campagne de presse internationale accablait l'empire vieillissant sous le juste prétexte d'une autre famine mais aussi sous des insultes aberrantes et devenait le détoneteur d'une révolution que les Ethiopiens n'avaient point préparée. N'est-il pas stupéfiant qu'aujourd'hui certains cénacles aiguisent contre une Ethiopie radicalement différente de l'empire défunt des clichés trop pareils à ceux dont on accabla à trois périodes du passé son régime féodal aujourd'hui effacé ? Pourquoi cet schamement à vouloir détacher la France de l'Ethiopie où sa très réelle influence culturelle, économique et technique se développe d'autant mieux que son prestige y est aujourd'hui fondé (qu'on le veuille ou non) sur les modèles que la révolution éthiopienne a délibérément tirés de notre propre Révolution, et que ce prestige s'y trouve quotidiennement renforcé par le travail humanitaire de plus de vingt organismes « non gouvernementaux » français ? L'amitié traditionnelle de la France pour l'Ethiopie susciteralt-elle, comme naguère, la j sie d'autres nations qui voudraient y prendre sa

Aujourd'hui, malgré la nature implacable et l'hostilité de certaines puissances, l'Ethiopie remonte sur plusieurs points : alphabétisation, hygiène, économie, techniques; elle bătit la paix par une entente enfin constructrice avec la Somalia voisine. Quant à l'efficacité des eldes internationales, on cite comme exemple l'œuvre de réimplantation condu -qui montre le plain sans des transferts de populations en créant des villages nouveaux animés d'Ethiopians sains et souriants. Si certains de nos compatriotes ne veulent point aider cette nation martyre à panser ses plaies, qu'ils s'abstienent au moins de grossir, à la loupe des polémic multiples faiblesses héritées d'un passé où l'Occident multiplia contre elle les avanies.

(1) Cf. Jean Doresse. - Les Falachas et la civilisation éthiopienne -, le Monde diplomarique, juin 1985. Voir aussi, du même auteur. - Ethiopie, Histoire -, dans l'Encyclopædia Universalis, édition de 1985, et - Ethiopie, distants de révolution - dans les - Limination 1996 - de la ans de révolution - dans les - Universalia 1986 - de la même encyclopédie.



Sec. · ***** 11 to 44 - 1 Phys 1.3946 APPLIE I C 6-2 strop فالهمورة الانا Contract of the second S 6 44 हिसा 强 -中部新物 the same of the sa A PERMIT Section. 5. 25.554 二年 化铁铁 Salar Barrer Tea . 4. 3.070 Tara Land the state of the state of Lean being The second secon THE IS NOT Salt mid y

FEE

CONTRACTOR

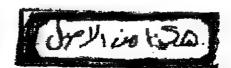
James Me

6 April 2 *194 ...

Tripit ift.

*** * k.:2 Biffel Me and the same The state of the s The state of the last Take The A Sec. Sec. PAT street, file group Terror - 11 · Fring 6 F36 (\$3) - 1901 - 1901 to Rese Letter 7913 de 1 inf Layerton Philippe W AND PROPERTY OF THE LE Fertie 3M to minds. A STREET, BRE Serie Breezeway Arfre q

THE R. P. O. Setona (1) ACRESTED BY 0 14 TH 34 Page 1243 第1-編2条**字通**面 Section 2 Sectio me i ingmit CARLES LABORATOR 1 16-16 1 Mar 2 17:17 My 12 Secript as Te gran frei in TOTAL THE - 27:1- Nort Sugar !



APAGNE

alace à la droite de M. Gor. present d'une alliance privie PC soviétique et le jeune mete éthiopien. C'est poswine il est aussi vraisemblable Menguistu (prea moins que celle que la tradipays - a orientation sociaque c'est justement parce ingé mile de choisir cette e général rouge - d'Addisavait en outre l'avantage rine : la vingtième réunion 12 novembre.

mois de mars, la commission exiction Relief and Reha-Chesonission, RCC1 avail sce an appel au secours courses de céréales, estimation per la FAO), mais M. Menioni pas dans le pays puisque coal coet de débarquement était per des cargos soviétiques ciment et autres matérialix e construction de monu-

Perceptont respectivement

de l'atment en Ethiopie, le cultole 29 octobre 1950 à Paris. one du comité d'unitative du Mellence sur les droits de l'hemme come outre son president le roll MM. Rony Brauman. Laurent Fabrus, Sernard-

Les dident de MSF, M. Rony Brau-lieuski dejà la accessité d' de la per-

Ou s'an enimes, certains membres de st appell la président des Étata-Lais à to Find the Name of the Party

Plesonomentalisation des buts sen-

it, dans la mesure ou elle in presentance et & Onatal; 3 12 Some Faich arrecale de la France de la pari paistances qui, compiotant son carclinent at lui contesterent is de for at l'usage des eaus de attribut 30; le fascisme mussale digrat move presse des vagues contra l'Estucpia de Haire competent à envalur : le naractele compagnes fut reconnu mas

mement historique errete campagne de presse

isseblait | empire vieillissen! the surre famine mais ause ness et devenant le detonathe Ethiopiens n'avaient Sees stupériant qu'aujourd hu Fempre défunt des crones stocks augurd'hus efface to be to the second second is The right suffuence cultur cachenque se developpe properties y est aujourd hu se le travad s'y trouve quo de de notre a non gouvernementa. de de la France pour Contra requere, la 13101 Moudrasent y prendre si

there implecable at Thos Con l'Ethiopia remonte su idon, hygiène, eccr bex bar une cureux Committee voisine Cuant inglantation conduite p The same des transferts and same Si certains de 13 goldet, adar cette nater mai its s'abstienent au des polémiques. ne besse or l.Oc.

jun 105 1

S. of Elburich

Ethiopie : quand le paysen est tenu à l'écart des décisions politiques, par Olga-Kapellouic (avril 1984). - Politique et littérature : Ethiopie, les hommes dens la révolution, par Olga Kapeliouk (décembre

(juin 1978).

..... L'Ethiopie de la femine sous le feu des projecteurs : quand perdurent la sécheresse et la guerra..., par Colette Braeckman (février 1985).

de masse du monde libre. Les autorités

éthiopiennes savaient ce qu'elles fai-saient... Elles ont dès le début spéculé

sur l'impact que produirait la vision

de ces mouroirs sur les deux

journalistes et, au-delà, sur l'opinion

publique... Certe dictature franche-

nent anti-occidentale rafle la majorité

de l'aide fournie par la Communauté

On peut essayer de prouver que

M. Menguistu possède le pouvoir, la

clairvoyance et la perversion du diable.

On pout aussi observer que, en Ethio-

pie, il y a deux récoltes par an : l'une en

mars, l'autre en octobre. Justement, en

Nos précédents articles

- Les contradictions de la révolu-

- Politique et alphabétisation en

- L'Ethiopie ou le socialisme

- Réforme agraire inechevée en

impérial, per Colors Braeckman (octobre 1982).

Ethiopie, per Olga Kapeliouk (mars

tion éthiopienne, per René Lefort

européenne et les États-Unis (7).>

- Les falaches et la civiliention áthiopieine, per Jeen Doresse (juin - : Une passe dans le transfert des

populations an Ethiopie, per Giordano Sivini (zaliét 1986). - Air Southin: Fainte déalaire, par Alain Gécard (février 1985).

CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE

sélection des victimes...



1984, elles furent toutes deux insuffi-Une fois disparus les journalistes santes. Et si, avant octobre 1984, les venus assister à une célébration scandadonateurs occidentaux n'avaient fourni leuse (200 millions de dollars), une que le quart des secours demandés en fois crôé le Parti des travailleurs, l'anteur du désastre qui ravage le pays mars, peut-être avaient-ils choisi, pour estime venu « le meilleur moment pour des raisons évidentes, de soutenir les l'exploiter ». « Subitement », il antoennemis de M. Menguistu (8). D'où rise les caméras à officier dans deux ces propos d'un évêque nord-américain 1984, la BBC diffuse cinq minutes de bras devant les caméras : « Voilà une reportage dans son «Six O'Clock victime de la guerre froide. » News», mettant ainsi le feu aux pou-Quant à la loi du silence imposée drières de le charité internationale. jusqu'an début octobre, elle a connu André Glucksmann ne tarit pas d'ironiques éloges : « La maîtrise du temps a été parfaite... Sur le front de ce qu'il est convenu de nommer l'aide au tiersmonde, le colonel [Menguistu] manauvre en César : son champ d'opé ration est le réseau de communication

plusieurs infractions. Fin mai 1980, un rapport de l'UNICEF estime que plus du quart des 20 millions d'affamés africains sont éthiopiens. En janvier 1983, l'organe gouvernemantal Ethiopian Herald affirme que la famine a déjà commencé à tuer et lance un appel à la communauté internationale pour affronter une « situation désespé-

Enfin, trois mois avant les fatidiques célébrations du dixième anniversaire de la révolution, la BBC avait réalisé et diffusé un reportage sur les camps. Des extraits en furent montrés par les journaux de TF 1 et Antenne 2 (18 et 20 juillet 1984). Dans le deuxième, on pouvait voir un évêque se plaindre de l'insuffisance des secours. Sans succès.

On peut avec M. André Glucksmann estimer qu'en 1985 le gouvernement éthiopien a reçu trop d'aide alimentaire (10). Mais cette même année l'Egypte en a reçu davantage (1800000 tonnes) et le Sahel autant (1200000 tonnes). En 1984-1985, les pays de l'OCDE ont fourni 12 millions de tonnes d'aide alimentaire. Ainsi, même en additionnant les quantités reçues par les trois bénéficiaires mentionnés, on est encore loin des comptes établis par M. André Glucksmann.

Dans un tel contexte de guerre froide, il est facile de passer pour « collabo ». Quelques questions pourtant doivent être posées. L'aide occidentale a-t-elle pu, malgré tout, sauver des vies (11)? En invoquant des raisons géographiques, la Banque mondiale et les Etats-Unis n'avaient-ils pas depuis longtemps préconisé des migrations de population du Nord vers le Sud? Les aides militaires et humanitaires offertes aux guérillas de l'intériour et de l'extérieur (12) ne sont-elles pas à ranger aussi parmi les causes de la

Alors? Innocenter le colonel Menguistu à la manière des Amitiés francoéthiopiennes on de certains représentants du Secours populaire français? Non La réalité de la dictature, des camps, de la villagisation forcée et des déportations de paysant est suffisamment établie. Ce chien est assez méchant. Pas besoin de l'accuser d'être erragé. A moins de vouloir le tuer.

Mais à notre sens cela dépasse le rôle des organisations humanitaires. Etant en outre entendu que nous ne sommes pas sì innocents que sa bave ne doive amais nous atteindre.

Hier tubes digestifs, avant-hier immaculée promesse d'une nouvelle humanité et aujourd'hul diables rouges. D'où nous vient cette tentation permanente de prendre la partie pour le tout? Tout compte fait, la nouvelle simplification ne semble pas valoir mieux que l'ancienne. Vouloir tout réduire à la politique, et plus précisé-ment au clivage Est-Ouest, revieut à effacer et l'espace et le principe même de l'action humanitaire.

A force de l'aider, on avait sans doute oublié que l'Ethiopie est gouver-

née par des militaires se réclamant du marxisme. Certains avaient peut-être pensé qu'il fallait profiter de cette famine du siècle pour dénoncer les crimes perpêtrés par le marxisme africain, démontrer la carence de l'URSS et exalter la généreuse efficacité de l'Occident L'occasion était belle, en effet. Mais M. Menguista a finalement tiré les marrons du feu, Beaucoup, éprouvent aujourd'hui l'impression d'avoir être grugés. Cependant, la situation est sans doute plus mouvante et complexe. Pour rester dans le domaine des catégories religieuses, sichères à certains, le tri définitif entre

Ne pas se tromper de cible...

NOUS ne pouvons, sans renier nos propres valeurs, abandonner à leur sort ceux qui ont le tort ou la malchance d'être mal gouvernés. Mais estil pratiquement possible d'aider les paysans éthiopiens à se nourrir ? Peuton concrètement ne pas engraisser les bourreaux? Y a-t-il entre la désertion et la collaboration une possibilité

Il existe là-bas des organisations, notamment religieuses, dont on peut difficilement prétendre qu'elles ne sont rien d'autre que la pieuse et avenante façade d'un régime soucieux d'améliorer son image de marque. Récemment, un catholique a été nommé cardinal par Jean-Paul II. Il est probable qu'au moins celui-là n'est pas un collabo. Ne parle-t-il pas assez haut pour dénoncer les crimes de la dictature ? Une fois les comptes faits - et ils sont toujours plus difficiles à faire pour les autres que pour soi-même (13), - il lui paraît sans doute préférable de pouvoir continuer à agir sur place.

La CIMADE a choisi de travailler avec l'Eglise orthodoxe dont le chef doit être agrée par le parti. Sur ce point, M. André Giucksmann a raison. Mais n'oublions pas que la trop voyante compromission de cette Eglise aux côtés de Haïlé Sélassié lui a coûté la perte de son patrimoine et pas mal de persécutions. Elle regroupe 60 % de la population ; déjà très enracinée dans le peuple, elle serait en train d'accroître son influence comme institution refuge (14).

Tant que leur partenaire leur semblera assez crédible, il est probable que les ONG françaises regroupées au sein du collectif « Espair-Ethiopie » ne relâcheront pas leur effort (15). Mais cette action n'a jamais revêtu pour elles l'importance prioritaire qu'elle a pu avoir pour d'autres. Etant entendu aussi qu'elles ne sont pas aussi ingénues, couardes ou seulement soucieuses de conserver leur lucratif fromage qu'on a parfois voulu le dire (16).

Pour les ONG qui interviennent en Ethiopie sans partenaire local, le problème se pose en termes différents. Pour elles, les autorités de la capitale ne sont pas seulement un point de passage obligé mais sans doute un aboutissement définitif, une sorte de cul de sac. Pour les Etats et dans une moindre mesure pour les organismes intergouvergementaux comme l'UNICEF, la FAO, etc., le seul partenaire possible en Ethiopie c'est le gouvernement.

A notre connaissance, la Communauté européenne continue d'être le premier partenaire commercial de l'Ethiopie, le lycée français de la capitale est toujours ouvert et, en 1985; l'essentiel de l'aide fournie l'a été par les Etats, et non par les ONG. De ce point de vue, l'actuelle campagne se trompe de cible. Au lieu de s'en prendre à celles-ci, les anciens et les nouveaux ministres, M= Veil, M. Fabius. M. Malhuret..., feraient mieux de s'adresser d'abord à leurs gouverne-

Le Parlement européen a récemment voté un crédit d'environ 15 millions de francs, en précisant que ces fonds devaient être gérés par des ONG. Une manière de souffleter le bourreau sans abandonner les victimes. Une fois encore, entre le tout et le rien, il existe au moins une petite marge.

Hier, pour profiter de la soupe populaire, il fallait montrer la carte du parti ou la recommandation du ouré. Faut-il aujourd'hui être inscrit sur la liste reaganienno des « combattants de la liberté » ? Si, pour aider les laisséspour-compte et les victimes, il faut attendre que ceux qui les gouvernent respectent les droits de l'homme, nous n'avons plus grand-chose à faire. Seule Amnesty International peut encore servir à quelque chose; quand elle est avengle, l'aide humanitaire peut financer des hécatombes. Quand elle est borgne on porte des œillères, elle n'est pas moins dangereuse. Elle se fige en perti pris et en esprit de système, resles bons et les méchants n'est pas

tion puisse mener de front, et sur tous les fronts, cette quadruple exigence. Esperons que MSF ne sera pas plus indulgent avec les guérilleros qu'avec M. Menguistu. Souhaitons, surtout, que chacun fasse le maximum dans l'étroite marge de l'humainement possible. Cola exige un peu de modestie, de tolérance et aussi, sans doute, de silence. L'efficacité d'une entreprise humanitaire ne se mesure pas d'abord an bruit qu'elle fait. Marc Aurèle a dit avoir « deux

nécessaire. Mais il n'est pas sûr qu'une

scule et même personne ou organisa-

patries, Rome et le monde ». On n'a amais su si c'était l'homme, l'empereur ou le philosophe qui avait tenu ces propos. Les frontières entre le prophète, le penseur, l'artisan et le prince sont toujours difficiles à tracer. La cha-rité et le dévouement peuvent aussi être envahissants et conquérants. Mais si l'humanitaire sert directement de tremplin au politique, la confusion des genres finit par discréditer et l'un et

(7) Toutes ces citations sont extraites du chapitre premier du livre d'André Giucksmann : «Un événement conditionné ».

(8) Régulièrement classée par la Banque (8) Régulièrement classée par la Banque mondiale parmi les cinq pays les plus pauvres du monde, l'Ethiopie n'occupe pas un rang similaire dans le classement des bénéficiaires de l'aide. En 1982, elle ne reçoit que 0,7% du total de l'aide publique au développement, contre 4 % à l'Egypte, 1,9 % au Maroc, 1,2 % au Zaire ou au Sénégal. En 1983, l'Ethiopie reçoit 250 millions de dollars courre 400 millions au Kenya, 930 millions au Soudan et 1.44 milliant à l'Erypte. Ct. Compenzion pour 1,44 milliard à l'Egypte. Cf. Coopération po le developpement, examen 1984, OCDE, pp. 252 et 258.

tant alors étrangère à beaucoup de

Dénoncer, informer, réfléchir pour

chercher à comprendre, aider, cela est

membres de la famille humaine.

(9) Voir par exemple New Eskiopia, revue diffusée par la représentation extérieure de Mc isone, un mouvement socialiste aujourd'hui clandestin.

(10) Quant à non positions sur l'aide ali-mentaire, voir notre article - De l'aide alimentaire à la construction d'une Afrique verte », le Monde diplomatique, mai 1986. (11) Cf. Défi, Terre des hommes, janvier

(12) L'analyse des ressemblances et des différences cetre l'Ethiopie et le Soudan méri-terait une étude particulière.

(13) M. Malhuret devrait le savoir, lui qui, du point de vue des droits de l'homme, ne trouvait rien à redire à l'expulsion par charter d'une centaine de Maliens, car tout s'était passé conformément à la loi en vigneur. Sans CHARLES CONDAMINES.

perfor de ses doutes lors des manifestation étudiantes de décembre 1986.

(14) Le 12 novembre 1986, des représen-tants des diverses Eglises éthiopiennes, notam-ment protestantes, décharaient : « Comme chrétiens nous devons aider les gens où ils sont. C'est le besoin actuel qui doit déterni-mer où notre aide doit être dirigée. » C'était mes allusion trapparente aux déplacements de une allusion transparente aux dépla

populations.

(15) Avec notamment le CCFD, Ia. CIMADE, Frères des bommes, le Comité français contre la faim, etc. Le partensire local est la Catholic relief and development association (CRDA), qui travaille avec la quasi-totalité des ONG, le plus souvent d'origine étrangère, présentes en Ethiopie. En décembre 1985, la CDRA-a publié une déclaration répondant point par point aux - attaques publiques et privées - de MSF. On peut noter que l'organisation irlandaise Concern, et notamment le Père John Fimicane, ont joué un notamment le Père John Finneaue, ont joué un rôle majeur dans la désonciation par la presse mondiale de la destruction du camp d'Ibnat en avril 1985. Mais ils n'ont pas voulu aller plus

(16) La presse de ces mouvements a publié des informations concernant la répression.
Voir, par exemple, pour la CCFD, Paim et développement, décembre 1982. Pour Terre des bommes, Défi. Jain 1984. L'article est rédigé par un membre du mouvement Me'isone, celui-là même qu'ont invité la CIMADE et Frères des hommes à donner des

AU FORUM D'AGEN

OPA sur l'action humanitaire

🛰 OUS couvert d'« avanture au XXª siècle », le quatrième forum international de la coopération volontaire s'est tenu à Agen du 23 au 26 octobre 1986, sous l'égide de la Guilde du raid. Marqué par les discours de MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des droits de l'homme, et Michel Aurillac, ministre de la coopération, cette manifestation, qui réunissait quatre-vingt-quatorze associations et vingt-trois comités de jumelage représentant des collectivités territoriales, s'est déroulée sous le signe d'une triple OPA — politique, industrielle et médiatique — sur l'aide humanitaire.

M. Maihuret annonce une meilleure coordination de l'action, grêce à l'établissement d'une charte de l'aide humanitaire et à la création d'une Fondation pour le mécénat humanitaire. M. Aurillac, dans une ambience d'apologie libérale du secteur privé, souligna que la vocation de l'Etat n'était pas de tout faire, que les associations recevraient moins de subventions mais qu'elles pourraient désormais présenter des projets au Fonds d'aide et de coopération (FAC). Se critique du tiers-mondiame accentua les inquiétudes de certains : à travers le FAC, n'allait-on pas trier entre « bonnes » et « mauveises » associations ?

La création de la Fondation humanitaire, dirigée par le président du groupe Axa (1), a tout le caractère d'une OPA de type industriel sur le mouvement associatif. Usant d'un langage différent des politiques, les entrepreneurs paraissent aujourd'hui convaincus qu'une causa humanitaire est un aussi bon support qu'un grand voilier ou une automobile de formule 1. «Supplément d'âme», le tiersmonde deviendrait ainsi un outil de communication pour l'entreprise; encore faudrait-il que les exonérations fiscales consenties par l'État atteignent les taux pratiqués dans les pays anglo-saxons,

Ainsi, Citroën verse, sur son dernier modèle, 1 franc par voiture à Médecins du monde. L'association bénéficie du support du véhicule pour sa propre promotion, tandis que l'entreprise vend un « plus » humanitaire à ses clients. Plusieurs participants au colloque ont souligné qu'un excès-de « sponsoring » en ce domaine risquerait fort de dévoyer les causes défendues,

M. Antoine Vaccard, directeur du développement à Médecins du monde, a relevé la progression du « marché de la générosité » en France. Par exemple, cinq millions de messages associatifs étaient envoyés par la poste en 1975, ils sont de 60 à 80 millions aujourd'hui. Le « bazar de la charité » se porte bien, mais l'avenir s'obscurcit car les rendements sont dégressirs. Des stratégies de communication de plus en plus sophistiquées sont alors mises en œuvre, où le contanu du massage est occulté : la donateur et ses mobiles sont mis au premier plan, éclipsant la cause du tiers-monde.

OUTRE la coordination de l'aide et la fondation pour le mécanait humanitaire, une agence internationale de coopération volontaire va être mise en place. Elle proposera des activités de formation, un service d'aide technique et financière, une branche d'information, de diagnostic et d'évaluation. Va-t-on sous d'autres formes, constituer des fondations sur le modèle libéral américain, spécialisées dans l'anticommunisme et l'antitiers-mondisme ?

Pour les années à venir, les associations de développement, qui connaissent bien le tiera-monde et n'y cherchent pas une aventure « ambigué », ne devraientelles pes « occuper » le forum d'Agen, qu'elles ont boudé cette année à cause des OPA grossières dont il était l'objet. Cette stratégie permeturait d'arcéliorer la qualité du débat et de ne pas laisser se constituer une organisation conservatrice, néolibérale, anti-tiers-mondiste, pour laquelle le tiers-monde n'est que le prétexte de stratégies économiques. Est-il vraiment trop tard pour affirmer que seul le développement par les populations concernées présents une perspective, le reste n'étant que divertissement ou manœuvre politique?

> BERNARD HOURS. anthropologue (ORSTOM).

(1) Rassemblement de compagnies d'assurances, dont les Mutuelles uniet et le

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE

Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle?

CLAUDE LIAUZU • tives, des coups politiques et médiatiques multipliés par Médecins sans frontières ? Après s'être attaquée aux mouvements de solidarité avec le tiers-monde à travers le tiersmondisme, aux ONG progressistes qui critiquent l'ordre mondial, l'association MSF vise les courants caritatifs les moins suspects d'idéologie. Elle brise ainsi le consensus minimum fondé sur la valeur vie, sur le scandale de la feim dont le chanteur Bob Geldof était devenu le symbole (1). Elle met an cause la déontologie de l'aide d'urgence dont Bernard Kouchner s'était fait le champion : ell n'y a pas de bons et de mauvais morts. » C'est clair, comme le dit Bob Geldof, « Bernard-Henri Lévy veut faire voter les affamés avant de

Ce qui est moins ciair, c'est cette ascension remment irrésistible de Liberté sans frontières (LSF), qui, désormais, a pour cible les bastions ires specialistes du tiers-monde, et fait fonction de tête chercheuse néolibérale.

Seul le silence des intellectuels sur des questions-clefs, sur les rapports entre savoir, éthique et politique, sur leurs relations avec leur société, sur les rapports entre les composantes de cette société civile mondiale qui cherche à s'affirmer, a permis de telles manipulations. Seules les carences de la gauche ont permis ces points marqués avec des dés pipés par une droite qui n'est même plus masquée, qui ne cache même pas son adhésion aux projets de la droite américaine la

Il faut donc que les occasions fournies par la crise ne soient pas gâchées, que les questions de fond scient posées.

UER de géographie, histoire et sciences de la société, université Paris-VII.

Premier problème fondamental, l'effondrement du tiers-mondisme - qui charriait le pire comme le meilleur - a ramené à un degré zéro la pensée mondialiste. La énième mort des idéologies a fait redécouvrir, sous les décombres, la valeur rafuge des droits de l'homme. Miguel Benasayag en analyse toute la portée, ainsi que l'ambiguité de la réaction philosophique » qui s'en est emparée (3). C'est le terrain de manœuvre des néolibéraux.

Bien sûr, à exaiter les guerres révolutionnaires et les bras armés des libérations nationales, certains n'ont pas vu les germes de l'Etat total : à défendre le nouveau droit des peuples refusé par les grandes puissances, ils n'ont pas vu les risques de l'utiliser contre les droits de l'homme. is a-t-on oublié que c'est au nom de la supériorité de notre humanisme, de sa vocation universelle, que la gauche a légitimé la colonisation? qu'une gauche nécrosée, dans les années 60, a instifié l'expédition de Suez et la guerre contre le nationalisme algérien ?

Ce que nous propose aujourd'hui la néolibéralisme, ce n'est pas la synthèse indispensable entre cas droits, qu'il pose comme antinomiques, c'est une régression européocentriste, c'est la négation du tiers-monde. Le « sans frontiérisme » de LSF est celui d'un monde sans Etats, sans nations, sauf pour nous. Sa carte du Tendre épouse les contours d'une carte de la transnationalisation économique que Serge Latouche analyse comme l'une des tendances du capitalisme (4).

Pourtant, ça marche, et cela pose un deuxième problème fondamental : la contradiction entre une interdépendance de plus en plus accentuée de la planète et une dérive non moins accentuée des continents. Notre CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés), c'est la «synonymie des trois mots : Europe, culture, liberté», et il serait assiégé par les Barbares. Ailleurs, il n'y aurait que d'« étranges étrangers », soumis à l'état de nature ou d'idéologie meurtrière, des sociétés nefs des fous ou bateaux ivres. Les campagnes caritatives, la logique de la charité business, cultivant une série d'effets pervers (5). Le don, ce

n'est pas la solidarité, et l'Occident s'octrois ses bals des petits lits blancs à l'échelle mondiale.

A la limite, le tiers-monde n'est plus que le miroir de notre générosité. L'aide d'urgence vient confirmer l'excellence de notre civilisation, qui nous éparana les catachysmes naturels et humains, et devient le plus petit commun dénominateur dans un univers soumis à la ségrégation du mini-

« Il faut que le « développé » se rende compte que le développement est son problème, pas celude l'Afrique, dont l'exigence première est de survivre » (Silence on tue, p. 252) (6). Ce mépris exclut de notre horizon le tiers-monde, il interdit de comprendre les phénomènes de distocation, d'implosion des formations sociales, d'involution du politique, les réactivations des forces, vus d'ici comme archaïsme, fanatisme, comme expression de « bestialité », mot surabondamment employé ces derniers mois par la classe politique et sur la

'EUROPÉOCENTRISME interdit de comprendre L que les processus à l'œuvre dans les sociétés civiles ne sont pas dus à une insuffisance de l'occidentalisation, mais à l'impossibilité de reconstruire les formations du tiers-monde en fonction de ce modèle.

C'est donc aussi de la capacité des sciences sociales à remettre leur pendule à l'heure - et pas à celle du méridien de Greenwich - que dépend l'image des autres civilisations et des autres sociétés chez nous. Il est urgent d'entreprendre une pédagogie de la différence, contre notre rationalisme musclé. Les retards accumulés. l'absence de systèmes d'interprétation cohérents pèsent politiquement lourd.

D'où la troisième problème. Dans une situation de crise mondiale, il n'y a pas de solution de remplacement qui se situe à l'échelle de cette crise.

Celle-ci paraissait être entrée dans l'ordre des choses, intériorisée par les millions de chômeurs. Les augures diagnostiquent la fin des mouvements sociaux et la dépolitisation, la mort des idéologies,

sur fond d'ère du vide et de société à deux es. Pourtant, ce qui a fait bouger les jeunes à la fin de l'autonne 1986, c'est un « autre chose » qui cherche sa définition. Il associe les valeurs d'égalité, de démocratie, des droits de l'homme, le refus du recisme, de le faim.

«Plus jamais çe» (7) signifie aussi la révolte contre les charters à Maliens, les prisons à drogués, la privatisation des prisons, la pente autoritaire de l'obsession sécuritaire, les incendies du vingtième arrondissement, le code raciste de la

Ce minimum éthique et politique, affirmé par les mouvements sociaux en germe, qui condamne l'exclusion du quart de la jeunesse française par le chômage, la « civilisation du risque » (P. Lagedeck, Seuil, 1986), le désordre mondial établi, est un défi aux pouvoirs qui le traitent par la dérision, aux pouvoirs intellectuels fondés sur le dérisoire.

Il a une portée mondialiste, et constitue un appel à reinventer un tiers-mondisme, c'est-à-dire à chercher une alternative contre le gâchis de la modernité dans les dynamiques sociales et dans la solidarité entre les sociétés.

(1) Cf. Alors, c'est sout, version française de That's all, Belfond, Paris, 1986. (2) Libération, 30 octobre 1986.

(3) Miguel Benasayag, Utopie et liberté. Les droits de l'homme: une idéologie ? La Découverta, Paris, 1986, 140 pages, 59 F. -

(4) Cf. La Transuationalisation et la fin du tiers-SEMINATE EADI-LEDES.

(5) Cf. Charles Condamines, «Le grand bazar de la charité», le Monde diplomatique, septembre 1986. (6) Indignés par la faim qui y sévit, dans leur grande

majorité, les jeunes ne définissent le tiers-monde que de cette manière négative, et ne sont que très rarement sensibles à la richesse qu'est la diversité culturelle. Cf. le sondage réalisé par Actuel Développement, septembre 1985, et par le Nouvel Observateur, 5 décembre 1986.

(7) Slogan arboré par les étudiants lors de leur manifestation du 10 décembre à la mémoire de Malik Ousse-kine, mort le 6 décembre, et pour protester contre la

POLITIQUE ET NEUTRALITÉ

Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente

YVES SANDOZ* A suspension de la délégation gouvernementale sud-africaine a marqué de facon spectaculaire, le 25 octobre dernier, la vingt-cinquième conférence internationale de la Croix-Rouge. Le climat houleux qui a entouré cet événement, renforcé par une conduite des débats contestée - le représentant gouvernemental sud-africain n'a pas eu la possibilité de s'exprimer et le vote nominal a pratiquement été imposé par la majorité malgré la préséance qu'aurait du avoir une demande de vote secret – ont largement contribué à la très large couverture donnée à l'événement pas les médias. Les multiples commentaires qu'il a suscités, l'émotion qu'il a provoquée au sein de la Croix-Rouge, ont, par ailleurs, démontré que son analyse procédait le plus souvent d'une très grande confu-

Il est impossible de comprendre ce qui s'est passé à Genève sans brièvement rappeler la structure de la Croix-Rouge internationale (qui s'appelle officiellement désormais Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge).

C'est en 1859, lors de la bataille de Solferino dont il fut par hasard le témoin, qu'Henry Dunant concut la Croix-Rouge. Scandalisé de voir les soldata blessés laissés sans soin à l'issue de cette bataille, il écrivit un livre - un Souvenir de Solferino - et transmit ses idées à des notables genevois, qui créèrent avec lui le Comité internationai de la Croix-Rouge. L'idée maitresse d'Henry Dunant était de neutraliser les services sanitaires des forces armées pour permettre de porter secours aux blessés sur le champ de

Il en tirait deux conséquences immédiates : d'abord, l'adoption d'une convention par les Etats reconnaissant ce statut neutre aux services sanitaires emblème permettant de le distinguer sur le champ de bataille. Cette idée trouva sa réalisation en 1864 avec l'adoption de la première convention de Genève et le choix de l'emblème de la croix rouge sur fond blanc comme signe distinctif des services sanitaires. Ensuite, la création, en temps de paix déjà, de sociétés prêtes à être les auxiliaires des services sanitaires des forces armées en temps de guerre, les sociétés nationales de la Croix-Rouge. De telles sociétés — de la Croix-Rouge, ou du Croissant-Rouge dans certains pays islamiques — ont vu le jour dans cent quarante-quatre pays.

Si le but initial de ces sociétés n'a pas été supprimé, son importance s'est

" Chof da département de la doctrine et du droit au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'auteur s'exprime ici à titre

fortement réduite au profit de nombreuses activités entreprises en temps de paix. Après la première guerre mondiale, ces sociétés ont décidé de se fédérer et ont créé, en 1919, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, dont le but est de coordonner, d'une part, l'action des sociétés nationales en cas de catastrophes naturelles, d'autre part, l'aide fournie, pour contribuer à leur développement, aux nouvelles sociétés nationales et à celles des pays les plus défavorisés.

L'organe fondateur, le Comité international de la Croix-Rouge, dont les membres sont, comme à l'origine, tous Suisses, s'est lui aussi considérable-ment développé - il emploie aujourd'hui environ trois mille personnes, - avec la tâche précise, que l'origine même de ses membres facilite, d'agir, notamment en tant qu'intermédiaire neutre, au profit des victimes de conflits armés et autres situations politiquement délicates et de diriger les actions de la Croix-Rouge lors de ces conflits. Le but principal de telles actions est de s'assurer que les prisonniers de guerre, les internés civils, et même toute la population de territoires occupés soient correctement traités, que les blessés recoivent les soins adéquats et que les populations civiles soient suffisamment approvisionnées en biens essentiels.

Les sociétés nationales, leur fédération - la Ligue - et le CICR forment, à eux trois, la Croix-Rouge internatio-

En principe, tous les quatre ans, les trois composantes de la Croix-Rouge internationale se réunissent avec les gouvernements parties aux conventions de Genève (cent soixante-six aujourd'hui, c'est-à-dire presque tous) pour parler avec eux des problèmes humanitaires rencontrés lors des conflits armés et d'autres problèmes concernant leurs relations avec le Mouvement. Depuis la fondation du Mou-vement, en 1863, c'était la vingtcinquième fois que se tensit une telle conférence, qui n'est donc pas à proprement parler une conférence du Mouvement : les gouvernements y représen-tent même la majorité, puisqu'il y a cent soixante-six gouvernements, cent quarante-quatre sociétés nationales, la igue en tant que telle et le CICR, qui disposent, chacun, d'une voix,

Le première confusion est donc venue de là : la conférence internationale de la Croix-Rouge n'est pas « la Croix-Rouge » et ce n'est pas celle-ci qui a suspendu les représentants du gouvernement d'Afrique du Sud, et encore moins le CICR, comme beaucoup de médias l'ont compris, lui qui n'a qu'une seule voix sur plus de trois cents et qui, d'ailleurs, a renoncé à par-ticiper à un vote qu'il considérait illégul.

C'est également à tort que l'ou a parlé à cet égard, même au sein de la

Croix-Rouge, d'une violation d'un des principes fondamentaux du Mouvement, le principe d'universalité : d'abord, les gouvernements ne sont évidemment pas lies par ces principes, qui n'obligent que les sociétés nationales, la Ligue et le CICR ; ensuite, le principe d'universalité n'a pas préséance sur les autres : une société nationale qui violerait les autres principes ne serait pas admise au sein du Mouvement, et la Croix-Rouge sud-africaine a dû son maintien, lors de l'assemblée de la Ligue qui s'est déroulée juste avant la conférence, au fait que tout le monde a reconnu qu'elle respectait ces principes et, notamment, celui d'impartialité, en ne pratiquant pas l'apartheid en son sein, contrairement au gouvernement d'Afrique du Sud.

Pourquoi, dès lors, tant de bruit autour de la suspension des représentants gouvernementaux sud-africains? Donne-t-elle lieu à de réels motifs d'inquiétude? On peut en voir principalement deux.

Le premier est la remise en question du bon fonctionnement du droit international humanitaire applicable fors des conflits armés. La Croix-Rouge est née, ne l'oublions pas, pour aider à l'application de ce droit. Or celui-ci n'a de sens que si aucun Etat engagé dans un conslit armé n'est tenu à l'écart: cela est d'autant plus important depuis que la guerre a été proscrite par la charte de l'ONU. Si l'on prétendait réserver l'application du droit international humanitaire aux Etats qui se conforment à la charte, on le viderait de son sens, qui est de préserver un pen d'humanité dans les conflits qui n'ont pas pu être évités, indépendamment de

Comme l'un des buts principaux de la conférence internationale de la Croix-Rouge est de permettre au Mouvement de la Croix-Rouge de dialoguer avec les gouvernements des problèmes relatifs à l'application du droit humanitaire, exclure un de ces gouvernements – celui, en plus, d'un pays engagé dans un conflit armé (en Namibie) et en proie à de graves troubles intérieurs, c'est saire entrer le droit international humanitaire dans un processus de politisation qui pourrait se révéler fatal et soustraire d'innombrables victimes de conflits à toute protection.

Comment, en effet, exiger d'un gouvernement le respect des normes humanitaires si on lui refuse le droit d'en discuter? Le deuxième motif d'inquiétude est probablement plus

Pour la majorité des médias et pour le grand public du monde occidental, la seule perception retenue de l'événement est que la Croix-Rouge est entrée dans la politique. Or l'« apolitisme » de la Croix-Rouge - sa neutralité - est très fortement liée à son image de marque, avec, d'ailleurs, des avantages et des inconvénients.

L'avantage de cette neutralité, c'est de rassurer les nombreux volontaires qui veulent aider à soulager la souffrance d'autrui sans se mêler de politique et, surtout, les gouvernements engagés dans des conflits armés, pour qui la neutralité de ceux qui fournissent l'aide humanitaire est une exigence que ceux-ci doivent sans cesse lémontrer.

L'inconvénient, c'est, notamment pour les sociétés nationales des pays occidentaux, l'apparence de prudence, peu stimulante, que donne le respect de la neutralité. D'où la difficulté d'attirer à elles la jeunesse, qui souhaite s'engager davantage, au profit de nombreuses organisations qui n'hésitent pas à le

La décision de la conférence de la Croix-Rouge a ébranlé la conflance des supporters stables des sociétés de roix-Rouge « occidentales » - certaines d'entre elles craignent vivement, à la suite de cette conférence, de rencontrer des problèmes pour financer leurs programmes - sans pour autant attirer ceux qui aimeraient les voir s'engager davantage.

Le courage de rester auprès des victimes

TL s'agit donc pour le Mouvement de reprendre ses esprits, et l'un des défis qu'il doit affronter est de réhabili-ter la neutralité de la Croix-Rouge, c'est-à-dire son choix de ne pas se mêler aux controverses d'ordre politi-

D'abord, la neutralité est à l'évidence indispensable pour préserver l'unité d'un mouvement à vocation universelle. Mais il faut faire comprendre permettre l'action directe auprès rictimes, sur le terrain. Certes, la Croix-Rouge ne doit que se contenter de guérir les plaies sans s'occuper de leurs causes. Certes, aussi, la neutralité ne signifie pas une obligation absolue de silence : le CICR en appelle parfois aux gouvernements quand ses démar-ches confidentielles en vue de faire cesser des violations du droit international humanitaire n'aboutissent pas et s'il estime de tels appels profitables aux victimes. Mais la neutralité ne permet pas de prendre position sur les pro-blèmes des structures ou des systèmes politiques, qui, selon beaucoup d'experts, sont à la source du mai.

Bien sûr, il ne s'agit pas non plus de rejeter ceux qui condamnent et de nier l'utilité d'organisations comme Amnesty International, qui dénoncent publiquement les gouvernements qui violent les droits de l'homme.

du partage des tâches. On ne peut obtenir des autorités qui exercent un contrôle matériel sur un territoire d'autoriser l'action humanitaire d'organisations qui remettraient en question leur régime politique ou auraient pour but principal de dénoncer leur manière d'agir. La dénonciation politique et l'action sur le terrain ont toutes leur utilité mais, à terme, les organisations ne peuvent pratiquer les deux : elles doivent choisir. A côté du « courage » de dénoncer, il y a aussi celui de rester auprès des victimes.

Pour une organisation comme le CICR, ce choix s'impose à l'évidence, même si la discrétion imposée par l'efficacité de l'action sur le terrain est parfois lourde à assumer et n'est pas propre à attirer l'intérêt ou la sympathie des médias et du public.

Pour les société nationales, ce choix est plus difficile à expliquer, notamment dans les pays riches dans lesquelles la jeunesse aimerait s'engager davantage en faveur du tiers-monde. Répondre aux catastrophes sans s'occuper de leurs causes ne suffit plus, des lors que la responsabilité de l'homme dans les catastrophes dites « naturelles » paraît de plus en plus évidente (notamment en ce qui concerne la sécheresse et la désertification). Le slogan . Prevention better than cure .. (« Prévenir vaut mieux que guérir ») a donc été lancé. C'est une bonne chose. Mais il est capital pour le Mouvement qu'il reste sidèle à lui-même dans cette nouvelle perspective. « Prévenir » doit consister à aider les sociétés nationales locales à contribuer le plus efficacement possible aux actions de prévention les plus urgentes, en accord avec leurs gouvernements. Ca ne peut, ni ne doit, être une volonté de transmettre avec condescendance la connaissance du « système » qui permettra d'arrêter la désertification ou la croissance démographique. De même, la Croix-Rouge ne doit pas se faire d'illusion sur sa capacité de résoudre les causes des conflits. Ce n'est pas elle qui va dénouer la crise du Proche-Orient ni tracer aux Etats la voie qui mêne au désarmement

Au-delà de l'agitation récente, la Croix-Rouge doit redéfinir la fonction des sociétés nationales et de l'ensemble du Mouvement. La Croix-Rouge, c'est davantage l'infirmière qui se penche sur le malade atteint d'un cancer incurable que le chercheur révolté qui lutte pour trouver la racine du mal Que l'infirmière se révolte aussi et fasse son possible pour aider le chercheur, nul ne saurait le lui reprocher. Mais qu'elle ne le fasse pas au détriment de sa mission première, plus modeste, mais tout aussi indispensable et noble : aider ceux qui souffrent, tout simplement.

(1) Voir notamment, à ce sujet, Charles Condamines: - Le grand bazar de la cha-rité -, le Monde diplomatique, septembre 1986.

12 PM 108

Ospace, votre visa

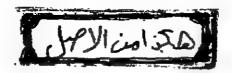
Stan of

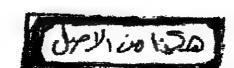
S. . . .

: 5 101 S.

de den spatial :

The second secon





verselle?

le et de société à deux to a fast bouger les jeunes 1986, c'est un « autre a different Il associa les directatio, des droits de

337 signatio ausai la révolte man, les prisons à drodes prisons, la pente autondistaire, les incendies du As he code raciste de la

e politique, affirmé par les le me germe, qui condamne ir in journesse française par le intion du naque » (P. Lagadeck na mondial établi, est un the transport par la dérision.

andiekste, et constitue un m ders mondisme, c'est-à-dire ive contre le gaches de la miques sociales et dans la

ille, verision française de That's

Chapie et liberté. Les droits

DI-HDES.

mines. «Le grand bazar de la etique, septembre 1936 Cities qui y advit, dans leur grande de diffusionent le tiers-monde que de in et m sont que très rarement sen-cia la diversité culturelle C? le Développement, septembre neters, 5 decembre 19to

mar les étudients lors de leur mans-L de pour protester contre la

LES AMBITIONS DES PUISSANCES DANS L'ESPACE

A l'assaut des étoiles

La suprémente américaine deus l'espace, indiscutée depuis le déburquement de Neil Armstrong sur la Lune en 1969, objectif ultime du projet Apollo, a pris symboliquement fin en janvier 1986 on de Challenger.

D'ores et déjà, les Etats-Unis, qui avaient commis l'énorme erreur stratégique de tout miser sur la navette et dont le programme spatial – civil et militaire – accusera au moins deux aus de retard. oient leur échapper pour longtemps le gros du marché international des lancements de satellites commerciaux, capté par la fasée européenne Ariane (qui devrait reprendre ses vols au printemps) et convolté par les Chinois, les Soviétiques et, à partir de 1992, par un redoutable nouvel arrivant : le Japon. Sans parler de l'Inde, du Canada et du Brésil, déjà autonomes ou en passe de l'être.

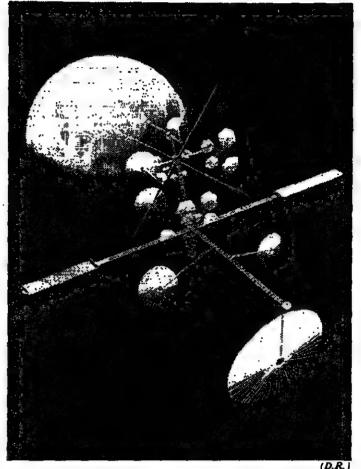
Mais anjourd'hui les enjeux de l'espace ne sont pas éritablement commerciaux. Le formidable effort de recherche et de léveloppement nécessaire à la construction d'un lanceur, d'une mavette ou d'une station spatiale ne sera, dans aucun pays, rentabilisé par la mise en orbite de satellites de communication et d'observation ou par les recherches en microgravité qui constituent à ce jour les seuls débouchés industriels de l'espace. La «privatisation» des activités américaines de lancement, décidée la 15 noût dernier par M. Ronald Reagan, est un véritable trompe-l'œil puisque les coûts de développement des futurs lanceurs seront largement assumés par lour principal utilisateur ultérieur : l'Etat américain, par le truchement du département de la défense, dont le budget spatial de 1986 (15,8 milliards de dollars) a été plus de deux fois supérieur à celui de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace, la NASA (7,5 milliards).

L'espace est donc bien une affaire d'Etat et de pouvoir d'Etat. Le projet Apollo avait été décidé par le président Kennedy dans le seul but de laver le cinglant affront du lancement du Spoutulk arriettem en 1957, et au prix d'une véritable mobilisation des

énergies scientifiques et industriellés, en tous points comparable à celle du temps de guerre. Dans un monde de l'espace désormais amitipolaire et où les Soviétiques disposent maintenant d'une nette avance en matière de vols habités — les seuls qui motivent véritablement les médias, - les choix des grandes puissances pèseront lourd. S'engageront-elles dans une ruineuse tentative de démonstration « en solitaire » de leur prééminence, par exemple par un débarquement «national» aur Mars, ou mettrout-elles leurs moyens en commun avec ceux des autres membres, actuels ou à venir, du club spatial afin d'ouvrir ensemble ce qu'il n'est pas excessif de qualifier de nouveau chapitre de l'histoire de l'homanité : son expansion dans le système soluire. Depuis Jules Verne, les auteurs de science-fiction, relayés par le cinéma, ont largement préparé les imaginations à ce qui, à l'échelle du siècle, pourrait bien

Face à de telles perspectives, nourries par le plus puissant des stimulants de l'être lumain — le désir de faire reculer les limites de la connaissance, — ou peut se prendre à rêver, sinou d'une idyllique trêve généralisée des appétits de puissance, du moins d'un début de prise de conscience collective, chez les gouvernants, des véritables enjeux de l'espace. L'Europe, au seiu de laquelle la France joue un rôle moteur, est, dans ce domaine, un concurrent-partenaire à part entière des Deux Grands. Elle le doit à son unité au sein de l'Agence spatiale européenne et à l'intelligence de ses choix commerciaux et industriels. En mettant son poids dans la balance, celui de son excellence technologique et celui de la coopération scientifique étroite qu'elle entretient aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec l'Union soviétique, elle peut rendre beaucoup plus difficile toute option qui ne serait pas celle du simple bon sens, de la nécessaire

BERNARD CASSEN.



CE QUE POURRAIT ÊTRE UN SATELLITE MULTI-MISSIONS DES ANNÉES 90 Le point de passage obligé des flux d'information terrestre

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire?

i i fant comprendre la néces-ité ANDRÉ er des taches. On ne peut obte-LEBEAU * des autorités qui exercent en chie martirei sur un territore ESPACE est une technique. où l'engagement des Etats et la volonté gai remettraient en question politique demeurent et demeureront les ime politique ou auraient pour cipal de dénoncer leur manière forces motrices prépondérantes, bien que les forces du marché dominent déjà certains secteurs comme celui des La dénonciation politique et ser le terrain out toutes leur télécommunications civiles. L'existions, & terme, les organisations tence d'un décalage entre les besoins west pratiquer les deux : elles immédiats et la conception des grands mir. A côté de « courses » projets n'est donc ni illogique ni chocer, il y a gussi celui de rester quante : c'est précisément l'importance des enjeux lointains qui invite à ne pas coller de trop près à la demande, et qui appelle l'intervention des gouvernements. Encore faut-il que cette logique à long terme soit maîtrisée et explicite.

Or le moins qu'on puisse dire est

qu'elle ne l'est guère actuellement, tant

la technique spatiale présente davan-

tage les apparences d'une force qui va

que celle d'un phénomène soumis à une intention stratégique.

che d'une stratégie optimale sont quel-

que peu occultées par le jen, souvent bruyant et désordonné, d'acteurs

divers; les caractères spécifiques les

plus permanents de la technique spa-

tiale invitent pourtant à lenr accorder

beaucoup d'attention. Le coût et la

durée des projets spatiaux, et en parti-

culier des engins de transport, confè-

rent le plus souvent au choix de ces

projets un caractère stratégique. Il fandra plusieurs années pour que l'avenir

Professeur au Conservatoire national des arts et métien; auteur de l'Espace en kéri-sage, Odile Jacob, Paris, 1986.

OUI SOMMES-NOUS?

communication.

La définition d'objectifs et la recher-

me organization comme le is enoix l'impose à l'évidence. nd de l'action sur le terrain est Siurde à assumer et n'est que attirer l'entérêt ou la sympumédia et du public.

de des victimes.

ies société nationales, ce char difficile à expliquer, notant to pays riches dans les in in immerse aimerail s'engager factur du tiers-monde le sesponsabilité de l'homme catastrophes dites anduperate de plus en plus évidente en ce qui concerne ia vant mieux que guérir ») à espiral pour le Mouvement Prévenir - doit der les sociétés nationales consider le plus efficace. sentes, en accord avec polonté de transmettre permetura d'arrêter ou la croissance De même, la Croispie se faire d'illusion sur standre les causes des west pas elle qui va ins de Proche Orient no

Pagitation récente. la rodéfinir la fonction Croix-Rouge, Col ère qui se penche teist d'un cancer jacu. chem révolté qui lutte incine de mal. Que interior arms et fasse son sider le chercheur, nul ne chercheur, Mais qu'elle ne cherchet, Mais qu'elle ne nt de sa mission Transite mais rout 255 white caider ocus qui

qu'ils portent en eux se dévoile et pour que leur adéquation à la conjoncture se manifeste. Et, si l'on s'est trompé, il sera coûteux de reprendre un effort de développement sur la base de choix qui a posteriori, apparaîtront comme ceux qu'il aurait fallu faire.

Au-delà des détails et des circonstances, toute réflexion sur l'avenir de la technique spatiale débouche sur une question majeure, celle de l'expansion du système technique dans le système solaire. Se produira-t-elle ou ne se produira-t-elle pas? Transporteronsnous à l'extérieur de la biosphère certaines des activités sur lesquelles repose la survie de l'humanité? C'est une interrogation à laquelle l'évolution technique nous confronte inéluctablement en fournissant les outils de cette entreprise. Si l'avenir répond positivement à cette question, notre époque marquera sans nul doute un tournant capital dans l'histoire de l'humanité. Cette immense perspective pose

deux questions : celle du pourquoi et celle da comment. A la première, on peut faire une réponse globale : ce sera pour échapper aux contraintes imposées par le confinement du système technique à l'intérieur de la biosphère terrestre. Il est banal de constater que le fonctionnement de ce système exploite des ressources fossiles non renouvelables – pétrole, uranium, charbon, gîtes minéraux - et qu'il perturbe l'équilibre chimique et thermodynamique de la biosphère. On se heurte à toutes sortes de limitations lorsqu'on essaie d'envisager une expansion de ce système qui soit sulfisante pour satisfaire aux besoins de l'ensem-ble de l'humanité (et non plus seule-

ment de sa fraction développée) ou lorsqu'on examine le problème que pose son maintien au niveau actuel à l'échelle du millénaire.

Quelque discrédit qu'aient jeté sur cette notion les formulations excessives auxquelles elle a donné lieu, il n'en demeure pas moins que, dans l'hypo-thèse du confinement à la biosphère, le système technique est engagé dans une impasse; seuls notre aveuglement sur l'avenir lointain et notre indifférence au destin de l'humanité peuvent nous rendre cette perspective acceptable. L'expansion dans le système solaire est le seul moyen d'échapper au cul-de-sac dans lequel nous sommes engagés. Elle permet de concevoir, pour une durée indéfinie, des solutions à trois problèmes fondamentaux : l'approvisionnement énergétique de la Terre, l'approvisionnement en matières pre-mières, le découplage entre la biosphère et la pollution engendrée par le fonctionnement du système technique. Elle n'en fournit évidemment pas aux problèmes de société comme le contrôle de la démographie, l'affrontement des idéologies, etc., mais elle per-met d'imaginer, pour peu que ces pro-blèmes soient maîtrisés, un avenir pour l'humanité qui soit au moins à l'échelle de durée de son passé historique. Cet

enjeu constitue la réponse au pourquoi. La question du comment comporte deux aspects. Le premier, celui des

solutions techniques aux diverses fonctions des systèmes spatiaux, a reçu beaucoup d'attention. Une abondante littérature existe déjà sur l'approvisionnement énergétique de la Terre à partir du flux solaire et sur l'extraction etl'élaboration des matériaux de la Lune et des astéroïdes. La faisabilité technique se trouvant ainsi largement explorée, reste la faisabilité programmatique qui constitue le second aspect, et le

plus difficile. Par quel cheminement peut-on accéder, partant de l'état actuel de la technique spatiale, à un stade où les systèmes spatiaux auront pris le relais des installations terriennes qui assurent l'accès à l'énergie et aux matières premières? Les artefacts techniques installés dans l'espace et sur les corps célestes représenteront alors non plus, comme c'est le cas aujourd'hui, queiques centaines de tonnes, mais des millions ou des dizaines de millions de tonnes. Pour que cela soit concevable, il faut, de toute évidence, que la technique spatiale s'affranchisse de deux sujétions. La première est celle qui lie la croissance de la masse totale des artefacts extraterrestres à la capacité du système de transport de la Terre vers l'espace. La seconde est celle qui lie cette même masse à la quantité d'heures de travail fournies par des opérateurs humains dans l'espace pour l'installer et assurer sa maintenance.

minera l'astronaute (4). (Lire la suite page 20.)

(1) Gerard O'Neill, les Villes de l'espace, Robert Laffont, Paris, 1978.

démontré la faisabilité (2). Au-delà

d'un certain degré de complexité des systèmes, on se passe difficilement de

la surveillance d'opérateurs humains. Il

est vrai que l'évolution technique va

globalement dans le sens d'une autono-

mie croissante des artefacts techniques

par rapport à l'homme, mais nul ne

peut prévoir à quel rythme et jusqu'où

Cela impose une conclusion : le pas-

sage à une stratégie globale et même,

plus modestement, la maîtrise d'appli-

cations nouvelles - production de

matériaux nouveaux en microgra-

vité (3), armes antibalistiques - ne

peut se concevoir sans la maîtrise de

l'intervention d'opérateurs humains.

Mais, en revanche, le sens général de

l'évolution technique tend à alléger le

rôle de l'homme et, par conséquent, à

réduire le volume d'intervention

humaine nécessaire pour déployer,

mettre en œuvre et maintenir une capa-

cité de production donnée. Cette ten-

dance lourde de l'évolution technique

est un élément capital d'optimisme

pour l'avenir de la technique spatiale,

mais nous n'en sommes pas au point,

s'il vient jamais un jour, où le robot éli-

cette évolution se poursuivra.

(2) John von Neumann, Theory of Self-Reproducing Automata, edited and completed by Artbur W. Burks, University of Illinois Press, Urbana, 1966.

(3) Voir André Lebeau, Eléments d'une stratégie française dans le domaine spatial. Centre de prospective et d'évaluation, CPE, étude n° 60, mai 1985, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

Lire pages suivantes -

PAGES 20 ET 21. - L'Europe, troisième Grand à part entière, par Jeen-Marie Luton. - Suite de l'article d'André Lebeau. -Chine : Les premiers succès de la voie nationale », par Rachel Villain. - Japon : A marche forcée vers l'autonomie, par Françoise Pybaro.

PAGES 22 ET 23. - Prudence st ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupas. - Inde : Au service du développement économique, par Marc Giget. -Vivre en apasanteur ?, par René

PAGES 24 ET 25. - Le dilemna non rásolu de la démarche amériçaine, par John M. Logadon. — Les odyssées cinématographiques (A.D.).

Première étape : la Lune

ES deux sujétions ne sont pas tout à fait de même nature. La première constitue un goulet d'étranglement qu'il faut absolument contourner. Le biosphère est placée au fond d'un puits gravitationnel profond, et séparée de l'espace par une atmosphère dense, obstacles formidables à travers lesquels le bon sens commande de ne transporter que le strict indispensable, et notamment les opérateurs humains. Tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel de la masse des artefacts extraterrestres, doit être élaboré à partir de matériaux qui sont immédiatement accessibles depuis l'espace, matériaux lunaires ou matériaux des astéroïdes.

C'est uniquement grâce à ce déconplage que le système de transport Terre-espace pourra être maintenu dans des dimensions raisonnables : New-York ne s'est pas construit avec des matériaux apportés d'Europe. Cet impératif a une signification programmatique. Il implique que la première technique à acquérir est celle de l'installation permanente et du travail à la surface d'un corps céleste de petite dimension dépourve d'atmosphère. Pour des raisons de proximité, la Lune s'impose comme une première étape. La construction d'une base lunaire permanente et la maîtrise de l'éventail des rechniques du travail à la surface de la Lune, ainsi que celles du transport à partir de cette surface ou vers elle, constitue, dans cette perspective à long terme, un objectif immédiat.

the control of the following the second of the control of the cont

Restent les lourdes sujétions qu'entraîne l'usage d'opérateurs humains. Dans la perspective évoquée plus haut, la présence d'opérateurs humains n'est pas une fin en soi.

La question qui nous préoccupe est donc celle de la nécessité d'une occupation permanente de l'espace par des opérateurs humains liée à l'objectif d'expansion du système technique. Il est tout à fait clair que, dans le partage des tâches entre l'opérateur humain et le robot, la part dévolue à l'opérateur humain doit être aussi réduite que possible. Mais peut-elle être supprimée? L'examen de l'état d'évolution du système technique conduit à répondre par la négative. On sait automatiser un grand nombre de processus de production et de services, mais on ne sait pas automatiser l'installation d'une usine ni créer des robot autoréparables, encore moins construire les machines autoreproductrices dont John von Neumann a

Pour relever le défi spatial : écripez-nous, téléphonez-nous **Drospace** 2, place Maurice Quentin 75001 PARIS (France) Tel. 33 (1) 45 86 77 70 Tel. 214674 f

prospace, votre visa pour l'espace

Vous INFORME régulièrement sur les activités, équipements,

Vous MET EN CONTACT avec les responsables industriels français du

Vous ASSISTE pour trouver un fournisseur, obtenir une proposi-

51 SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES FRANÇAISES + le CNES (Centre national

Depuis DOUZE ANS, nous faisons connaître dans le monde entier les

d'études spatiales) qui font le succès du programme spatial français

produits » spatiaux français par tous les moyens modernes de la

moyens, services de l'industrie spatiale française

(Ces services sont entièrement gratuits.)

L'objectif n'est pas de coloniser l'espace mais de l'asservir aux besoins d'une humanité qui demeure confinée à la biosphère terrestre; l'occupation permanente de l'espace est un moyen et non une fin. Ce n'est pas qu'on ne puisse envisager la colonisation, au sens plein du mot, de corps célestes ou, comme l'a fait Gerard O'Neill, l'aménagement de colonies de l'espace (1), mais on ne peut l'imaginer que comme une étape ultérieure, beaucoup plus lointaine, et dont l'expansion du sys-tème technique constitue un préalable.

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire?

(Suite de la page 19.)

Tout cela se produira-t-il au cours des prochains siècles, en verra-t-on l'amorce dans les prochaines décen-nies? La société technique est-elle au bord d'un nouveau chapitre de son histoire, s'achemino-t-elle vers un destin obscur ou catastrophique? La réflexion globale sur le destin de l'homme qu'appellent ces questions excède largement les limites de notre propos. Tout au plus, parce que la technique spatiale pourrait joner un rôle-clé dans le sort de notre espèce, peut-on proposer quelques commentaires à l'intention de ceux qui, à un titre ou à un autre, sont en position d'influer sur l'avenir de cette technique.

La difficulté essentielle que rencontre la formulation d'une politique spa-tiale tient à la disparité des objectifs qui s'offrent : objectifs à court terme, relevant de la logique économique ou du progrès de la connaissance, et dont l'enjeu peut être très précisément circonscrit, et, à l'autre extrémité de la gamme, objectifs à très long terme, passablement incertains mais dont l'enjeu global est l'accès du système uc à la pérennité. Ces deux composantes cohabitent dès aujourd'hui dans les grands programmes spatiaux, mais l'une des leçons de la crise actuelle est qu'elles cohabitent mal. On ne saurait pourtant sacrifier la première sans mettre en péril la volonté même de poursuivre une politique spatiale, ni la seconde sans amoindris de façon dérisoire la portée de cette politique; il faut établir un équilibre entre l'une et l'autre.

Le problème est d'abord de méthode, dans le jeu complexe qui s'établit entre le pouvoir politique, les agences de développement et l'indus-trie. Il s'agit de libérer progressivement les forces du marché et de la concurrence dans les secteurs dont la maturité est suffisante. C'est une démarche qui, à bien des égards, est délicate; les Etats-Unis l'ont très mai maîtrisée dans des secteurs comme celui des lanceurs ou de la télédétection, où ils disposaient pourtant d'une avance détermi nante. L'hérésie majeure de la NASA n'est pas d'avoir développé la navette spatiale; c'est d'avoir imposé, par une

démarche dirigiste, un abandon des lanceurs conventionnels, au lieu de s'en dégager et d'organiser leur prise en compte par le secteur concurrentiel. Il faut ensuite one ce désengagement progressif de l'Etat s'accompagne d'un report sur les objectifs à plus long terme qui exigent un investissement public. Si les États ne conduisent pas des politiques spatiales à long terme, il semble clair que la technique spatiale. se cantonnant aux applications conventionnelles, à la gestion des flux d'information, tendra vers la stagnation. L'effort nécessaire pour aller au-delà relève du dirigisme, et la difficulté essentielle est alors de concilier la motivation politique et la logique programmatique. Le risque majeur qui menace la

conception de tout effort à long terme procède de la nécessité de mobiliser l'opinion publique. Cela se fait d'autant plus aisément que la charge symbolique des projets est plus grande De ce point de vue, par exemple, une expédition habitée vers Mars, surtout si elle devait combiner les efforts des deux superpuissances, serait plus facile à «vendre» que l'installation d'une base permanente sur la Lune, mais il est plus que douteux qu'elle puisse constituer la première étape d'une stratégie globale cohérente. Elle revêtirait plutôt, comme ce fut le cas du projet Apollo, le caractère d'une « démonstration ». Que le stade des « démonstrations » soit révolu, que la valeur des projets se mesure à leur capacité de constituer une étape irréversible, ce sont là des idées qui ont encore à faire leur chemin. Il n'y a guère, pour les faire progresser, que deux outils, la réflexion et l'éducation. La réflexion, pour dégager, à l'échelle du monde occidental et, si possible, à l'échelle de la planète, un consensus sur l'importance d'une stratégie globale et sur les grands traits de cette stratégie : l'éducation, pour faire percevoir au public le plus large que la conquête de l'espace n'est pas seulement une aventure romantique : c'est un jeu logique dont es et qui se joue à l'échelle du siècle.

ANDRÉ LEBEAU.

E sont treize pays, réunis au sein de l'Agence spatiale européenne (ASE) (1), qui contribuent à la définition d'une politique commune non seulement au travers des débats et des travaux conduits au sein de cette organisation, mais également par les projets élaborés dans le cadre national, ensuite soumis à l'européanisation. Ils y contribuent aussi par leurs programmes propres qui, pour l'essentiel, élargissent le champ des activités entreprises au sein de l'ASE. La

> des quinze dernières années est la résultante de ces trois éléments, et elle a débouché sur une avancée spectaculaire des capacités spatiales du Vieux Il y a quinze ans, alors que les Américains - qui avaient débarqué sur la Lune - lancaient un nouveau système de transport, la navette, destiné à éliminer les fusées classiques, et disposaient de satellites opérationnels dans tous les domaines (météorologie, observation, télécommunications), l'Europe spatiale était en crise. Paralièlement à l'échec du programme Europa au sein de l'organisation européenne chargée des lanceurs, le CECLES-ELDO, de difficiles négociations étaient menées pour ajouter des programmes de développement de satellites d'application aux programmes scientifiques du CERS-ESRO (organisme européen chargé des satellites) (2). Face à cette impasse, et sous l'impulsion de la France, les Etats européens surent prendre, en juillet 1973, la décision de

construction de l'Europe de l'espace

JEAN-MARIE

LUTON *

créant l'ASE, mise en place en 1975. Aujourd'hui, l'Europe réalise ellemême et utilise ses propres satellites dans tous les secteurs où les Etats-Unis

lancer les programmes Ariane, Space-

lab et Marecs (3), et celle de réorgani-

ser les structures européennes en

 Directeur général adjoint du Centre pational d'études spatiales.

l'avaient précédée. Elle a pénétré très largement le marché mondial des services de lancement et elle est sur le point d'engager une nouvelle phase de développement, avec l'objectif de parvenir à son tour, après les Deux Grands, à l'autonomie en matière de vois habités. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette évolution qui a permis la constitution d'une industrie européenne de premier plan : la volonté politique des gouvernements; l'existence d'agences nationales dynamiques, tel, en France, le Centre national d'études spatiales (CNES), capables de faire des propositions originales tout en conduisant leurs propres programmes; la souplesse des institutions mises en place lors de la création de l'ASE

Elément central des activités de l'Agence, le programme scientifique s'est traduit par le lancement de treize satellites, dont Giotto, lancé par Ariane en 1985, qui a permis, en mars 1986, l'étude rapprochée de la comète de Halley. Les deux prochaines missions, qui seront menées en coopération avec la NASA, concernent une sonde qui observera le Soleil et le téléscope spatial. Après la mission d'astrométrie Hipparcos, les programmes futurs s'inscrivent dans le plan Horizon 2000, élaboré à la fin 1984 et présenté lors de la conférence des ministres réunie à Rome en 1985.

En matière de télécommunications, l'Agence fabrique et loue les satellites ECS en orbite à Eutelsat, qui réunit l'ensemble des administrations européennes des PTT. Cette organisation a récemment commandé directement à l'industrie ses futurs satellites qui seront lancés à partir de la fin de la décennie. L'Agence conduit, en parallèle, un programme de développement de nouvelles technologies à expérimenter en orbite, notamment celles des satellites de relais de données DRS. indispensables pour l'avion spatial Hermès et le module européen Colombus, qui devrait être intégré à la future station orbitale américaine prévue pour le milieu des années 90 (4).

En météorologie, la mise en œuvre du service opérationnel Meteosat a suscité, en 1983, la création d'un organisme intergouvernemental européen, Eumetsat, qui peut ainsi prendre le relais de l'ASE pour la gestion d'un programme opérationnel qui incorporera trois nouveaux satellites entre 1987 et 1994. Après le développement du lanceur Ariane 1, l'ASE a confié, en 1980, sa commercialisation, sa production et son lancement à une structure industrielle de droit privé, la société Arianespace. De nouveaux programmes de développement ont été décides : versions améliorées du lanceur (Ariane 2 et Ariane 3), Ariane 4, ainsi que les programmes préparatoires d'Ariane 5. L'ASE a confié au CNES la maîtrise d'œuvre de ces projets.

L'ASE a abordé le domaine des vols spatiaux en menant à bien, en 1983, la première mission du Spacelab, son laboratoire spatial embarqué dans la soute de la navette, et elle prépare sa participation à Colombus. Etape intermédiaire entre le Spacelab et Colombus, Eureca, porte-instruments autonome et récupérable, sera lancé pour la première fois en 1991. Depuis peu, la phase préparatoire de l'avion spatial Hermès, clé de voûte de l'autonomie européenne en matière de vols habités, a été entreprise au sein du programme Ariane 5. A ces activités est étroitement associé le programme

(1) L'Allemegne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse. Par ailleurs, un accord de coopération associe le Canada aux

(2) Pour un historique de la construction de l'Europe de l'espace, voir Bernard Chab-bert, les Fils d'Ariane, Pion, Paris, 1986.

(3) Le laboratoire spatial européen Space lab a accompli sa première mission dans la soute de la naverte Columbia, le 28 aovembre 1983, avant de devenir propriété américaine. Marecs est un programme de communications maritimes dont le Royaume-Uni a été le pro-

(4) Voir Bernard Cassen, - L'autonomie spatiale de l'Europe en question», le Monde diplomatique, octobre 1986.

CHINE: Les premiers succès de la « voie nationale »

Par RACHEL VILLAIN®

PRÈS une longue période de maturation, le programme spatial chinois débouche de façon spectaculaire au niveau international. S'appuyant sur ses succès en matière de lanceurs et de satellites, la Chine se place maintenant en position de fournisseur de services spatiaux : lancemente, capacités de télécommunications en orbite, stations soi et, à terme, images d'observation de la Terre. Il s'agit là d'une mutetion complète pour un pays qui, il y a encore à peine un an, était perçu en Occident comme un important marché potentiel par les industriels spatiaux, et en aucun cas

Ce succès est la consécration d'une voie nationale poursuivie parallèlement e concurremment à une politique d'acquisition de technologies étrangères. Perturbé par des dissensions internes quant à son orientation, le dévaloppement spatial avait été caractérisé jusqu'à présent par une série de valses-hésitations dans les rapports de coopération evec l'étranger et par une évolution très irrégulière du programme national.

Sur le plan international, aucune suite n'a été donnée à la succession de protocoles d'accord signés tant avec la RFA qu'avec les Etats-Unis pour la fourniture de satellites de télécommunications, pas plus qu'aux appels d'offres pour la commande d'un système national de télécommunications spatiales, pour lequel des réservations avaient même été faites sur la navette américaine et sur Ariane.

Beaucoup d'entreprises occidentales ont ainsi pu se targuer, pendant quelque temps, d'accords de principe sur lesquels elles fondaient besucoup d'espoirs. En fait, les seuls achets notables à l'étranger ont concerné des équipements au sol, notamment une station de réception de données des satellites d'observation Landsat et SPOT, construite per une société américaine, et trente stations sol de télécommunications commandées à l'entreprise canadienne Spar. Mais, au début de 1986, la Chine a fait savoir qu'elle serait désormais autosuffisante dans ce domaine également.

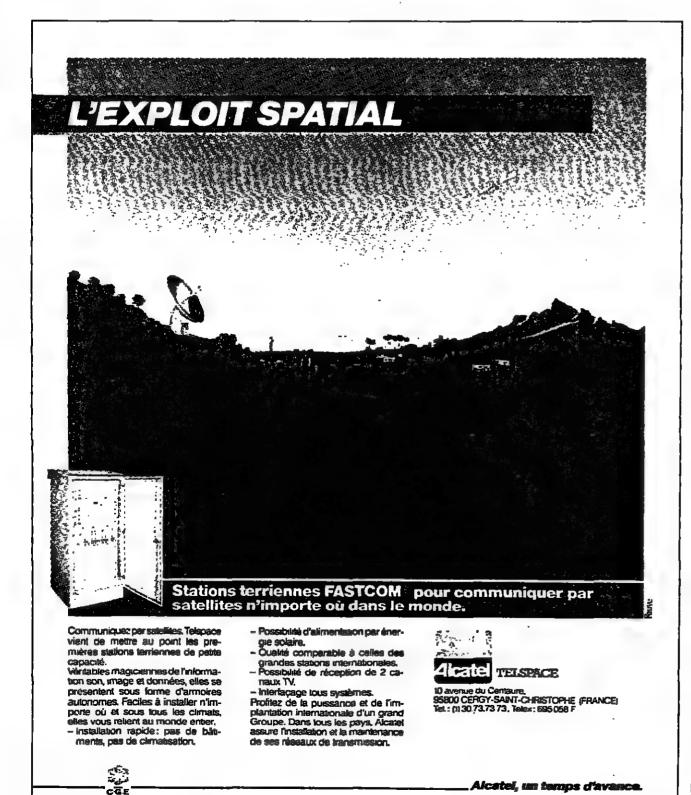
Au niveau national, l'activité spatiale avait été très irrégulière pendant les années 70 ; aucun lancement de 1971 à 1974, mais, en 1975, trois lancements en moins de quatre mois, puis une nouvelle période de pause avec trois lancements en six ans. La situation s'est seulement stabilisée au début des années 80, au rythme d'un tir par an environ. Jusqu'en 1983, ce programme était essentiellement à vocation militaire : avac des lanceurs directement dérivés des missiles balistiques intercontinentaux, les mis-sions concernaient principalement l'observation.

Une mutation se produit en 1984 avec la mise en service du lanceur Longue Marche 3, à capacité géostationnaire et doté d'un troisième étage à propulsion cryogénique. La Chine devient alors la troisième puissance maîtrisant cette technologie sophistiquée de La Crime devient alors la troisiente pussience maturisant cette dominiogre supriscique se propulsion, avant l'Union soviétique et le Japon, ce qui lui ouvre l'accès aux applications dans le domaine des télécommunications. Les deux premiers satellites chinois de télécommunications, mis en orbite en 1984 et 1986, ont chacun une capacité de trois centre. circuits téléphoniques ou de deux canaux de télévision. Ils devraient être suivis d'un satellite plus performant en 1987. Parallèlement, pour ses besoins nationaux, Pétri a loué deux des répéteurs (1) installés à bord des satellites Intelsat. Il ne fait pas de doute que les télécommunications spatiales se développeront rapidement, compte tenu des avantages qu'elles offrent pour un pays de la dimension de la Chine. La prochaîne application devrait concerner la télédétection à des fins civiles : la Chine, qui utilise déjà les données des satellites étrangers, doit mettre ses propres satellites en orbite entre 1988

En ce qui concerne les lenceurs, il ne fait pas de doute que la défaillance de la nevette américaine et d'Arians en 1986 à facilité l'entrée des Chinois sur le marché mondel L'active campagne de commercialisation du lanceur Longue Marche s'est déjà concrétisée par des réservations pour deux satellites américains et un satellite suédois, d'autres négociations étant en cours. Cet intérêt étranger se manifeste dans un contexte d'autres négociations étant en cours. Let interet etranger se mannesse dans un contexu-international, très provisoire, de pénurie, et cela maigré les performances modestes du lanceur, différents handicaps techniques et une fiabilité qui reste à confirmer (deux succès sur trois tirs). Tout porte cependant à croire que, sur le partie basse du marché, le Chine continuera durablement à concurrencer les lanceurs des autres pays, en raison du caractère avantageux et compétitif de son système.

Co-auteur d'Industrier et marchés des applications spatiales. Situation mondiale et pars-ectives à dix ans (Eurocoault, Paris, 1986).

(1) Elément qui, à bord d'un satellite de rélécommunications, reçoit, amplifie et réémet un sal syant une largeur de bande de l'ordre de 36 MHz, et permettant de relayer une émission de



IAPON : A marche vers l'autonom PATERANCOISE PYRANCE

TE POLITIQUE

epérationne: Meteodi 3 % 1983, la création d'un orgathe letterpos vernemental curopies. Mark, qui peut 11751 mendre le La l'ASE pour la ganten d'un man abertianne en mente trois moureaux satellines this Fig. 1994. Apres in development mour Ariane 1. I'ASE a walk in in commercialization of production at son tencement of the structure pielle de drat prive le sociéte canespace. De non-dans pro-de développement un été des amendes amendes de la Ariane 2 et Anane 31. Arane 4. La programme propardure de la programme propardure de la CASE de confe de CASE de Confe de CASE de Confe de CASE dE CAS

ASE a abordé le doma de Ce, tok The mission of Statilla, sin detaire spaint datituted den is tre de la gasette, et elle prépare que the parient à Colombus fit ere mendiatre entre le Spacelab et Eufeau, perie-instruments restance es recuperata e, sera lanci a presentire fois en levi Depuis the phase pregaratoire de l'avion

de florméts, été de volte de l'autoestropéenne en matiere de volt in die entreprise au sein de pro-Ariane 5 4 cm activity of associé le programme

Lyallemagne, I' katriore, is Beginst to manch, l'Espagne, la Fronce, l'estate le la Marchige des Presidentes de Presidentes de Suddentes de Suddente Book on better que in le contrale

Top file d'arian Fin Bur of the La laboratione unit el dur necebrico acceptance to proper and have been been B. With the program the late of the control of the the state of the state of the state of the

Bernard, Construit & Latinate Marketing and Latinate Constitution

emiers succès

THE ROOMS STATELY SECURE

in the telephonomercust and in

the meantain, or or executive

in print bei bis Der einen ger

laborat BUT- Gares Fe total IF March 1982 1992 1 25 2 1 25

printe de programme rations

Manager la tour nature de sois nei d

mour to communice day 5.5'4"

beautiful genant total

Ledel el 590

Carno a fact sauce as ele ses

Title prégulière pendant di

ander 50, au nitra 177

mant a cocare de ma

* propulsion on special

sag capacité de tras att

derinent etre surd per HOUSE BRIDGISH PARTY

Chine. La prochana

1875 gois 3775 755

s some trois tangents of the

ment à cocation m. 12 d

log du tanceur Langue litr

meterologie scrittalicania

we l'acces 3.2 307 3

* catalities chirch to the

10t. # 190 far: 735 de 37.5 mart, completed

marks au sol motemment.

M HARWARIONS STATES THE SE

AND A MERCENSON OF COLUMN

MEMORIA CENTS EN CALCORS D

Supply to San Sen success of

SE place mentang in an puston of

per de la Terre. Il a agit indicate tila

the on an art of the second

nationale »

EXCELLENCE TECHNOLOGIQUE

à part entière

microgravité, consacré aux recherches sur les matériaux et les sciences de la

C'est la France qui a indiscutablement été l'élément moteur de la politique spatiale européenne. D'abord, et depuis une vingraine d'années, par sa volonté obstinée d'autonomie, qu'elle a fait partager à ses partenaires. Grâce aussi à la continuité des efforts et à la qualité de la programmation du CNES ainsi qu'à la vigueur de son industrie aérospatiale, qui comprend des entreprises telles que Aérospatiale, la Société européenne de propulsion, Alcatel-Espace, Matra, sans parler d'Arianespace, entreprise au capital majoritairement français. Meteosat, Ariane, Arianespace, Ariane 4 et 5, Hermès, autant de projets pour les-quels la capacité d'initiative et de financement ainsi que la détermination des gouvernements français successifs ont été décisives. Des programmes complémentaires, par exemple le sys-tème Argos (embarqué sur des satel-

lites américains), pour la localisation et la collecte des données des balises dispersées sur tous les océans, ou SPOT pour la télédétection, out donné lieu à la création de sociétés commerciales pour le traitement et la diffusion mondiale des données ainsi recueillies : CLS pour Argos, SPOT-Image pour SPOT. Un marché international des applications de l'espace se créé ainsi en France. Dans le même temps, le CNES s'efforce de poursuivre des coopérations scientifiques tant avec les États-Unis qu'avec l'URSS, qui accueillera un astronaute français pour un vol d'une durée de trente jours environ en 1988. L'entraînement pour cette mis-sion a déjà commencé à la Cité des étoiles, dans les environs de Moscou, où l'on a gardé un bon souvenir de la mission franco-soviétique de juillet 1982, à laquelle avait participé Jean-Loup Chrétien Patrick Baudry, hui, a été le premier Français à participer, en juin 1985, à un vol de la navette améri-

Des projets complémentaires

L A République fédérale d'Allema-gne, qui dispose d'une puissante industrie aérospatiale et qui, après la France, est aussi bien la première actionnaire d'Arianespace que la première contributrice au budget de l'ASE, a joué, elle, un rôle d'incitation important en matière de vols habités. C'est elle qui a été à l'origine des programmes Spacelab, Eureca et de recherches en microgravité, auxqueis elle apporte la plus importante contribution financière, et, avec l'Italie, du projet Colombus. Comme sur beaucoup d'autres grands dossiers, la coopération franco-allemande constitue l'ossature d'une politique spatiale européenne. Outre les projets communs déjà réalisés en matière de télécommucations (satellites Symphonie) et ceux à venir en télévision directe (IDF1, TV-SAT, qu'Ariane mettra en orbite en 1987), c'est la complémentarité des propositions des deux pays au sein de

l'ASE qui constitue le gage de la soli-dité de leur entente, confirmée par la récente décision de Bonn en faveur de l'étude préparatoire d'Hermès.

Le Royaume-Uni a, depuis quinze ans, surtout porté ses efforts sur les télécommunications: Marecs pour les communications maritimes, Skynet pour les communications militaires, et se retrouve logiquement en situation de leader (avec l'Italie) pour le futur satellite polyvalent de télécommunications européen Olympus, dont le lancement est programmé pour 1988 et auquel ni la France ni l'Aliemagne ne participent. Depuis 1984, Londres a souhaité renforcer sa capacité spatiale en se dotant d'une agence nationale, le British National Space Centre (BNSC), et en s'engageant dans les travaux de définition de la plate-forme polaire pour la météorologie et l'observation de la Terre qui fera partie de Colombus. Par ailleurs, les Britanni-

ques entendent bien être les promoteurs du projet d'avion spatial à décollage vertical Hotol, qui pourrait voir le jour au début du vingt et unième siècle.

En 1987, les Etats membres de l'ASE vont devoir prendre les décisions définitives, aux plans technique, industriel et financier, pour que les engagements initiaux en faveur d'un dispositif européen autonome en matière de vois habités se traduisent en actes. La difficulté principale résidera dans la mise en cohérence, au sein d'un plan à long terme, des différents aspects du dispositif: Ariane 5, Colombus, Hermès et le satellite de relais de données DRS, indispensable à la nouvelle infrastructure spatiale. Outre leur compatibilité technique totale, ces éléments ont besoin de s'inscrire dans un calendrier prévoyant l'articulation de leur déveoppement avec leurs programmes

Mais l'enjeu majeur sera politique, puisqu'il touchera à la définition des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis. La réalisation de Colombus est subordonnée à la signature d'un accord avec les Américains, les négociations ne progressant que très lentement. Le 17 décembre dernier, M. Reimar Lust, directeur général de l'ASE, déclarait à l'issue de ses conversations avec M. James Fletcher, administrateur de la NASA: « des progrès ont été faits à Washington », mais il en faudra bien davantage pour qu'un accord puisse être conclu. Si des garanties suffisantes n'étaient pas obtenues par l'ASE, notamment en matière de libre accès à Colombus par Hermès, de libre utilisation par l'Europe de la station américaine, de protection de la propriété industrielle, etc., traduisant ainsi la reconnaissance par les Etats-Unis de l'accès de l'Europe à l'autonomie spatiale, des décisions stratégiques devraient être prises. De surcroft, le récent et subit intérêt du Pentagone pour la station de la NASA, et sa volonté d'y être « chez lui » (5) pourraient entraîner une remise en question de toute participation étrangère. Il conviendrait, dans ce cas, de dissocier, dans l'élaboration de la politique de l'ASE, ce qui relèverait encore éven-



LE VAISSEAU HUMAIN A LA RENCONTRE DU TEMPS L'aventure et les risques de la comai

tuellement de la coopération avec les Etats-Unis (le module pressurisé attaché à la station spatiale) et ce qui lui incombe en propre : Ariane 5, Hermès, DRS et le module autonome visitable par l'homme (Man-tended free-flyer on MTFF), jusqu'alors partie inté-

grante du projet Colombus, mais qui se transformerait alors en infrastructure orbitale européenne autonome. JEAN MARIE LUTON.

(5) Voix International Herald Tribune, 22 decembre 1986.

JAPON : A marche forcée vers l'autonomie

Par FRANÇOISE PYBARO *

'EFFORT apatial japonais est intervenu avec un temps de retard par rapport à celui des Etats-Unis et des pays européens. C'est seulement en 1969 qu'est créée la NASDA, l'agence spatiale nationale. Le rattrapage est alors très rapide : en cinq ans, par le niveau de ses financements, le Japon passe du dernier au premier rang des pays engagés dans un programme special, si l'on excepte bien entendu les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Cette première phase de développement, caractérisée par une coopération étroite wec les Etate-Unis, s'achève actuellement. Elle s'est traduite par des achats importants de licences et par des accords de coopération entre sociétés japonaises et américaines. C'est ainsi que les lanceurs japonais N1, N2 et H1 ont été réalisés à partir de la fusée américaine Delte. Les extellites de pélécommunicatione CS ont été construits per Ford en coopération avec Mitsubishi, les satellites de téléctifusion BS par General Electric en liaison syec Toshiba, et les satellites météorologiques GMS par Hughes secondé par NEC.

Cette période a été marquée par le développement d'une stratégie de japonisation progressive des différents systèmes, et d'introduction prudente de technologies spécifiques. C'est notamment le cas dens le domaine des lanceurs, avec le développement d'un étage supérieur cryogénique, utilisé avec succès sur H1 en août 1986. Parallèlement, la NASDA a conduit un programme de satellites technologiques, malisés initialement avec l'eide de sociétée américaines puis, eu début des années 80, sur une base totalement

A pertir de 1983 s'ouvre une nouvelle phase avec la définition d'un ambitieux programme à long terme, qui doit consacrer la Japon comme grande puissance spatiale indépendante. Son élément le plus marquant est le développement du lanceur lourd H2, qui merque l'entrée dans une voie totalement nationale et témoigne d'un saut considérable sur le plan des technologies mises en œuvre et des performances. La mise en service de ce lanceur, dont le développement est engagé depuis 1984, devrait intervenir en 1992. Ses performences — de 1,5 tonne à 2 tonnes en orbite géostationnaire avec une marge importante de croissance - le placent en concurrence avec les fusées Ariane 4 et 5. La défi technique est important, le choix japonais s'étant porté sur la technologie la plus sophistiquée : propulsion cryogénique avec moteur à flux intégré.

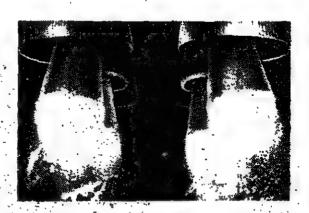
En matière de télécommunications, une nouvelle génération de satellites technologiques (ETS-6) est en cours de développement pour tirer profit des capacités de H2. Là encore, le progrès est spectaculeire puisqu'il y a passage des satellites de classe 350 kg actuels à des satellites de classe 2 tonnes. Une génération intermédiaire (ETS-5), de classe 550 kg, est proche de la mise en service, avec un lancement prévu en 1987. Dans le domaine de l'observation, où il n'est pas encore présent, le Japon se dote également d'un programme propre qui débuters avec un satellite expérimental d'observation des mers (MOS-1) devent être lancé en 1987. Il donnera naissance à deux systèmes opérationnels d'observation des mers (MOS) at des terres (ERS) prévus pour être mis en place en 1991. Compte tenu du haut niveau de compétence de ses industriels de l'électronique, de l'optique et des télécommunications, le Japon devrait donc devenir un concurrent sérieux de l'Europe et des Etats-Unix dans le domaine des applications spatiales, et ce dès le milieu des années 90. L'ensemble de ces programmes devrait se traduire par une ssion substantielle du budget spatiel japonals, qui, en 1986, s'est élevé à 131

Cetta orientation nationale n'implique aucunement une rupture de la coopération avec les Etata-Unis, qui s'engage maintenant dans deux domaines principaux : télécommunications et station spatiale. Pour ce qui est des télécommunications, le gouvernement de Tokyo a fini par autoriser les importations de satellites américains, satisfaisant ainsi à une pressente revendication de Washington. Cela doit se traduire par la mise en service, avent 1990, de deux systèmes privés proposés per des consortiums américano-japonais, à partir de satellites fournis par Hughes et Ford. Le Japon a également répondu avorablement à l'offre de M. Ronald Resgan de participer à la station spatiale, et ce à hauteur d'environ 300 milliards de yens sur la durée du programme. Il s'agnait de construire un module spécifique permettant des expérimentations à l'extérieur grâce à un télémanipulateur. A cette fin, plusieurs groupes industriels ont été mis en place par les grandes entreprises nippones qui manifestant un intérêt particulier pour les applications de le microgravité.

Le Japon n'en restera pas là : il envisage, à terme, des programmes de grande envergure, notamment une navette apatiale qui en est au stade des pré-études de labora-

* Co-anten, d'Didustries et marchés des applications spatiales. Situation mondiale es persentives à dix aux (Eurocouseit, Paris, 1986).

Les nouveaux espaces.



Moteurs d'Ariane, moteurs de missiles stratégiques, moteurs de satellites, composites, traitement d'images.

Société Européenne de Propulsion SEP 24, rue Salomon de Rothschild 92150 Suresnes.

and an experience of the contract of the contr

Cline, de Lines (2) bid on orbite britis g que la détailant de non sur le mar fill min Langua Marcha s est al W OF UR SAFE ... IN SUFFICE Marte dans in some tormances The series MARIO & CO. T. in the besse do mark Wes Days, en Sant

UN POTENTIEL IMPRESSIONNANT

Prudence et ténacité de la

ALAIN DUPAS *

ANS un numéro récent, la revue aérospatiale américaine Aviation Week and Space Technology (1) rapporte que « l'Union soviétique a terminé les premiers essais de sa navette spatiale sur sa plate-forme de lancement de Tyuratam - [le cosmodrome de Baïkonour en Asie centrale].

Grâce à des « fuites » organisées par le Pentagone dans les médias spécialisés, et même à des publications offi-

Ancies auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale, maître de conférences à l'université Paris-XI, auteur de la Saga de l'espace (Gallimard, Paris, 1986).

argent se volatilise, mais rien ne rentre!

L'eau de la Terre aux Terriens!

L'espace est silionné de vaisseaux appartenant à des Récupérateurs qui har-posses les « objets trouvés » (réservoirs largués par les fusées, coquilles, etc.) pour les recycler dans l'industrie martienne. A bord d'un de ces vaisseaux, deux Récupé-rateurs regardent, à la télévision, un sécuteur terries, Hilder, qui prononce un dis-cours démagogique et « xénophobe » comme les habitants de la Lane, de Véran et de

e La Terre a investi sur Mars deux cents milliards de dollars et en a récupéré cinq

Tandis qu'il parlait, l'écran s'était couvert de petits croquis représentant les Récu-

sous forme de minerai de fer. La Lune a reçu cinq cents milliards de dollars dont elle a remboursé un peu plus de singt-cinq millions en magnésium, titane et divers métaux légers. Pour Vénus, c'est encore mieux : la Terre a déboursé cinquante milliards de dol-

lars sans recevoir aucune compensation. Et c'est ça qui intéresse les contribuables - leur

ISAAC ASIMOV

cielles du gouvernement fédéral (2), on sait ainsi que l'URSS prépare une nouvelle génération de lanceurs spatiaux de grande capacité, avec une fusée géante pouvant satelliser plus de 100 tonnes de charge utile près de la Terre, et une navette permettant de transporter des équipages nombreux et des quantités de ravitaillement importantes vers de grandes bases orbitales. De là à imaginer et à affirmer que l'URSS se prépare à entreprendre de très grandes expériences militaires (satellisation de gros lasers pour une - guerre des étoiles ») ou civiles (envoi d'hommes sur Mars), il n'y a qu'un pas, déjà franchi par beaucoup d'observateurs américains ou, plus généralement, occidentaux (3). Que répondent les porte-parole soviétiques quand on

peut les interroger sur leurs grands projets, comme ce fut le cas à Innsbrück, en Autriche, du 4 au 11 octobre 1986. pendant le trente-septième congrès de la Fédération internationale d'astronautique? M. Alexandre Dounaiev, président d'un nouvel organisme appelé Glavkosmos (Direction centrale de la technologie spatiale), qui dirigeait la délégation soviétique, nous a affirmé : · Nous n'avons pas besoin actuellement d'une navette spatiale ou d'une plus grande station orbitale. Le vaisseau de transport Soyouz-TM et la station orbitale Mir, qui va recevoir plusieurs modules complémentaires, suffisent pleinement à satisfaire nos besoins. .

> En fait, il est impossible de faire pleinement confiance en cette matière aux sources américaines ou aux déclarations soviétiques. Les milieux aérospatiaux des États-Unis ont trop intérêt à faire savoir que les Soviétiques vont prendre largement la tête dans l'occupation de l'espace pour fournir des informations tout à fait objectives. Quant à l'URSS, elle entoure ses activités spatiales d'un secret total, et a un lourd passé de camouflage d'échecs et de programmes avortés.

Pour apprécier le programme spatial soviétique, il convient de prendre en considération son mode d'organisation et de fonctionnement, ainsi que sa logique et sa stratégie, qui sont très différentes de celles du programme américain. Depuis son abandon discret dans la course à la Lune en 1969, l'Union soviétique conduit ses affaires spatiales avec prudence et ténacité. La prudence est manifeste dans le choix des objectifs : les vols habités effectués depuis 1971 visent simplement à apprendre à faire vivre et travailler des cosmonautes à bord de petites stations appelées d'abord Saliout et aujourd'hui Mir (ce qui signifie paix). Le module de base de ces stations ne pèse que 20 tonnes, et le vaisseau utilisé pour transporter les équipages de deux à trois personnes, le Soyouz, d'une masse de 7 tonnes, s'apparente bien davantage à la cabine américaine Gemini des années 1965-1966 qu'à l'énorme

navette américaine, avec sa charge utile de 25 tonnes et son personnel allant jusqu'à huit astronautes. La même modestie se retrouve dans les projets scientifiques : l'exploration de Mars par des sondes automatiques, tentée au début des années 70, est apparue trop ambitieuse pour la technologie disponible, et les efforts de l'URSS se sont alors concentrés, avec un succès certain, sur l'étude de Vénus.

Le situation n'est pas différente dans le domaine des applications civiles ou militaires : météorologie, télécommunications, navigation, reconnaissance, écoute électronique, télédétection des ressources terrestres, etc. Toutes ces utilisations pratiques de l'espace ont certes été développées, mais avec des satellites peu sophistiqués, assez lourds et de fiabilité limitée : l'observation civile de la Terre fait ainsi largement appel à des satellites de 7 tonnes, dont les films sont ramenés sur Terre à bord de capsules récupérables, et qui ne peuvent nullement se comparer à des engins comme les Landsat américains ou le SPOT français, qui transmettent par radio, pendant des années, des images très précises.

Des satellites à courte durée de vie

EMPLOI de satellites peu perfor-L mants, à la durée de vie réduite, conduit l'URSS à multiplier les lancements pour assurer des services qui ne dépassent pas, en quantité ou en qualité, il s'en faut, ceux fournis par les systèmes américains (ou européens pour ce qui est des applications civiles) : chaque année, une centaine de tirs spatiaux sont ainsi réalisés depuis les trois bases de lancement soviétiques. Cette situation explique le fait que les activités spatiales de l'URSS sont, de très loin, les premières dans le monde per leur volume (4) : plus de 600 tonnes de charge utile satellisées chaque année, soit trois à quatre fois plus qu'aux Etats-Unis. Elle rend également compte de l'importance de l'industrie spatiale soviétique. qui emploierait, selon des sources américaines, six cent mille personnes (contre trois cent mille aux Etats-Unis) et consommerait 1.5 % du PNB (contre 0,5 % aux Etats-Unis). Ces avantages quantitatifs ne traduisent cependant pas (ou du moins pas encore) une avance réelle de l'Union soviétique sur les Etats-Unis.

La prudence des Soviétiques est peut-être encore plus manifeste dans la longévité de leur matériel spatial. La principale fusée porteuse utilisée est celle-là même qui a mis sur orbite Spoutnik-1, en 1957, et Youri Gagarine, le premier homme dans le cosmos,

en 1961. Elle a, depuis, servi plus de mille cent fois. Le lanceur opérationnel le plus récent de l'arsenal spatial soviétique a été mis en service en 1967 (5). Le Soyouz, qui sert toujours à transporter les cosmonautes, a été initialement conçu en 1962. Le Saliout, dont la station Mir descend directement, a été étudié dès 1969. On est loin de l'obsolescence rapide des engins spatiaux américains. En outre, les engins développés sont exploités au maximum : le Vostok, qui emportait Gagarine en 1961, est à l'origine d'une famille de satellites récupérables qui, pour la reconnaissance, la télédétection, la

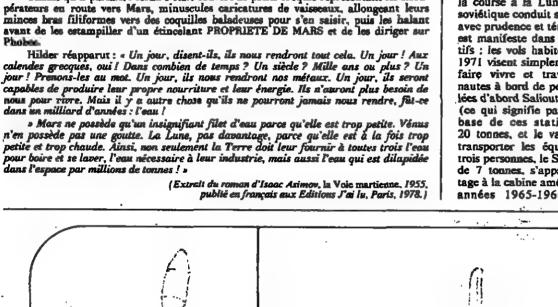
(1) Aviation Week and Space Technology, le décembre 1986.

(2) Dans la livraison de 1986 de la publication annuelle Soviet Military Power, éditée par les preses du gouvernement américain (Government Printing Office), on trouvera un dessin très détaillé de la navette soviétique.

(3) Voir, par exemple, Chris Bulloch, - La capacité spatiale soviétique : une réalisation spectaculaire en vue ? - Interavia, Perspectives spatiales, so 3, automne 1986.

(4) Pour une synthèse des activités spetiales soviétiques, voir Alain Dupas : « Un programme spatial en plein renouveau » ; la Recherche, novembre 1984.

(5) Un nouveau lanceur de capacité movenne (15 tonnes de charge utile nots de la Terre), baptisé SLX-16 par les Américains, serait en cours de mise en service, mais aucune information soviétique n'existe à ce sujet.



INDE: Au service du développement économique

Par MARC GIGET *

'INDE s'est engagée dès 1961 dans la recherche spetiale. Son intérêt militaire initial élaboration d'un missile intercontinental - a rapidement cédé la place à des préoccupations civiles de soutien au développement. Cette évolution a été fondale pour le succès d'un programme qui compte parmi les plus complets au plan mondial, tant par ses réalisations propres que par les actions menées en coopération avec les Etats-Unis, l'Europe et l'Union soviétique.

Seul pays à s'être doté - des 1972 - d'un ministère de l'espace, l'Inde, avec un budget spécifique de plus de 150 millions de dollars pour l'année fiscale 1986-1987, se situe au huitième rang international, nettement devant le Royaume-Uni, l'Italie ou le Canada. Avec ces moyens - qui restent limités par rapport à ceux des grandes puissances spatiales, — elle a réussi à bâtir un programme incluant lanceurs et satellites

Plus de quatorze mille personnes travaillent actuellement au ministère de l'espace. qui encadre et programme le développement à long terme des activités du domaine, et dont dépend l'agence spatiale indienne, l'ISRO, la seconde au monde, après la NASA, en termes d'effectifs. Le programme de lanceur national SLV a abouti, en 1980, au tir réussi du lanceur léger SLV3, réédité ensuite avec succès à deux reprises. Sa version améliorée (ASLV), susceptible de placer 150 kg en orbite basse, est en fin de développement, le premier tir étant imminent.

Das 1989, un lanceur plus puissant, PSLV, pourra placer en orbite polaire des sateifites opérationnels et, en 1992, devrait être mis en service un lanceur à capacité géostationnaire, GSLV. Cas deux lanceurs utiliseront le moteur Viking d'Ariane dont l'Inde a acquis la licence de fabrication. New-Delhi fait par ailleurs largement appel à des lanceurs étrangers, le plus souvent à des conditions très avantageuses. Ainsi, les satellites d'observation Bhaskara-2 et IRS sont lancés par l'organisme soviétique Intercosmos.; Apple, satellite expérimental de télécommunications, a été lancé — en charge complémentaire — sur Ariane, et les satellites de télécommunications insat ont été mis en orbite l'un par une fusée Delta américaine et l'autre par la navette spatiale avant l'accident de

Après avoir réalisé d'importants programmes d'expérimentation des télécommunications spatiales pour l'aide au développement avec des satellites américains et européans, l'inde a mis en place son propre système, insat, en 1983. La première génération de satellites a été achetée aux Etats-Unis mais la suivante sera fournie par l'industrie nationale qui a déjà construit avec succès le satellite Apple, comme elle a produit l'ensemble des stations au soi de réception de télécommunications et de télévision d'insat. L'importance qu'ont les prévisions météorologiques pour un pays sujet à de graves catastrophes naturelles a amené l'Inde à élaborer un système propre de météorologie spatiale, embarqué sur le satellite Insat. Ce système, qui intègre également les données des satellites étrangers, est aujourd'hui l'un des plus performants qui soient, notamment en matière d'alerte avancée des cyclones.

L'impératif de la mise en valeur des ressources naturelles, minérales et végétales, du sous-continent à entraîné très tôt un vif intérêt de New-Delhi pour les satellites d'observation et de télédétection, conduisant à l'utilisation, dès l'origine, des données des satellites américains, notamment de Landsat. Une agence spécialisée a été créée en 1975, et deux satellites d'observation et de télédétection, de conception locale, ont été mis an orbite an 1979 et 1981, soit sept ans avant la mise en place du premier d'observation européen... Trois autres satellites doivent être lancés de 1987 à 1991, et l'Inde s'est par ailleurs équipée pour recevoir les données de SPOT et des nouveaux

En matière d'utilisation des données de la télédétection spatiale, l'effort réalisé est unique au monde ; un institut spécialisé, un réseau décentralisé de diffusion, ainsi que des centres régionaux de formation des utilisateurs et de traitement des données. Comme pour les télécommunications, tous les systèmes au sol sont fabriques en Inde, qui a ainsi développé une spécialisation de haut niveau pour la réalisation d'équipements peu cou-

Directeur d'Euroconsult, société de recherche et d'études économiques sur les industries de ute technologie.

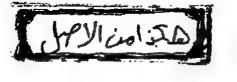
d'application conçus et produits localement.

CHAQUE SEMAINE L'ACTUALITE PROFESSIONNELLE LES TECHNIQUES NOUVELLES LA VIE DE L'INDUSTRIE

abonnez-vous!

A retourner à AIR ET COSMOS 6, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 PARIS FF 815 FF 530 Etranger

Fonction Activité de la Société Code postal Ci-joint reglement par ... chèque ..: mandat _ CCP (La Source 33-741-50 V)



ASPEL SOPHISTIO

A THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART

FAIR

10 10 10 mm

The second of th

100 mg

10 mm = 10 mm

The second secon

A

gen de m

277.22

2020

10000

gental transfer

Pre 2-----

12 2 2 3 4 H

TOTAL MEDICAL PROPERTY.

A 19 19 The same of the same

manager was as

2201 - . .

zimir · ·

in the animinal con

Vivre en apesanter

DATENI BOST #

THE REPORTS

de la

SIONNANT

es es vie

Pile a, depais, servi pias de la foix Le lanceur operationnel de l'arsenai spanat so recome de l'arsenai spanat so recome de l'arsenai spanat so recome de l'arsenai service en transportation de la service de l'arsenantes, a été initialement a creation de l'arsenantes, a creation de l'arsenantes des engins syntams des engins syntams de la comparation de l'arsenante des engins unaniment le qui emportait Gagarine en la l'origine d'une familie de recompérables qui, pour la recompérables qui le recompérables qui, pour la recompérables qui le recompérables qui pour la recompérables qui pour la recompérable de l'arsenaire de l

Spirites Wook and Spire Technology

Pare in Service de 1926 de la publication. Server Militare Parer value maisse de gouvernement intervante de desire de la pouvernement intervante de la pouvernement intervalue de la pavette voi de la la pareira de la pavette voi de la pavette voi de la pavette voi de la pavette voi de la pavette de la pavette

Printer une symbolise des actives par martifiques, som Alan Dapas (coapatial en plan remains (colorde novembre 1934 L'Ajm morreme annocur de co, co-

the Ath bosses of COATSC about 17th and the State of Stat

service Economique

Son entéret multiple de la passe de la pas

Property of the Separation of the Separation of Separation (Separation of Separation o

Marchael au man stère de l'argue de prince des activités du doma e el colo su monde, apres la FASS en la aboute en 1930 du la sussicia domais. Sa vers on amount part de fin de developpement de

Arismo de capación de sales de capación de Arismo dont i capación de capación

common des télégourments de earcheanne premiere Senaration de la production de la production de la comme et de la production et de la production et de la production de la common de la com

Forgate, des danset le locale are se locale de locale

The dorsess of July and Inches

MAIS PEU SOPHISTIQUÉ

stratégie soviétique

recherche biologique et, récemment, l'élaboration de matériaux en microgravité, ont volé plus de six cents fois. Cette approche rend possible une véritable production en série ainsi qu'un amortissement des coûts sur un grand sombre d'exemplaires.

La ténacité est la seconde caractéristique majeure du programme spatial soviétique. Elle a, en effet, été nécessaire pour surmonter d'énormes difficultés technologiques : dans l'étude de Vémis, le premier véritable succès n'est vonu qu'à la dix-huitième tentative, et il a fallu sept ans pour que le programme de station Saliout devienne vraiment opérationnel. Cette persévérance porte ses fruits, et il est frappant de constater à quel point la technologie spatiale soviétique progresse rapide-ment aujourd'hui. Dans le domaine militaire, on peut noter la mise au point de satellites de reconnaissance à transmission radio des images, comparables aux KH-11 américains. En matière scientifique, le succès, en mars 1986, des sondes Vega d'étude de la comète de Halley démontre que l'URSS maî-trise désormais des missions très difficiles, faisant appel à une instrumentation sophistiquée. Les Soviétiques se sentent en mesure de repartir à l'étude de Mars, et ils ont conçu une opération. appelée Phobos, qui commencera en juillet 1988, et qui n'a rien à envier en complexité aux plus belles réalisations américaines dans l'étude des planètes. Dans le domaine des vois habités, les Soviétiques s'apprêtent à entreprendre, en 1987, un vol record de dix mois à

bord de la station Mir. Cette station va progressivement grossir d'ici à la fin de cette décennie par adjonction de quatre gros modules scientifiques, pour devenir aussi importante que la station envisagée par la NASA pour le milieu des années 90.

La démarche très conservatrice adoptée par l'Union soviétique lui a finalement permis de disposer aujourd'hui d'un potentiel spatial impressionnant, qui associe une capa-cité de lancement sans équivalent, même si elle ne repose encore que sur des fusées classiques, et une technologie suffisamment avancée pour mettre en œuvre de façon efficace toutes les applications pratiques de l'espace. Une question se pose cependant : ce poten-tiel est-il utilisé principalement à des fins civiles ou militaires? Les observateurs américains font souvent état de chiffres qu'ils estiment alarmants : plus de 80 % des lancements soviétiques seraient de caractère militaire. Qu'en est-il vraiment? Il est évident que l'URSS, comme les Etats-Unis, utilise largement les satellites pour l'acquisition d'informations et le soutien de ses forces armées. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit cependant d'applications des techniques spatiales, du type reconnaissance ou télécommunications, qui n'ont ancun caractère agressif. Et si l'on tient compte, non pas du nombre des lancements, qui est un mauvais indicateur, mais de la masse satellisée, on arrive à la conclusion que le programme soviétique est à 55 % militaire, soit une proportion inférieure à celle des Etats-Unis.

Une défense antimissile terrestre

ON sait que les Soviétiques, qui mènem campagne contre l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, ont, en particulier, testé et peut-être déployé un système d'interception de satellites en orbite basse. Mais il est aussi certain que ce système est très peu efficace, et que ses essais sont interrompus depuis plusieurs années. En ce qui concerne le développement de systèmes défensifs contre les missiles balistiques (sys-tèmes dits ABM), la position soviétique a été clairement exprimée par le maréchal Akhroméev, chef d'étatmajor général des forces armées de l'URSS: « Nous n'effectuons pas d'études relatives à la création de systèmes spatiaux ABM. Par contre, nous travaillons au perfectionnement des systèmes d'alerte, des moyens de

gation, à la mise en place d'une défense antimissile terrestre dans les limites autorisées par le traité [de 1972] ABM dont nous observons rigoureusement toutes les dispositions (6). »

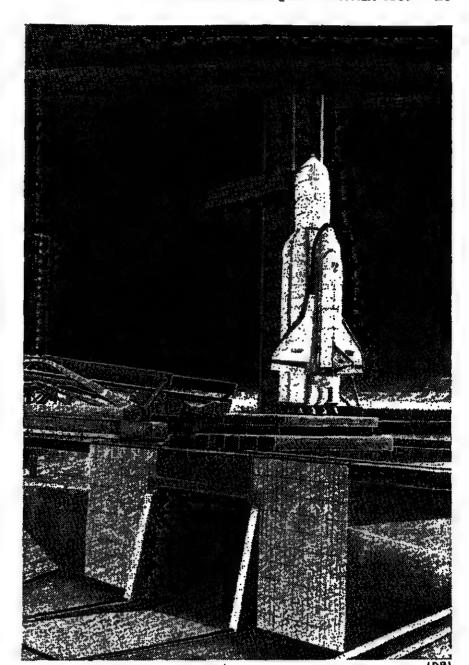
Ces affirmations sont-elles compatibles avec les informations américaines suivant lesquelles l'URSS poursuivrait des recherches et des développements intensifs sur les armes ABM, qu'il s'agisse de missiles, de lasers on de faisceaux de particules? Le traité de 1972 n'interdit pas les recherches sur ces armes, ni même le développement, les essais et le déploiement d'armes fixes basées au soi et constituant une modernisation des systèmes autorisés par ce traité. La situation n'est cependant pas claire pour les armes à énergie dirigée (lasers et faisceaux de particules), qui

une simple modernisation de missiles antimissiles,

Le maréchal Akhroméev affirme que l'URSS ne s'intéresse pas à la création de « systèmes spatiaux ABM ». La mise en place d'armes ABM en orbite est une option technique envisagée par les Etats-Unis dans l'IDS, mais qui n'est pas forcément retenue par les experts soviétiques. Ceux-ci peuvent parfaitement préférer des systèmes basés au sol, et étudier, comme ils le disent, une réplique non spatiale (multiplication des ogives par exemple) au déploiement d'un dispositif ABM dans l'espace. Des informations assez détaillées sur le dispositif soviétique anti-IDS ont été fournies lors d'une conférence de presse tenne à Moscou le 17 décembre dernier (7).

Le développement d'un lanceur géant et d'une navette s'accorde-t-il bien cependant avec la prudence dont les Soviétiques ont fait preuve jusqu'ici? Il n'y a pas a priori de contradiction. Les Soviétiques ont certainement une juste conscience des limitations de leurs moyens de transport spatiaux actuels, en particulier pour l'envoi d'hommes dans l'espace et la récupération de charges utiles. D'autre part, ils mesurent sans doute très bien la difficulté de construire et de mettre au point un véhicule du type navette : une dizaine d'années au moins de développement, suivies de plusieurs années de vols expérimentaux, l'exemple américain étant tout à fait instructif à cet égard. Dans ces conditions, il est normal qu'ils aient réalisé et qu'ils se préparent à tester des moyens de transport spatiaux avancés avant d'en avoir véritablement besoin. M. Dounaev a ainsi raison lorsqu'il dit que les fusées et les vaisseaux actuellement disponibles sont suffisants pour les lancements de satellites, de stations spatiales et de cosmonautes. Mais cela ne signifie pas que les essais de moyens plus performants, qui seront néces-saires pendant les années 90, ne doivent pas commencer bientôt.

Il faudra donc sans doute attendre au moins une dizaine d'années pour que les activités spatiales soviétiques changent d'échelle, avec la mise en orbite de très grandes stations et, peutêtre, des projets d'envoi d'hommes sur la Lune ou vers Mars. Cependant, deux tendances, importantes pour les Occidentaux, vont d'ici là s'accentuer. D'abord l'URSS va certainement ouvrir de plus en plus largement ses moyens spatiaux, automatiques ou habités, à la coopération internationale. Les projets franco-soviétiques ARAGATZ (vol de 1 mois d'un spatio-



LA NAVETTE SOVIÉTIQUE VUE PAR LES SERVICES AMÉRICAINS Un outil déjà prêt pour les grandes stations orbitales de demain

naute à bord de la station Mir) et VESTA (mission conjointe de sondes vers Mars et certains astéroïdes) sont une bonne illustration de cette politique, qui pourrait conduire, vers la fin du siècle, à des réalisations spectaculaires, comme une opération conjointe URSS/Etats-Unis/Europe pour la récupération d'échantillons de sol martien, voire la préparation d'une mission habitée internationale vers Mars. La seconde tendance est la volonté de l'Union soviétique de s'introduire sur le marché spatial international, en proposant des lanceurs, des opportunités d'expérimentation en microgravité et des capacités de télécommunications par satellites. Lors de la récente manifestation Technospace à Bordeaux (8), M. Vladimir Poletaiev, l'un des respon-

cer des satellites géostationnaires de 1 toune au moyen de fusées Proton pour une somme de 154 millions de francs. Un prix inférieur de moitié environ à celui qui serait demandé par Arianespace pour une mission comparable. Il reste cependant un obstacle de taille sur la route de l'URSS vers ce marché commercial : les règles du COCOM, l'organisme intergouvernemental des pays occidentaux qui contrôle les transferts de technologie vers les Etats du bloc soviétique...

ALAIN EUPAS.

(6) Entretien accordé au journal allemand Stern et reproduit dans Temps nouveaux, nº 48, 1986.

(7) Voir International Herald Tribune, 18 décembre 1986.

Vivre en apesanteur?

Par RENÉ BOST *

A gravité set un des fecteurs de l'environnement qui ont le plus marqué l'évolution, la morphogénèse et la physiologie des espèces. Paradoxalement, c'est un de ceux qui ont été le moins étudiés. La vie est une victoire sur le pesanteur. Elle s'est adaptée à se contrainte, elle s'est construire autour de la verticale. Les structures statiques des organismes sont destinées à résister à l'écrasement de l'attraction terrestre. Elles s'adaptent en permanence à se stimulation : sans le collegène, sans le squelette chez les vertibrés, sans le tiesu ligneux chez les cellules animales, le vie se réduirait à deux dimensions.

Les structures dynamiques du milieu intérieur des organismes luttent contre la gravité pour véhiculer, dans les systèmes circulatoires, les substances noumicières et évacuer les déchets. Lors du passage de la position couchée à la position debout, par exemple, le système veineux s'adapte instantanément à l'augmentation considérable de la pression hydrostatique provoquée par la pesantaur. Les êtres vivants sont dotés d'un sixème sens, oublié par les physiologistes : le sens de le verticale, utilisé comme référenties universel pour l'orientation, le stabiité de la viejon, la poursuite des cibles per le regard, l'équilibre postural. La position de l'homme érigé est asservie à la verticale à deux degrés près.

tion de l'homme érigé est asservie à la verticale à deux degrés près.

L'environnement spatial étant caractérisé essentiellement par l'absence de gravité, on ne s'étonnera pas si les astronautes sont affectés, dès la mise en orbite, par de sérieuses perturbations physiologiques appelées « syndrome de l'adaptation spatiale ». Elles se traduisent par une redistribution de la masse sanguine vers le partie supérieure du corps et une absence de stimulation des capteurs de gravité qui provoquent une congestion céphalique, des sensations de malaise, des états nauséeux, une partie calcique, sens conséquences pathologiques toutefois pour des vols courts.

Cette phase aiguë, dite adaptative, est suivie au bout de quelques jours par un état chronique, dit « conservatif » ou « opératif » suivant les écoles, correspondent à l'effacement progressif des mécanismes physiologiques réflexes liés à la pesanteur terrestre et à l'apparition d'un état caractérisé par une nouvelle programmation adaptés à l'absence de gravité. Son installation est préoccupante pour le retour sur Terre après des vois de longue durée. Pour limiter les conséquences fâcheuses d'une confrontation brutale à la gravité, une préparation sérieuse de l'organisme, pour lui « rappeler » les conditions terrestres, est nécessaire avant le retour. Ces phénomènes transitoires témoignent d'une plasticité étonnante des mécanismes neuro-senanteles jusque-là réputés invariables.

Le développement de ces recherches est étroitement dépendant de l'évolution des moyens spatiaux disponibles. La technologie des véhicules habités est loin d'evoir atteint ses limites. La première génération d'angins, Gemini, Apollo, Soyouz, ne permettait pas, fauta de place, de procéder à des investigations significatives en vol. Les stations de deuxième génération, Skylab, puis la navette apetiale américaine, le Saliout soviétique, le Spacelab européen, ont rendu possible l'embarquement d'expériences déjà sophistiquées en sciences de la vie.

ble l'embarquement d'expériences déjà sophistiquées en sciences de la vie.

C'est avec l'evenement des stations de la troisième génération que cas sciences attaindront leur plein développement spatial. Les stations orbitales parmentes et leurs moyens d'accès permettront aux physiologistes aparisux d'aborder dès 1995-2000 la phase opérationnelle de leur excherche. Après arrimage de leurs vaissesux de transport sur les stations, ils pourront procéder à des expériences de longue durée. Ils disposaront d'équipements permanents — adaptés aux conditions statiales — voisins de ceux de leurs laboratoires, avec l'apessanteur en plus. Ce sare le début d'une nouvelle page de la physiologie que l'on pourrait aposter resultationnelle.

* Spécialiste des sciences de la vie au Centre national d'étades spaniales.

GROUPEMENT pour le DEVELOPPEMENT de la TELEDETECTION AEROSPATIALE

(CNES - IGN - BRGM - IFP - BDPA)



_ FORMATION

_ COOPERATION TECHNIQUE

_ DISTRIBUTION D'IMAGES SATELLITES

__ DEVELOPPEMENT DE FUTURS INSTRUMENTS EMBARQUES

18, avenue Edouard Belin 31055 TOULOUSE Cedex (FRANCE) Tél. : 61.27.42.76 61.27.42.80 Télex : 531 081 F UX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques peut compromettre le retour à la démocratie. Alors que son pays doit 26 milliards de dollars aux banques étrangères, Mª Aquino a entamé au début de janvier 1987 de délicates négociations avec le Front démocratique national : ce dernier, s'il a bien accepté une trêve de deux mois, n'en a pas pour autant renoncé à ses exigences radicales de réforme agraire et de justice économique.

Per PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines out parcouru un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos. Une expérience culturelle, voire spirituelle. Par toutes ses dimensions, ce parcours est le passage du rêve de l'unanimité de février 1986 à la réalité des impombrables conflits existant dans ce pays en voie de développement qui sort de la dictature. Dans ce parcours, le pire n'est pas toujours sûr, même si le meilleur est difficile à faire advenir.

L'histoire commence par un assassi-21 août 1983. Elle atteint son paroxysme pendant les quatre jours de la révolution de février. Plusieurs livres philippins (1) en racontent les péripéties. En les feuilletant, le lecteur est frappé par le côté fusionnel, extatique, et religieux de ces quatre journées. Le pays connaissait à la fois l'euphorie et la tension la plus grande : tout pouvait basculer à tout instant dans la violence. Ce moment, unique dans l'histoire du pays, unique peut-être dans l'histoire monde, est la victoire de la nonviolence, du courage et de la foi d'un peuple. Il donne des fondations symboliques puissantes à une nouvelle étape, mais il porte en lui les fragilités et les incertitudes que ces derniers mois ont révélées au grand jour.

M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. M= Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rûle. Mais elle avait pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseillers coml'appui d'une très grande majorité de la population. Dans sa rencontre avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes: la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la gauche et la guérilla.

Les urgences éclataient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à construire, et tout était urgent. Mª Aquino profits des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révo-lutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire les mains libres, à partir de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de hauts fonctionnaires responsables (Officers in charge, OIC) sur tout le territoire, pour remplaces cenx qui avaient été nommés on éius pendant le régime précédent.

Le ministre de l'administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Parti démocratique philippin (PDP) nomma deux mille OIC, un peu trop vite, semble-t-il, 10 % d'entre eux durent être remplacés dans les six mois. Cette précipitation et les bavures qui s'ensuivirent out transformé cet

ancien opposant de M. Marcos en cible privilégiée des secteurs de droite et ont renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des notables

Pour accélérer le retour à un régime constitutionnel, Ma Aquino prit une option décisive : nommer une commission (quarante-huit membres issus de secteurs très divers, dont certains proches de la gauche) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum. Les débats de cette commission, enrichis par une consultation multiforme à travers le pays, aboutirent au dépôt du projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux mois de retard, le référendum aura lieu le 2 février 1987.

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commiss (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle permit de révéler les incongruités de M= Imelda Marcos et le pillage auque s'était livrée la famille du président déchu. Les formalités de récupération de leur fortune avancent à pas de tortue. Un débat public discuta des pouvoirs de la PCGG: ils seraient limités pour ne pas entraver l'économie et éviter la fuite des capitaux, même ceux qui furent illégalement acquis.

Ce processus de purification inquiétait tout particulièrement les anciens proches de M. Marcos, tel M. Enrile, qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune (lorsqu'il était président de la United Coconut Planters Bank) et qu'il a procédé à des trans-ferts massifs de fonds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars dès 1983, plus de 350 millions de dollars par la suite). Des enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son passé. Même s'il reste encore puissant, il n'est pas sûr d'être désormais en mesure de s'y opposer.

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année. Le gouvernement nommé par M= Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques pettes : mesures de justice (augmentation de 10 % des salaires des professeurs, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, attitude de concilia-tion et de négociation avec la guérilla. Cette politique, de gauche par ses aspects sociaux, et pluraliste dans ses fondements, n'a pas reçu l'assentiment

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, dite loyaliste, qui fomenta le coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se constitue actuelle-ment rassemble une partie de l'armée, d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a aucun lieu d'expression, sinon le conseil des ministres. Mª Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite. représentée par M. Enrile, le centre, avec un homme d'affaires comme M. José Concepcion, des techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et des ministres sociaux, comme M. Augusto Sanchez. Ce conseil était une mosalque de techniciens et de politiques de tout bord. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'efficacité non plus.

A partir de septembre 1986. M. Enrile devint très critique à l'égard du gouvernement. Il exprimait le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticommunistes du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Ceux-ci ont monté une opération, « God Save the Queen », qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en mainte-

nant M= Aquino à la tête de l'Etat. Ils n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au sein de l'armée s'est dérobé, volé par le général Fidel Ramos, chef d'étatmajor, qui a bloqué toute tentative de coup d'État en intervenant directement auprès de chaque commandant de

région (dont onze sur douze avaient été

changés depuis février). Le coup d'Etat manqué des 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été concin : M= Aquino se ferait plus ferme dans les négociations avec la guérilla et remplacerait certains de ses ministres. Elle a partiellement répondu à ces dernières exigences en se séparant de deux ministres accusés de corruption, MM. Ernesto Maceda (ressources naturelles) et Rogaciano Mercado (travaux publics), et en donnant un nouveau poste à M. Aquilino Pimentel : ministre conseiller pour les affaires nationales. En échange, le général

Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major sort grandi de cet épisode. Mais, en nommant la général (en retraite) Rafael lleto an poste-clé de ministre de la défense, poste-clé de ministre de la défense, M=s Aquino crée un pont supplémen-taire entre les pouvoirs civil et mili-taire. M. Ileto, homme d'une grande culture et sans ambition personnelle, opposant résolu à M. Marcos (ce qui valut l'exil doré des ambassades de Téhéran et de Bangkok), est à la fois un professionnel de l'armée et un fervent partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidente s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités au prix d'accommodements qui ne touchent pas l'essentiel du principe du retour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, sauf par la gauche. Les Américains sont satisfaits : l'armée reste fidèle et prête à défendre leurs

intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'Inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidente. Tout auréolée de la trêve conclue avec la gauche armée, M= Aquino a probablement aujourd'hai une marge de manœuvre un peu plus large qu'il y a deux on trois mois. Après les menaces de coup d'Etat, les Philippines reviennent donc au jeu politique qui les mènera au référendum du 2 février et, surtout, aux élections législatives de mai 1987 : chaque groupe cherche à se placer au mieux dans cette course. La droite se rassemblera antour de M. Enrile, qui possède encore beaucoup d'appuis dans l'armée. Et M= Aquino est en train de lancer un mouvement, Lakas ng Bansa (Pouvoir de la nation), qui pourrait se transformer en parti politique.

Des industriels réticents

Pour la majorité des cinquantecinq millions de Philippins, le retour au réel se traduit en termes économiques : ils constatent que le changement politique survenu en février 1986 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et

dans bien des bidonvilles. Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population et de l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments ou le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans des décisions toutes récentes, en date du 5 décembre 1986, il confirme ses intentions: dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passera de 16.7 % à 22,4 %.

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe financière et industrielle: pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra attendre l'élection du Congrès en mai. La réforme agraire ne pourra passer que par une loi. Et les industriels investiront lorsqu'ils auront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique des futures assemblées sera déterminante; c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines

dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987.

D'ores et déjà, on peut noter l'extrême réticence des industriels. Habitués à des marges de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'accepte-ront d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils renâclent bruyamment devant les réformes des lois sociales et du droit de grève proposées par le ministre du travail, M. Sanchez, on devant les projets de libéralisation des importations. Leurs vues sur la situation du pays sont d'un simplisme accabiant. Ils ne pensent qu'an rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique : c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances. M™ Aquino a tenté d'agir sur un élé-la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les retombées économiques sont plus lentes. On a même vu le Congrès amé: ricain, tout ému de son contact avec Mme Aquino, voter 200 millions de dol-20277 lars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques nationales avant prévaiu sur l'élan du cœur.

(1) People Power, Manille, 1986, 320 pages, 247 photos.

La gauche militante

Par PIERRE ROUSSET

E Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycot-tage des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de M[∞] Corazon Aquino ayant sanctionné l'échec de cette politique, la direction du PCP a été amenée à qualifier le boycottage de « grave erreur tactique (1) ». Cette autocritique sévère s'est accompagnée de remaniements au sein de la direction du PCP. La signature, en novembre, d'un cessez-le-feu de soixante jours montre que ce parti a tiré les leçons de l'échec et tient dorénavant compte de la popularité de la présidente.

Constitué en 1968, le PCP anime le mouvement dit « démocratique national », courant qui comprend la Nouvelle armée du peuple (NAP), force de guérilla fondée en 1969 ; le Front démocratique national (FDN), clandestin, établi en 1973; et un ensemble d'organisations populaires, légales ou semi-légales, en plein développement depuis la fin des années 70.

Les organisations clandestines se sont considérablement renforcées ces dix dernières années. Le PCP aurait atteint, voilà trois ans, les 30 000 membres et la NAP, les 20 000 guérilleros à « temps complet on partiel ». Le FDN évalue sa « base de masse » (une notion très large) entre 6 et 10 millions

de personnes. Au sein du mouvement populaire, l'influence « démocratique nationale » est grande. La direction de Bayan (acronyme de la Nouvelle fédération nationaliste) est identifiée à ce courant. Coalition d'organisations sectorielles et régionales, Bayan revendique 2 millions de membres. La principale confédération syndicale indépendante, Kilusang Mayo Uno (KMU, Mouvement du I= mai), créée en 1980, forte de plus de 550 000 membres, et le Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

(KMP, Mouvement paysan des Philip-pines), créé en 1985, participent à

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PnB ou Parti du peuple) (2) complète la panoplie des organisations « démocratiques nationales ». C'est la première fois que ce courant, constitué en réaction à l'évolution « parlementariste » du vieux PKP (3), suscite la formation d'un parti politique légal, décidé à s'engager dans la lutte électorale. Lancé par d'anciens déterns politiques et des dirigeants d'organisations de masse, le PnB veut « briser le monopole des classes exploitantes sur le processus électoral et servir d'instrument aux classes exploitées ». Interrogé au sujet des relations entre ce parti et le PCP, M. José Maria Sison a répondu que le PaB - est un parti au caractère démocratique national possédant sa propre intégrité politique et organisationnelle »; ce n'est « ni une extension ni un rival » du PC. « Très clairement, le Parti communiste des Philippines reste le parti d'avant-garde marxistelénististe du prolétariat (4).»

Avec l'expansion du mouvement de guérilla et le développement multiforme du courant démocratique national, le PCP bénéficie aujourd'hui d'une réelle audience. Il peut intervenir sur tous les terrains de lutte et reste la for-

(1) Party conducts assessment, says boycott policy was wrong », Ang Bayan (la Nation, organe claudestin du PCP), mai 1986. (2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), intègre les notions de peuple et de nation. Il est traduit par l'un on l'antre vocable, suivans

les cas.

(3) Le PCP est sé d'un processus de seission-expulsion, en 1967-1968, des rangs du Partido Komunista ng Pilipinas (PKP, Parti communiste des Philippines en tagalog). Formé dans les aanées 30, le PKP avait dirigé le mouvement de résistance Hukbalhap, écrasé au début des années 50. Longtemps sous la double influence de Moscou et de Pékin, il perd tout dynamiame dans les aanées 60, s'aligne sur la politique de l'URSS

mation dominante de la ganche mili-tante. Le fait mérite d'autant plus d'être noté que ce parti revient de

loin (5). Constitué dans le feu de la radicalisation étudiante des années 1968-1972. poussé dans la plus stricte clandestinité par l'imposition de la loi martiale en septembre 1972, il a traversé une période très difficile. En 1974-1975, ses premières bases de guérilla sont détruites - comme dans la province A Property of the Control of the Con d'Isabella, dans le nord de l'île de Luzon - ou réduites à peu de chose. En 1976-1977, ses principaux dirigeants politiques et militaires sont capturés. En 1978, une grave crise politique éclate entre la direction de Manille-Rizae (la région de la capi-Sell and tale) et le comité central à propos, déjà, de la tactique électorale.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais remis d'une telle succession d'épreuves. Le PCP s'est, pour sa part, rétabli en quelques années, grâce à la qualité militante de ses membres et à des réorientations politiques concrètes.

La crise sociale aidant, îl a pu s'enraciner dans de nombreux centres urbains et zones rurales. Il a su s'intégrer au vaste mouvement de masse antidictatorial qui a pris son essor à partir de 1975 dans les villes et engapartir de 1975 dans les villes et enga-ger une collaboration avec les milienx chrétiens.

et signs un «pacte national» avec Marcos en 1974.

(4) Rapport politique par M. José Maria Sison an congrès de fondation du PNB, dactylographié, page 6. M. José Maria Sison est le plus comm des fondateurs du PCP. Président du comité central de ce parti de 1968 à son arrestation, en 1977, il a été libéré après la victoire de Mes Aquino. Il n'a ancane fonction officielle dans le PNB, mais il président la commission préparatoire à sa formation. Il est un pour de référence politique pour de sont-breux militants communistes.

(5) Sur l'histoire du PCP, voir la très intéressante étude d'Armando Malay Jr., «Maoïsme, loi martiale et insurrection aux Philippines (1966-1980)», thèse présentée pour le doctorat de troisième cycle à l'université Paris-VII, décembre 1983.

Track --

Statistics of

54-10 to 12 miles

And the second second

the same of the sa

THE PERSON

The latest

Bert Sance entire

distance for

THE CAUSE

Marajome et christia

CURE THERMALE 1987 Elle sera plus agréable et plus efficace si elle set doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'OCEAN à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la CHAINE THERMALE DU SOLEIL, leader du Thermatiense Français.

64 GREOUX LES BAINS (His-Provence) RHUMAlogie, rééducation, VOIES RESPIRATOIRES, o.r.l. Pneumologie. Thermes tragladytiques caltes, galio-romains (entitiement reconstruits).

07 SAIRIT LAURENT LES SAINS (Hos-Civennes) 34 LAMALOU LES BAINS (Herault) Cévennes Méridionales, 1" Centre Français de rééducation toncaorinette. RHUMATOLOGIE, TRAUMATOLO-GIE, NEUROLOGIE.

66 LE BOULOU (P.-O.). Tout près de la Côte Vermelle. FOIE, VESICULE BILIAIRE, MALADIES DE LA NUTRITION (goutte, disbète) ARTERITE (en cours d'agrément). Thermes neuts.

ANGLE LES LAIM (P.O.). En Foursion, (25-tude de Rome). N° 1 en France pour tratement des VOIES RESPIRATOIRES et RHUMATISMES, O.J.

SE LA PRESTE LES BAINS (F.O.) HI pays cas-lan. La station des VOIES URINAIRES, étaleses, prostate, colles, COLIBACILLOSE. Thermes neufs. Expédition directe eau thermale toute

66 MOLITG LES BAIRS (P.-O.) en Roussillon. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, o.r.l., municis-

21 SARBOTAN LES THERMES (Gets) en Armagnac. Station de la JAMBE MULADE, 1º gisement en Europe de boues thermales naturelles végéto-minérales (domaine de 500 hectares), 1º 1 en France pour traitement des RHUMATISMES et CIRCULATION VEINEUSE, phiébites, varioes, arthrises, arthrises, arthrises. Thermes neufe. arthrose, arthrites. Thermes neufs.

40 EUGERTE LES BAINS (Landes) 1" "village min-caur" de France : anmé par Michel GUERARD. OBESITE, RHUMATISMES, rédducation, colònici-lose, reins, voies digestives et urinaires. Thermes

48 SAINT CHRISTALI (P.A.) HI Béern, Eaux feire-culvreuses uniques en Europe, BOUCHE, MUQUEUSES, dermatologie. Thermes neufs. Expéssion directe de l'eau thermale tous l'année. M. CAMBO LIE BARES (P.A.) Pays besque FHLL-MATISMES, anthrose, arthrites, rééducation, MATISMES, arthrose, arthrites, rééducation VOIES RESPIRATOIRES, o.r.J. Thermes neuts. 17 JONZAC en Haute-Saimonge. FHUMATIS-MES, traumatologie, "philipologie". Thermes neute

Corps médical et paramédical de spécialistes dans toutes les stations. Equipement thermal moderne et exclusif (de 10 à 30 soins différents permettant un traitement complet personnalisé). Possibilité de soigner aimultanément 2 affections (double handicap). Toutes formules d'hébergement.

Document, gracieuse N° 945 (hébergement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la **CHABRE THERMALE DU SOLEIL**, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tèl. (1) 47.42.67.91 +, ou à Britanies : 92, av. Louisa, B. 1050 BRUXELLES. Tél. (19.32) 2.513.76.64

nous de cet avion апобсь 90.

restent à prendre et les objectifs, le du programme vission nationale prestigieuse de responsable de la a remis son rapport con en juillet 1986. La nouver une série de pro-lement centrées sur la qu'elle veut nais Unis, appelés à e exploration et du ia frontière de peroir-faire indus-Felaboration des insejstemes permettant enne l'installation de de l'orbite terrestre, Le Eune aux plaines de

en question », le Monde 1986. Anderson, «Le plus

e: soucieuses de de l'exploitation du de fiction mettaar en per poème lorsque la de spectateurs.

a été perçu e! Hermann Oberth Werein für Raumde Fritz Lang la decide de partir mais un coupie peut ajouter que normattraient de

> in les années 60. a l'apport de la viceur d'anvesta 5 to Conquête de

rent eu une influence Min les Maufrages manufaque parsient 3 colo impressionne et au erne le scenario plant américans et cos-COURS OF LAND MICSION



de me une sérieuse refe liction (SF) les plus acception avec Staniel in beaute des images Turivers. Comment in facciné par la maies et Sereur, mais bien

Tomate on control of the control of te NASA nes dificulté de vivre :

Rheites princesses CHARGE LASET OF CO let des Star Wars Market Mons connue &

de comé 40 miles de remarquible (1981). Ces 1981: 63

OU COOPÉRATION?

de la démarche américaine

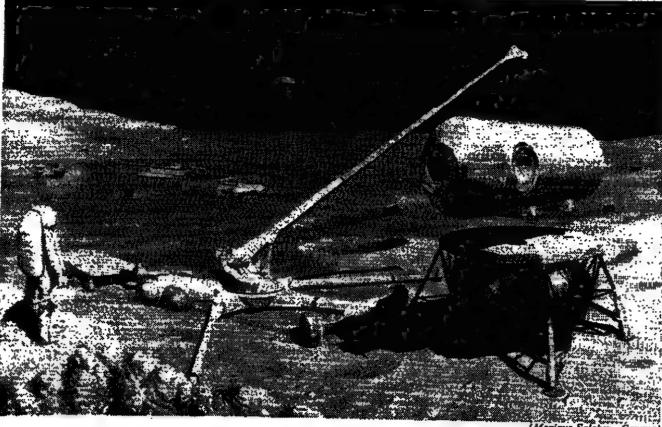
La Commission a préconisé des initiatives vigoureuses pour reconstruire les bases de la technologie spatiale américaine et pour développer des moyens d'accès à l'espace réellement bon marché. Le calendrier qu'elle propose prévoit une première station sur la Lune vers 2005 et les premières bases sur Mars peu après 2020.

Si les Etats-Unis veulent se doter d'une politique spatiale cohérente, il fandra que les objectifs et le plan d'action à mettre en œuvre dans la période 1990-2020 soient intégrés à ane version ou une autre de ce type de vision à long terme. Cela devrait à son tour entraîner des décisions sur l'orientation d'un grand nombre de projets. L'une des questions les plus fondamen tales est de savoir quelle catégorie de programmes de recherche la NASA développera au cours des deux prochaines décennies. La communanté scientifique américaine de l'espace a déjà dressé une telle liste de missions du plus grand intérêt dans l'exploration da système solaire, les sciences de la vie, la physique des relations Terre-Soleil, l'astrophysique, l'astronomie et les sciences de la Terre, que les Etats-Unis à cux seuls ne sauraient y suffire. Parmi les possibilités qui s'ouvrent : une division explicite des activités scientifiques dans l'espace entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et, peut-être, l'Union soviétique ; la collaboration et le partage des coûts pour des missions individuelles de l'un des partenaires cités plus haut, ou bien une décision que prendraient les Etats-Unis de ne pas tenter de conserver une position dominante dans un ou plusieurs

Il y a quelques années, l'un des aspects majeurs de la politique spatiale des Etats-Unis était l'espoir de retornbées économiques à court terme et particulièrement des utilisations de l'environnement en microgravité de l'orbite terrestre. Les éventuelles applications des technologies spatiales ne bénéficient plus aujourd'hui de la même priorité. L'utilisation de la microgravité à des fins commerciales est perçue comme le résultat, à long terme, de recherches à mener dans la navette et la station orbitale pendant les années 90, et non pas comme la principale justification à court terme du programme spatial américain.

domaines des sciences de l'espace.

La mise au second plan des retombées commerciales et de la concurrence



COMMENT LA NASA CONÇOIT SA BASE AVANCÉE DU XXI STÈCLE SUR LE SOL LUNAIRE Un projet grandiose, pour conforter le rêve de puissan

économique ne diminue en rien l'esprit de compétition qui anime la politique spatiale américaine. Après tout, c'est la compétition politique avec l'URSS qui, dans les années 60, donna naissance au programme Apollo. L'utilisation des succès dans l'espace, en tant que symboles de l'excellence technologique et de la puissance nationale, est toujours un des facteurs de première importance qui sous-tendent des programmes particuliers. S'il est vraisemblable que les Etats-Unis et l'URSS en reviendront à un certain niveau de coopération en ce domaine, particulièrement dans l'exploration de Mars par des véhicules non habités, une telle coopération (que ce soit avec les Soviétiques, les Japonais ou les Européens) restera secondaire par rapport aux motivations foncièrement nationalistes de la politique des Etats-Unis.

Ces motivations sont de nature à maintenir les vols habités à caractère spectaculaire au centre des futures activités spatiales américaines. En approuvant le projet Apollo de débarquement sur la Lune, le président Kennedy s'entendit expliquer par ses conseillers, que • dans l'espace, ce qui captive l'imagination des gens, c'est l'homme et pas simplement les machines. Cet avis apparaît tout aussi fondé un quart de siècle plus tard. Le choix d'un objectif à long terme visant à donner une orientation globale au programme spatial américain est actuellement une préoccupation centrale. Il est certain que des équipages humains seront directement impliqués, quel que soit l'objectif final retenu. La station orbitale habitée ayant été présemée comme «la prochaine étape logique », la question qui se pose aujourd'hui est : « Une étape vers

quol? » Bien que cette plate-forme orbitale ait été justifiée comme un laboratoire de recherche dans l'espace et comme une station-service pour satellites, il est généralement admis que sa raison d'être fondamentale est de constituer une base de départ pour des missions humaines au-delà de la proximité immédiate de la Terre. Le retour permanent de l'homme sur la Lune est sans aucun doute envisagé comme la principale étape qui suivra l'installation de la station, et donc comme un objectif pour le début du XXI siècle. Toutefois, la plupart des discussions sur les buts à long terme du programme américain se concentrent inévitablement sur des vols habités vers Mars, suite logique des missions exploratoires d'engins automatiques actuellement prévues aussi bien par les Etats-Unis que par l'Union soviétique.

Fixer, l'exploration de Mars comme visée suprême du programme spatial américain pose plusieurs problèmes. L'un d'eux est que cet objectif est troplointain, aussi bien pour constituer un véritable pôle sur lequel se grefferaient des projets spécifiques que pour susci-ter, de manière politiquement efficace, le soutien de l'opinion publique à des activités à terme plus rapproché. Il n'est pas assuré, en effet, que les Américains soient prêts à accepter l'objectif Mars avant d'avoir repris confiance dans la NASA en tant qu'organisme pleinement opérationnel. Un autre obstacle, sans doute encore plus important, est la probabilité d'une substantielle avance des Soviétiques dans la préparation des vols habités vers Mars. La question se pose réellement de savoir si l'exploration de Mars par l'homme constitue une perspective réaliste pour la démonstration de la suprématie américaine. Sans doute l'interrogation la plus lancinante des hauts responsables américains porte-t-elle précisément sur le choix du terrain où cette suprématie pourrait être affir-

Le dilemme central devant lequel se trouve piacés l'élaboration de la politique spatiale des Etats-Unis pour les décennies à venir est de décider si, oui ou non, la compétition nationaliste demeure une logique politique adé-quate et si la supériorité américaine dans tous les domaines des activités de l'espace est un objectif accessible dans un monde où il ne manque pas d'autres acteurs compétents, et où l'Union soviétique s'est assuré une position dominante dans les vols habités de longue durée. Une autre démarche consisterait à équilibrer le nationalisme et l'esprit de compétition par la nécessité croissante de travailler dans un cadre de coopération. Toutes les puissances spatiales, y compris les Etats-Unis et l'URSS, semblent aujourd'hui admettre que les intérêts nationaux qu'elles poursuivent en consacrant des efforts considérables à l'espace ne pourront être défendus en faisant cavalier seul, et donc qu'une forme ou une autre de collaboration est inévitable.

Trouver le juste milieu entre la compétition et la coopération internationales dans l'espace, tel est bien le défi majeur auquel sont aujourd'hui confrontés les décideurs politiques

JOHN M. LOGSDON.

Dans les revues... Prochains colloques

 L'Association française d'études américaines organise, les 9 et 10 janvier au palais du Luxembourg à Paris, un col-loque sur le thème - LE BICENTE-NAIRE DE LA CONSTITUTION DES ETATS-UNIS. > (Renseignements: Marie-France Toinet, CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

• QUELLE IMAGE LES MÉDIAS DONNENT-ILS DU TIERS-MONDE? », tel est le thème d'un colloque organisé par le centre Varenne le samedi 10 janvier à Paris. (Renseigne-ments: 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tel.: (1) 42-22-18-56.)

· A Paris, le 20 janvier, à l'invitation du Centre de formation aux réalités inter-nationales (CEFRI) aura lieu une journée d'information sur « URSS : L'ERE DE GORBATCHEV. » (Renseigne-ments: CEFRI, 30, rue de Cabanis, 75014 Paris: Tél.: (1) 43-36-04-41.)

 L'Institut d'études politiques de Paris organise, dans le cadre de ses activités de formation continue, un cycle court, les 26, 27 et 28 janvier, consacré à LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE. - (Renseignements: service de formation continue de l'IEP, 213, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: (1) 45-49-50-50.)

• Un séminaire annuel de recherche sur les organisations non gouvernementales débutera le 27 janvier 1987 à 15 heures à Paris. (Renseignements : ORSTOM, 30, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél.; (1) 47-00-96-99.)

Philippe Viannay

Décédé le 27 novembre 1986 à l'âge de soitente-neuf ans, Philippe Viannay fut un résistant de la première heure. Il evait créé dès 1941 le réseau Défense de la France et le journai du même nom. Cette passion pour le journalisme na devait plus le quitter, qu'il collabore au lancement du Nouvel Observateur, puis plus tard du Matin de Paris, ou qu'il fonde le Centre de formation des journalistes (CFJ), qui vient de célébrer son que-

rantieme anniversaire. Toutes see entreprises furent marquies per le apuri de divelopper les relations tetementionales, de la création de l'Association des foyers internationaux (AFI) à l'assistion, à partir de 1974, de le fondation fournelistes en Europe, dopt il grant toujours, au moment de se successionales des propositions de la company de la com general

DEFENSE NATIONALE, M. Gilles Polycarpe, ingénieur de l'armement, explique que l'initiative de défense stratégique de M. Reagan «n'est à proprement parler ni une initiative, ni une défensive, ni une stratégie», mais «un mythe fédérateur, porteur du meilleur comme du pire». (Décembre mensuel, 30 F. — 1, piace Joffre, 75700 Paris.)

E Evaluant les conséquences que l'initiative de défense stratégique peut avoir pour la
sécurité de l'Europe, Alain Carton examine,
dans STRATÉGIQUE, les possibilités
qu'offiriait « une défense aérienne élargie ».
Dans le même numéro, un article sur les
réformes militaires dans la Chine de Deng
Xiaoping. (N° 4, trimestriel, 57 K. — Hôtel
mational des lavalides, 75007 Paris.)

S. Annès avoir rubblé dans un refoident

S Après avoir publié dans un précédent numéro un article sur «le crépuscule de l'internationalisme» dans la politique des

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

que internationale pour la reconstruction

a GLOSSAIRE DE LA BANQUE MON-DIALE (The World Bank Glossary), vol. 1: troisième édition d'un instrument de travail indispensable, pour qui s'intéresse aux pro-blèmes financiers et aux activités pratiques dans le tiers-monde. (Banque mondiale, Washington DC, 1986, 421 pages.)

Bureau international dis travall.

VERS LA PARTICIPATION DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL, per Peter Oakley et David Mersden. (BIT, Genève, 1986, 106 pages.)

• INTRODUCTION A LA PLANIFICA-TION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPE-MENT, par Andres Uthoff et Ernesto M. Per-nia. (BIT, Genève, 1986, 67 pages.)

Fends monftaire international

 IMF GLOSSARY, English-French-Spanish (Glossaire du FMI, anglais-français, espagnol): l'équivalent du Glossaire de la Banque mondiale, dans une conception plus strictement financière. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986,

• AGING AND SOCIAL EXPENDITURE IN THE MAJOR INDUSTRIAL COUNTRIES, 1980-2025 (Le vicilissement et les dépenses sociales dans les principanx pays industrialisés, 1980-2025): des projections à partir des statistiques actuelles qui sans doute influeront sur la définition des choix politiques. (Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, série « Occasional Paper », p. 41,76 pages.)

Etats-Unis, FOREIGN POLICY donne la parole, sur le même thème, à André Fontaine, Lee H. Hamilton (représentant démocrate de l'Indiana) et Brian Urquhart. Pour sa part, Richard S. Weinert, président d'une banque américaine d'investissement, s'appuie sur les « lois du marché», chères aux tenants du libéralisme économique, pour montrer comment elles diminuent le valeur des créances que les banques détiennent du tiers-monde. (Hiver 1986-1987, trimestriel, 5,25 dellars. – P.O. Box 984, Parmingdale, N.Y. 11737-9684, Etats-Unis.)

5 LES TEMPS MODERNES publicat un dossier complet sur « l'Amérique noire » avec des articles très variés sur la politique, la religion, l'économie et la culture de la commu-nauté noire des Etats-Unis. (N° 485, décem-bre, menanel, 60 F. – 22, rue de Coudé, 75066 Park.

SI STUDIA DIPLOMATICA consacre sa deruière livraison à une monographie de Rouain Yakemtchouk sur « l'Europe face aux Etats-Unis ». Un état des relations politiques et militaires, des contentieux économiques et la compétition technologique. (N° 4-5, himestriel, abounement auxuel 3 000 francs belges. — Institut royal des relations internationales, 88, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.)

E «Que se passe-t-il en Angleterre ?», se emande ECONOMIE ET HUMANISME demande ECONOMIE ET HUMANISME dans un dossier de sept articles consacré aux divers aspects de la politique économique de Mª Thatcher. A noter également un article sur « le Japon, l'Europe et le système monémire international. » (N° 292, novembre-décambre, bimestriel, abonnement annuel : 235 F. — 14, rue Autoine-Dumont, 69372 Lyon Collex 08.)

El Deux grands pays industrialisés, la France et le Japon. Deux politiques de coopération. Une stimulante étude comparative à laquelle est consacré tout le dernier numéro de MONDES EN DÉVELOPPEMENT (Nº 53, 1986, trimestriel, 140 F. - ISMEA, 11, ree Plarte et Marie-Curie, 75905 Paris.) 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

El Sons le titre « Panorama de l'Europe de l'Est », c'est une véritable somme de plus de trois cents pages que propose, sur les hait Etats de la région (l'URSS n'est pas comprise). LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. L'évolution économique de chacun de ces pays est exposée; on y trouve également des analyses sur les réalités sociopolitiques, l'intégration dans le CAEM, l'ouverture à l'Ouest, la pénurie énergétique, le niveau de consommation. Un ensemble de statistiques récentes font de ce numéro spécial un indispensable ouvrage de référence, (N° 309-316-311, octobre, mensuel, 120 F. — La Docamentation française, Paris.)

El « Nous sommes tons des Sud-Africains

El « Nous sommes tons des Sud-Africains noirs » : en grand nombre, des hommes politiques, des écrivains et artistes, des universitaires — en majorité africains — s'expriment, dans un cahier spécial de PRÉSENCE AFRI-CAINE, sur l'apartheid en Afrique du Sud. (Cahier spécial, 150 F. – 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

El Les problèmes de l'automilisance alimentaire en Afrique noire et les incidences économiques des flux transfrontaliers claudestins sont deux des thèmes abordés dans AFRI- QUE CONTEMPORAINE. (Octobredécembre, trimestriel, 32 F. - Le Documentation française, Paris.)

E «Richesse et pouvoir au Proche-Orient»: MIDDLE EAST REPORT pre-Orient»: MIDDLE EAST REPURT pro-sente, dans une série d'articles, les transforma-tions des élites associées au pouvoir, sous l'effet de l'essor du capitalisme, dans plusieurs pays, du Marce su Golfe, en pessant pur leraël. (N° 142, septembre-octobre, bines-triel, 3,50 dollars. — Room 518, 475, River-side Drive, New-York, N.Y. 10115.)

E DEFIS AFCHANS s'interroge sur la situation de la résistance et les -caps diffi-ciles - qu'elle doit franchir. (N° 16, nevembre, bimestriet, 20 F. – 24, rue de Challgny, 75012 Paris.

SI La Turquie vient en bonne place, dans le riche sommaire de la REVUE EURO-PÉENNE DES MIGRATIONS, avec trois études consacrées aux migrations de ses travailleurs : changement de destination de flux migratoire au profit des pays arabes producteurs de pétrole, impact des transferts de fonds dans le pays, anquête sur la réinsertion de ceux qui rentrent. (Vol. 2, n° 1, septembre, 85 F. — Université de Poitiers, 95, avenue du Recteur-Pineau, 86022 Politiers.)

E La direction de POUVOIRS n'aurait jamais pu rever pareille opportunité en conce-vant son dernier calaier sur le thème: « mai 68 ». « C'était quoi, mai 68 ? » POU-VOIRS « a d'abord pour ambition, écrit OE- vier Duhamel, de confronter les rénonces à cette question posée par les étudiants d'aujourd'hui ». (Décembre, messard 76 F. -

5 POLITIQUE ÉTRANGÈRE consacre une grande part de son dernier numéro à un dossier nourri sur Tchernobyl, et plus largement sux risques du nucléaire et aux mesures qu'ils exigent. (N° 3-86, trimestriel, 75 F. — 6, rue Ferrus, 75014 Paris.)

B ETHNIES, dans un numéro spécial dirigé par Yvon Le Bot, explique comment la situation politique d'Amérique centrale aggrave la désintégration des communantés et la déculturation des Indiens. (N° 4-5, automne, trimestriel, 60 F. – 16, rue Littré, 75006 Paris.) 19 Un numéro spécial du COURRIER DE

L'UNESCO consacré au Brésil, « géant du XX* siècle ». L'économie et aurtout les diverses facettes de la culture sont passées en revue par une pléiade de spécialistes. (Décembre, mensuel, 3 F. – 7, place de Fontesoy, 75700 Paris.)

E CONCILIUM apporte une sériouse contribution à la connaissance de la théologie de la libération, théologie conque selon l'optique des participents à ce cabler sont des cleres du tiers-monde. (N° 207, six numéros par m., 60 F. — Beauchesne, 72, rue des Saints-Pères, 73007.)



ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

(Suite de la première page.)

C'est sur le terrain financier que Jérusalem et Amman ont commencé leur «lune de miel». Le 17 septembre, pour la première fois depuis la guerre de juin 1967, une banque arabe était officiellement autorisée à rouvrir ses guichets à Naplouse. Autrefois propriété de la Jordanie et de l'Egypte, fermée en 1967 par l'occupant, la Banque Le Caire-Amman, placée désormais sous tutelle israélo-jordanienne, est appelée à jouer un rôle important. dans le «plan quinquennal de développement des territoires occupés » lancé par le régime hachémite.

Telle paraît en effet la pièce maïtresse de la stratégie du roi Hussein. Présenté comme la preuve de sa sollicitude pour ses anciens sujets de la rive occidentale et de sa volonté d'améliorer leurs conditions de vie, ce plan permettrait de « distribuer » en cinq ans une manne de 1.3 milliard de dollars. réduite, fin décembre, à 1 milliard -

fournis pour l'essentiel par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux.

Mais pour quoi faire et à qui? Ce sont là les deux questions posées par la presse palestinienne de Jérusalem-Est. Le quotidien Al Qods rapportait des le mois d'août que l'essentiel des sommes allouées par Amman scrait destiné, non à l'essor de la production agricole (13%) ou industrielle (5%), mais à la construction et au logement (55%), aux services et plus généralement à la consommation privée. Voilà, écrivait M. Kamal Alawneh, chef du département économique de l'université de Naplouse, qui « ôte à l'économie pales-tinienne toute chance de forte crois-sance » et « signifie que le bénéfice du plan sera encaissé par l'économie israélienne et celle des pays occidentaux plus que par l'économie locale, puisque les habitants des territoires occupés dépensent un large pourcentage de leurs revenus pour acheter des produits importés. Ainsi la rive occidentale importe d'Israël 90% de ce qu'elle consomme (3) ».

Le retour des notables

«QUEL est le prix politique que les Arabes auront à payer pour qu'Israël donne son accord à ce plan et que les Etats-Unis acceptent d'en être le commanditaire financier? », demande l'hebdomadaire palestinien Al Awdah. Et de préciser : La Jordanie réalise très bien qu'il est difficile de faire campagne contre un plan visant à améliorer les dures conditions de vie des Palestiniens des territoires occupés et réalise également l'importance d'un soutien accru à son régime parmi les Palestiniens sous occupation. C'est pourquoi son offen-sive politique contre l'OLP et le peuple palestinien prend la forme d'un poing d'acter recouvert d'un gant de velours (4). - Quant aux destinataires des « subventions » jordanoaméricaines, l'homme de la rue ne se fait pas d'illusions à ce sujet, tel Samir, un jeune bijoutier de la vieille Jérusalem arabe, pour qui « l'argent tra bien sur aux vieux notables projordaniens, ceux-là mêmes qui firent régner la loi-d'Hussein jusqu'en 1967 avant que la montée de l'OLP ne les balaye, et qui espèrent ainsi - acheter » à nouveau des partisans parmi les Palestiniens étouffés par la crise économique et désorientés par la division de la résis-

Or ces notables viennent justement - élément le plus visible de l'opérationconjointe d'Amman et de Jérusalem d'être placés par les autorités d'occupation à la tête des principales villes de Cisjordanie, en remplacement des maires favorables à l'OLP éius triomphalement en 1976 et destitués par Israël en 1982. Le premier test s'était déroulé à Naplouse, avec la nomination non sans un discret feu vert de M. Yasser Arafat – de Zafer Al Masri. Le traumatisme suscité par son assassinat en mars 1986, et qui a découragé pour un temps d'autres prétendants, semble surmonté : M. Abdel Magid Zir à Hébron, M. Khalil Moussa Khalil à Ramallah, et. M. Moustapha Tawil à El-Birch, tons trois conservateurs projordaniens mais personnalités de

second rang, out accepté, le 28 septembre. l'investiture de l'occupant. Qualifiée par Israel de « non politique », saluée par le département d'Etat américain, leur nomination a reçu l'agrément de la Jordanie, pour laquelle « il est préférable que des personnalités arabes remplacent des officiers israéliens (5) ». Plus explicite, le ministre jordanien chargé de la Cisjordanie, M. Marwan Dudin, ajoutait que « les projets de ces municipalités seront intégrés dans le cadre du plan quinquennal (5) ». Non moins disert, le ministre israélien Rabin, un « faucon » travailliste responsable - comme ministre de la défense - des territoires occupés, considérait ces nominations comme « conformes à la politique d'Israël, qui consiste à renforcer le courant modéré projordanien et à lutter contre le courant favorable à l'OLP sur la rive ouest (6) ». De quoi alimenter la condamnation sans appel de l'OLP, dont le porte-parole, M. Ahmad Abdel Rahman, évoquait une • conspiration jordano-israélienne contre la volonté du peuple palestinien et ses droits », lançant un appel à « l'union du peuple palestinien en Palestine et à l'exterieur pour y faire face (7) ». De fait, en cette occasion, toutes les com-posantes de la résistance seront unanimes pour condamner la « collaboration » d'Amman et de Jérusalem.

La presse palestinienne des territoires occupés n'a pas tardé à éprouver les effets de cette entente. Certes, elle connaissait depuis longtemps les hourts et malheurs de l'occupation : licences d'impression et de diffusion arbitrairement données, et annulées, au gré des autorités; censure préalable tatillonne; assignations à résidence, voire emprisonnements, expulsions et même « disparitions » de journalistes (8), etc. Mais l'épée de Damoclès, depuis quelques mois, tombe en tranchant net : successivement les périodiques Al Darb (proche du Front démocratique pour la libération de la Palestine), Al Mithaq et Al Ahd (proches du Front populaire pour la libération de la

Stylos

Agendas

Palestine) furent mis à mort, ces deux derniers à la suite d'une déclaration du ministre Dudin leur reprochant de ne pas faire leurs les vues de « la majorité silencieuso». Le rédacteur en chef du quotidien Al Chaab, M. Akram Haniyeh, arrêté début novembre, a été expulsé le 28 décembre, alors que le journal projordanien Al Nahar avait, ini, obtenu l'autorisation d'être publié à Jérusalem et - fait rarissime pour un organe palestinien - diffusé en Cisjordanie... Selon l'hebdomadaire palestinien Al Fajr, « Israël a transmis un message à la Jordante disant que, sur un signal du roi Hussein, les autorités israéliennes étaient prêtes à sévir durement contre la presse palestinienne

et de consolider celui du roi (9) ». Il serait cependant trop simpliste d'identifier les objectifs de ces deux « partenaires rivaux » que sont israël et la Jordanie, chacun animé d'un des-

sein spécifique dans la région. · Par rapport au problème palestinien, la différence entre le Likoud et le Parti travailliste ressemble à celle entre Coca-Cola et Pepsi-Cola », plai-santa un jour Abon Jihad. L'expérience du gouvernement d'union nationale et de la « rotation » intervenue à sa tête à la mi-octobre vérifie pour l'essentiel la justesse de cette boutade. S'ils s'opposent sur la solution à long terme du conflit, l'un attaché à « chaque pouce » d'Éretz Israel, et l'autre plus disposé à envisager un « compromis territorial ». les deux grands partis israéliens, pardelà les munces de leurs tactiques. sont d'accord pour refuser une solution de paix qui aménagerait la coexistence de deux Etats sur la terre de Palestine, enfin partagée dans l'esprit qui animait les Nations unies en 1947. Tous deux sont également opposés à la réunion d'une conférence internationale à laquelle participerait l'OLP aux côtés des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris l'Union

soviétique. D'où un « impératif catégo-rique » : affaiblir la résistance palestinienne, en premier lieu dans les territoires occupés. En attendant une hypothétique - solution jordanienne -, la priorité reste de consolider les faits accomplis, sous convert d'a autonomie ». La collaboration avec Amman concourt à la réalisation de ces objec-

L'économie n'est pas absente de ces visées. Le « plan quinquennal » présente en effet, pour Israël, l'avantage supplémentaire de transférer à la Jordanie, et en définitive aux Etats-Unis, une part substantielle de la charge financière des territoires occupés, tout en offrant, on l'a vu, de nouveaux débouchés à ses produits. Mais la poli-tique reste la préoccupation domi-nante, ce que les dirigeants de Jérusalem ne cherchent nullement à dissimuler. M. Shimon Pérès espère publiquement que la Jordanie utilisera l'occasion pour créer une direction palestinienne de rechange à l'OLP (10) » ; M. Itzhak Shamir précise toutefois qu'e il faut renforcer la présence israélienne dans ces terrinoires... et nous le ferons ! (11) » ; et pour M. Itzhak Rabin, « il ést clair que, sans la Jordanie, il ne peut y avoir de direction locale. Avec la Jordanie. nous sommes en train de créer une infrastructure sur laquelle nous espé rons bâtir une avenir meilleur. La Jordanie, ajoutait-il, n'est pas encore prête à des négociations directes, mais (...) maintenant que nous avons presque la même politique à l'égard de ces régions, je vois une chance de changement dans les territoires (12) ».

La subtile dialectique du ministre israélien de la défense n'est pas dénuée de fondement. Car le roi Hussein dose soigneusement sa coopération avec Israël, préférant d'évidence un accord tacite à l'engagement de négociations officielles. Cette prudence n'est pas sans racines historiques.

Des ambitions hachémites aux réalités de l'occupation

ONSTITUE au début des années 20 et placé sous mandat britannique, l'émirat de Transjordanie nourrit très tôt le rêve de s'adjoindre la rive occidentale du Jourdain, plus riche et plus peuplée. C'est le grand-père de Hussein, le roi Abdallah, qui le réalisa au moins en partie : au lendemain de la emière guerre israélo-arabe de 1948-1949, il annexa les territoires qui aliaient constituer la Cisjordanie.

Quatorze ans plus tard, la guerre de juin 1967 ampute le royaume de sa composante occidentale. Dès lors se forge, chez le roi Hussein, le dessein de « récupérer » la rive occidentale, contre Israël qui l'occupe, mais égale-ment contre l'OLP qui la revendique comme partie intégrante de la Pales-tine. La lutte d'influence entre le roi Hussein et la résistance sera sans merci, en Cisjordanie ainsi qu'en Jordanie, où, en septembre 1970, les forces armées royales écrasent dans le sang les Palestiniens, avant d'expulser l'OLP durant l'été 1971. Après « Septembre noir ». Amman mènera, mais en vain, une bataille à retardement pour conserver la « représentation » des habitants de Cisjordanie.

En 1974, c'est le tournant. L'OLP obtient du sommet arabe de Rabat sa reconnaissance comme « seul représentant légitime du peuple palestinien », et son président, M. Yasser Arafat, s'adresse solennellement à l'Assemblée générale des Nations unies. Le roi Hussein se plie à la décision arabe, et, en 1976, lors des élections municipales, le suffrage universel plébiscite l'OLP en Cisjordanie. L'opposition aux tracta-tions puis aux accords de Camp David accélérera la reprise du dialogue entre les « frères ennemis », avec pour résultats, après la guerre du Liban de 1982, l'accord jordano-palestinien du 11 février 1985. L'ambigulté même du texte, qui reflète l'affaiblissement de la résistance, contenait sans doute le germe d'une rupture de l'accord : le droit des Palestiniens à un Etat n'y est admis que dans le cadre d'une « confédération jordano-palestinienne », et le droit de l'OLP à les représenter ne s'exerce qu'au sein d'une - délégation commune». Après avoir tenté, un an durant, d'imposer à M. Yasser Arafat de nouvelles concessions, le roi Husseln préférera rompre l'union avec la résis-

La marge de manœuvre d'Amman reste cependant étroite. Ses visées sur la Cisjordanie s'opposent évidemment à celles de Jérusalem, qui n'entend pas restituer les territoires dans lesquels, au contraire, la colonisation juive se consolide. Mais traiter ouvertement avec Israël sans lui arracher la restitution de l'ensemble de la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est - présente bien des risques. En Jordanie même, où la majorité des habitants sont Palestiniens, ainsi qu'en Cisjordanie, où la conscience nationale palestinienne demeure vive, sans parler du monde arabe, où, par exemple, la réconciliation du roi Hussein avec le président syrien Assad ne survivrait pas à une telle volte-face. Deruier paramètre : le pourrissement de la situation comporte la menace d'une nouvelle guerre, dont la Jordanie pourrait, cette fois, constituer la principale victime. M. Ariel Sharon ne se fit-il pas un jour l'evocat d'une aventure visant à transformer vraiment la Transjordanle en « patrie palestinienne , afin de « régler » une fois pour toutes le problème ?...

La nécessité de se mouvoir entre ces périls explique l'apparente contradio-tion de la démarche du roi Hussein. D'un côté, il applique son plan pour reconquérir une partie de son pouvoir sur la rive occidentale et de son influence sur ses habitants ; de l'autre. il évite tout pas compromettant. La Jordanie travaille de concert avec Israel, mais réaffirme en toute occasion son refus de négocier directement avec lui. Elle s'acharne à miner les bases de l'OLP, mais répète inlassablement que celle-ci est seule habilitée à parler au nom des Palestiniens. Elle organise l'« autonomie » qu'Israël appelle de ses vœux, mais dit et redit que seule une conférence internationale statuera sur le sort des territoires occupés. Ce double langage avait d'ailleurs suggéré à M. Shimon Pérès une formule originale : « Avec la Jordanie, il n'y a par de négociations, mais il y a des résul-

Ces « résultats » semblent toutefois des plus fragiles, comme le soulignent les manifestations, durement répri-mées, des jeunes Palestiniens de Cisjor-

danie et de Gaza an mois de décembre. Car la réalité de l'occupation israélienne est en contradiction flagrante avec les intentions prociamées, tant par le Parti travailliste que par le Likond, de contribuer à une « amélioration de la qualité de la vie ». Confiscation de terres (14), colonisation (15), exploitation, répression, tortures (16), aucun de ces maux ne sera supprimé par l'engagement accru d'Amman. Au contraire, le risque existe qu'à l'action répressive des autorités israéliennes s'ajoute celle de l'administration jordanienne, également soucieuse de marginaliser l'OLP et ses partisans.

Quant au marasme économique, nul n'ose craire que le « plan de développement » jordanien aidera à le surmonter. Même le dirigeant palestinien de Gaza, M. Rashad Chawa, que sea concitoyens surnomment l'«ambassadeur de Hussein», nous déclarait, désabusé : « On en reste aux discours, il n'y a pas de changements réels. » D'autant que les bailleurs de fonds, tant européens qu'arabes, sollicités par Amman pour financer ce projet semblent aujourd hui

bien réticents (17). La plupart des responsables palestinens estiment que seuls quelques notables déjà gagnés aux visées hachémites bénéficieront concrètement de l'argent promis par le roi Hussein. Selon M. Facz Abon Rahmeh - un proche de M. Yasser Arafat pressenti, avec M. Hannah Siniora, pour représenter les Palestiniens dans la délégation com-mune qui devait être constituée avec la Jordanie - « la majorité des Palestiriens ne croient pas aux promesses jordaniennes, seule une minorité s'apprête à en tirer profit ». Et d'ajou-ter : « Les racines de l'OLP sont profondes, et il ne sera pas facile de les arracher. .

Optimisme de façade ? La révolte de décembre n'a fait que confirmer un état d'esprit déjà signalé par les résultats d'une enquête publiée au mois d'août par Al Fair. Le sondage — le plus représentatif réalisé auprès des Palestiniens depuis 1967 — témoignait d'un rejet massif de l'occupation israélienne et des solutions jordaniennes et d'un attachement profond à l'OLP. M. Yasser Arafat s'y voyait ainsi cré-dité de plus de 70 % des suffrages, contre 3,4 % au roi Hussein, dont le projet ne recueillait que 1 % d'assentiment. La constitution d'un Etat palestinien était pronée par 78 %, 43 % envi-sageant qu'il soit limité à la Cisjordanie et à Gaza. 93.5 % des « Palestiniens de l'intérieur y affirmaient considérer l'OLP comme leur soul représentant (18):

Cette conscience nationale palestinienne s'est nourrie de l'évolution même de la société palestinienne, dont les structures ont été bouleversées durant les vingt années d'occupation. Le prolétariat industriel, en particulier, a crû au point de représenter 40 % de la population active, alors que la paysannerie, eile, voyait sa part réduite à moins de 25 %. D'où un effritement des modes de vie, des mentalités et des valeurs traditionnelles, encore accentué par la scolarisation massive d'une jeunesse nombrense.

. De telles transformations ont entraîné une désagrégation des élites féodales et de leur influence clientéliste, sur lesquelles s'était toujours appuyé le royaume hachémite, tant lorsqu'il intégrait la Cisjordanie (entre 1948 et 1967) que face au nationacoup, s'effondraient les bases d'une possible collaboration avec le nouvel occupant.

C'est dire que les chances d'un condominium israélo-jordanien paraissent des plus minces : ni le passé ni le présent ne plaident en sa faveur amprès des Palestiniens. Or n'est-ce pas eux qui sont concernés au premier chef?

DOMINIQUE VIDAL

(3) Al Qods, 1= août 1986. (4) Al Awdak, 24 août 1986. (5) L'Orient le Jour, 30 septemb

 (6) Maariv. 29 septembre 1986.
 (7) L'Orienz le Jour. 2 octobre 1986. (8) Ainsi le journalista Hassan Abdel Halim disparaissant à l'automne 1985, Quatre-vingts jours plus tard, le 20 décembre 1985, son corps était retrouvé. Le police n'a toujours pas trouvé les compables.
(9) Al Fajr., 28 mont 1986.

(10) Déclaration à la télévision israélie 15 août 1986. (11) Déclarations en Figure, 3 novembre 1986.

(12) Déclarations au Jerusalem Post, (13) Cf. Hauretz, 3 octobre 1986.

(14) Selou le ministre jordanien M. Dadin, 2 768 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la Cisjordanie, aeraient aujourd'imi aux mains des Israéliess.

(15) Le nombre de colons israéliens en Cis-jordanie a dépassé les cinquante mille, sans compter les habitents juifs de Jérusalen-Est (environ quatre-viagt mille).

(arviron quarre-vingt mile).

(16) Amnesty International a réclamé récomment une enquête sur « des allégations de tortures de prisonniers dans les territoires occupés par israél et dans les zones sous contrôle israélien au Sud-Libar ». Communiqué du 16 septembre 1986.

(17) Le Monde, 15 novembre 1986.

(18) Cité par le Monde du 11 septembre 1986.



IRAN, CHINE, TURQUIE, RUSSIE, AFGHANISTAN, KASHMIR, PAKISTAN...

Du magnifique tapis artisanal

au somptueux tapis de grande finesse

CERTIFICAT D'ORIGINE

DÉTAXE A L'EXPORTATION

101, AVENUE DE LA BOURDONNAIS, 75007 PARIS - Tél.: 45-50-40-21+ Métro : ÉCOLE-MILITAIRE

EHRET

GRAVEUR DEPUIS 1879

Tous travaux gravés ou imprimés de : Cartes de visite – Papiers à lettres Faire-part de mariage, naissance, invitations

25, avenne de Tourville - 75007 PARIS - TéL : (1) 45-51-91-90



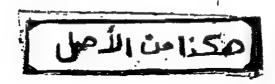
a Un bulletin de références, d'amilyacs et

d'informations sur l'ensemble des pays de Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Un document himenmel sam équivalent, indispensable à tous ceux qui s'intéres-sent à l'évolution ées pays arebes.

Cinq buterins en un sed : Politique – Éco-nomie – Énergie – Armements – Benque, plus des domiers, des appele d'offres, des

 Exists sessi on édition angle NEWS AND REPORTS. « ACTUALITÉ ARABE» est ácinó par le
CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION
ET D'INFORBATION (C.A.D.L.)
Director général : Georges El Rasel
34, avenue des Champo-Élyades, 75008 Paris
Tél. 42-26-41-00 Télex CADI 642.624F

....



ora, pour représenter dans la délégation coma care constituée avec la majorité des Palesij pas aux promesses jorreule une minorite et deur profit ». Et d'ajou-ratines de l'OLP sont proese sera pas facile de les

Facade? La révolte de hir que confirmer un del signale par les résul-connette publiée au moi; Rajr. Le sondage - le inif réalisé aupres de decuis 1967 - ternoignau solutions jordaniennes et est profond à l'OLP Aparat s'y voyait 21751 Cro-70 % des suffrages m ni Hussein, don le Figit que 1 % d'assenti-tation d'un Etat pulote diée par 78 %, 43 % envi-il soit limité à la Cisjordane 5 % des «Palestinien» de eleur seul represen-

palesti poerrie de l'évolution poété palestinienne, dont ent été bouleversées années d'occupation technitriel, en particulier de représenter 40 7 de crive, alors que la par-crive, alors que la par-crive, alors que la par-prod un effricement de mentalités et de solles, encore accentue sessive d'une per

> transformations on ingrégation des élact teur influence chente s'était toujour ine hachémite, ter Le Cisjordanie teste ese face au sations missant. Du meme est les bases d'are lection avec le nouse

> > les chances de ado jordanien partges : ni le passe ni : ca sa faveur augre Or a cat-co pus en can premier chef? DOBBINGUE VIDAL

1988. 30 septembre : 4:5

Stawo, 3 comme

g en Jerusalem P.E. inche, soit près de la mariant aujourd ha m

les cinquante mille, si most jests de Jérusa enti-les mille)

ders dens les terrist

Monde do 11 septemb

La Flandre au cœur de l'Europe

Supplément =

Des atouts réels dans l'ensemble belge

A Flandre, c'est, depuis les révisions de la Constitution belge de 1970 et de 1980, une double réalité institutionnelle : à la fois une région (comme l'est par ailleurs la Wallonie) et une communauté (comme la communauté française). La région couvra les provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, d'Anvers et du Limbourg, et les deux arron-dissements flamends de la province du Brebent ; la communauté comprend en outre les habitants et les institutions néerlandophones de l'arrondissement bilingue de

Bruxelies. Cette double réalité institutionelle n'a toutefois qu'une expression politique unique : un conseil de la communauté fiamande (dit « Conseil flamand ») at un exécutif de la communauté flamande (dit « exécutif flamand ») qui ont des compétances respectivement sembleblee à calles d'un Periement et d'un gouvernement dans des matières qui sont, d'une part, la culture et la formation, la santé et

l'aide sociale pour l'ensemble de la communauté flamande et, d'autre part, entre autres, l'économie, le logement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire pour le région flamande seule : l'énumération de cas mutières est toutalois assortie de nombreuses exceptions demeurant de la compétence de l'Etat

Les comprants complexes qui. de 1970 à 1980, ont mis fin à l'Etat unitaire centralisé du passé sans lui substituer pour autant un Etat fédéral ont conduit à une asymétrie des institutions : face à une communauté française et une région walionna dotées chacune d'organes distincts, et à une région bruxelloise dépourvus d'organes propres, la Flandre donne l'image d'une plus grande cohésion.

Dans l'ensemble belge, la région flamande dispose d'atouts très

son poids démographique (5 630 000 habitants à la data du Par XAVIER MABILLE *

1981), qui n'a cessé de s'affirmet depuis le début du siècle : 50,3 % de la population totale en 1900, 57,2 % en 1981;

 son économia, qui, depuis 1960, a bénéficié davantage que la Wallonie et que Bruxelles des lois d'aide aux investissements, de l'aménagement des terrains industriels et aussi, bien évidemment, de la « maritimisation » de certaines

Pas plus que les autres régions, la Flandre n'a cependant été à l'abri de la crise, qui y a touché des pans entiers de l'économie : textile, construction navale, charbonnages, tous secteurs restés sous l'autorité du pouvoir national et dont le sort - on le voit bien aujourd'hui à propos des charbonnages - peut être facteur de tensions au sein même du gouvernement netional.

Le communeuté flamande est majoritaire en Belgique ; les partis flamends sont majoritaires à la Chambre des représentants et au Sénat ; les sociaux-chrétiens du CVP, qui sont la première force politique de Flandre, sont donc aussi le parti dominant dans l'ensemble belga. Malgré la disposition constitutionnelle qui, depuis 1970, impose la parité entre ministres francophones et flamands, le poids flamand s'affirme aussi au sein du gouvernement national, et l'imagination des autres partis ne va pas jusqu'à concevoir un premier ministre autra que socialchrétien flamand (CPV), même si la possibilité en existe, en pure arith-

Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques à Bruxelles, auteur de l'Histoire politique de la Belgique qui vient de paraître aux éditions du CRISP.

métique parlementaire.

En l'absence de parti à vocation majoritaire, la formation des couvernements obeit en effet à des règles non inscrites, dictées par la nécessité d'associer plusieurs partis au sein d'une même coalition. Or, la hiérarchie des choix politiques est différente chez les électeurs flamands et chez les électeurs francophones. Les premiers placent en tête les sociauxchrétiens (Parti social-chrétien flamand, CVP) avec 34,6 % des voix en région flamande et 8 % à Bruxelles, suivis par les socialistes (SP) (23,7 % et 5 %), les libéraux (PVV) (17,4 % at 4,6 %), les fédé-

ralistes de la Volksunie (12,7 % et 3,4 %), et les écologistes (AGA-LEV) (6,1 % et 1 %). Le classement est différent dans l'électoral francophone, les socialistes (PS) venant en tête avec 39,4 % en Wallonie et 14,8 % à Bruxelles, suivis par les libéraux (PRL) (24,2 % et 26 %), les sociauxchrétiens (PSC) (22,6 % et 9,3 %),

les écologistes (ECOLO) (6,2 % et

5,5 %), les fédéralistes du FDF,

sevilement présents à Bruxelles, y ayant obtenu 10,9 %. Tous ces résultats étant ceux des dernières élections législatives d'actobre

Depuis cette date, la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux, qui s'est maintenue au gouvernament national et à l'exécutif flamand, s'est en outre installée à l'exécutif wallon et à l'exécutif de la communauté française, rejetant dans l'opposition le premier parti

Asymétrique dans ses institutions, la Belgique l'est donc également dans la configuration des rapports de forces politiques.

Enfin, si la communauté flamande est majoritaire en Belgique, elle est minoritaire à Bruxelles, mêma si elle a tenu à en faire aussi sa capitale. C'est d'ailleurs la complexité du fait bruxellois qui constitue la principale pierre d'achoppement d'un règlement global du contentieux institutionnel.



Connaissez-vous un pays qui ait autant le sens des affaires que le sens de la fête?

paysé en arrivant en Flandre. Les gens du Nord premient plaisir à leur travail our ils sevent 🐚 qu'il est bien fait. Dynamisme industriel et esprit novateur alliés à une volonté déterminée pour le commerce international, antent de qualités propres à la Flandre

commerce international, antant de qualités propres à la Flandre qui ne peuvent que vous séduire.

De succèt du Salon biennal "Flanders Technology International," qui prépare sa troisième édition pour 1967, est un vivant témoignage du modernisme flantand, ce qui ne l'empêche pas d'être fidèle à une strique professionnelle base sur le respect de la tradition.

La politique économique du Gouvernement flantand est axée sur la promotect des technologies nouvelles et des centres de recherche de politique économique du Gouvernement flantand est axée sur la promotect des technologies nouvelles et des centres de recherche de politique économique du mue interaction universités entreprises.

La Flandre est l'une des régions les plus dynamiques d'Europe et y parler 3 ou 4 langues est chose courante. C'est sans doute pourquoi avec 70% des exportations de la Belgique, elle réussit ai bien dans le domaine du commerce international.

Cette performance, comment l'expliquer? Peut-être parce que, an coeur de l'Europe, la Flandre incarne à la fois la fiabilité du Nord et la joie de vivre du Sud. Avec son énorme vitalité économique et commerciale, soutenue par un sens de la fête légendaire, la Flandre est à l'image de son temps, propies aux affaires, offizant des possibilités de coopération dans les projets internationaux tels que Eurèka et ceux

Joignes à ces atouts, les avantages de la proximité géographique, bien sur - mais aussi l'affinité culturelle et historique et vous verrez que sens des affaires et sens de la fête vont bien ensemble.

Pour connaître la Flandre, adressez-vous au Ministère, des Relations Extérieures, Convernement Flamand - Avenue Galilée 5 -B-1030 Bruxelles. Belgique. Tal.: (2) 217.58.00. Talex: 26990 Exthet.

B E L G I Q U E Une région à découvrir.

PRÉPARER LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Les moyens de la réussite

Par GASTON GEENS

Président de l'exécutif flamand

EPUIS la réforme de l'Etat belge en 1980, une part importante du pouvoir central a été confiée aux trois communautés linguistiques (néerlandophone, francophone et germanoet Wallonie) et au territoire de Bruxelies capitale.

La Flandre dispose d'organes directeurs qui lui sont propres : un Parlement - le Conseil flamand un gouvernement - l'exécutif flamand - et une administration - le ministère de la communauté flamande. Le Conseil flamand est ment national (belge) élus dans les arrondissements électoraux flamands, et d'élus flamands de ement de Bruxelles. Il choisit parmi ses membres les communauté flamende.

Le gouvernement flamand exerce le pouvoir dans la communauté flamande pour toutes les affaires culturelles, communau-taires et individuelles (personnalisables). Il dispose de compétences exclusives et de moyens financiers propres. Parmi les domaines qui sont de la compétence du gouvernement flamand, il y a lieu de citer que de l'emploi, le sport et la jeunesse, le tourisme, la culture, la promotion sociale, l'éducation, la rééducation professionnelle et la formation permanente, l'environnement, les soins de santé, l'habitat, l'aménagement du territoire, le bien-être et les relations extérieures de la communauté fla-

Le gouvernement national demeure responsable de la politique économique générale et des cinq sectours dits nationaux (acier, charbon, construction navale, verrerie creuse et textiles), de la politique monétaire et fiscale, des affaires étrangères, de la défense nationale, du commerce extérieur, des affaires sociales, de l'agriculture, des questions européennes et de certains aspects de l'enseignement et des moyens de communi-

· Le premier gouvernement ffamand autonome qui prêta serment le 22 décembre 1981 était composé de membres des quatre partis principaux : chrétiens-démocrates, socialistes, libéraux et nationalistes flamands, proportionnaliement à leur importance au sein du Conseil flamand. A la suite des élections d'octobre 1985, le pouvoir est assuré par les chrétiens-démocrates et les libéraux à l'image du gouvernement national; ainsi est appliqué le principe démocratique selon lequel une majorité gouverne tandis qu'une minorité contrôle le politique qui est menée.

On ne saurait dire pour autant que la réforme de l'Etat, réalisée en 1980, ait d'emblée résolu tous les problèmes conflictuels entre la Flandre et la Wallonie. On pourrait même dire ; au contraire. En raison d'une délimitation peu précise, de nombreux problèmes demeurent litigieux même si, la crise économique aidant, le problème spécifiquement linguistique est petit à petit passé à l'arrière-plan.

L'exécutif flamand e toujours soutenu et encouragé les politiques résolues de redressement et ement du gouvernement national. De même, il a touiours réclamé une application correcte de la réforme de l'Etat, afin que les Flamands et les Wallons puissent disposer des instruments nécessaires pour agir, chaque communauté à sa manière, sur une situation macro-économique en cours de redressement, et pour déterminer quelles sont leurs propres prio-

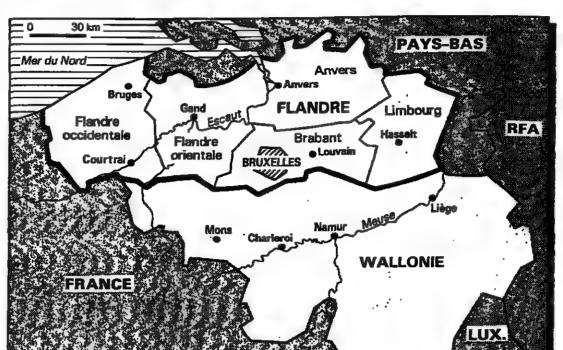
C'est la raison pour laquelle le gouvernement flamand a mis en route, à partir de 1982, l'action en feveur de la troisième révolution industrielle en Flandre. Il entendait ainsi aider au rétablissement de l'activité économique et à sa consolidation, tout en préparant

Avec la collaboration des partenaires sociaux, employeurs et travailleurs, de nouvelles structures ont été projetées pour parvenir à un avatème de concertation sociale été réalisé en rapport avec la politique d'aide aux entreorises en difficulté - ce qui évita à l'exécutif flamand d'utiliser les moyens réduits dont il disposait à seule fin de maintenir en vie des entreprises condamnées — et pour la mise en place d'une politique représentative en vue d'écarter les difficultés nement d'entreprises fiables.

Le Comité flamand de concertation économique et sociale, où se retrouvent le gouvernement et les partenaires sociaux, est pervenu à un accord sur la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'emploi, sur la création d'un fonds budgétaire en faveur de la recherche industrielle appliquée, et sur la transformation du Conseil régional économique pour la Flandre en Consell socio-économique de la

Cette conviction du gouvernement flamand que la Flandre peut jouer un rôle de premier plan dans la troisième révolution industrielle se fonde sur le fait qu'elle dispose des atouts nécessaires pour se mesurer avec succès à la concusrence. Ces atouts ne pourront qu'intéresser les investisseurs

Située entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la France, les Pays-Bas et le Luxernbourg, la Flandre occupe une place centrale en Europe et constitue ainsi un carrefour politique, économique at commercial. Ce n'est certes pas par hasard, que Bruxelles est devenue, de fait, la capitale de l'Europe et qu'elle a été choisie comme siège des institutions les plus importantes de la Communauté européenne.



AU NORD DE LA BELGIQUE, UNE POSITION GÉOGRAPHIQUE PRIVILÉGIÉE.

Tirant profit de sa position géographique, la Flandre est parvenue à devenir une plaque tournante du commerce et de l'industrie. Avec 57 % de la population belge active, elle assure 62 % de la production industrielle totale de la Belgique et 70 % du volume de ses

Les trois principaux ports belges sont situés en Flandre : Zeebrugge est en pleine expansion tandis que, depuis l'élargissement du canal vers l'Escaut, le port de Gand est accessible aux navires de 80 000 tonnes; quant & Anvers, avec plus de vingt mille entrées de navires par an, son port est, après Rotterdam, le deuxième d'Europe et le troisième dans le monde. Dans un rayon d'à peine 300 kilomètres, l'arrière-pays du port d'Anvers comprend Paris, le Nord de la France, le Sud de l'Angle-terre, les Pays-Bas et la Ruhr. Ces

ports sont reliés à un important réseau ferroviaire, fluvial et routier. Malgré une réduction récente, le réseau ferroviaire belge est encore. avec 130 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés, le plus dense du monde.

Le réseau d'autoroutes, à raison de 43 kilomètres per 1 000 kilomètres carrés, vient en densité à la deuxième place dans le monde, après celui des Pays-Bas. Mais si l'on ne prend pas en compte la Wallonie, moins peuplée, le réseau routier de la Flandre arrive aisément en tête. De gros efforts ont été également fournis pour moder niser la circulation urbaine.

De même, avec son réseau fluvial (50 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés), la Belgique occupe la deuxième place dans le monde, après les Pays-Bas.

Zaventem comme séroport riatio-

Le transport aérien joue également un rôle important, avec nal, à moins de trois quarts d'heurs de route d'Anvers et de Gend, et avec Brucargo pour le fret série desservant daux cents destinations dans le monde entier.

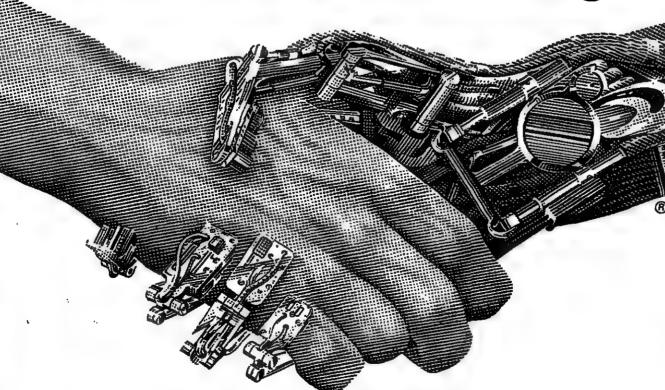
En outre, la Flandre dispose d'un grand nombre se sites industriels bien équipés et aisément

Avec son réseau étendu d'éta bilssements d'enseignement primaire, secondaire, universitaire et post-scolaire, la Flandre ne manque certes pas de main-d'œuvre qualifiée. La productivité y rejoint d'ailleurs le niveau élevé de celle de l'Allemagne fédérale et elle continue de croître.

Avec dynamisma et confiance. la Flandre est prête à saisir toutes les occasions qui s'offrent à elle en adoptant une approche créative, gerante du succès, face aux nombreux problèmes que posera le vingt et unième siècle.



Les technologies nouvelles, toutes les technologies nouvelles, et rien que les technologies nouvelles.



Flanders Technology International - F.T.I. Le plus grand salon de la technologie. Le point de rencontre par excellence de la

matériaux. Les technologies nouvelles y parlent affaires. F.T.I. en est à sa troisième édition. Et le salon passe en excellents de l'édition '85 : 800 exposants venus de 35 pays. 204.000 visiteurs, dont 117.000 professionnels, un Technology contacts commerciaux par participant.

Flanders Technology International aura lieu du 11 au 17 mai 1987 à Gand. Il constitue le point de départ idéal pour le développement, la commercialisation et la mise en application des produits nouveaux et des idées nouvelles. F.T.I.: un rendez-vous à noter dans votre agenda. Une date à graver dans la mémoire de votre ordinateur. Quoi qu'il en soit ;

un rendez-vous à ne pas manquer.

Le salon Flanders Technology International 1987 a été retenu par le Ministre français du Commerce Exterieur au programme du comité français des manifestations économiques à l'étranger. Cette manifestation fera donc l'objet d'une participation offic française afin de faciliter l'organisation et la promotion des sociétés françaises exposantes. Le CFME en liaison avec les organisateurs de Flanders

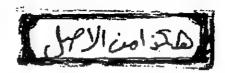
Technology International 1987 se tient à disposition des entreprises françaises qui souhaitent connaître de façon les conditions de participation a cette manifestation.

flanders technology

Salon international des technologies nouvelles

	O	0	
		0	
Je souha	ite connaître le	e modelitée de	
EU SOUUT	riangers rech	krology interna	ational" au
travers d	e la participation	officielle fran	Caise

Je souhaite connaître les modalités de participation au salon "Flanders Technology International" au travers de la participation officielle française.	חנ
Société :	_
Adresse :	
Téléphone : Telex :	_
Produits fabriqués :	
Nom du responsable :	_
Bulletin réponse à retourner au :	3
CFME - Atelier B.T.P Machine outil	5 700







à la culture française

Par MARCEL DE GRÈVE *

ONFRONTÉS depuis les premiera Capétions (Xº-XI siècles) à l'influence de la France, les Flamends ont manifesté et continuent de manifester son égard une attitude ambique, faite de rancosur et d'estime. À chaque moment de son histoire, en effet, la Flandre s'est trouvée en présence d'une culture française dominante, et souvent dominatrice... Lors du démembrement de l'Empire carolingien (843), il ne fut pas tenu compte eu domaine linguistique germani-que et ce qui allait devenir le comté de Flandre fut attribué à Cherles le Chauve. Par la suite, ni la « période bourguignonne » (1384-1482), ni le règne des Habsbourgs ou la réunion de la Handre aux Pays-Bas, espagnola d'abord, autrichiens ensuite (XVI-XVIII siècles), ne modifièrent cette situation, pas plus, évidem-ment, que ne le fit l'annexion à la France de la Révolution (1795-1813). Actuellement, le monde francophone est, par l'Intermédiaire des Belges de langue francaise, le partenaire le plus voisin du peuple flamand.

Cas données historiques ont contribué à créer une situation paradoxale dans la mesure où l'apport français s'est imposé comme un des facteurs constitutifs de l'identité culturelle flamande. Ce n'est certes pas en vain que les régions qui allaient devenir la Flancke furent romanisées jusqu'à l'arrivée des Francs saliens : ce n'est pas sans en tirer quelque bénéfice que la Flandre a dépendu, durant de longs siècles. de la couronne de France et que sa culture s'associa à une littérature voisine dont les manifeststions devenalent de plus en plus prestigieuses, à telle enseigne qu'Auguste Viatte a pu dire que, « de toute la littérature française hors de France, celle de Belgique (à lequelle la contribution flamande fut longtemps détermimante)-apparaît- la plus riche-st-la pius vigoureuse ».

de promotion sociale

Encore convient-il de considérer la situation particulière des écrivains flamands de langue franbourgeoisie francophone qui, pour des raisons économiques et as tout autent que par la langue même qu'elle parlait, était complètement coupée du peuple. Ce qui unit un Georges Rodenbach, un Georges Eakhoud, un Emile Verhaeren à la Flandre, c'est une espèce d'attachement romantique à une terre, à un pays et à sa nature, à un passé historique et artistique, voire à ce que l'on pourrait appeier l'«âme» du pays flamand, et aussi à son peuple, mais seulement dans la mesure où ce peuple fait partie

Car la présence de la langue française a, très tôt, été exploitée sur le plan social : grâce au rempert que constitueit son ueage, le noblesse et la bourgeoisie flamandes pouvaient se distinguer du reste de la population pour préserver leurs privilèges. Aussi le français acquit-il une aura de prestige jusque dans les couches ples moire privilégiées, voire les plus défavoriéées, de la popula-tion, jusqu'à devenir un moyen de promotion sociale, principalement dans les villes. Ainei Bruxelles, simple résidence ducate sous les ducs de Bourgogne, s'affirma de plus en plus comme métropole commerciale, politique et culturelle et subit dans le même tempe, surtout depuis le début de ce siècle, une repide francisation, au point de se transformer en une

enclave à large mejorité francophone en territoire flamand. Cette francisation fut très mal reçue par l'ensemble de la population flamande qui, les mouvements de revendication socials aidant, exerça une pression de plus en plus forte pour obtenir le respect

Vers la fin du siècle dernier, le ressentiment de la population flamande à l'égard de la bourgeoisie francophone se mua progressivement en hostilité à tout ce qui se rapportait à la culture française. Cette hostilité était encouragée par l'Eglise catholique (dominante), qui craignait la propaga-tion des idées de la Révolution. La méfiance s'étendit naturellement à la communauté de langue française de Belgique, en Wallonie et à Bruxelles, les différences avec cette communauté étant execerbées per l'affet de proxi-

Contre la bourgeoisie francophone

Aujourd'hui, la Flandre se trouve dans une situation dont le caractère diglossique a ceci de particulier que la langue de prestige, le français, est minoritaire, zant du point de vue du nombre de ses locuteurs que de leur poids économique. Pour les jeunes Fiamands, le problème est simple : pourquoi consecrer une bonne partie de leur temps et de leur énergie à apprendre une lanque «étrangère» qui n'a pas la diffusion internationale de telle autre langue, par exemple l'anglais? Et leur attitude envers tout ce qui est français se durcit dans la masure où les francophones beiges, qu'ils soient wallons ou bruxellois, affectent volontiers une attitude de mépris à l'égard de la langue de civilisation propre aux Flamands, le

-On-n'est-pas-près d'oublier, en-Flandre, que la conquête d'une identité propre n'e pu se réaliser qu'après des combats parfois âpres. Ni qu'il a, par exemple, fallu de longues luttes pour obtenir que l'université de Gand fut enfin «fiamandisée», par la loi de 1930. Jusqu'à cette date, en effet, seuls les fils de la bourgeoisie francophone avaient accès à un enseignement universitaire non confessionnel, l'université catholique de Louvain, usant de son statut d'établissement libre, avant organisé des cours en nécriandais bien avent catte époque.

Mais ces combate ont porté teurs fruits. Et, du même coup, l'hostilité à l'égard de la langus et de la culture françaises s'est graduellement estompée. En s'affranchissant de la tutelle francophone, les Flamands se sont libérés de leur sentiment de fruetration. Seule demeurs une susceptibilité à l'égard de leurs compatriotes francophones lorsque ceux-ci affichent une attitude de mépris, sinon d'hostilité, envers la langue et la culture flamandes. Mais ce réflexe de défense ne se manifeste pas, ou ne se manifeste plus, contre la cuiture frencaise comme telle : on lit davantage de livres français en Flandre qu'en Wallonie. En témoignent aussi l'intérêt des Flamands pour la vie culturelle et politique de la France, leur goût pour la gastronomie et les vins français. Manifestement, l'amaigame entre les francophones de Belgique (et plus spécialement les membres de la bourgeoisie francophone de Flandre) et la culture française proprement dite semble appartent au passé. L'ouverture d'esprit, caractéristique des Flamends, a pris le

ENTRE LA TRADITION ET LA RÉNOVATION

Les mutations dans l'enseignement

L existe actuellement en Flandre deux types d'enseignement secondaire : le rénové et le traditionnel. La filière rénovée a été introdulte par une loi-cadre en 1970 (un an après avoir été mise de la Balgique). Elle était destinée à se substituer progressivement au secondaire traditionnal, considéré comme élitiste et arriéré dans une société changeante et en pleine expansion. La secondaire rénové comprend trois cycles de deux ans chacun. Le premier, dit d'observation, est à 90 % commun pour transition entre l'école primaire et l'école secondaire et à éviter des spécialisations prématurées à l'âge de douze ans. C'est pourquoi on ne trouve, à ce niveau, aucune différenciation entre études générales, techniques ou professionnelles. Les options (latin, sciences, etc.) n'apparaissent que dans le deuxième cycle, dit d'orientation, et surtout dans le troisième, mais des passarelles sont possibles jusqu'à la quatrième année

Inspirée par le mouvement de démocratisation de l'enseignement des années 60, la réforme, qui a débouché sur le secondaire rénové. s'articulait autour de quatre principes constituant autent d'actes d'accusation contre le secondaire traditionnel: rattraper le mouvement de la société, garantir le développement intégral de l'individu, donner des chances égales à chacun, retarder le moment des choix définitifs. Beaucoup d'espoirs étaient ainsi placés dans les changements de structures, les mentalités étant consées suivre automatiquement. Il s'agissait de

Par EDDY BONTE * la population pour qu'en surgissent les cerveaux nécessaires à la construction d'une société déjà qualifiée de post-industrielle, et fondée sur l'esprit d'équipe, l'effacement de la séparation stricte entre travail manuel et travail intellectuel, et un idéal de promotion sociale faisant fi des avantages liés à le naissance. C'était l'époque où la Flandre jetait les beses d'une économie florissante (devançant jamais atteint son stade de dével'autre partie de la Belgique) et loppement actuel. donnait la priorité à la mobifisation at à l'exploitation de sa seule véritable ressource naturelle : la matière grise. En fin de compte et sans que ses promoteurs s'en soient véritablement apercus - la filière rénovée s'est surtout consacrée au traitement des déficiences. comme en témoignant les cours de

Le regain de faveur des années 70 pour les théories de la « différence » allait apporter de l'eau au moulin de la filière traditionnelle. Certes le secondaire ránové a été imposé, en 1975, aux écoles d'Etat, et le système public des communes et des provinces l'a également adopté, Mais l'enseignement catholique flamand a toujours fait preuve d'une attitude équivoque à ce sujet : la moitié des écoles catholiques (qui accueillent les deux tiers des élèves du secondaire) restent attachées à la filière traditionnelle, et reprochent à sa concurrente de procéder à un niveliement par le bas, de maintenir les meilleurs élèves dans l'antichambre du cycle d'observation où ils perdent leur temps, d'offrir des options incohérentes et ne débou-

rattrapage, l'année d'adaptation,

les passerelles, etc.

chant sur rien, et, enfin, de coûter trop cher sans pour autant décerner des diplômes supérieurs à ceux qui existaient auparavant. Le système traditionnel et la réseau catholique en général sont plus élitistes et fiers de l'être. Ils se font les champions d'une éducation de qualité, sans craindre de revendiouer des valeurs culturalles et pédagogiques sans lesquelles, è leurs yeux, la Flandre n'aurait

Une troisième filière

Le ministre de l'éducation pour la partie néerlandophone de la Belgique, M. Daniel Coens, a récemment préconisé la création d'une troisième filière pour l'enseignement catholique, qui réaliserait la fusion entre le rénové et le traditionnel. Si elle se mettait en place, il est à prévoir qu'elle serait égale ment implantée dans l'enseignement d'Etat, bien que celui-ci ne connaisse que le rénové et n'ait donc rien à voir avec la discussion en cours dans le réseau catholique.

L'enseignement supérieur flamand comprend trois filières distinctes : le non-universitaire court (de deux à quatre années), le nonuniversitaire long (de quatre années et reconnu de niveau universitaire) et, enfin, les universités proprement dites. La loi d'expansion a fait proliférer les établissements univesitaires à partir de 1970 pour satisfaire aux besoins de démocratisation. La Flandre en compte maintenant neuf, les derniers-nés étant surtout des ins-

titutions offrant seulement le premier cycle, à l'exception de l'institution universitaire d'Anvers (UIA) qui organise les deuxième et troisième cycles pour deux autres établissements locaux de premier

Cette démocratisation quantitative a surtout respecté les équilibres linguistiques et idéologiques du pays, dotant chaque province d'une université au minimum. Le Limbourg, par exemple, a donc vu s'implanter une institution universitaire pluraliste (c'est-à-dire ni catholique ni d'Etat) pour contrebalancer la filiale de l'université catholique de Louvain à Courtrai, dans cette autre province oubliée qu'est la Flandre occidentale. Malgré cet effort, la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur marque le pas, les étudiants des milieux défavorisés étant moins nombreux depuis le début de la crise économique.

Paradoxalement, c'est la filière non universitaire courte qui a connu le plus de succès en attirant les enfants issus des couches sociales les plus modestes qui, en théorie, auraient dû pouvoir accéder à l'université. Une université qui a d'ailleurs peu changé, ne s'adaptant pas au profil des élèves venant du secondaire rénové et ne démocratisant pas son fonctionnement interne. Les entreprises flamandes de pointe n'offrent que des débouchés limités aux diplômés du supérieur, et les universités proposent maintenant des études de troisième cycle aux détenteurs de diplômes d'une autre discipline, l'acquisition de ce deuxième diplôme devenant un atout de plus en plus important dans la recherche d'un emploi.



LA KREDIETBANK

La grande banque belge clairvoyante et dynamique. La banque aux innombrables relations dans le monde entier. La banque qui prouve chaque jour qu'elle est, pour vous aussi, le partenaire idéal.

Siège Central: Rue d'Arenberg 7 Tél.: 02/517.41.11

B-1000 Bruxelles Télex: 24.078 kbadmi b

Succursales, bureaux de représentation, filiales et sociétés sœurs en Australie Brésil Espagne Etats-Unis Hong-Kong Irlande Japon Luxembourg Mexique Pays-Bas République Fédérale d'Allemagne Royaume-Uni Suisse, etc



e trançaise.

EGIFE

line de trois quarts d'heut

Arwers et de Gand e

acargo pour le fret aénen

elite la Flandre dispose

nd nombre se sites indis-

est cents destination

écupés et asémen

récesu étandu d'éta

indara, universitare e

d'enseignement pr

in Flandre ne man-

pas de ma:n-d'œuve

e productivité y repre

parveeus élevé de celle

ne fédérale et ele

entrerne et confiance

est prête à saisir tous

or qui s'offren: à elle e

per approche créana

mes que posera t

Pour ses lecteurs résidant à l'étranger

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 T4L:42-47-97-27

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines ont parcoura un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos. Une expérience culturelle, voire spirituelle. Par toutes ses dimensions, ce parconrs est le passage du rêve de l'unanimité de février 1986 à la réalité des innombrables conflits existant dans ce pays en voie de développement qui sort de la dictature. Dans ce parcours, le nire n'est pas toujours sûr, même si le meilleur est difficile à faire advenir.

L'histoire commence par un assassinat an bas d'un escalier d'avion, le 21 août 1983. Elle atteint son oxysme pendant les quatre jours de la révolution de février. Plusieurs livres philippins (1) en racontent les péripéties. En les feuilletant, le lecteur est frappé par le côté fusionnel, extatique, et religieux de ces quatre journées. Le pays connaissait à la fois l'euphorie et la tension la plus grande : tout pouvait basculer à tout instant dans la violence. Ce moment, unique dans l'histoire du pays, unique peut-être dans l'histoire du monde, est la victoire de la nonviolence, du courage et de la foi d'un peuple. Il donne des fondations symboliques puissantes à une nouvelle étape, mais il porte en lui les fragilités et les incertitudes que ces derniers mois ont

révélées au grand jour. M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. M Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle avait pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseillers compétents et surtout, la confiance et l'appui d'une très grande majorité de la population. Dans sa rencontre avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes : la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la ganche et la guérilla.

Les urgences éciataient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à construire, et tout était urgent. M= Aquino profita des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révo-lutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire les mains libres, à partir de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de hauts fonctionnaires responsables (Officers in charge, OIC) sur tout le territoire, pour remplacer ceux qui avaient été nommés ou élus pendant le régime précédent.

Le ministre de l'administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Parti démocratique philippin (PDP) nomma deux mille OIC, un pen trop vite, semble-t-il. 10 % d'entre eux durent être remplacés dans les six mois. Cette précipitation et les bavures qui s'ensuivirent ont transformé cet

Of GREOUX LES BAINS (Hie-Provence) PHUMA-

TISMES, arthrose, arthries, sciatiques, traumato-logie, rééducation, VOIES RESPIRATOIRES, o.r.L.

Pneumologie. Thermes troglodytiques celtes, gallo-

07 SAINT LAURENT LES BAINS (Hiss-Cévennes)

34 LAMALOU LES BARNS (Herault) Cévennes

Méridionales, 1^{er} Centre Français de rééducation fonctionnelle. RHUMATOLOGIE, TRAUMATOLO-

68 LE BOULOU (P.-O.). Tout près de la Côte Vermeille. FOIE, VESICULE BILLAIRE, MALADIES DE LA NUTRITION (goute, diabéte) ARTERITE (en cours d'agrément). Thermes neuts.

66 AMELIE LES BAIRS (P.A.). En Rousellon, (sei-tude de Rome). N° 1 en France pour traisement des VOIES RESPIRATORIES et RHUMATISMES, o.c.i.

66 LA PRESTE LES BAIRES (P.-O.) Ht pays cata-

isn. La matten des VOIES URINAIRES, lithiaux, prostate, colites, COLIBACILLOSE. Thermes neuts. Expédition directe eau thermale toxis

RHUMATISMES, Thermes neuts.

GIE NEUROLOGIE.

CURE THERMALE 1987

De PINCEAN & In MEDITERRANCE, choiseans les stations de détente de la CHAINE THERMALE DU SOLEIL, leader du Thermalisme Français.

exclusif (de 10 à 30 soins différents permettent un transment complet personnaiset). Possibilit de so-gner simultanément 2 affections (double handicap). Toutes formules d'hibergement.

Document, gracieuse N° 945 (hébergement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la CHAME. THERMALE DU SOLEIL, MAISON DU THERMALISME, EZ. ... de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.91 +, ou à Bruxelles : 92, av. Louise, B. 1050 BRUXELLES. Tél. (19.32) 2.513.76.64

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une oure de détente et de soleil.

ancien opposant de M. Marcos en cible privilégiée des secteurs de droite et ont renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des notables

Pour accélérer le retour à un régime constitutionnel, Mms Aquino prit une option décisive : nommer une commission (quarante-huit membres issus de secteurs très divers, dont certains proches de la gauche) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à résérendum. Les débats de cette commission, enrichis par une consultation multiforme à travers le pays, aboutirent au dépôt du projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux mois de retard, le référendum aura lieu le 2 février 1987.

qui furent illégalement acquis. tait tout particulièrement les anciens

proches de M. Marcos, tel M. Enrile qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune (lorsqu'il était président de la United Coconut Planters Bank) et qu'il a procédé à des trans-ferts massifs de fouds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars dès 1983, plus de 350 millions de dollars par la suite). Des enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son assé. Même s'il reste encore puissant, il n'est pas sûr d'être désormais en mesure de s'y opposer.

nant Mª Aquino à la tête de l'État. Ils

n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au

sein de l'armée s'est dérobé, volé par le

général Fidel Ramos, chef d'état-

major, qui a bloqué toute tentative de

coup d'Etat en intervenant directement

auprès de chaque commandant de

région (dont onze sur douze avaient été

Le coup d'Etat manqué des 22-

23 novembre 1986 et le départ de

M. Enrile ont changé l'équilibre des

pouvoirs. Un marchandage a été

conclu : Mm Aquino se ferait plus

ferme dans les négociations avec la

guérilla et remplacerait certains de ses

à ces dernières exigences en se séparant

de deux ministres accusés de corrup-

tion, MM. Ernesto Maceda (ressources

naturelles) et Rogaciano Mercado

(travaux publics), et en donnant un nouveau poste à M. Aquilino Pimen-

tel : ministre conseiller pour les affaires

nationales. En échange, le général

E Parti communiste des Phi-

lippines (PCP) avait appelé au boycot-

tage des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de

M[∞] Corazon Aquino ayant sanctionné

l'échec de cette politique, la direction

du PCP a été amenée à qualifier le boy-

cottage de « grave erreur tacti-

que (1) ». Cette autocritique sévère

s'est accompagnée de remaniements au

sein de la direction du PCP. La signa-

ture, en novembre, d'un cessez-le-fen

de soixante jours montre que ce parti a

tiré les leçons de l'échec et tient doré-

navant compte de la popularité de la

Constitué en 1968, le PCP anime le

mouvement dit « démocratique natio-

nal », courant qui comprend la Nou-

velle armée du peuple (NAP), force de

guérilla fondée en 1969; le Front

démocratique national (FDN), clan-

destin, établi en 1973 ; et un ensemble

d'organisations populaires, légales on

semi-légales, en plein développement

Les organisations clandestines se sont considérablement renforcées ces

dix dernières années. Le PCP aurait

atteint, voilà trois ans, les 30 000 mem-bres et la NAP, les 20 000 guérilleros à « temps complet ou partiel ». Le FDN

évalue sa « base de masse » (une

notion très large) entre 6 et 10 millions

l'influence « démocratique nationale »

est grande. La direction de Bayun

(acronyme de la Nouvelle fédération

nationaliste) est identifiée à ce cou-

rant. Coalition d'organisations secto-rielles et régionales, Bayan revendique

2 millions de membres. La principale confédération syndicale indépendante, Kilusang Mayo Uno (KMU, Mouve-

ment du 1ª mai), créée en 1980, forte de plus de 550 000 membres, et le

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

Au sein du mouvement populaire,

depuis la fin des années 70.

de personnes.

PIERRE

ROUSSET

tres. Elle a partie

changés depuis février).

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année. Le gouvernement nommé par Mª Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques nettes : mesures de justice (augmenta-tion de 10 % des salaires des professours, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, attitude de concilia-tion et de négociation avec la guérilla. Cette politique, de gauche par ses aspects sociaux, et pluraliste dans ses fondements, n'a pas reçu l'assentiment

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, dite loyaliste, qui fomenta le coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se constitue actuellement rassemble une partie de l'armée. d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a aucun lieu d'expression, sinon le conseil des ministres. M= Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite, représentée par M. Enrile, le centre, avec un homme d'affaires comme M. José Concepcion, des techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et des ministres sociaux, comme M. Augusto Sanchez. Ce conseil était une mosalque de techniciens et de politiques de tout bord. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'efficacité non plus.

A partir de septembre 1986, M. Enrile devint très critique à l'égard du gouvernement. Il exprimait le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticommunistes du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Cenx-ci ont monté une opération, « God Save the Queen », qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en mainte-

66 MOUTG LES BAINS (P.O.) en Roussilon, PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, o.r.L., rhumatis-mes, obésité. Thermes neufs.

JE BANGOTAN LES THERMES (Gers) en Ames-

gnac. Station de la JAMBE MALADE. 1º gleement en Europe de boues thermales naturelles végéto-minérales (domaine de 500 hectares). N° 1 en France pour traitement des PHUMATISMES er

49 EUGENIE LES BAINS (Landes) 1" "vitage min-ceur" de France : snimé par Michel GUETARID. OBESITE, RHUMATISMES, médication, colonier

64 SAINT CHRISTAU (P.-A.) Ht Béam. Eaux ferro-

M CAMBO LES BAINS (P.-A.) Pays basque, Pi-II-

VOIES RESPIRATOIRES, o.r.l. Thermes neuts

17 JONZAC en Haute-Saintonge. RHUMATIS-MES, traumatologie, "philibologie". Thermes neuls troglodytiques.

Ramos s'assurait de la fidélité des mili-Il fallait en même temps revenir sur taires. Le chef d'état-major sort grandi le passé : une commission spéciale de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Ileto au (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de poste-clé de ministre de la défense, M= Aquino crée un pont supplémenlancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle pertaire entre les pouvoirs civil et mili-taire. M. Ileto, homme d'une grande mit de révéler les incongruités de Mª Imelda Marcos et le pillage auquel s'était livrée la famille du président culture et sans ambition personnelle, opposant résolu à M. Marcos (ce qui déchu. Les formalités de récupération lui valut l'exil doré des ambassades de Téhéran et de Bangkok), est à la fois de leur fortune avancent à pas de tortue. Un débat public discuta des pouun professionnel de l'armée et un fervoirs de la PCGG: ils seraient limités nt partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidente s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités au prix d'accommodements qui ne toupour ne pas entraver l'économie et éviter la fuite des capitaux, même ceux chent pas l'essentiel du principe du Ce processus de purification inquiéretour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, sauf par la gauche. Les Américains sont satisfaits : l'armée reste fidèle et prête à défendre leurs

intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidente. Tout auréolée de la trêve conclue avec la gauche armée, Mª Aquino a probablement anjourd'hui une marge de manœuvre un pen plus large qu'il y a deux ou trois mois. Après les menaces de coup d'Etat, les Philippines reviennent donc au jeu politique qui les mènera au référendum du 2 février et, surtout, aux élections législatives de mai 1987 ; chaque groupe cherche à se placer au mieux dans cette course. La droite se rassemblera autour de M. Enrile, qui possède encore beaucoup d'appuis dans l'armée. Et Mas Aquino est en train de lancer un mouvement, Lakas ng Bansa (Pouvoir de la nation), qui pourrait se transformer en parti politique.

Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippins, le retour au réel se traduit en termes économiques : ils constatent que le changement politique survenu en février 1986 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et dam bien des bidonvilles.

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population et de l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments ou le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans des décisions toutes récentes, en date du 5 décembre 1986, il confirme ses intentions : dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passera de 16,7 %

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe financière et industrielle : pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra La réforme agraire ne pourra passer que par une loi. Et les industriels investiront lorsqu'ils anront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique des futures assemblées sera déterminante ; c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines

dépend da rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987. D'ores et déjà, on peut noter

l'extrême réticence des industriels. Habitués à des marges de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'accepteront d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils renaclent bruyamment devant les réformes des lois sociales et du droit de grève proposées par le ministre du travail, M. Sanchez, ou devant les projets de libéralisation des importations. Leurs vues sur la situation du pays sont d'un simplisme accablant. Ils ne pensent qu'au rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique ; c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances, maine M™ Aquino a tenté d'agir sur un élé-la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les retombées économiques sont plus lentes. On a même vu le Congrès américain, tout ému de son contact avec M= Aquino, voter 200 millions de dol-Fatter to the lars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques nationales ayant prévalu sur l'élan du cœur.

(1) People Power, Manille; 1986, 320 pages, 247 photos.

La gauche militante

(KMP, Mouvement paysan des Philip-pines), créé en 1985, participent à cette coalition radicale.

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PnB ou Parti du peuple) (2) complète la panoplie des organisations « démocratiques nationaies ». C'est la première fois que ce courant, constitué en réaction à l'évolution « parlementariste » du vieux PKP (3), suscite la formation d'un parti politique légal, décidé à s'engager dans la lutte électorale. Lancé d'anciens détenus politiques et des dirigeants d'organisations de masse, le PnB vent « briser le monopole des classes exploitantes sur le processus électoral el servir d'instrument aux classes exploitées ». Interrogé au sujet des relations entre ce parti et le PCP, M. José Maria Sison a répondu que le PnB - est un parti au caractère démocratique national possédant sa propre intégrité politique et organisationnelle »; ce n'est « ni une extension ni un rival » du PC. « Très clairement, le Parti communiste des Philippines reste le parti d'avant-garde marxisteléniniste du prolétariat (4).

Avec l'expansion du mouvement de guérilla et le développement multiforme du courant démocratique national, le PCP bénéficie aujourd'hui d'une réelle audience. Il peut intervenir sur tous les terrains de lutte et reste la for-

(1) «Party conducts assessment, says boy-cott policy was wrong», Ang Bayan (la Nation, organe claudentin du PCP), mai 1986. (2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), intègre les notions de peuple et de nation. Il est traduit par l'un on l'autre vocable, suivant les cus.

(3) Le PCP est né d'un processus de scission-expulsion, en 1967-1968, des rangs du Partido Komunista ng Pilipinas (PKP, Parti communiste des Philippines en tagalog). Formé dans les années 30, le PKP avait dirigé le mouvement de résistance Hukbalahap, écrasé au début des années 50. Longtemps sous la double influence de Moscou et de Pékin, il perd tout dynamisme dans les années 60, s'aligne sur la politique de l'URSS

mation dominante de la ganche mili-tante. Le fait mérite d'autant plus d'être noté que ce parti revient de

loin (5). Constitué dans le feu de la radicalisation étudiante des années 1968-1972, sation etudiante des annecs 1708-17/4, poussé dans la plus stricte clandestinité par l'imposition de la loi martiale en septembre 1972, il a traversé une période très difficile. En 1974-1975, ses premières bases de guérilla sont détruites – comme dans la province d'Isabella, dans le nord de l'île de d'Isabetta, cans in action de chose.
Luzon – ou réduites à peu de chose.
En 1976-1977, ses principaux dirigeants politiques et militaires sont capturés. En 1978, une grave crise politique éclate entre la direction de Manille-Rizae (la région de la capi-Manille-Rizae (la région ut la cape tale) et le comité central à propos,

déjà, de la tactique électoraie.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais d'inactelle succession d'épreuves. tionnaires armés ne se sont garantes d'une telle succession d'épreuves. remis d'une telle succession a epicarent.
Le PCP s'est, pour sa part, rétabli en grâce à la qualité Le PUP seat, prace à la quante quelques années, grâce à la quante militante de ses membres et à des réo-

ilitante de ses membres et a sus intations politiques concrètes.

La crise sociale aidant, il a pu

dans de nombreux centres La crise sociale aidant, il a pus s'enraciner dans de nombreux centres s'enraciner dans de nombreux centres s'enraciner dans de nombreux centres s'enracine et zones rurales. Il a su s'intégrer au vaste mouvement de masse antidictatorial qui a pris son essor à partir de 1975 dans les villes et enga-ger une collaboration avec les milieux

et signe un «pacte national» avec Marcos en 1974.

et signe un «pacte national» avue Marcos en 1974.

(4) Rapport politique par M. José Maria Sison au congrès de fondation du PNB, dacty-lographié, page 6. M. José Maria Sison est le plus connu des fondateurs du PCP. Président du comité central de ce parti de 1968 à son arrestation, en 1977, il a été libéré après le victoire de M.—Aquino. Il n'a ascune fonction officielle dans le PNB, mais il présidait la commission préparatoire à sa formation. Il est an point de référence politique pour de nombreux militants communistes.

(5) Sur l'histoire du PCP, voir la très intéressante étude d'Armando Malay Jr., «Maoisme, loi martiale et insurrection aux Philippines (1966-1980)», thèse présentée pour le doctorat de troisième cycle à l'université Paris-VII, décembre 1985.

**** *** (4) ** The se part and 10 to . .. 10 fterner

Brasianie entrech

A Street southern Tatalan Penn be " : " CIGHTINE Phill ---and the last comments of

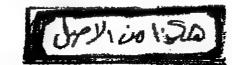
Mary Wall TOTAL IT WAS COME or a monthly -Sections 1

THE PROPERTY OF Gutte sont & The second of Burgers was a W 12 16 THE WEST PERSON

Marziege et christianisme ... SAR PLAN FROM

Private Control of the Control of th there has do not the first the first

For Land Secret Political



resculier les bases ameripic, qui commençait à critiques de M. Enrile cette nouvelle fermete no: Tout auréolée de la probablement aujour. de manœuvie un peu A a genx on rior more ces de coup d'Etat, les ent donc au jeu poli-Poera, au référendum du at aux élections légis 1987 : chaque groupe en elacor au mieux dans a droite se rassemblera Enrile, qui possède eup d'appuis dans Aquino est en train de ment, Lakas ng Bansa e action), qui pourrait se parti politique.

resport des forces politique es place d'ici à mai 1987. deja, on peut noter cence des industriels marges de profit meon letitudes, ils n'accepte rie que si le gouvernement de des profits similaires, la los sociales et du dron de esces par le ministre du la e ou devant les projets Section des importations, in situation du puys son accablant. Ils no pen Coment financier imme ement n'est pas un delegique : c'est le fruit faites lors de réunion. Marille. Si le redresse porteront une grande

rendre ces échéances, tenté d'agir sur un de contal de macro-économie: investissements etraens de ses voyages au in Japon. Els ant été un et politique reel. Mis conomiques son: thu Pose va le Congres ane ma de son contact au ter 200 millions de de moscianz, puis se ravie residence & nationales aya the de coeur.

Manilie, 194

AU RÉEL

nouveau pouvoir

Finalement, ces fonds seront quand même accordés. Quant anx négocia-tions sur la dette extérieure, qui se monte à 26,4 milliards de dollars, le Fonds monétaire international (FMI) a longtemps montré une grande prudence, refusant de s'engager sur l'ave-nir. De son côté, le gouvernement prévoit, dans son budget 1987, une réduction de 46,6 % à 38,5 % du budget des remboursements.

Ces hésitations viennent de ce que l'étranger ressent une impression de flou ou de manque de fermeté politique dans le gouvernement Aquino. Les récentes mesures contre M. Enrile ont donné confiance au FMI, qui vient d'accepter le principe d'ouverture de négociations sur le rééchelonnement de la dette. Reste à savoir si ce signe suffira pour encourager les banques étran-gères à donner aux Philippines des facigeres a doine: aux crédits internationaux.

Rassemblée dans le Front démocratique national (FDN), sous la houlette da Parti communiste philippin, la coa-lition de la gauche marxiste avait décidé le boycottage des élections de février 1986. Son analyse était simple : M. Marcos a toujours gagné ce genre d'élection en trichant. Il en serait de même. Cette appréciation s'est révélée fausse : l'extraordinaire mobilisation du peuple, les cent cinquante mille volontaires du NAMFREL, l'organisme indépendant de contrôle des élections, ont permis de prouver la tricherie. La dissidence d'une poignée de militaires, l'appui direct de l'Eglise et la constance de la population, abouti-rent au départ de M. Marcos.

La gauche a été totalement absente de la révolution de février 1986. Elle fait tous ses efforts pour rattraper cette erreur. Parfois, en tentant d'expliquer qu'elle était là en février, ce qui n'est guère convaincant. Plus sérieusement. en avouant son erreur et en reprenant le chemin du travail politique. Son activité présente est conditionnée par cette faute de stratégie.

Le retour à la réalité est brutal pour le Front démocratique national. Le changement lui a été volé par un centre gauche démocratique nettement anticommuniste. Le créneau de l'action politique étant devenu très étroit, le FDN s'est tourné vers une action syndicale sur le thème de la défense des travailleurs et des salaires. Il rencontre un indéniable écho. Le 12 novembre 1986, aux funérailles du leader syndical assassiné, Rolando Olalia, trois cent mille personnes avaient suivi le cortège.

Les leaders du FDN sont divisés entre plusieurs tendances radicales, prêtes à continuer la lutte armée pour aboutir à une victoire totale, et les tendances plus démocratiques, désireuses de saisir l'occasion qui leur est ména-gée pour s'insérer dans le jeu politique. Le problème le plus sérieux pour le FDN est en effet son rapport à la Nouvelle armée du peuple (NAP) et à l'idéologie de la lutte armée qui la soutient. Créée en 1969, la guérilla n'a fait que s'étendre jusqu'à regrouper aujourd'hui quelque quinze mille à vingt mille combattants. Une forte croissance des effectifs s'est opérée entre 1982 et 1985. Elle est aujourd'hui stoppée. D'origine maoïste, très dure pour ceux qui s'opposent à son action sur le terrain, jusqu'à procéder à des liquidations physiques, cette armée des collines est complètement « filipino » et ne dépend de l'étranger ni pour la pensée ni pour son approvi-



FACE à cette lutte armée, le gouvernement Aquino cherche à procéder de deux manières : à l'échelle nationale et au niveau local. Nationalement, de longues négociations ont permis, le 27 novembre dernier, la signature d'une trêve de soixante jours qui a pris effet le 10 décembre. Les obstacles au succès de cette politique sont nombreax : le premier, ce sont les militaires eux-mêmes, plus portés au combat qu'à la négociation ou à la reconnaissance légale de l'adversaire.

La nouvelle configuration du gouvernement devrait faciliter les choses. Le second, c'est la situation économique. Les conditions mises par la guérilla à un règlement définitif du conflit seront difficiles à faire admettre à une droite frileuse et puissante.

Localement, de nombreuses actions ont déjà été entreprises. Chaque région militaire a été invitée à créer un climat propice à des cessez-le-feu sur le terrain. Dans la région très sensible de Mindanao (à Davao), des centres d'accreil et de reclassement des anciens combattants des collines ont été créés. Une protection et du travail leur sont procurés. Plusieurs centaines d'hommes en ont déjà profité.

Le règlement de ce conflit armé sera facilité par le fait que la fraction armée du FDN cherche à rompre son isolement. Le remplacement de M. Marcos par M. Aquino a tari les raisons de s'enrôler dans la lutte armée. Le com-



arrivé pour beaucoup de penser à une reconversion politique, thème de nombreuses discussions aujourd'hui.

L'Eglise soutient sur le terrain toutes les activités orientées vers la paix. Elle participe directement à l'établissement des centres d'accueil et de reclassement. Elle donne des sessions et des cours sur les droits de l'homme à des militaires de certaines régions. Elle a aussi organisé une énorme manifestation à Negros, le 29 novembre 1986, pour soutenir les négociations et fêter la trêve avec la guérilla. Les paysans qui ont été parfois les acteurs du conflit, mais plus souvent les victimes, appuient massivement le travail de l'Eglise dans ce sens.

A toutes ces mesures techniques et à ces évolutions politiques s'ajoute une véritable révolution culturelle. Les quatre jours de février 1986 ont planté des fondations dans un ciment symbolique suffisamment solide pour tenir ensemble les éléments d'un régime qui a tous les ingrédients pour échouer. La révolution de février est une renaissance de l'âme « filipino », pacifique et chrétienne. Réveillée par le courage d'une femme, la veuve de celui qui revenait s'opposer à M. Marcos, la foi très profonde des Philippins a agi comme un catalyseur, maintenant le pays dans la paix, au bord de l'explosion violente, pendant les quatre jours fondateurs, et continuant d'être l'inspiratrice de beancoup aujourd'hui.

Un tel fondement culturel explique ance du rôle de l'Eglise.

manifesté sa présence par des interventions très directes dans la période des élections de février et pendant la crise qui a suivi. Elle a pris ensuite de la distance, mais elle reste très présente et vigilante (2). Avant de partir au Japon, M Aquino avait demande au cardinal Sin de retarder un voyage qu'il projetait aux Etats-Unis afin qu'il puisse être sur place le garant d'une présence symbolique.

Comment concrétiser les aspirations d'un peuple ?

Une telle analyse paraîtra étrange à qui ne connaît les Philippines que de loin. Le facteur religieux, pourtant essentiel dans ce pays, échappe bien souvent aux analyses des esprits ration-nels occidentaux. Cela dit, bien des responsables philippins, en particulier dans l'Eglise, savent aussi que des relais institutionnels sont indispensables après l'expérience de février. D'où un programme d'élections relativement

Le deuxième facteur culturel renaissant est le nationalisme et le régionalisme. L'action du gouvernement Aquino sur le terrain de la régionalisation et le respect des cultures est proba-blement l'élément le plus positif entre le court terme où elle se déroule et la paix à long terme qu'elle vise. L'enjeu du nouveau régime est là : redonner aux Philippins Ieur ame, qui est loin des Etats-Unis et souvent loin de

Pourquoi les musulmans de Mindanao se sont-ils fait entendre aussi bruyamment durant l'été en enlevant es prêtres et une dizaine de carm

lites? Pour que leur particularité soit prise en compte à Manille. Pourquoi une partie de la guérilla de la cordillère du nord de Luzon, par la voix du prêtre Conrad Balweg, a-t-elle déposé les armes? Parce que le gouvernement et la commission sur la Constitution ont accepté le principe d'un fédéralisme qui donnera à chaque région une certaine autonomie. Il se fait sur ce terrain un travail de longue haleine. Il portera ses fruits si l'économie peut suivre.

Restera à résoudre la plus épineuse des questions : faut-il, oui ou non, garder les bases américaines sur le territoire philippin? Les militaires y sont favorables. La gauche y est fermement opposée. M= Aquino n'a pas pris de décision, sinon celle de respecter le contrat signé avec les Etats-Unis pour maintenir les bases jusqu'en 1991. L'expérience de la Thailande, en la matière, pourrait se révéler précieuse : M. Rafael Ileto a pu y constater comment la réduction de la guérilla communiste a été liée à l'expulsion des Américains du sol national. Il faudra choisir. Toute option déclenchera des tensions proportionnelles à l'énorme charge affective et symbolique liée à la présence américaine. Une telle épreuve ne pourrait pas être supportée aujourd'hui. L'institutionnalisation de la révolution donnera les moyens d'affronter cette réalité.

PIERRE DE CHARENTENAY.

(2) Voir la lettre pastorale du cardinal Sin

white d'autint ple or parti revient

dece le feu de la radial plies stricte clandes:

de la loi martiale : 1972 il a travene un difficile. En 19"4|6" channe dans la provede le nord de lite riduites à peu de cha fidultes à peu de chos

17, ses principaux de

18 une grave crise pu
contre la direction

Carrégion de la comité central à propi

fique électorale.

18 mouvements rési

es - se sont jam succession d'eprese pour se pert, rétabil grace à la qui Ment membres et à des : iques concrètes. mociale aidant, il 1

de nombreux ces rurales. Il a su si mouvement de manuel a pris son est Prostion avec les mil

to implement a svoc Marcel Posterion par M. José M. José M. José Maria Sisons
Le José Maria Sisons
Le La Ha ancure for an ancure a same in particular a sa furmation is politique pour és se furmation politique pour és se furmation de se furmation Armando Mali)

美.195.

face au projet de Mme Aquino colonial > vers un système essentielle-Aux pires moments du régime ment capitaliste. Sous peu, le pro-Marcos, le courant démocratique national a plus que tout autre contribué à gramme en douze points du FDN sera structurer, orienter les mouvements de réactualisé (6) ». M. Antonio Zumel masse. On comprend l'amertume de note, pour sa part, en novembre, qu'« il nombreux militants qui se sont vu mar-ginaliser, en février 1986, alors que la n'y a pas de position commune au sein du FDN sur la Constitution » que lutte contre la dictature prenait brus-Mm Corazon Aquino va soumettre au quement une ampleur sans précédent. La publication, en mai, de l'autocritivote en février prochain. « En ce moment même, le débat fait rage dans

que sur le boycottage des élections a partiellement dissipé le malaise des membres du PCP. Mais cela n'a pas misles organisations membres pour savoir s'il faut la ratifier ou pas (7). » Le débat touche à des questions fonun terme aux discussions en cours dans damentales. Pour M. José Maria Sison. ce parti. La situation aux Philippines par exemple, l'orientation originelle du PCP reste valable. Formée durant les s'est, en effet, notablement modifiée après l'assassinat, en 1983, de Benigno Aquino, mari de l'actuelle présidente, et à la suite, en 1986, de la « révolution de lévrier ». La chute imprévue de la dictature a, de fait, ouvert une période de réévaluations politiques au sein du PCP et Les dirigeants communistes le recon-nissent. M. Satur Ocampo admet, en août, qu'il y a « un intense débat interne sur des considérations d'ordre tactique. Notre perception du front uni était sans doute erronée (_) peut-être avons-nous fait preuve de sectarisme ». Plus

ampées 60, retouchée durant la décennie qui suivit, cette orientation est marquée par la tradition maoïste du PCP. Pour M. Marti Villalobos, un cadre influent dans la région de la capitale, par contre, ces schémas doivent-être profondément revus. Il est convaince qu'il faut dépasser le « modèle » de référence initial du mouvement philippin - la Chine - et intégrer les enseignements des révolutions d'Amérique centrale et de Cuba. C'est donc tout à fait symboliquement qu'il a choisi le nom de plume sous

Marxisme et christianisme

A gauche militante aux Philippines commence à s'ouvrir à ces révolutions d'outre-Pacifique, comme en témoigne l'accaeil accordé à la publication en anglais du long entretien entre M. Fidel Castro et Frei Betto sur la religion (8). Une nouvelle formation, Bing (9), a organisé en août, à l'occation du lancement de ce livre, une importante réunion publique, à l'univer-sité des Philippines, avec la participa-tion de l'ambessadrice cubeine. Constitué en mai 1986, Baig regroupe des militants venus des milieux marxistes indépendants, du PCP, de PKP, de Palle radicale des chrétiens sociaux-démocrates. Cette organisation avance

généralement, nous - analysons avec

attention la transformation de notre système de stade « semi-féodal, semi-

onvertement, ce qui est nouveau aux Philippines, une perspective socialiste qu'elle veut démocratique.

lequel il écrit ses articles de discussion

interne, en référence au dirigeant révo-

lutionnaire salvadorien Joaquin Villa-lobes et au Front Farabundo Marti.

Le Père Ed de la Torre, emprisonné
plus de neuf années sous Marcos, fondateur des Chrétiens pour la libération
nationale (CLN), une composante du FDN, a lui aussi participé à une réunion-débat sur le livre Fidel et la religion. L'ambassadrice cubaine fut moins prolixe devant cette assemblée religieuse qu'à l'université des Philippines. Mais le fait qu'elle ait été invitée est politiquement significatif. Les milieux chrétiens-radicaux ressentent le besoin de discuter du rapport entre marxisme et christianisme, à partir d'expériences poursuivies dans des pays où le

que istine et aux Philippines. La Chine n'offre évidemment pas un modèle sur ce plan-là.

Les CLN, explique le Père Ed de la Torre, réfléchissent sur leur identité propre. Nés au sein de l'Eglise de facon spontanée, ils se sont engagés aux côtés du PCP dans l'action clandestine. - Pendant longtemps, les CLN ne se sont pas beaucoup préoccupés de théo-logie. Ils faisaient de la politique. Mais la théologie revenait toujours à la surface! On ne pouvait l'ignorer. » « Or, ajonte-t-il, notre théologie est beaucoup plus faible qu'en Amérique latine. Et. du côté du marxisme philippin, il y a aussi un vide théorique sur la question de l'Eglise (10).»

Le Père Ed de la Torre anime les Volontaires pour la démocratie populaire (VDP), un nouveau mouvement qui veut servir de lien entre les diverses composantes de la gauche philippine. Avec la formation de Bisig, des VDP, et l'évolution des CLN, s'exprime le pluralisme de la gauche philippine. Le PCP est la seule organisation qui bénéficie d'une assise nationale. Mais la gauche militante n'en est pas moins très diversifiée. Des organisations localement représentatives ne se reconnaissent par-fois dans aucune étiquette politique nationale. Des cadres syndicaux, des personnalités de Bayan, sur le plan régional surtout, collaborent avec les démocrates nationaux», sans pour autant s'intégrer à ce courant.

La question du front uni - des formes d'unité au sein de la gauche et au-delà est aujourd'hui au centre des préoccupations militantes. Les années 1983-1986, riches en mobilisations de masse, ont suscité à cet égard bien des espoirs et bien des désillusions. En ce domaine aussi, la réflexion s'oriente vers l'Amérique centrale : l'histoire du mouvement sandiniste et l'expérience des fronts sal-

Le débat, encore ténu, s'établit entre les diverses organisations. Signe des temps, Ang Bayan, l'organe claudestin du PCP, publie dans son numéro d'août une lettre intitulée « Pour un communisme plus humaniste», qui ouvre le dialogue avec M. Francisco Nemenzo, ancien dirigeant du PKP et actuel prési-

dent de Bisig. L'année 1986 est celle d'un grand tournant pour la gauche philippine (11), mais il est difficile d'en mesurer la portée à long terme. Le PCP a grandi dans la lutte contre la dictature Marcos. Ses conceptions et ses méthodes de fonctionnement sont saçonnées par cette expérience. Forces de changement et forces d'inertie se conjuguent aujourd'hui dans cette organisation. Les discussions en cours au sein de la gauche couvrent un vaste et riche éventail de problèmes. Pourtant, l'instabilité de la situation politique dans le pays rend aléatoire leur libre approfondissement. L'assassinat, en novembre, de Rolando Olalia, président du KMU et du Partido ng Bayan, enlevé, horriblement torturé, montre la précarité des gains démocratiques de la «révolution de février». L'immense cortège qui a accompagné les funé-railles d'Olalia atteste par ailleurs de la représentativité de la gauche et de son potentiel de mobilisation.

Le courant social-démocrate - où des jésuites jouent un rôle considérable - s'est en majorité rangé derrière Mª Corazon Aquino. Intégré à l'appa-reil d'Etat, il lui reste peu de cadres pour participer au combat sociopolitique. Les forces de la gauche mili-

(6) Déclarations de M. Satur Ocampo en date du 21 août 1986, Philippines information, nº 46, octobre 1986, page 4. Le PCP a maintenn jusqu'aujourd'hui Panalyse selon laquelle la société philippine est semi-féodale, semi-coloniale plutôt que capitaliste. M. Satur Ocampo est l'un des chefs de la délégation du FDM ou facture de la délégation du facture de la d FDN qui négocie actuellement avec le gouver-

(7) A fugitive afternoon with Tony Zamel », National Midweek, Quezon City, du 26 novembre 1986, page 11. Antonio «Tony» Zumel participe lui aussi aux négociations de

(8) Fidel Castro, Entretiens sur la religion avec Frei Betto, Cerf, Paris, 1986. (9) Bukhuran sa Ikanuniad ng Sosyalistang Isip at Gawa: Union pour le développement de tante s'affirment, pour la plupart, prêtes à soutenir le gouvernement contre des tentatives de coup d'Etat de droite. Mais elles se gardent du projet présidentialiste de Ma Aquino et du poids des militaires représentés par le général Ramos. Elles paraissent décidées à compter avant tout sur leurs propres forces et sur l'action de masse indépendante pour combattre le danger « néofasciste». « Notre salut repose entre nos mains! -, lance le FDN dans un communiqué publié à l'occasion de la

mort de Rolando Olalia (12). Marginalisé durant la « révolution de février», le mouvement démocratique national a été temporairement placé en positiou défensive. La NAP, soumise à des tensions contradictoires, a connu des ruptures importantes, comme celle qui a conduit à la formation de l'Armée populaire de libération de la Cordillera dans le nord de l'île de Luzon, avec le Père Conrado Balweg. Mais le PCP, la NAP et le FDN n'en constituent pas moins un facteur politique de première importance dans le pays. C'est un mouvement qui dispose d'importantes ressources, et non un mouvement politiquement défait, qui est engagé dans les négociations de paix avec le gouvernement. La situation philippine d'aujourd'hui diffère en cela profondément de celle qu'a connue, voilà quelques années, la Thailande.

PIERRE ROUSSET.

la théorie et de la pratique socialistes. L'acronyme Bisig signifie aussi en tagalog « bras », le mot qui symbolise le travail, les masses labo-

(10) Ed. de la Torre, «Qui sont les Volon-taires pour la démocratie populaire?», décla-rations publiées dans laprecor, n° 230, du 17 novembre 1986, page 17. On trouve aussi, dans ce même numéro d'imprecor, des entre-tiens avec M. José Maria Sison sur le Partido ng Bayan et avec MM. Randolf David et Franisco Nemenzo sur libig.
(11) Cet article ne traite pas des mouve-

nts musulmans, importants dans le sud de l'archinel (12) «Only We Can Save Ourselves». National Democratic Front, Liberation (organe dn FDN), numéro spécial 1,

ARGEMENT tributaires de récits et repor tages de journalistes qui avant tout s'intéressent aux péripéties du conflit avec l'Irak, les informations parvenant d'Iran sont parcellaires et souvent orientées. L'afflux des réfugiés politiques en Occident et la propagande des groupes d'opposants au régime accentuent, dans l'opinion, une image déjà peu favorable de ce

Il existerait ainsi deux catégories d'Iraniens. Les uns, les « bons », patriotes pleins de courage et de détermination, ont dû faire d'énormes sacrifices et braver de nombreux périls avant de quitter leur patrie pour attendre, à Paris, à Londres ou à Los Angeles, la fin du joug totalitaire. Les autres, la grande masse, seraient restés chez eux parce que le pouvoir les empêchait de fuir ou parce qu'ils n'avaient pas de moyens suffisants pour s'expatrier.

Je suis moi-même une Iranienne vivant à l'étranger. Quelle que soit mon opinion sur l'actuel régime, je ne peux qu'être émue et attristée par la caricature qui est donnée de mon pays : Iran = Khomeiny = Islam = Fanatisme. Mais que sait-on vraiment de la situation, outre que les prisons sont pleines, que la torture y est d'usage courant, que partout règnent l'oppression et l'humiliation ? Il y a dix ans à peine dominait une autre vision de l'Iran, tout aussi unilatérale, celle d'un pays à son apogée et dont la population était impatiente d'affirmer son identité dans la liberté.

Je rentre d'un voyage de sept semaines, entrepris avec curiosité et appréhension après une absence de cinq ans. Je m'étais interrogée, en particulier, sur ces hommes et ces femmes disposant des moyens de partir et qui restaient de leur plein gré. Qu'est-ce qui les retenait? Comment vivaient-ils la peur, l'angoisse du quotidien? Comment assumaient-ils les déchirements des exécutions, de la guerre? La réponse, si le singulier est permis, reste complexe. Mais ce qui domine, et cela peut paraître banal ou sentimental aux yeux des Européens, c'est, en dépit de tout, l'amour profond de ces gens pour leur pays.

Au terme de mon voyage, je faisais mes adieux à un couple d'amis, tous deux médecins, et leur demandai : « Et vous, à quand le départ? » L'homme, qui avait vécu vingt ans en Allemagne, me répondit : « Tu sais, là-bas, la senteur de notre terre m'a toujours manqué. 🗕

Richesse des contrastes

A première semaine de mon séjour a coîncidé L avec le Nouvel An iranien, le Norouz. Les élèves et les étudients sont en congé, les administrations restent généralement fermées pendant près de deux semaines. Nombreux sont ceux qui profitent de ces quelques jours pour fuir les villes et aller rendre visite à leur famille ou à des amis en province. J'avais imaginé que, dans un pays affligé par la guerre, personne ne songerait à se réjouir. Mais j'eus l'agréable surprise de constater que nul ne dérogeait à la tradition ; même ceux qui restaient à la ville étaient très affairés à Échanger des visites.

Téhéran est une ville polluée, qui compte onze millions d'habitants. Il faut plusieurs heures pour la traverser. La vie y est brutale et cruelle; et, ponrtant, on y rencontre toujours la même amabilité, le même sens de la solidarité. Un exemple parmi tant d'autres : dans un taxi collectif monte un jeune homme portant son fils souffrant. Il doit se rendre à l'hôpital le plus proche. En cours de route, hui et le chauffeur de taxi parlent de l'enfant et de sa maladie. Arrivé à destination, le père veut payer son passage. Le chauffeur refuse,

expliquant qu'il est normal de rendre ce service. Certains produits de première nécessité - les œufs, la viande, le riz, le sucre... - sont rationnés. Les jours de distribution, de longues queues se forment devant les magasins, mais on accepte volontiers de remplacer le voisin qui ne peut venir soit parce qu'il travaille, soit parce qu'il est malade. Ceux qui en ont les moyens achètent, les produits sur le marché libre bien plus cher, et ils font cadeau de leurs tickets d'approvisionnement à des parents ou à des voisins qui ont beaucoup

d'enfants. - Nous vivons en pleine guerre, mais la vie continue - : dès les premiers jours, j'ai pu ressentir le sens profond de cette phrase. J'ai vu des amis se laisser aller aux vertiges de la joie et oublier leur angoisse ; comment, malgré les déchirements et les ruptures, les liens entre ceux qui restaient se raffermissaient. J'ai découvert que les valeurs profondes de notre tradition et de notre culture avaient survécu aux dures épreuves de ces dernières années. Les gens, riches ou pauvres, sont restés disponibles, attentifs aux autres, et n'ont rien renié ni de leur hospitalité ni de leur

Une nouvelle conscience

DURANT les dernières années du pouvoir du chah, une certaine arrogance était assez largement répandue chez les citadins. Nous sommes non seulement plus riches que nos voisins, entendait-on, mais notre civilisation est plus brillante que celle des Turcs, des Afghans on des Pakistanais. Nous rattraperons bientôt l'Occident, etc. L'appartenance à telle ou telle famille. avec la référence « fils » ou « fille » d'Untel, était essentielle pour se définir. Aujourd'hui, ce système de valeurs s'est effondré. Les apparences ne comptent pas plus que les liens familiaux.

Qui jouit maintenant de l'estime générale? Le commerçant du bazar (bazari). le professeur d'université, le médecin, le gardien de la révolution, le religieux, l'officier ou le soldat? Si le médecin et le bazari gagnent plus d'argent, on ne peut en conclure qu'ils sont plus respectés qu'un soldat ou un gardien de la révolution. A l'heure des bouleversements, chacun doit se battre pour obtenir sa juste place dans la vie de tous les jours.

L'autorité, au sein des administrations et des ministères, a été bouleversée. La hiérarchie, du chef de service à l'employé, en passant par la secrétaire, a été supprimée. On n'y connaît que des domaines spécifiques et des responsables ayant pour attribution un secteur défini.

Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui

Por Shahnaz nadjimabadi

Après cinq ans d'absence, Shahnaz Nadjmabadi est rentrée pour deux mois au pays. Elle y a retrouvé ses amis, elle s'est immergée dans cette société durement secouée par la révolution islamique et la guerre. En tant qu'Iranienne vivant en Europe et comme ethnologue chercheur au CNRS, elle dispose d'un double recul pour juger du chemin parcouru dans la vie des hommes et dans leurs esprits. Par son témoignage, elle entend faire contrepoids à l'idée que les Européens se font aujourd'hui de l'Iran.



LE BAZAR DE TÉHÉRAN

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement. L'admiration aveugle, le respect inconditionnel et la manie de l'imitation ont disparu. L'Occident est enfin démystifié! La population est cependant consciente de sa dépendance matérielle: de nombreux produits indispensables doivent être importés des divers pays développés. On perçoit l'amertume des habitants et leur apprénsion que le sort de leur pays se décide, en dernier ressort, à l'étranger.

Les relations culturelles avec l'Occident se sont aussi distendues, laissant la place à la création nationale. Du 3 au 7 mai 1986, à Téhéran, s'est tenn un symposium de neuropsychologie avec la participation de praticiens des diverses provinces. Quand on sait que même le papier d'impression fait défaut, on imagine la gageure qu'a constituée une telle manifestation. Un centre culturel dans la capitale a abrité un sestival du jeune silm iranien. Les thèmes étaient très variés et, même si de nombreuses créations avaient bénéficié de subventions, les réalisateurs n'avaient pas été contraints de produire des œuvres de propagande. Les cinémas, eux, affichaient aussi des films étrangers, des films de guerre, mais aussi Fitzcarraldo de Werner Herzog (toutefois, les scènes avec Claudia Cardinale n'avaient pas survécu aux ciscaux des censeurs). Les westerns américains qui autrefois remplissaient les salles de projection - et les caisses des cinémas... - ont été remplacés par des œuvres iraniennes qui n'ont rien à envier aux précédents sur le plan cinémato-

Il est, en principe, interdit d'écouter la musique pop, qu'elle soit occidentale ou orientale. Pourtant, tous les jeunes connaissent les œuvres de Mickael Jackson. La musique classique iranienne fut prohibée à une certaine époque, mais aujourd'hui l'intérêt pour la musique traditionnelle s'est accru. Le chant féminin reste interdit. Beaucoup de ceux qui se trouvent astreints au silence se sont reconvertis dans l'étude théorique, et leurs travaux connaissent un grand succès.

A la télévision, les reportages sur le front tiennent une grande place, mais on y présente aussi d'excellents documentaires sur les différentes provinces, sur leurs particularismes. Les téléspectateurs ont ainsi pu voir d'intéressantes émis-sions sur les villes et les îles du Golfe, sur l'architecture et les arts des villes de l'Ouest, sur la culture du thé et du riz dans le Nord. Les émissions pour enfants font l'unanimité : « L'école des souris » a même été achetée par des chaînes japo-

Un bon nombre d'Iraniens avaient une relation très ambivalente avec leur religion. Ils adhé-raient, certes, à l'islam, mais, en même temps, ils ne participaient aux cérémonies religieuses que sous la pression sociale ou familiale. Cette religiosité de saçade a disparu. Ceux qui, anjourd'hui, font leur prière et se rendent à la mosquée le font par conviction, même s'ils ne vivent pas nécessairement en accord avec les principes du gouvernement islamique. Il est aussi permis de penser que beaucoup se sont tournés vers la religiou par pur opportunisme politique.

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sœur du huitième Imam, passait et passe aujourd'hui encore pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage. Je me souviens des temps où, enfants, nous partions, certains jours de fête, avec nos familles et amis pour passer à Qom toute la journée. C'était alors une sorte d'événement. Il arrivait que le parvis de la mosquée soit si grouillant de monde qu'on ne pouvait se frayer un chemin jusqu'au sanctuaire. Aujourd'hui, Qom est une ville déserte. Ce que je voudrais démontrer par là, c'est que la religion regroupait quelques éléments qui faisaient fonction de ciment social, dont les discours officiels se sont emparés et ont abusé. Cela a amené beaucoup de croyants iraniens à revoir leur rapport à l'islam. Ils ont aujourd'hui avec lui une relation très sobre et réaliste, libre de toute émotivité.

Le défi

A prise de conscience générale a aussi marqué les femmes. Les Occidentaux se font une fausse image de l'Iranienne : pour eux, elle serait soit une opprimée, soit une fanatique utilisant le voile à des fins de propagande. L'habit islamique se compose d'une sorte d'uniforme réglementaire gris, marron, beige ou encore bleu foncé : pantalon long, manteau descendant jusqu'aux genoux, fichu cachant les cheveux et ne laissant voir que la forme ronde du visage. Qu'elles travaillent dans les administrations, les universités ou les écoles, les femmes sont contraintes par la loi à porter ces uniformes. Ailleurs, seul le port d'un manteau de couleur effacée est obligatoire. On peut remplacer le pantalon par des bas épais, et la couleur du fichu est libre.

Le port du costume islamique n'est une contraînte que pour la citadine ; à la campagne, les paysannes ont de tout temps porté un habit traditionnel composé d'un pantalon long sous la robe et d'une coiffe qui varie suivant les régions. Le tchador, voile qui recouvre tout le corps, ne s'utilise que pour les visites en ville. Comme toute contrainte, le port obligatoire de l'habit islamique est génant pour les citadines.

Une de mes amies qui a étudié en Allemagne est rentrée en Iran avant la révolution. Mariée, mère d'un enfant et enseignante à l'Université, elle a toujours pris un grand soin de sa personne. Elle m'a pourtant confié : « Les événements de ces dernières années nous ont tellement marqués que beaucoup de signes extérieurs, comme l'habillement, ont perdu leur sens. Lorsque, à l'occasion d'une soirée privée, je peux me mettre sur mon trente et un, j'ai l'impression de devenir une étrangère. »

Une autre Iranienne, elle aussi enseignante à l'Université, et mariée à un étranger, - elle peut donc émigrer sans problèmes, - m'a avoué : . Icl. j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens. - L'un des thèmes de ses recherches est la place de la femme dans la société iranienne moderne, et ses conclusions sont surprenantes. Pour elle, c'est l'homme qui a été le grand perdant des bouleversements de ces dernières années. Ses étudiantes sont beaucoup plus sûres d'elles, plus actives, plus engagées que les jeunes

du sexe opposé qui, privés de l'idéal masculin occidental, sont totalement désorientés.

Les relations entre les sexes se sont aussi transformées, bien que la répartition des rôles dans la famille soit restée identique. Deux attitudes radicalement opposées sont perceptibles : soit la femme est totalement ignorée, soit elle est acceptée dans toute l'ampleur de sa personnalité. Pendant mon voyage à travers le pays, j'ai pu me déplacer seule, jusque dans les villages les plus lointains, sans être une seule fois importunée. Javais revêtu l'habit islamique, et les hommes avaient un comportement neutre à mon égard, Si j'avais besoin d'aide, ils se montraient prévenants.

Toute comparaison avec l'Europe nécessite de prendre en compte la place de la femme iranienne avant la révolution. Mais les informations dont on dispose à l'Ouest ne concernent que 20 % de femmes, celles qui vivent dans les villes. Elles jouissaient auparavant de beaucoup de droits théoriques, mais la perception que les hommes en avaient dépendait avant tout de leur aspect extérieur. Que savait-on des 80 % restants, de toutes celles qui vivent à la campagne? Que sait-on d'elles aujourd'hui? Comme il y a des centaines d'armées, leur vie est partagée en deux grandes étapes, toutes deux marquées par le travail et les responsabilités : l'enfance et l'âge adulte. Dès quatre ans, la fillette assume la responsabilité de ses jeunes frères et sœurs, elle s'occupe du petit bétail et aide aux travaux des champs. A quatorze ou quinze ans, ses parents la marient à un homme de leur choix, elle fonde un foyer et donne naissance à dix ou douze enfants, dont la moitié sculement survit. A trente ans, elle est grandmère. Outre les durs travaux du ménage et des champs, elle tisse des tapis ou exécute d'autres tâches d'artisanat dont la vente augmente les revenus de la famille. Douloureuse et exténuante, la vie des femmes à la campagne n'a guère changé depuis la révolution.

Pour les citadines, en revanche, les bouleversements représentent assurément un gigantesque défi. Une sorte de tri s'est opéré. Les femmes qui n'avaient pas uniquement misé sur leur apparence, celles pour lesquelles les capacités personnelles et les relations humaines avaient la même importance, ont mieux pu résister aux pressions et aux tensions, mieux su discerner les mécanismes de la répression. Celles qui avaient toujours vécu dans la dépendance ont été piétinées par le système actuel : elles souffrent, sont désespérées et accusent les circonstances d'être responsables de

Voyage dans la région du Golfe

J'Al pu me rendre dans la province d'Hormozgan, sur le Golfe. J'ai pris l'avion jusqu'au port de Bandar-e Lengeh, situé à 1 500 kilomètres au sud de Téhéran. De là, en bus, je me suis rendue dans divers villages sur la côte. Le terme de « guerre du Golfe » fait facilement croire aux Européens que toute la région est en feu; pour-tant, des bourgs situés à 45 kilomètres du détroit d'Ormuz mênent une vie paisible. La guerre ne concerne que les zones frontalières, les autres régions sont épargnées. Les populations que j'ai regions sont epargueta. Les pour les parties en harrencontrées vivent depuis plus de cent ans en harmonie avec leurs voisins de l'autre rive. De nom-Dubal et au Kowell, où ils travaillent. Certains s'y sont mariés, renforçant ainsi les liens entre les deux rives du Golfe. La langue ne constitue pas un obstacle, tout le monde parlant arabe. Cette partie du pays est aussi moins touchée par la guerre parce que la majorité de ses habitants est sunnite. Ils ne connaissent pas l'apologie du martyre et sont donc moins nombreux à partir comme volontaires pour le front. Au début de la révolution, certains membres de la minorité chiite ont tenté de tirer parti de leur appartenance confessionnelle pour se saisir de tous les pouvoirs ; on a même assisté à des règlements de comptes. Mais, finalement, tout s'est terminé dans une cohabita-

Dans toutes les provinces, le ministère du développement, le Jahad-e sazandegi, tente, malgré le manque de personnel qualifié, d'impulser de nouveaux projets. Les compétences techniques font souvent défaut, et les erreurs commises sont nombreuses. Mais les responsables acquièrent peu à pen une expérience et essaient de trouver une voie propre pour assurer l'indépendance du pays.

Un ingénieur qui voyage beaucoup dans la province m's confié : - Autrefois, quand nous devions réparer une machine, un expert étranger débarquait dans les deux ou trois jours. Il réparait et repartait sans que personne ne comprenne d'où venaient les pannes. Aujourd'hui, pour le même travail, il faut compter deux ou trois semaines; mais, au moins nous savons d'où vient l'avarie et ce qu'il faudra faire la prochaine fois. Nous avons beaucoup appris ces dernières années, et nous avons progressé dans la voie de l'autosuffisance. >

Durant les dernières semaines de mon séjour, j'ai perçu avec force le fossé qui s'était creusé e ceux qui ont vécu en Iran les années qui ont suivi la révolution et ceux qui n'ont pas été associés au processus de la nouvelle prise de conscience nationale. Sans se préoccuper des divergences politiques ou religieuses, des hommes et des femmes agissent en Iraniens et restent profondément attachés à leur pays. La plupart de ceux qui ont choisi de vivre dans « ce monde-là » (l'Iran) connaissent «ce monde-ci» (l'Occident), qui ne leur apparaît pas comme une solution de rechange.

En Europe, on entend souvent dire que les populations iraniennes sont humiliées. Cela me rappelle une anecdote qui s'est produite à l'aéroport de Francfort. A la suite d'un quiproquo, deux contrôleurs allemands s'engagèrent dans une violente dispute avec un groupe d'Iraniens. Les insultes pleuvaient des deux côtés. Seul quelqu'un connaissant les deux langues aurait pu expliquer comment, à la suite d'une méprise de vocabulaire, ce conflit avait pu prendre une telle dimension. Dans une situation de ce genre, je me demande qui est le plus opprimé, l'Iranienne contrainte de porter un fichu ou l'Iranien vivant au dehors et qui s'entend dire par un fonctionnaire étranger : e Ici, ce n'est pas Téhéran. Alors, tenez vous

révolte

ROMAN DE BRUNO

CON SOUR METERS AND

mofeberren, in eine glaufen. THE PARTY

A Transaction of the same terms and

The state of the s

And the Bank of the Control of the C

Saturate State Sta

The parties of the part has the The state of the same of the s Planette ette State of the state of Service of the servic The Parties when the same of t A. Hiceans at Service In the forester of forester

the state of the s the property of The state of the s

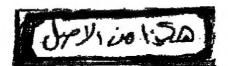
the same of the sa 275 PMG 4300 Cractions of -

And the second s June 1 of

STREET STREET IN The state of the s The second secon

The state of the s The second secon

All and the health of the heal



MISÈRE ET SOUFFRANCES DES INDIENS MEXICAINS

La révolte des pendus

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN

Un profond mystère a toujours entouré la vie de Brano Traven, pseudonyme d'un écrivain politique fort singulier, comparable, par la force de ses romans, à Joseph Conrad et à Jack London.

privés de l'ideal masculio sent désorientés. to ice sexes se sont aussi trans.

repartition des rôles dans la sique. Deux attitudes radi.

control perceptibles : soit la serie de sa personnalité. Pen

chravers le pays, j'ai pu me cara les villages les plus dans les villages les plus de seule fois importunée dans les hommes de l

ent neutre à mon égard. Si e de se montraient prevenants

evec l'Europe nécessite de

place de la femme iranieme Mais les informations dom on

se concernent que 20 % de

fivent dans les villes Elle,

correption que les hommes en

tampagne? Que saiton

partagée en deux grande

Comme il y a des centaines

requées par le travail et les Rince et l'âge adulte. Des

essenane la responsabilité de

review des champs. A qua

parents la marient à un celle fonde un foyer et donne

contracts, dont la moité

prente ans, elle est grand

grand du ménage et de

tapis ou exécute d'autres de la vente augmente le Douloureuse et exténuante.

campagne n'a guere

en revanche, les boulevers

respective de la constant de la cons

avaient la même

staister aux pressions et chiscerner les mécanisms de avaient toujours vecu set pétinées par le system, sont déserpérées et

שיים מילודב ובינים ביים לי

région du Golle

Frent, sont descaperes e

La province d'Hormor pris Pavion susqu'in

Lales & 1 500 kilomètre

en hus, je me sus reficilement croire as

is kilomètres du detre

paisible. La guerre :

Les populations que i:

de l'autre rive. De sa

intalles 3 Bahrein.

soude parlam arabe Cer

a pas l'apologie du m

abreux à partir com

The anvaillent. Certuib:

moins touchee par :

An début de la rend

lear appartenance core de tous les pourons de comptes de compte de comptes de

scendegi, tente, maleri scendegi, tente, maleri schiffé, d'impulser de 20 Seences techniques in

settles acquierent per

dance du pays

resident de trouver une

dese beaucoup dans la ...

on trais jours Il as personne ne compres.

Compter deux ou F

Soudra faire la proché

coppris ces dernet dans is vous

olus, nous savons

Compresse dans la vous

fone qui s'etait et

both qui n'ont pas et si

le nouvelle prise

religiouses, des hame

ireniens et restent

pays. La plupar dans - ce monder

eines de mon séju

se preoccuper

Amrefois, quand

de la minorité chate X

contalières, les aute

Allemand d'origine, il participa activement à la révolution anarchiste bavaroise de 1919. Après l'écrasement de celle-ci, il s'embarqua pour l'Amérique et finit par s'installer, au milieu des années 20, au Mexique où il mourut en 1969. Là, il continua de défendre ses idées généreuses d'émancipation des déclassés et des geleaure ses loces genereuses d'enancipation des déclassés et des exclus. Et il écrivit, tout en préservant sa véritable identité, ses livres les plus célèbres : le Vaisseau des morts, le Trésor de la Sierra-Madre (que John Huston devait adapter à l'écran en 1947, avec Humphrey Bogart dans le rôle principal), la Charrette et la Révolte des pendus (également porté à l'écran, en 1954, par le cinéaste mexicale Emilio Fernandez « El Indio »).

Paru en France, chez Calmann-Lévy, au début des années 50, ce dernier ouvrage (dont nous publicus ci-dessous des extraits) était depuis longtemps devenn intronvable. Aujourd'hni, les éditions Christian Bourgois le rééditent (1).

L'action se situe an Mexique vers 1910, à la fin de la longue dictature de Porfirio Diaz. Ce temps de tous les abus est aussi Panhe de la révolution. Condamnés à s'endetter, les Indiens sont contraints, pour survivre, de se vendre comme bûcherons dans les grandes plantations d'acajon (les monterias), véritables bagnes où ils doivent abattre des arbres jusqu'à la limite de leurs forces. Ils sont soumis à la bratalité des contremaîtres (les capataces). S'ils ne remplissent pas leurs quotas d'abattage, ils sont châtiés : on les pend aux arbres par les extrémités toute une mit. Mais, un jour, la colère déborde, et les « pendus » se révoltent....

(1) B. Traven, la Révolte des pendus, éditions Christian Bourgois, coll. «10/18», nº 1823, traduit de l'anglais par A. Lehman, présentation d'Olivier Barrot, Paris, mise en vente le 9 janvier 1987. En même temps paraissent chez le même éditour : le Valueau des morts, le Trésor de la Sierra Madre et la Christian.

UIT HOMMES, huit masses informes gisaient sur le sol. Ils étaient complètement repliés sur eux-mêmes, comme s'ils avaient séjourné pendant au moins six mois dans un tonneau étroit. Ils portaient, pour tout vêtement, un pantalon de cotonnade déchirée. Ils gémissaient doucement comme des dormeurs encore mal réveillés. Ils se roulèrent sur le sol et, lentement, étirèrent leurs membres, l'un après l'autre, pour les désankyloser, car leurs bras et leurs jambes étaient

Les lasses qui avaient servi à les pendre avaient été simplement dénoués par les capataces et leurs corps étaient tombés brutalement à terre. Les capataces ne s'inquiétaient jamais de leurs victimes car ils savaient que les autres muchachos viendraient s'occuper d'elles. D'ailleurs ce n'était pas le travail des capataces de veiller sur la santé des pendus. Ces derniers pouvaient crever ou ne pas crever pendant leur supplice, les Montellano (1) et leurs gardes-chiourme ne s'en souciaient que dans la mesure où leur mort eût signifié une perte de maind'œuvre. Si des bûcherons étaient trop feignants ou trop faibles pour produire tous les jours trois ou quatre tonnes de caoba, la perte n'était pas grande, l'homme pouvait crever. Pour le prolétaire, le travail est un devoir. S'il est trop paresseux pour travailler, il n'a pas le droit de vivre. Après tout, cela fait une bouche inutile de moins sur cette terre.

Les yeur des pendus étaient sanguinolents et gonflés, leurs corps couverts de houffissures, provoquées par les morsures de fourmis rouges et les piques de moustiques. Des centaines de tiques de toutes les grosseurs avaient pénétré si profondément dans leur épiderme que leurs têtes y étaient entièrement enfouies. Il fallsit un temps et une patience infinis pour les extraire sans y laisser les têtes, sans quoi leurs morsures devenaient dangereuses et difficiles à guérir. Là où une tique s'était introduite subsistait, même après son extraction, une démangesison terrible, qui durait une semaine au moins et qui obligeait la victime à se gratter sans cesse pour apaiser la brûlure. Les corps des suppliciés étaient couverts de fourmis, qui s'enfuyaient à présent, chacune avec son butin de sang ou de chair. Sur les orteils et entre les orteils, les poux de sable avaient déposé leurs œufs, au plus profond de la chair. Des araignées avaient envahi leurs chevelures, et les plus grosses avaient déjà commencé de tisser leur toile pour y prendre les mouches attirées par le sang et la sueur des pendus. Jusqu'aux limaces qui avaient laissé la trace baveuse de leur passage sur les cuisses

Les anciens prirent dans leurs bras leurs camarades encore abrutis par la douleur et les transportèrent sur la berge, tout près de l'eau. Alors, ils les plongèrent dans l'eau courante pour culmer les piqures brûlantes des mosquitos et pour les débarrasser des fourmis et des araignées. Après les ablutions, ils les ramenèrent sur la berge et opérèrent des tractions sur leurs membres qu'ils massaient en même temps.

Quand les pendus furent enfin ranimés grâce aux soins de rs camarades, on leur fit absorber un peu de café et des haricots réchauffés. Ils se relevèrent et, chancelant comme des hommes ivres, ils regagnerent leurs huttes pour s'allonger. Il était à peu près onze heures du soir. (...)

ANS le petit camp qu'ils avaient nommé le Palo Caido, quelques compagnone étaient accroupis autour d'un loyer allumé sur un emplacement sec. Il y avait là Celso, Martin Trinidad, Juan Mendez, Lucido Ortiz, Casimiro, nano, Encarnacion et Roman. C'étaient tous des bûcherons.

Celso fumait depuis un moment, moins par plaisir que pour éloigner les moustiques. Il finit par s'endormir, bras et ambes écartés, la tête reposant sur une hille de bois. Il ronfla

Il se réveille brusquement, et s'écrie : - On m'appelle, par ici ! Qui cela pent-il être ?

Paciano, le cigare aux lèvres, le regarda tranquillement et

- Personne ne t'a appelé. Tu rêves, mon vieux i Mais Celso resta débout. Personne ne pouvait le convaincre qu'il s'était trompé. A ramassa son cigare et le ralluma à la flamme du foyer Pass il fit quelques pas et s'enfonça sous les broussailles. Brusquement, il enleva le cigare de sa bouche et

 Muchachos, cria-t-il. Cette fois, j'en suis sûr. Quelqu'un appelle par là! Et je crois que c'est une femme. Tenez, encore une fois?

Ils se dirigèrent à grands pas dans la direction des appels. Aussi vite que le leur permettaient les obstacles de la jungle. Quelques mètres furent parcourus et la frondaison s'entrouvrit soudain. Le visage de Modesta apparut. Ses bras s'efforçaient d'ouvrir un passage à travers les ronces.

- Modesta! s'écria Celso, stupéfait. Quoi ? Que t'est-il

- Ce matin, il était encore très tôt... Don Felix m'a fait appeler de la cuisine où j'avais passé la nuit, puisque je sers d'aide au chef et à sa femme.

Modesta hésitait, on voyait qu'elle ne savait par quel bout commencer son histoire.

- C'est le cuisinier qui t'a mise dehors ?

- Non, pas le cuisinier. Il était très bon avec moi. Il m'avait donné deux excellentes paillasses où je dormais bien. Alors, c'est sa femme?

 Non plus. Il faut que je réfléchisse pour t'expliquer... Le patroncito m'avait appelée pour que je fasse son lit. Quand je suis arrivée, il m'a empoignée et renversée sur le lit. Je me suis défendue et lui ai égratigné la figure. Et puis j'ai vu une bouteille qui trainait par terre. Comme il me tenait au cou et aux jambes, il me restait une main de libre. J'en si profité pour saisir la bouteille, et comme il ne cessait point ses violences, j'ai brandi la bouteille et lui en ai donné un coup sur le front. Alors, il m'a lâchée. Je me suis laissée glisser à terre et j'ai pris la porte... Mais je n'ai pas pu emporter mon vêtement, qui était tellement vieux et usé qu'il s'était déchiré entre les mains du patroncito. Il ne me restait plus qu'un morceau de chemise, déchiré et trop court. Pourtant, j'ai pu lui échapper.

- Mais, interrompit Roman, n'a-t-il pas déjà deux femmes?

- Elles étaient sorties... Je me suis enfuie en courant, le patroncito sur mes talons. Il criait : « Ne bouge pas, où je te tire dessus! » Et il a tiré deux ou trois coups de revolver, mais sans m'atteindre. Alors il s'est mis à hurler : « Je t'aurai, salope! Je t'attacherai sur mon lit et nous verrons si tu me grifferas encore. Et quand je me serai rassasié de toi, ce ne sont pas seulement les oreilles que je te couperai, por la Madre Santisima! c'est le

Et il le ferait! affirma Juan Mendez.

- Alors, j'ai eu très peur. J'avais presque envie de retourner chez lui, plutôt que de me laisser couper les oreilles. Mais il s'est dirigé vers la choza des capataces et il a ordonné à El Gusano de m'attraper. Heureusement El Gusano était occupé avec les chevaux Alors le patroncito a recommencé à crier après moi : « Non seulement je te couperai le nez, Bruja! Mais je te fersi encore attacher toute nue à l'arbre que tu vois là-bas pendant

» A ce moment, le cuisinier est sorti de sa cabane et m'a dit : « Muchacha, file, file à toute vitesse, et surtout ne te laisse pas prendre... >

trois jours et trois nuits. Peut-être

perdras-tu l'envie de frapper à coups

de bouteille, après cela. .

» Je lui ai demandé, vite, où je pourrais aller. Il m'a dit n'importe où, en ajoutant qu'il valait mieux pour moi être la proie d'un tigre

que celle de don Felix. Alors, je suis venue ici... » Les muchachos restèrent silencieux.

 Celso, n'est-ce pas ? Tu vas m'aider ? demanda Modesta. qui s'était aperçue de l'indécision des bûcherons.

- Nous pourrions la cacher, proposa Encarnacion.

Idiot ! Où veux-tu donc la cacher ? répliqua Lucido.

- Oh! Celso, dit Roman d'une voix angoissée... Tiens, voilà El Gusano qui rapplique à cheval... - Il doit nous avoir vus...

- Celso! Celso! Protège-moi! supplia Modesta, et sans attendre l'aide implorée, elle bondit affolée dans les brous-

L GUSANO était effectivement tout près d'eux. Il vit la eune fille qui s'enfuyait. Don Felix l'avait chargé de la lui ramener. Son cheval ne pouvait avancer que lentement dans la brousse, mais il la suivit pourtant. Tous les muchachos s'étaient levés et suivaient anxieusement la pour-

Modesta, dans sa détresse, prébucha soudain. L'instant d'après, El Gusano l'avait empoignée par la chevelure et ligotée

Epuisée, la jeune fille avait renoncé à la lutte. C'était décidément son destin d'être la proie de don Felix. Elle n'y échappe-

El Gusano la traîna derrière lui et se rapprocha du groupe des bûcherons. Il arrêta son cheval, sortit sa blague à tabac, roula une cigarette et interpella Celso, qui se trouvait le plus près:

 Donne-moi du feu! Celso lui tendit un brandon. El Gusano souffla quelques bouffées, puis il demanda:

Qu'avez-vous donc à manger ?

- De l'iguane, Jefe! répondit Lucido.

- Cochons que vous êtes! Comment un chrétien peut-il avaler de l'iguane, sans vomir de dégoût ? Des porcs immondes, voilà ce que vous êtes.

Il lança des bouffées de fumée devant lui, puis sa bouche se fendit en une large grimace; d'un signe de tête, il montra Modesta toujours attachée au lasso, et il ajouta :

- Hé, hé! J'ai là un plat autrement bon pour don Felix! Ça vaut mieux que de l'iguane, ce qu'il va bouffer ce soir, le patron! Et quand il l'aura bien dégustée et qu'il en aura marre, ce sera mon tour d'en tâter i Il m'a promis de me laisser ce qui en resterait. Ca sera toujours ça! Je me l'appuyerais même sans

Il cut un ricanement menaçant et chatouilla les flancs de son cheval pour le remettre en marche, en même temps qu'il tirait violemment sur le lasso pour faire avancer Modesta. On eût dit qu'il traînait un veau au marché.

Modesta, surprise par la brusque traction du lasso, tomba de tout son long, mais El Gusano n'en tira que de plus belle.

La jeune fille se releva à demi. En tombant sur les genoux, son regard avait croisé celui de Celso. Dans ses yeux, nul reproche. Elle savait trop que Celso, comme tous ses frères de misère, ne pouvait rien pour elle.

Mais Celso surprit dans ce regard une tristesse infinie qui lui fit plus de mal qu'un reproche, qu'une injure. Il regarda d'abord la jeune fille. Puis il se retourna et ses yeux se posèrent sur tous ses compagnons qui se tenaient debout, figés, et le regardaient eux aussi. Il vit Martin Trinidad serrer les lèvres et respirer fortement par les narines, comme pour se délivrer d'une oppression.

Tout cela ne dura que deux ou trois secondes.

ELSO ravala bruyamment sa salive. Puis il se ramassa comme pour un bond puissant. Son corps se détendit. Il rugit avec une telle force que le cheval du capataz se cabra et fit un écart comme s'il eût seuti l'approche d'un tigre. Mais en se relevant, ses sabots vinrent donner dans un bourbier gluant dont il tenta de se dégager, en vain, à cause du lasso qui l'embarrassait, car au moment où Modesta s'était laissée choir, la corde du lasso s'était glissée sous la grosse bille de bois qui avait servi d'oreiller à Celso, et s'y était accrochée.

El Cusano avait aussitôt maîtrisé sa monture. Il tira vigoureusement sur les rênes. Les membres de l'animal se tendirent pour sortir du terrain collant. Mais, tandis qu'il essayait d'opérer un tête-à-queue et que son cavalier ne songeait qu'à lui faciliter le mouvement, Celso, d'un bond prodigieux, vint retomber sur la croupe du cheval et ceintura le corps du capataz qui, sous le choc imprévu, chancels et vida les étriers.

A peine avait-il touché le sol que Celso l'écrasait de tout son poids et lui martelait le visage de ses poings. El Gusano se débattit et tenta de repousser Celso à coups de bottes dans l'estomac. Mais Celso s'était laissé glisser de côté, sans lâcher sa proie. Tous deux luttaient désespérément à terre, versant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Le visage d'El Gusano bleuissait. «Vas-tu me lâcher, chien?», dit-il d'une voix entrecoupée, mais ses paroles



rentraient plutôt dans sa gorge qu'elles ne sortaient de sa

D'une main, Celso tâtait le sol pour y trouver un objet quelconque qui aurait pu lui servir d'arme.

Juan comprit ce que voulait Celso. Il ramassa par terre une grosse branche qui traînait et en asséna un coup violent sur le

Les mains du capataz faiblirent aussitôt et lâchèrent leur

Juan recommença et laissa retomber la branche de toutes ses forces et à plusieurs reprises sur la tête d'El Gusano. Les coups pleuvaient avec une telle violence qu'au bout d'un instant Celso pu lacher sa victime. Le crane d'El Gusano n'était plus qu'une bouillie sanglante. (...)

- Ne crains plus rien, Modesta! Maintenant nous ne pouvons plus revenir en arrière. Il nous faut désormais aller toujours de l'avant. Nous allons partir tous! Qu'en dites-vous,

- Oui, tous ! appuya Roman.

- Ceux des fincas ? et les peones aussi ? demanda Paciano, qui précisément provensit d'une finca dont le propriétaire l'avait vendu aux frère Montellano.

- Oui, ceux des fincas et les peones aussi l'affirma Martin Trinidad. Et il poussa le cri de ralliement : «Tierra y libertad!

D'une seule voix, tous les muchachos lui répondirent : Tierra y libertad!

Ce qui arrivait à la monteria, comme ce qui arrive partout ailleurs dans les mêmes conditions, ne pouvait être imputé à crime aux muchachos, mais uniquement à ceux qui avaient créé ces conditions et en tiraient profit.

Chaque coup de cravache donné à un être humain est comme un coup de cloche sonnant le glas de la puissance qui a ordonné ce coup de cravache. Malheur à celui qui est battu et qui oublie les coups qu'il a reçus! Et trois sois malheur à ceux qui se dérobent et ne luttent point pour rendre coup pour coup.

(1) Les frères Montellano, don Severo et don Felix, sont les propriétaires des forêts d'acajon (NDLR).

monde-ci (100 envent dire bumilièes. Cell s'est produite o d'un quiproque moupe d'Iranicas es anrait pu cupit sprise de vocabul and telle dimes prore, je me det me contrains Tivant au debi Mionnaire étraté Alors, legen

DANS UN URUGUAY IMAGINAIRE

Le révélateur d'une société en décomposition

RAMASSE-VIOQUES, de Juan Carlos Onetti (traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan), Gallimard, Paris, 265 pages, 92 F.

UAN Carlos Onetti est l'un des trois écrivains latino-américains contemporains - avec le Mexicain Juan Rulfo (décédé en 1986), et le Colombia Gabriel Garcia Marquez - à avoir, dans le sillage de William Faulkner, su créer et imposer un lieu de fiction que chaque nouveau roman vient animer et

C'est de l'imagination de l'un de ses personnages qu'est sorti Santa-Maria, un gros bourg au bord d'un fleuve, avec sa colonie d'immigrants et sa via monotone rébrée de crises où le « grotesque » (avec « absurde » le mot revient sans cesse chez Onetti) le dispute au tragique, et où chaque habitant est confronté à son propre chaos. Cependant, rien n'est plus étranger au propos d'Onetti que la recherche d'une quelconque couleur locale.

Dès 1939, dans l'hebdomsdaire Marcha de Montevideo (Uruguay), dont il a été pendant plusieurs années le chroniqueur littéraire et culturel, il exhortait chaque créateur à plonger en lui-même, « le seul endroit où l'on peut découvrir la vérité ainsi que toutes ces chases dont la quête, constamment avortée, constitue l'œuvre d'art ». C'est à partir de la Vie brève (1950) que Juan Carlos Onetti construit donc son propre univers urbain, un lieu anonyme et indifférent où ses personnages s'isolent pour ressasser leur désespoir ou pour laisser leur imagination les transporter dans un contexte qu'ils voudraient plus clément. Suivront, outre différents recueils de nouvelles et récits, d'autres romans : le Chantier (1961), Ramasse-vioques (1984), que l'on republie aujourd'hui dans une nouvelle - et superbe - traduction, et enfin Laissons parler le vent (1979), non encore traduit, où les flammes d'un incendie volontaire embraseront et détruiront Santa-Maria.

« Je suis un homme solitaire qui fume dans un endroit quelcanque de la ville ; la nuit m'entoure, s'accomplit comme un rite et je n'ai rien à voir avec elle. » Cette phrase tirée de la première œuvre d'Onetti - le Puits (1939) - résume le rapport au monde qu'entretient chaque personnage. Nous retrouvons ce rapport dans Ramasse-vioques, où la petite ville de Santa-Maria est confrontée à un nouvel avatar de sa morne existence : un certain Larsen – les lecteurs d'Onetti le connaissent bien - ramène par le train trois prostituées jacassantes et défraîchies, destinées à la maison close dont, après douze ans de débat, le conseil municipal vient enfin - à la suite d'un marchandage vaguement sordide - d'autoriser l'ouverture. Larsen, proxénète minable, ne peut « protéger » que de vieilles prostituées à la ramasse, des vioques » (des « cadareres » en argot de Montevideo), d'où son surnom de « Juntacadaveres », « Ramasse-vioques ». L'accueil de Larsen à Santa-Maria sera plutôt distant, même si au bout de quelques mois la maison « aux volets bleus » finit par se constituer une clientèle fidèle. Finalement, sous la pression du curé, la « Ligue des honnêtes gens » obtiendra l'extirpation de ce corps « malsain ».

En fait, ce sursant communautaire n'intéresse guère Onetti. La maison de tolé-rance n'est ici qu'un révélateur, et c'est pour la dérive intérieure de ses personnages et pour l'autonomie de son propre récit que le romancier se passionne. Au contraire de l'univers balzacien, marqué au sceau de l'énergie, se développe chez Onetti un pathétique de l'abandon et du rezoncement, tempéré par des recours à l'imaginaire et aux fantasmes. L'absurde est ici vécu comme un «rituel», où il est possible « d'être à l'aise, de s'incruster sans comprendre ».

Sur cette comédie des contradictions, le vieux médecin Diaz Grey, une sorte d'alter ego d'Onetti, jette un œil désabusé : « Je ne peux plus être poussé par leurs mobiles, toutes leurs convictions me semblent comiques, toutes les sortes de foi de ces gens lamentables et condamnés à mort.» Mais, dans le même temps, cet bomme dont tout le village reconnaît le dévouement n'hésite pas à admettre : « Ceci dit, la vie m'intéresse, je suis curieux, j'aime agir sans m'inquiéter du succès ; j'aime participer, impersonnellement, sans égoïsme.

L A vie, précisément, palpite dans Ramasse-vioques, avec l'opposition libéraux-conservateurs au conseil municipal, l'antisémitisme latent d'une partie de la population, l'emprise du clergé, l'action parfois musclée des ligues de vertu. Mais ce n'est là qu'un tremplin à partir duquel Onetti excelle à lancer ses personnages vers des espaces plus intimes et plus glauques. Larsen devient ainsi une sorte de « maquereau métaphysique », à la fois vengeur et désabusé, pour qui l'aventure de la maison aux volets bleus vient trop tard.

Ce qui compte pour Juan Carlos Onetti, ce n'est pas de dépeindre une réalité «objective», ni de s'engager, pour reprendre une formule de Roland Barthes, dans une « histoire qui ne lui appartient pas ». Ramasse-vioques, comme les nouvelles et les autres romans d'Onetti, s'organise autour de différents « possibles », dictés par l'état d'esprit ou la sensation dominante du moment.

La littérature ne peut pas changer le réel, aussi funeste soit-il; mais par sa rigueur, irriguée par l'imaginaire, elle peut faire partager ce qui est le but ultime d'Onetti: l' « aventure de l'homme », même si celle-ci n'est, en fin de compte, qu'un « voyage au bout de la nuit ».

Alex LA GUMA

L'oiseau meurtrier

Un nouveau monde est en train de naître en Afrique du Sud, et les Blancs ne veulent pas le voir. Lourde de sanglantes menaces, cette ignorance sert de tolle de fond an roman de l'écrivain métis sud-africain Alex La Guma. Un roman salué par la première critique comme un livre toni-



Éditions KARTHALA, 22-24 boulevard Arago. 75013 - Paris

176 pages - Prix public: 70 F

Ce roman est disponible en librairie ou peut être commandé directement à KARTHALA au prix de 80 F franco

PROCHE-ORIENT

JEUX DE GO EN MÉDITERRANÉE ORIEN-TALE. - Thomas Schreiber, Olivier Da Lage, Pierra Delmas, Gérard Grzybek

☆ Fondetion pour les études de défensationale, diffusion le Documentation fu quies, Paris, 1986, 184 pages. 74 F.

Analyser en un seul ouvrage l'affrontement américano-soviétique en Méditerranée, le conflit gréco-ture, les menaces qui pèsent sur les Balkans, la question chypriote, la poussée islamiste et le rôle des divers protagonistes, petits ou grands, qui contribuent à façonner la région, relevait de la gageure. Le pari a pour-tant été tem, même ai c'est au prix d'une impasse délibérée sur la crise du Proche-Orient. Outre sa clarté, cet ouvrage a deux qualités. Il s'emploie à restituer la dimension historique des problèmes et aussi à analyser les différents conflits dans leur interaction soulignant que les dangers qui pèsent sur la Méditerranée orientale viennent avant tout de « l'accumulation des crises en un temps

ALAIN GRESH

LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE **ARABE 1986.**

ciation de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe publie son rapport : un bilan accablant. On compterait 100 000 détenus politiques en Irak, 10 000 en Syrie, 3 500 dans les territoires arabes occupés par Israel ; la torture est pres-que partout d'usage courant ; la tutelle sur la presse se renforce. Le texte dénonce aussi l'expulsion massive de travailleurs immigrés par le Kowett, Bahrein, la Libye... et examine, cas par cas, la situation dans vingt des pays membres de la Ligue arabe.

RELIGION

LE CALIFAT DANS LA DOCTRINE DE RASHID

* Adrien Maiso 285 pages, 140 F.

Voici le fac-similé d'un texte paru en 1938, traduction annotes par Heuri Lacust, un des plus éminents islamologues, de l'ouvrage que l'Egyptien Rashid Rida, disciple de Mohamed Abduh, a consacré au califat. Ecrit en 1922, Abduh, a consacré au califat. Ecrit en 1922, au lendemain de la proclamation par la Grande Assemblée nationale turque d'un cali-fat purement spirituel — ce qui équivalait à abour une institution qui, de la mort de Mahomet à la première guerre mondiale, avait dirigé la communauté des croyants, — le livre de Rida permet de pénétrer la pensée d'un des tils réformateurs musulmans. Une réfdition bien utile pour tous ceux qui tentent de comprendre les débats qui secouent

EUROPE

PRUSSIANITÉ ET SOCIALISME. - Oswald Spengler (traduit de l'allemand par Eberhard

Actse Sud, Aries, 1985, 135 pages,

L'œuvre d'Oswald Spengler, symbèse hété-roclite et peu rigoureuse, fut avant tout un phénomène d'époque. Et la tentation de trou-ver en elle (comme dans celle d'Hermann ring) une critique de droite valable du

Daté, le texte l'est assurément et la volonté Daté, le texte l'est assurément et la volonté des éditeurs de présenter cet essai de Spengler comme l'amonce du socialisme « instauré dans les pays de l'Est et en RFA notamment » est trop simplisme. Mais les thèmes de Spengler retiennent l'attention, ne serait-ce qu'à la nomière des polémiques qui, aujourd'hui, divisent les historiens sur le rôle que joua la Prusse dans la genèse du national-socialisme. Unir la prussianité et le marxisme fut un rêve que l'on retrouve chez tous ceux que l'on nomme « la gauche de la droite » des années 20, en particulier chez Ernst Nielcisch, théoricien du national-bolchevisme.

Et il est vei me la référence à le Deure

Et il est vai que la référence à la Prusse dans les deux Allemagnes soulève de multiples interrogations historiques et politiques. On ne aux synthèses hatives de spengler l'excellent caux synthèses hâtives de Spengler l'excellent essai de Rudolf von Thadden la Prusse en question, para chez le même éditeur.

JEAN-MICHEL PALMIER.

L'OTTOBRE UNGHERESE (l'Octobre hongrois). - Frederigo Argentieri, Lorenzo Gianotti Valerio Levi, Rome, 1986, 186 peges. 24 000 Eres.

Pour la première fois depuis l'analyse faite à chaud par Togliati en 1957, les communistes italieus reviennent sur l'insurrection de Buda-pest. Natta, le secrétaire général du PCI, vient de condamner l'élimination en 1958 du « révide condamner l'élimination en 1958 du « révisioniste » Nagy. En même temps, un chercheur de l'institut Gramsci et un sénateur du PCI publicut une synthèse historique sur l'Octobre hongrois. Le livre, malgré son titre, traite des treize jours cruciaux en cinquante pages, mais s'attache surtout aux débats internes dans le PC hongrois. Bonne synthèse des études les plus récentes, l'ouvrage s'emploie à faire ressortir le rôle positif des proches du chef du gouvernement, lmre Nagy.

PAUL GRADVOHL

AMÉRIQUES

A l'AMÉRICAINE, FAIRE UN PRÉSIDENT. -Serge Halimi

Aubier, Paris, 1986, 365 pages, 715 F.

Ce sont des tendances lourdes que Serge Halimi identifie dans cette étude sur l'élection à la présidence de M. Ronald Reagan en 1980. m pressurate de m. Roman Rengan en 1980.

Progression des forces conservatrices dont
M. Reagan est l'incamation: «En réalité,
remarque M. John Anderson, ancien candidar
indépendant à la présidence, son objectif n'est
pas la reprise économique, mais la revanche
sociale.

Antre tendance lourde: le repli du Parti lémocrate, qui avait réassi, des les années 30, à créer la coalition «progressiste» du Big Business - Big Labor - Big Government. La réponse «social-démocrate» des «nouveaux démocrates » est moins de trouver l'équivalent moderne de l'Etat-providence que de char-cher, à tout prix, à «rassembler et moder-niser». Gary Hart, Laurent Fabius, même combat.

Fondé sur l'analyse de centaines d'articles de discours et de spots publicitaires, A l'amé-ricaine révèle des contradictions bien connues en France et parfaitement résumées, en ce qui concerne les Etats-Unis, par Geraldine Ferraro, la colistière malheureuse de M. Mondale raro, la colistiere malneureuse de M. Monaule en 1984: «Le public n'est pas d'accord avec Reagen sur le budget, pas d'accord sur la politique commerciale, pas d'accord sur l'environnement, pas d'accord sur le nucléaire, mais interrogez-les sur Reagan et tous vous diront: « Il a tort, mais il en formidable. » Triomphe du gouvernement-spectacle, des campagnes-spectacles, des spé-cialistes du look.

Autre tendance, non moins caractéristique de l'Amérique et de la France, le double dis-cours – celui d'un libéralisme interventionniste – oz plutôt, le décalage – revu et corrigé – entre le rêve de la «main invisible» et la pratique protectionniste, voire «subvention-niste» qui se manifeste, entre autres, par les aides de Washington à la vente des céréales à l'Union soviétique. Jamais l'Etat américain n'a comm un budget fédéral aussi lourd, en pourcentage du PNB, que sous le gouverne-ment du président Resgan. Mais est-ce vrai-ment une contradiction ?

L'INTERVENTIONNISME LIBÉRAL. - Bertrand Bellon

* CPE-Economica, Peris, 1986, 176 pages.

Vous avez dit libéralisme? Cortes, les Etats-Unis en sont l'incarnation. Mais, dès l'origine de la nation, l'interventionnisme est le pain quotidien. Sans les concessions de terres anx compagnies ferroviaires, pas de conquête de l'Ouest telle qu'on la connaît. Sans subventions massives, l'agriculture américaine n'antait pas atteint son légendaire dégré de

La progression structurelle des dépenses de l'Etat est symptomatique : 19,2 % du PNB sons l'administration du président Johnson ; 22.2 % et 22.4 % sous celles des présidents Nixon et Carter; 23,5 % sous Fin président Reagan, le champion du libéralisine.

L'ouvrage que Bertrand Bellon vient de consecrer à l'Interventionnisme libéral aux Etats-Unis présente, en moins de deux cents pages, tout ce qu'il faut savoir sur le rôle de l'Etat américain : comment il fixe les règles du jeu (réglementations et déréglementations); ent il prescrit des normes à l'importation qui contraignent les concurrents à des « autolintions volontaires > ; comment il oriente et finance la recherche et la production mili-taires; comment il inspire et soutient (à han-teur de 50 %) la recherche civile; comment il s'efforce - avec le relais des Etats locaux d'arteindre les PME d'innovation.

L'originalité de l'étude réside dans l'analyse de la stratégie. L'Etat n'intervient pas — ou peu — en tant que producteur. Il opère « en creux » (pratiques de détaxes) autant qu'« en bosse » (pratiques de subventions « ciblées »). Pent-on parler de « politique industrielle » ? Le débat revient à l'ordre du jour sous la pres-sion de la concurrence internationale. Le terme est souvent rejeté. La réalité est néanmoins présente. L'un des enjeux des élections atielles de 1988 est, précisém définition d'une politique industrielle adaptée

PIERRE DOMMERGUES.

UN REMORDS BRÉSILIEN

L'esclavagisme du système latifundiaire

SAO BERNARDO, de Graciliano Ramos (traduit du portugais par Geneviève Leibrich), Gallimard, Paris, 1986, 179 pages, 79 F.

L est des désastres intérieurs dont on ne peut mesurer l'étendue. « Pro-priétés » des individus, ils suscitent l'intérêt par leur immensité même. Le roman introspectif fousille ess espaces personnels avec délectation. Il est aussi des espaces géographiques immenses, comme ces latifundia, ces faxendas du Nordeste, du Brésil qui sont des désastres pour les âmes et les corps. La littérature sociale des années 30, au Brésil, en a souvent dénoncé l'existence.

Mais la démarche de Graciliano Ramos diffère de celle des romanciers engagés traditionnels, en ce sens qu'il utilise l'introspection pour faire de la cri-tique sociale. Son chef-d'œuvre, Sao Bernardo, écrit en 1934 sous la dictature de Getulio Vargas (1930-1945), est doublement original. D'abord, et de la même manière que Mémoires de prison (1) présentait l'« intérieur », l'univers carcéral (que l'auteur connut entre 1936 et 1937) mais réfléchiseait en fait l'« extérieur », la société de l'époque. Sao Bernardo illustre, à travers le désastre personnel d'un fazendeiro (propriétaire terrien), une véritable gangrène sociale : celle du système latifundiaire brésilien.

Ce qui frappe également dans ce roman, c'est que l'esclavagisme qui sévit dans la fazenda n'est nullement appréhendé par l'une de ses victimes mais lentement révélé par Paulo Honorio en personne, le narrateur-tyran, ex-colporteur aux savates éculées, devenu la « hrute » aux mains calleuses, et maître absolu de

Orphelin pauvre, Paulo Honorio a trimé, escroqué, tué, intrigué lors des périodes électorales, construit église et école par démagogie, et tout cela pour atteindre le but de sa vie, tel qu'il le raconte à sa façon, désarmante de cynisme : « Se rendre maître des terres de Sao Bernardo, bâtir cette maison, planter du coton..., constituer un troupeau de bovins respectable. . A quarante-cinq ans, voulant naturellement assurer une descendance, il a pris femme : une blonde institutrice. Madalena, aux idées avancées. Elle lui donne un fils, rachitique, vite délaissé. Cinq ans après, brisée par la dureté de son mari, et surtout épuisée par sa jalousie paranoïaque, elle se suicide.

Or elle était aimée. Au cri répété de la chouette, Paulo prend soudain la Or elle était aimée. Au cri répeté de la chouette, l'auto prend soudain in plume, « sans susoir pourquoi ». Et défilent d'autres désastres oubliés : la mort de tant d'ouvriers agricoles, de leurs familles, du « cabocle à la figure chafouine » qui reçoit un bloc de pierre dans la poitrine : « Il eut son compte. Il laissa une veuve et des orphelins en bas âge. Ils le suivirent. » Conclusion pragmatique du maître : « Pour réduire la mortalité et augmenter le rendement,

L'ABSENCE totale de sens moral de Paulo, tel qu'il se decrit dans ceue « muse à plat » de ce qui se passe sur un latifundio, est saisissante : « Une école ! Que m'importait que les gens sachent lire ou soient analphabètes... », ou encore : « Le lendemain matin, je tuai le cochon destiné à mes électeurs. Le dimanche, dans la soirée, Mendonça [un gêneur] reçut une balle dans les côtes et passa 'ABSENCE totale de sens moral de Paulo, tel qu'il se décrit dans cette « mise

Mais, au fur et à mesure que le livre avance, on mesure que Paulo se rend compte. Même au fond de sa propriété barbare, les idées s'infiltrent, les chocs historiques délient les langues et les esprits. Le communisme, si lointain, est aux partes, et soudain on rapporte des rumeurs de révolution. Ceste automatique, Paulo envoie cabocles et fusils pour soutenir le pouvoir en place. C'est à ce moment-là, mais de l'intérieur, que son moude s'écroule. Il prend conscience que, quelque part, il s'est « fourvoyé ». Le roman se termine sur cette constata-tion du maître : « C'est mon genre de vie qui m'a mutilé. Je suis un infirme. Je dois avoir un cœur rétréei, des espaces vides dans le cerveau. »

Deux années après avoir décrit en creux les souffrances des « malheureux » — les ouvriers — qui « n'inspiraient aucune sympathie », Graciliano Ramos se — les ouvriers — qui « n'inspiraient aucune sympathie », Craciliano Ramos se retrouvait en prison pour crime de sympathie (on disait « communisme »). Depuis, sous les mêmes prétextes, le Brésil s'est bien souvent privé de beaucoup des siens, parmi les meilleurs, sans pour autant subvenir aux besoins de ses cabocles aux figures chafouines. « Ne sentir aucune affaction pour son propre fils. Quelle misère ! » Superbes paroles de clarté symbolique...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cet ouvrage, publié en 1953 après la mort de l'auteur, est actuellement en cours de traduction. Le film Mémoires de prison, que Nelson Pereira dos Santos en a tiré, a été présenté par Ignacio Ramonet dans le Monde diplomantique de janvier 1986. Deux autres romans de Graciliano Ramos ont été publiés en France anx éditions Gallimard : Sécheresse (1954) et Enfance (1956).

SATISTIQUES ET LE DIS comment s'es wette du chân A Particular Control 12 Table 14 1122 2139 Traction to give a W 22 * 1 1 1 1 ----Francisco Language Co. · 7 4 4 4 4 L L L itte tetlengi des invaldes, P Setuce 3 guerre, to prote out Service of the societies. Bear Leades trimestricties daque revue : le numer Garament annuel: France

CONTRACT!

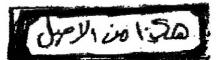
inde avantageuse

Abonnez-vous

aux deux revues:

A CESSOZ VOS COMMENCIOS

WEUMENTATION ! Section 93300 Audi



SMELETICHONISME LEERAL - Bertrand Jon., Paris., 1985, 178 pages

iberalisme ? Certes, la of se sent l'incarnation. Mar. de de mation, l'interventionation est le Aires Sans les concessions de terres de la constante de c resiens, l'agriculture américaise

des dépendes des dépendes de incommunique: 19,2 % du PNB managementos du président Johnon: 102,4 % aous celles des président de la communique : 23,5 % sous l'impulson du président : 23,5 % sous l'impulson du prési e, le champien du libéralisme

esa Bertrand Bellon vient de l'Inderventionnisme libéral de sente, en moins de deux cent es qu'à fant savoir sur le rôle de la comment il fixe les règles de la l'important des nomment il fixe les règles de l'important des nomment à l'important des nomments à des autobres des concentrents à des autobres des concentres des concentres des concentres des concentres des concentres des concentres de concentres d silontares = ; comment il onene e spekerche et la production mit interest il inspire et soutient tè lun interest de relais des Etats locare in prier le relais des Etats locate ...

do l'étade réside dans l'amba L'Eres s'intervient pes - a des producteur. Il opere a de détaxes) autant qu'en es de sobventions - cibles -) do - politique industrelle, : d strong internationale rejesé. La réalité est néas L'un des enjeux des électes de 1963 est, procesoment le politique industrielle adque

aire Remors (traduit du

Callimard, Paris

l'étendue. in immensité mêtre le les délectation il es die co fizence et les corps.

enstence. celle des romances pour faire de la cre-1934 sous la diciatara Debord, et de la mem Tuniver carret sait en fair l'este mesers le désastre les

Proclavagisme qui to see victimes that he e maiur abola de

tel intrigué ion in et tout cela por A quarante-com and as fils, rachate et, et surtout epoise

made prend soudain a mission oublies : la mes a fl est son comple. seter le rendemed

de de la cette a mis ou encore desers. Le dimente des les côtes et passi

parituent, les choo se lointain, est sus Come automatique place. C'est a was an infirme. li

analheure maineure's s communisme, besoins de s besoins de

LES STATISTIQUES ET LE DISCOURS

Comment s'esquisse la silhouette du chômeur moderne

de la société sur elle-même. Mais ce que l'on tient pour évident dans le domaine social est le produit d'une histoire. Des images nous dominent dont on ne sait pas assez qu'elles ont été construites et que, pour comprendre la réalité qu'elles nous montrent, il faut parfois les décomposer. En 1891, dans le recensement, les chômeurs figurent dans la catégorie « sans profession » aux côtés des saltimbanques, bohémiens, vagabonds et filles publiques. Pour créer ses catégories, le statisticien classe, trie, supprime « le rague, l'objet sans nom ou le sujet sans place », et donne ensin du monde une représentation par le jeu complexe des acteurs sociaux et des institutions.

Des statisticiens et économistes, Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud, s'interrogent dans l'Invention du chômage (1) sur la mise en place et les effets des instruments de mesure du iène, de la fin du dix-neuvième siècle à aujourd'hul, pour comprendre comment s'est élaborée « la connaissance des réalités du travail et du non-travail ». Les évidences cessent alors d'être des évidences pour devenir des problèmes : les procédures sociales d'enregistrement du chômage façonnent la réalité autant qu'elles en rendent compte, elles se déta-chent de leur historicité pour désigner les modèles à reproduire.

Ainsi se dessine peu à peu le person-nage du chômeur moderne, sur un modèle à la fois urbain et industriel qui s'impose, par la place de la grande entreprise dans la détermination des formes dominantes de l'emploi salarié et par les choix de la politique d'assistance, au détriment d'autres réalités du monde du travail, de situations plus précaires. Les départements d'industrialisation rurale, par exemple, particulièrement ceux employant une maîn-d'œuvre féminine, en 1936, sont souvent des lieux sans chômage recensé. Pendant les années 30, « la position chômeur va se constituer dans la crise autour d'une position institutionnelle, antérieurement créée par l'Etat : celle de personne secourue par les fonds de chômage », sur laquelle se greffe la position de « demandeur d'emploi » inscrit dans un bureau de placement. Les politiques étatiques, patronales et syndi-cales, quoique orientées différenment, concourent à la solidification de cette physionomie du chômeur. D'ailleurs, au moment du Front populaire, la diminution du chômage profite d'abord à la main-d'œuvre française, masculine et qualifiée.

Pour les auteurs, la « convention keynésienne de plein emploi », expérimentée dans les années 30 et qui a organisé après la guerre le marché du travail d'une façon « remarquablement efficace », a été irrémédiablement mise à mal par les récents bouleversements des normes d'emploi liés aux restructurations de l'industrie. Ils émettent donc l'hypothèse que la crise contemporaine est une crise des représentations et des catégories anciennement établies », et qu'elle doit nécessairement déboucher sur leur transformation: « Restituer la dimension historique de la formation de la catégorie chômage prend alors tout son sens et son importance. »

Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud montrent ainsi en quoi la création des catégories et l'invention de l'information participent à l'éto-blissement de la «réalité» et en quoi, donc, elles sont des enjeux sociaux de première importance.

PHILIPPE VIDELIER.

(1) Robert Salais, Nicolas Baverez, Béné-dicte Reynaud, l'Invention du chômage, PUF, « Economie en liberté », Paris, 1986, 267 pages, 135 F.

SOCIÉTÉ

PRÉVENIR LA DÉLINOUANCE. - Hervé-Frédéric Mecheri

* L'Harmuttan, « Logiques sociales ». Peris, 1886, 190 pages, 90 F.

Voici un livre qui tranche avec l'actualité, en ces jours où l'on traite les drogués, victimes de leur propre délit, comme des délinquants on des malades mentaux. Analysant en détail le fonctionnement du « dispositif Bonnemai-son » mis en place en 1983 à l'échelle natioentale et communale, l'auteur nate en iumière le cojeux fondamentaux de la prévention : une vérimble politique sociale (logements, emplois), pénale (en faveur des peines substitutives à l'emprisonnement) ou peines substitutives à l'emprisonnement) ou médiatique (information). De fait, il s'agit de compléter le dispositif répressif, certes inévitable, par une stratégie de prévention prise en bie, par une strategie de prevennon prise en charge par les élus locaux et la population ellemême. Des soixante-quatre propositions du rapport Bonnemaison n'impliquant aucune dépense supplémentaire, seulement le quart d'entre elles avaient été suivies. Alors que la faillite des réponses sécuritaires à la délinquance est tous les jours plus évidente, ce livre

Hôtel national des Invalides, Paris 7º

(Le Magazine littéraire)

étranger 270 F

(paiement à réception de la facture)

France: 330F

STRATÉGIQUE

"Le <u>nec plus ultra</u> de la recherche et de la réflexion

POLÉMOLOGIQUES

Deux revues

trimestrielles

Pour chaque revue : le numéro 60 F

l'abonnement annuel: France 200 F

Abonnez-yous

aux deux revues:

Adressez vos commandes à:

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

124 rue Henri Barbuse 93308 Aubervilliers Cedex_

La polémologie étudie la guerre, la paix et les conflits,

trilogie inséparable de la vie des sociétés.

Une formule avantageuse

française en matière de stratégie. Indispensable".

MICHEL RAFFOUL

« Le Parti des patrons », d'Henri Weber

Par Yves FLORENNE

E ce parti-là, on peut dire aussi bien qu'il n'existe pas, ou qu'il est toujours plus ou moins au pouvoir. An contre-pouvoir. De toute façou, le Couseil national du patronat français (CNPF), comme l'indique son nom majestueux, n'est pas un parti, mais le gouvernement plus ou moins représentatif d'une population de quelque cent cis-quante mille ladividus, d'ailleurs d'une parfaite inégalité de

Voici donc la première histoire du CNPF (1), fondée sur voici none in premiere instoire du CTVP (1), fondée sur une vaste information puisée à la source et une enquête de trois années. Elle est complète, vivante. Et d'une objectivité remarquable, au point d'être surprenante quand on sait que l'auteur, vieux présoixante-huitard très militant, est resté « fidèle à ses vaieurs » au sein de « la famille de gauche », et qu'il n'en a rien caché à ceux dont il voulait écrire l'histoire. Pari ou défi, il u'en a pas moins été introduit dans le saint des saints; il dit, lui, mais avec humour: « dans le reutre de la bête». Enfin, à travers cette histoire d'une organisation « pluraliste », agrégeant par des liens assez lâches des fédé-rations qui manifestent leur indépendance, on ne cesse d'avoir des vues sur la vie économique, sociale, syndicale et bien entendu politique de la France, pendant ces quarante dernières années.

Bornous-nous à marquer de quelques traits significatifs, trois ou quatre temps forts. De Gaulle n'y va pas par quatre chemins : « Pourquoi pas l'élection des PDG au suffrage universel dans l'entreprise? » La réaction produite appelle cette réponse: « On m'élit bien de cette façon. Pourquoi pas eux? » Pour le CNPF, le général, éternel factieux, est aussi eux ? » Pour le CNPF, le général, éternel factieux, est aussi, « un dirigiste incorrigible et un utopiste impénitent ». Pour le général, le CNPF est « un groupe de pression au service d'intérêts privés et puissants qui a usé et abusé de la faiblesse de l'Etat ». En ce temps-là, au boom de l'économie a correspondu celui des entreprises françaises : phis souvent par la force des choses que par celle d'un modernisme intelligent qui demeure minoritaire. C'est alors qu'on médite, rédige et mabile une charte libérale » contre la dirigisme ». Co qui es utopis libérale » contre la dirigisme ». Co qui es utopis libérale » contre la dirigisme ». Co qui es utopis libérale » contre la dirigisme ». Co qui es utopis libérale » contre la dirigisme ». Co qui es utopis libérale » contre la dirigisme ». Co qui est est dirigisme ». public une charte libérale « contre le dirigisme ». Ce qui ne va pas sans provoquer quelques mouvements vifa au sein de gou-vernement patronal. Le PDG d'une entreprise importante démissionne, en dénonçant cette « plougée dans le passé à la graelle s'émptre la CAIDE. panelle s'évertue le CNPF ».

La «grande peur» passée, mai 1968 aura provoqué dans le patronat une prise de conscience : c'est l'« aggiornamento ». Le mouvement Entreprise et Progrès, l'une des plus anciennes « sociétés de pensée » du patronat moderniste, éla-bore sa « contre-charte libérale ». La fin des « trois décennies glorieuses », qui ne furent d'ailleurs que deux, va surve-nir peu après l'élection contre nature d'un « patron des patrons » qui ne fut jamais patron d'entreprise. Elle vient consacrer cette mise à jour à laquelle il participait depuis lougtemps. Dans une période qui a cessé d'être facile, le tri-ple triennat de M. François Ceyrac aura « contribué à définir et à implanter une nouvelle identité patronale ».

Neuf ans plus tard, l'élection de son successeur donne à l'auteur l'occasion de découvrir à son lecteur les détours et

les surprises du sérail. Le fauteuil devait aller, com droit, au vice-président Chotard qui n'en doutait pas. Ce fut M. Gattaz qui l'obtint. C'est que cet « outsider inquiétant » était le plus « présentable » des interlocuteurs qu'on pût offrir à la ganche en état de grâce. Sa stratégie du « dialogue » (« vigoureux et obstiné », précisalt-il) obtiendra des résultats notables. Mais ses méthodes et ses façons indisposeront, dans cet intérieur feutré. Et puis, le modernisme qu'il apporta s'appelait, pour d'autres, régression. Les tendances s'affrontaient, mais bien entendu sans éclats inconvenants.

C'est alors que le 17 mars 1986, lendemain triomphant d'une date historique, le premier vice-président Yvou Cho-tard, souteur par cinq « grands féodaux », jette en pleine assemblée sa démission écrite, et sort. Selon les conjurés, elle ne pourra qu'entraîner celle du président, et le fautenil, prempé cinq ave plus tils residents à celui en despit y alle. ne pourra qu'entraisser celle du président, et le fautent, usurpé cinq ans plus tôt, reviendra à celui qui devrait y être assis. L'auteur rapporte que le coup d'envoi du « putsch » aurait été donné sous forme d'une injonction amicale de M. Charles Pasqua à M. Chotard, touchant M. Gattaz, sur la mécassité d'éliminer « ce collabo ». Entendu que l'enneme de l'account d'actual de l'account de l'actual d et l'occupant, c'est, ce fut et sera toujours, un gouvernement

RESTE que le patsch manqué, en choquant violenment le CNPF, s'il n'a pas proroqué les lézardes du temple, les a révélées au grand jour. Pour l'avenir immédiat, Henri Weber émettait trois hypothèses : éclatement, replâtrage, ou OPA de l'« alle marchante ». Celle-ci souhaitait une « auto-OPA de l'« alle marchante ». Celle-ci sonbaltan une « autorité morale, un grand patron charismatique, un peu philosophe ». L'actualité relaie l'histoire. M. Chotard, décidément écarté, le nouvel éta, M. François Périgot, correspond-il à ce portrait ? Son élection apparaîtrait-elle comme un signe ? Mais un signe diversement interprété, selon qu'on voit d'abord en lui le PDG d'une multinationale étrangère, on le président d'Entreprise et Progrès. Une certitude, en tout cas : dans l'entreprise française, le progrès saus délai est une

Mais il faut faire avec la masse pesante des patrons « ringards ». Qui ne sont pas toujours, et forcément, les plus petits. Et le temps presse : pour l'économie, l'industrie fran-çaise, du retard an ringard, le chemin est devenu court.

N'a-t-on pas dit des patrons : « Ils out les sulariés et les dicuts qu'ils méritent? » A ceux-là de faire en sorte d'avoir les chefs d'entreprise qu'ils mériteraient. Alors pourrait se former — le vœu est formulé à la dernière page du livre — ce « bloc moderniste » que Mendès France appelait à naî-tre. Collaboration de classe ? L'auteur, qui ne renie rien de sa jeunesse, mais mesure les mutations et voit les réalités, ne laisse-t-il pas entendre que tout un vocabulaire, aussi, est

Henri Weber, le Parti des patrons, Seuil, Paris, 1986,
 pages, 125 F. On pourra lire aussi, ou relire, de J. Brunel et J. Saglio, l'Action patronale, du CNPF au petit patron, PUF,

POLITIQUE

LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES. - Alain

Dans des sytèmes politiques où l'histoire adopte une géométrie variable, et au fur et à mesure que se dévoilent traîtres, agents de l'étranger, ennemis du peuple et autres renégats, l'image fixe est toujours en retard d'une purge ou d'une révision. D'où la tentation de la falsifier. Alain Jaubert en détaille les techniques : retoucher, détourer, découper, effacer.

Surtout, photos originelles et photos truquées à l'appui, il passe en revue les « bénéficiaires » de ces opérations, aussi bien Mussolini et Hitler que Lénine, Staline, Mao, Tito, Kim Il Sung, etc. Et aussi leurs victimes : Trotski, Dubcek et tous les dirigeants exécutés, « suicidés » ou même seulement limogés.

Ces méthodes, fleuron du stalinisme, s'exportent volontiers dans des révolutions plus récentes (Cuba) et n'épargnent pas des partis n'occupant pas le pouvoir. En France, leur mise en œuvre récente le plus comme s'est produite dans les colonnes du Figaro-Magazine, qui, le 6 février 1982, publisir un cliché dont le thème, le cadrage et la date étaient délibérément truqués afin d'accuser le ouvernement sandiniste de massacrer les

Précisons que chacune des trois cents photos proposées par Alain Janbert est accom-pagnée d'une fiche de présentation très complète, et que l'onvrage comporte une remarquable bibliographie.

BERNARD CASSEN.

LA FIEVRE HEXAGONALE. - Michel Winock * Calmenn-Lévy, Paris, 1986, 428 pages,

Ce livre porte sur huit grandes crises politiques ayant, à des degrés divers, socoué la France depuis un peu plus d'un siècle - de la Commune de Paris à mai 1968 - et les traits comme les symptômes d'une fièvre endémique qui marquerait notre pays d'une « inquiétante singularité » en Europe.

Il est sam doute instructif, dans le contexte politique actuel, et après la récente fronde étudiante, de relire cette histoire séculaire, à l'aide du fil rouge que Michel Winock dévide avec clarté, pour se demander en conclusion. avec hel, si nous nous orientons, après les orages ainsi traversés, vers les rivages plus paisibles d'un consensus, dont la cohabitation serait seniement l'un des signes les plus visi-

RENÉ BAYSSIÈRE.

CULTURE

PENSÉE ET LANGAGE. - Lev Vvgotski → Messider-Editions sociales, Peris, 1985 550 pages, 250 francs.

Ce n'est pas un événement scientifique négligeable que le monde francophone fasse la issance, avec plus d'un demi-siècle de retard, d'un des grands théoriciens de la pensée et du langage, Lev Vygotski. Il fut l'un des fondateurs de la psychologie soviétique, à une époque – les années 20 – où les travaux russes en linguistique étaient particulièrement

Les recherches de Vygotski portsient notamment sur le développement de l'intelli-gence, la formation du concept chez l'enfant, esquisse d'une théorie de la personnalité hélas, interrompue par le décès prématuré de l'auteur en 1934. Comme beaucoup d'autres créations soviétiques, l'œuvre de Vygotski fut jetée aux oubliettes sous Staline. Progressivement rééditée en URSS après 1956, en plusieurs volumes dont ce livre, *Pensée et Langage*, publié en anglais en 1962, en allemand et en espagnol en 1964, en italien en 1966, et finalement en français en... 1985.

L'ouvrage est complété par un commentaire de Jean Piaget, emprunté à l'édition anglaise, où le psychologue suisse dit regretter de pren-dre connaissance avec autant de retard de l'œuvre de Vygotski, et d'avoir manqué le

JEAN-MARTE CHAUVIER.

DROIT

LA GUERRE AUJOURD'HUI, DÉFI HUMANI-TAIRE. - Rapport à la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, présenté par Mohamad Bediaoui

★ Berger-Levrault, coll. « Mondes en deve-pir », Paris, 1986, 250 pages, 34 F.

Face à la guerre, aux multiples conflits qui provoquent morts et souffrances, quelles sont les ambitions du droit international humani-

C'est ce que veut nous présenter ce rapport, pièce maîtresse d'une réflexion exigeante mais réaliste. Le droit humanitaire en effet, s'il ne pent à lui seul supprimer les conflits armés, se propose néaumoins d'en atténuer les effets destructeurs en tracent des limites techniques. des normes, pour baliser le drame permane de la guerre. Une « politique du moindre mal », certes, mais qui recense patiemment. ment, la pléthore de textes et analyse les déclarations d'intention qui ont fait l'histoire du droit humanitaire. Controverses, violations multiples, mais aussi progrès bien réels dans la codification des normes humani-

CAROLE DANY.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA 1987.

1986, 911 pages, 60 livres. La nouvelle édition de est annuaire com-

porte, comme d'habitude, trois parties. La première aborde les problèmes régionaux, du constit israélo-arabe à la production du pétrole en passant par la poussée islamiste et la question de Jérusalem. La deuxième est consact aux organisations régionales. La dernière, enfin, passe en revue plus de vingt pays, avec pour chacun d'entre eux des chapitres sur la géographie, l'histoire, l'économie ainsi que des données statistiques, des adresses (journaux, ambassades, ministères, organisations syndiambassades, ministères, organisations syndi-cales et politiques...) ainsi qu'une bibliogra-phie de base. Un ouvrage irremplaçable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la

INTRODUCTION A L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET AUX ORGANISA-TIONS REGIONALES AFRICAINES, par Maurice Glele-Ahanhanzo

★ Librairie générale de droit et de jurispru-dence, Paris, 1986, 574 pages, 400 F. Après un rapide panorama de l'OUA et des

andes organisations régionales africaines, ce livre offre surtout an lecteur l'accès aux chartes constitutives, conventions et proto-coles annexes de toutes ces institutions.

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1986/1987 (vol. 1, Organization descriptions and index), publication des l'Union des associations internationales (KG Saur, Munich-New York-Londres-Paris, 1986, 1986 pages): l'ammunire le plus complet, indispensable pour commitre l'adresse, les objectifs ou les membres de n'importe quelle organisation internationale ou régionale.

 L'INTERNATIONALE DES AF-FAIRES PART A LA DÉCOU-VERTE DU MONDE». Le titre du tableau accompagnant l'article d'Emile Karailiev paru dans le Monde diplomatique de novembre 1986 devait se lire comme suit : « La dégradation des termes de l'échange de l'Ouest avec les pays socialistes (1975 = 100). > Les chiffres mentionnés s'appliquaient en effet au rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des importations, et non au volume du commerce Est-Ouest. Tandis que les termes de l'échange se sont dégradés au détriment de l'Occident, notamment avec l'URSS, en raison de la bausse des prix du pétrole, le commerce a augmenté en volume depuis 1975 (et surtout, à plus long terme, de-

ellement en auch

1986. Deux aus

RISQUES ACE

THE RESERVED AND ASSESSED.

THE PERSON NAMED IN POSSIBLE OF PERSONS ASSESSED.

THE PERSON OF TABLETS

A Date of the last

25 2 20 2 2 2 2 4 4 PM

Gran milet in bei der

Car The Street Water

programme to the terms

The second of the

SERVICE IN CO. C. PROPERTY

promise to the second

CONTRACTOR OF THE PARTY

ET AZEL LOGIST IN LE TE DE

SIGN DALL THE RES

mark Transport and the comments

ERRETT Titte is in entre.

BERT STATE . STAR

Etelen Caurte . a. det

AND AND THE STORY OF A

BEAR ESPECIAL CATAONIA

選 マイス そう at たけ Reput

The same of the sa

er mikerende dings with plan

METERS AND IN MALENCE

THE PART TO STATE TO SERVE

STEED IN THE PARTY OF THE PARTY.

Barretter at an enem

TEC 19 11 11 10 10 10

32 De 1 2 1 1

Commence of the

ST. Dar

Butter to the same of

Services and the Name of

Bullet Server French The

Extends dans in a humanitary

ar ar public dans

ent, de lucies

Balling trailes per and

PLAIES D'EGYPTE

JBANNEST QUAN

RIETERRORISM

REDEMOCRATICAL

MENACLE

MENT PELLEON ED

DECADE NOT 45

ORPORTAGE, DE T

CAMILTEE, DE PHILIP

CRANT PANN NO

REOCCIDENT

DE MICE

WETE, DE MUCH

DOCUER:

2-3-2-2

L'AFFAIRE MASSIMO CARLOTTO

Pour un espace européen des droits de la défense

Par GILLES PERRAULT

'AFFAIRE Massimo Carlotto s'inscrira sans doute dans les annales judiciaires comme la première affaire criminelle de droit commun à avoir pris, dans son déroulement même, une dimension européenne.

Le 20 janvier 1976, le jeune Carlotto, dix-neuf ans, se présente devant les carabiniers de la ville de Padoue. Il est militant de Lotta Continus. Son organisation l'a chargé d'une enquête sur les trafics de drogue dans la ville. Ses démarches l'ont fait passer dans l'après-midi devant le domicile de sa sœur, mariée à un officier. Il a entendu des cris provenant du rez-dechaussée de la maison, habité par Margherita Magellon, vingt-quatre ans, qu'il a souvent rencontrée à l'occasion de visites à sa sœur. Il s'est précipité chez elle, a trouvé la porte ouverte et a découvert la malheureuse nue, lardée de coups de couteau, ruisselante de sang. Elle a prononcé quelques mots incohérents avant de perdre conscience. Epouvanté, Carlotto est passé chez des amis, pour leur demander conseil, avant d'apporter son témoignage aux policiers.

Il est entendu, arrêté et inculpé. Sans doute peut-on trouver étrange ce garçon que personne n'aurait soupconné s'il ne s'était présenté de lui-même aux carabiniers, mais l'histoire criminelle est remplie d'étrangetés. Un an plus tard, Carlotto répond devant la cour d'assises de Padoue du crime d'assassinat.

Le dossier de l'accusation paraît écrasant. Certes, il a ses zones d'ombre. Les vêtements de Carlotto présentent quelques taches de sang, ce qui n'est pas anormal s'il s'est borné, comme il l'affirme, à se pencher sur la victime et à l'effleurer. Mais le crime fut une boucherie : soixante coups de couteau. Le sang a littéralement giclé. Si Carlotto était l'assassin, ses vêtements devraient en être imprégnés. Et quel mobile ? L'accusation a retenu le crime sexuel : Carlotto aurait tué Margherita parce qu'elle se refusait à lui, dans une explosion de folie meurtrière perverse. Les expertises psychiatriques affirment cependant la parfaite normalité du sujet.

Acquittement à Padoue, condamnation à Venise

M AIS l'accusation possède avec les expertises médico-légales un argument sans réplique. Le rapport indique que l'agression s'est déroulée en continuité et que plusieurs coups de couteau entraînaient la « mort immédiate » - l'un d'eux a touché le cœur. Or Massimo Carlotto a déclaré lui-même avoir entendu Margherita prononcer quelques mots. Seul le meurtrier a pu entendre sa victime parler. Si Carlotto n'était, comme il le prétend, qu'un témoin, il aurait trouvé une Margherita silencieuse puisque morte. La déduction paraît imparable.

Devant la cour de Padoue, la défense produit la contre-expertise de deux spécialistes, les professeurs Dalla Volta et Gilli.



Leurs conclusions sont formelles : aucune des blessures reçues par Margherita n'exclusit une survie de quelques minutes. Le professeur Gilli fait état d'une étude portant sur cinquante cas où le cœur de la victime a été atteint. Dans vingt-six de ces cas, on a observé une survie de plusieurs minutes, voire de quelques heures ou même de plusieurs jours. La version donnée par Carlotto est donc plausible.

La cour est troublée. Elle est par ailleurs sensible à un argument de la défense : pourquoi l'accusé, dont l'intelligence est soulignée par les psychologues, aurait-il eu la sottise, s'il était l'assassin, de rapporter des propos qui signaient sa culpabilité?

La cour décide de renvoyer le procès et ordonne d'autres expertises. Les nouveaux psychiatres confirment le diagnostic de

Pour régler l'essentiel problème médico-légal, la cour a désigné trois éminents spécialistes de l'université de Bologne. Leurs conclusions rejoignent celles des professeurs Dalla Volta et Gilli : une survie de quelques minutes ne saurait être exclue. Surtout, les experts consultés estiment que, selon toute probabilité, l'agression ne s'est pas déroulée en continuité mais en deux temps. Et la première série de coups a, d'après eux, causé des blessures beaucoup moins graves que la seconde. Il est donc parfaitement concevable que l'assassin, dérangé par l'irruption de Carlotto, se soit dissimulé dans l'appartement et qu'il ait achevé sa sinistre besogne après le départ du jeune homme. Cette nouvelle hypothèse accrédite encore les déclarations spontanées de l'accusé.

a été trouvé dans la salle de bains. Le sang n'appartient ni au groupe de la victime ni à celui de Carlotto, ce qui implique la présence d'un tiers. La cour de Padoue relève enfin que les vêtements de Carlotto ne présentent pas la profonde imprégnation sanguine inséparable de la culpabilité et souligne que la personnalité de l'accusé ne concorde pas avec le mobile retenu par l'accusation.

En France, comme dans la plupart des lys européens, l'affaire serait terminée. L'Italie pratique en matière criminelle le système de la double juridiction. Sur appel du ministère public, Carlotto comdevant le cour de Ve un an après son acquittement et sa remise en liberté.

Les deux procès de Padoue avaient duré chacun un mois. Venise consacre deux audiences au dossier. Padoue, en présence de trois séries d'expertises médico-légales, avait accordé crédit aux deux dernières en soulignant que leurs auteurs avaient été en mesure de démontrer les erreurs de leurs prédécesseurs. Venise choisit d'en revenir à la toute première, malgré les critiques qui l'ont accablée. Les blessures ont donc entraîné mort immédiate.

La justice est aussi une loterie. Padoue avait été impressionnée par le manque de plausibilité du mobile. Venise déclare que si les psychiatres n'ont pas décelé la monstruosité de Carlotto, cela ne signifie pas qu'il n'est pas un monstre. Nous avons eu mieux, en France, lors de l'affaire Marie Besnard, avec des psychiatres affirmant de cette solide paysanne accusée de plusieurs empoisonnements qu'elle était « anormalement normale ».

La salle d'audience de Venise est alors le théâtre d'une scène prodigieuse. La cour vient de condamner Carlotto à dixhuit ans de prison pour un crime particulièrement horrible. Elle se retire. Le public sort de la salle. Carlotto aussi. Nul ne songe à le retenir. Ni arrestation à l'audience ni mandat d'arrêt. Il rentre chez ses parents. Il y restera paisiblement trois ans, jusqu'au rejet de son pourvoi, non suspensif, par la Cour de cassation qui, comme en France, ne juge pas au fond. Il partira alors pour le Mexique et y séjournera deux ans. Aucune procédure d'extradition n'est engagée. Ce sont les Mexicains qui l'expulsent en 1985 parce qu'il est entré dans le pays avec de faux papiers. Il purge actuellement sa peine en Italie.

Sa famille et ses amis s'emploient très vite à obtenir la révision de son procès. Mais c'est en France que l'affaire va prendre une nouvelle et décisive dimension. Au printemps 1986, plusieurs dizaines de personnalités signent un appel en faveur de Carlotto. La Ligue des droits de l'homme se saisit du dossier et demande audience à l'ambassadeur d'Italie à Paris. Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme part, en décembre 1986, pour l'Italie. Parallèlement, l'action s'organise en Angleterre et en Allemagne. Un colloque international sur l'erreur judiciaire se tiendra à Padoue au début de 1987.

A charge de revanche

singularités de l'affaire et de son environpas traitée comme telle. Il est, par exemde Padoue l'accusé fut détenu pendant un an à la prison de Cueno, réservée aux terà une offensive qui pouvait l'emporter, a réagi en sacrifiant parfois les garanties juridiques à une efficacité expéditive. guère lequel des Etats voisins serait en droit de lui faire la leçon.

Ce n'est certes pas l'intention des citoyens de diverses nationalités qui se mobilisent pour obtenir pour Carlotto un nouvel examen de son dossier. Echappant par définition aux passions péninsulaires, ils n'ont d'autre prétention que de porter sur l'affaire un regard sans doute plus objectif, et ils le font, comme on dit, à charge de revanche.

doit être aussi celui de la vigilance contre les dérapages circonstanciels et d'une réaction commune pour obtenir réparation des inévitables erreurs de la justice des

Pourquoi cette mobilisation européenne ? A cause des préoccupantes nement politico-social qui jona un rôle officieux mais déterminant. L'appartenance de Massimo Carlotto au mouvement d'extrême gauche Lotta Continua fit que cette affaire de droit commun ne fut ple, significatif qu'entre les deux procès roristes. La démocratie italienne, soumise C'est toujours critiquable mais on ne voit

eman, L'espace judiciaire européen peut et

Dans ce numéro :..

PAGES 2 et 3:

Seas et enjeux de la mobilisation des étudiants en France : un mouvement pour les droits civiques, par Ignacio Ramonet. — Les forteresses vides de l'enseignement supérieur, par Jacques Ardoino et Michel

PAGES 4 à 7 :

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROI-SADE: Débâcie, suite de l'article de Claude Julien. — La politique étrangère américaine à la merci d'organi-sations parallèles?, par Fabrizio Tonello.

PAGES 8 à 10 :

LA FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRI-CAINE: Des fermiers spectateurs de leur propre mort, par Florence Beaugé. L'échec de l'économie reaganienne, par Marie-France

PAGE 11:

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico? par José-Luis Mendez.

PAGES 12 et 13:

L'Europe peut-elle jouer un rôle plus constructif en Amérique latine? par Françoise Berthélémy.

Sacrifier l'humain au redressement financier : un pseudo-réalisme qui coûte fort cher, par Richard Jelly

et Denis Caillanx. - Le Fonds monétaire sous le feu de la critique, par Philippe Norel.

PAGES 16 à 18 :

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE : De l'antimarxisme à la sélection des victimes, par Charles Condamines. — La sécheresse et les déplacements de population : fiéau millénaire, douloureux réveil, par Jean Doresse. — Au forum d'Agen : OPA sur l'aide humanitaire, par Bernard Hours. - Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle? par Claude Liange.

Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente, par Yves Sandoz.

PAGES 19 à 25 :

A L'ASSAUT DES ÉTOILES : Vers l'expansion de la technique dans le système solaire? par André Lebeau.

L'Europe, troisième Grand à part entière, par Jean-Marie Luton. — Chine: Les premiers succès de la voie nationale», par Rachel Villain. — Japon: à marche forcée vers l'autonomie, par Françoise Pyharo. — Prudence et ténacité de la stratégie soviétique, par Alain Dupes. - Inde : au service du développement conomique, par Marc Giget. — Vivre en apesanteur?
par René Bost. — Le dilemme non résolu de la
démarche américaine, par John M. Logsdon. — Les
odyssées cinématographiques (A.D.).

PAGE 26:

Israël et la Jordanie face aux Palestiniens : entente ambiguë contre l'OLP, suite de l'article de Dominique Vidal.

PAGES 27 à 29 :

La Flandre au cœur de l'Europe (supplément).

PAGES 30 et 31 :

Philippines: difficile parcours pour le nouveau pouvoir, par Pierre de Charentenay. — La gauche militante face au projet de M. Aquino, par Pierre Rousset. **PAGE 32:**

Témoignage: un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui, par Shahnaz Nadjumbadi.

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN : « La Révolte des pendus » (extraits). PAGES 34 et 35 :

LES LIVRES DU MOIS: «le Parti des patrons», d'Henri Weber, par Yves Florenne. — « Ramassevioques», de Juan Carlos Onetti, par Claude Fell. — Sao Bernardo», de Graciliano Ramos, par Marie-Françoise Allain.

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1986 a été tiré à 134 500 exemplaires. Le numéro de novembre a été interdit à la vente au Maroc.

> Janvier 1987 EDITERRANT

